MASTER
NEGATIVE
98-84409-2

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States (Title 17, United States Code) governs the making of photocopies or other reproductions of copyrighted materials including foreign works under certain conditions. In addition, the United States extends protection to foreign works by means of various international conventions, bilateral agreements, and proclamations.

Under certain conditions specified in the law, libraries and archives are authorized to furnish a photocopy or other reproduction. One of these specified conditions is that the photocopy or reproduction is not to be "used for any purpose other than private study, scholarship, or research." If a user makes a request for, or later uses, a photocopy or reproduction for purposes in excess of "fair use," that user may be liable for copyright infringement.

The Columbia University Libraries reserve the right to refuse to accept a copying order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

98-84409-2

Blanqui, M. (Adolphe-Jérôme)

Précis élémentaire d'économie politique

Paris

1857

98-84409-2
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED -- EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

330
B614

Blanqui, Jérome Adolphe, 1798-1854.
Précis élémentaire d'économie politique.
3. éd., suivi du Résumé de l'histoire du commerce et de l'industrie par le même. 2. éd.
Paris, Guillaumin, 1857.
264 p.

NNC

RESTRICTIONS ON USE: *Reproductions may not be made without permission from Columbia University Libraries.*

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35 mm REDUCTION RATIO: 9:1 IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 10/30/98 INITIALS: WW

TRACKING #: 33013

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

BIBLIOGRAPHIC IRREGULARITIES

MAIN ENTRY: Blanqui, M. (Adolphe-Jérôme)

Précis élémentaire d'économie politique

Bibliographic Irregularities in the Original Document:

List all volumes and pages affected; include name of institution if filming borrowed text.

_____ Page(s) missing/not available: _____

_____ Volume(s) missing/not available: _____

_____ Illegible and/or damaged page(s) _____

_____ Page(s) or volume(s) misnumbered: _____

_____ Bound out of sequence: _____

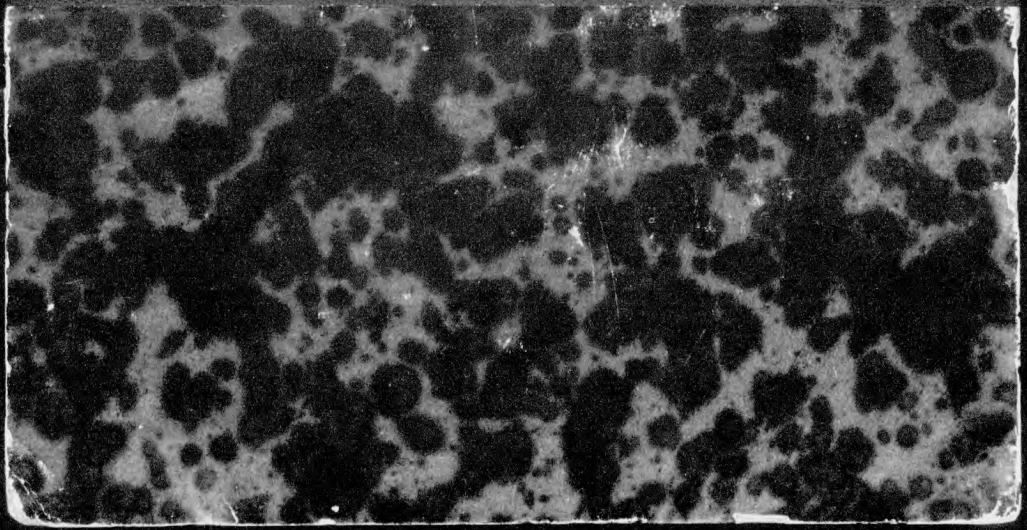
_____ Page(s) or volume(s) filmed from copy borrowed from: _____

X Other: water stains throughout title

_____ Inserted material: _____

TRACKING #: MSH33013

100 mm
A5
1.0
1.1
1.25
1.4
1.6
1.8
2.0
2.2
2.5
2.8
3.2
3.6
4.0
4.5
5.0
5.6
6.3
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz1234567890
1.0 mm
1.5 mm
2.0 mm



Columbia University
in the City of New York

THE LIBRARIES

PRÉCIS ÉLÉMENTAIRE
D'ÉCONOMIE POLITIQUE

SUIVI DU

RÉSUMÉ

DE L'HISTOIRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Paris. — Imprimerie de P.-A. BOURDIER et Cie, 30, rue Mazarine.

PRÉCIS ÉLÉMENTAIRE
D'ÉCONOMIE POLITIQUE

Par A. BLANQUI, de l'Institut

3e ÉDITION

SUIVI DU

RÉSUMÉ

DE

L'HISTOIRE DU COMMERCE
ET DE L'INDUSTRIE

PAR LE MÊME

2e ÉDITION

PARIS
GUILLAUMIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
Du *Dictionnaire de l'Économie politique*, du *Journal des Économistes*,
De la *Bibliothèque des sciences morales et politiques*, etc.
RUE RICHELIEU, 14

1857

330
D614

210406

210406
1962

PRÉCIS

ÉLÉMENTAIRE

D'ÉCONOMIE POLITIQUE

INTRODUCTION HISTORIQUE.

Un observateur attentif, placé au sein de la société, ne tarde point à y apercevoir une foule de phénomènes aussi remarquables que ceux qui se présentent à ses yeux lorsqu'il examine la voûte céleste; il voit se renouveler sans cesse un mouvement analogue à celui du lever et du coucher des astres : c'est le phénomène de la production et de la consommation des richesses, sources de l'existence sociale et de la prospérité des nations. Bientôt il reconnaît que ce mouvement est soumis à des lois régulières, et que la connaissance en est aussi nécessaire aux chefs et aux membres des sociétés, que celle des planètes aux pilotes et aux navigateurs. L'une de ces sciences s'appelle l'Astronomie; la seconde est connue sous le nom d'Économie politique.

Il s'est écoulé beaucoup de temps avant qu'on soit parvenu à établir sur des bases solides le système du monde; et ce n'est guère que de nos jours qu'on a commencé à fixer les principes de l'économie du corps social. Mais ces principes, une fois posés, ont été fertiles en conséquences : on a mieux su comment l'homme pouvait ajouter à son aisance et à son bonheur, par l'emploi bien entendu des ressources que lui offre la nature; on a pu faire justice des abus qui contrariaient ou retardaient le développement de ses facultés industrielles. Examinons rapidement quel a été l'état de la science économique pendant la longue époque qui a précédé les découvertes des modernes, et par quelle série

de progrès, ou si l'on veut, de tâtonnements, elle est arrivée au point où nous la voyons aujourd'hui.

En remontant aux temps reculés de la société humaine, on observe, même pendant les commencements les plus informes, un mouvement continuel d'échanges, fondés sur les besoins des hommes et sur leurs avantages mutuels. On y voit, comme de nos jours, l'intérêt de l'argent s'élever en proportion des dangers que courait le prêteur de n'être pas remboursé. On s'aperçoit également que les peuples laborieux prospèrent, et que les nations indolentes se ruinent, malgré les circonstances passagères qui paraissent entraver la fortune des uns, et augmenter celle des autres. Ainsi, la république de Hollande a réparé par son industrie les malheurs occasionnés par ses débats avec Louis XIV, et l'Espagne, naguère maîtresse du Pérou, demande l'aumône à l'univers. Des phénomènes analogues se sont donc toujours renouvelés dans des circonstances données, lors même qu'il n'existait pas encore des observateurs capables de les signaler à l'attention générale : la terre tournait avant que Galilée eût demandé pardon aux inquisiteurs d'avoir deviné son mouvement.

Mais lorsque, par une suite d'observations méthodiques, le génie de l'homme est parvenu à saisir les faits principaux d'une science, à les coordonner, à les soumettre à l'analyse ; lorsqu'il les a expliqués par le raisonnement, de manière à pouvoir les ériger en principes et à en tirer des conséquences, on peut dire que cette science est créée, qu'elle existe : telle est de nos jours l'économie politique. Les faits négligés par nos ancêtres ont été recueillis par leurs descendants, et les leçons du passé formant leur expérience, chaque jour voit disparaître cette résistance aux améliorations, qui menaçait de rendre éternelle l'enfance, déjà bien longue, du genre humain. Grâce au ciel, on commence à ne plus croire que, pour faire fortune, il faille ruiner ses voisins, et que l'empire le plus riche soit celui qui paye le plus de contributions; la rage du monopole s'affaiblit et devient ridicule ; le

système des prohibitions, si cher aux partisans de la routine, commence à trouver des opposants. L'Angleterre ouvre ses ports à nos produits, et son fisc s'enrichit en diminuant l'impôt des vins; on vient de comprendre, dans ce pays, qu'il n'y a rien à gagner avec des pauvres, et que pour faire de bonnes affaires, il faut traiter avec des riches, c'est-à-dire contribuer à ce que tout le monde le devienne. Mais nous ne sommes pas encore éclairés à ce point dans notre belle France, et je suis sûr qu'au moment où j'écris, plusieurs publicistes, nos compatriotes, s'imaginent, par exemple, que l'Espagne manquant de tout, nous allons nous enrichir à ses dépens, en devenant ses fournisseurs : c'est comme si on prétendait que le plus sûr moyen de se bien porter est de ne fréquenter que des malades.

M. Destutt de Tracy a dit dans son traité d'Économie politique : « Le commerce est toute la société, comme le tra-« vail est toute la richesse. » Suivons cette idée, qu'on peut ne pas adopter d'une manière absolue, et voyons comment elle a été appréciée dans les différentes circonstances et par les divers écrivains qui nous ont précédés. Ce sera suivre les progrès de la science économique.

Une loi d'Égypte prescrivait au fils d'embrasser la profession de son père. C'était, comme l'observe très-bien M. Say, prescrire, dans certains cas, de créer des produits au delà de ce qu'en réclamait l'état de la société; c'était prescrire de se ruiner pour obéir à la loi. Les Grecs n'étaient pas plus habiles : tout ce qu'ils savaient, c'est que la prodigalité détruit les fortunes, et que l'économie les augmente; et quoiqu'ils eussent des consuls dans quelques ports de l'Asie Mineure, ils ne s'étaient pas occupés de rechercher quels pourraient être les effets produits par le mouvement des exportations et des importations. Ils commerçaient en aveugles, comme on digère, sans songer au mécanisme de la digestion. Aristote et Platon nous ont donné leurs rêves sur la production : c'était de la poésie sur l'agriculture et des déclamations contre la fortune.

Les Romains, qui méprisaient l'industrie, qui méprisaient le commerce et la marine, qui méprisaient tout ce qui ne flattait pas directement leur esprit de conquête, n'ont pas montré plus de savoir que les Grecs en économie politique. Pline l'Ancien, que ses vastes connaissances en histoire naturelle avaient dû porter à réfléchir sur la richesse des nations, parle toujours de la production comme un prédicateur le ferait du luxe, avec emphase, avec humeur; il est presque aussi fatigant que Sénèque.

La barbarie du moyen âge, comme on le pense bien, n'a pas contribué à éclaircir les questions qui nous occupent, et ce n'est point au règne de Dagobert qu'il faut s'arrêter pour en trouver la solution. Les droits connus sous le nom de *navigios, portaticos, pontaticos, rivaticos, rotaticos, pulveraticos, salutaticos*, c'est-à-dire ceux qu'on payait pour la navigation des rivières, le séjour dans les ports, le passage sous les ponts, le stationnement sur les rives des fleuves, le roulage, *la poussière occasionnée par le transport des marchandises*, et pour le salut dû au roi ou aux seigneurs, ressemblent trop à certaines branches de nos *droits-réunis*, pour que l'on suppose que les vrais intérêts du commerce et de la production fussent compris à cette époque. L'économie politique du temps était l'art de rançonner les producteurs de toute espèce, manufacturiers, laboureurs, commerçants.

M. Say, dans le beau tableau qu'il a tracé des progrès de la science économique [1], remarque avec raison que les succès des Portugais et des Espagnols dans les deux Indes, l'industrie des républiques de Venise et de Gênes, des provinces de Flandre et des villes Anséatiques, firent naître quelques idées raisonnables sur la théorie des richesses; et il cite les noms des écrivains qui ont donné le signal des découvertes dans cette carrière intéressante, tant en Italie que dans le reste de l'Europe. Les essais de Davanzati, de Belloni, de Carli, d'Algarotti, de l'abbé Galiani, sont appré-

[1] Discours préliminaire de son Traité.

ciés par lui à leur juste valeur. J'ai lu ceux de Navarette et d Ustaritz, auteurs espagnols du dernier siècle : mais ces auteurs, placés sous l'influence des préjugés nationaux, n'ont pu leur échapper entièrement, et je ne crois pas qu'on doive appeler du jugement qu'a prononcé contre eux M. Queypo, l'un de leurs compatriotes les plus distingués. Outre les auteurs cités par M. Say, plusieurs ouvrages anglais fort remarquables, qui remontent au XVIIe siècle, sont indiqués par M. Mac Culloch dans le discours qu'il vient de publier sur les progrès de l'économie politique.

Sully et Colbert ont senti ce qui manquait à la France, mais ils n'ont pas pu proposer ce qu'il fallait lui donner. Ces deux grands citoyens ont rendu des services éminents à leur pays, et même à la science : le premier, en encourageant l'agriculture et le commerce; le second, en favorisant de tout son pouvoir les manufactures. Grâce à eux, plusieurs phénomènes relatifs à la production ont pu être observés avec soin et sous des apparences diverses; ils fournissaient, sans y penser peut-être, des matériaux à la postérité chargée de construire l'édifice d'une science qu'ils avaient entrevue. Mais là s'est bornée leur coopération.

Les dépenses de Louis XIV et les folies de la régence ont singulièrement éclairé la marche de l'économie politique. Dans cette science, comme dans toutes les autres, les erreurs mêmes sont profitables, parce qu'elles servent de leçon, ainsi que la perte d'un vaisseau découvre souvent aux navigateurs l'existence d'un écueil. Sous ce rapport, l'expulsion des protestants, et les paradoxes du *système*, ont eu des conséquences immenses; l'absurdité a frappé tous les esprits, et ce qu'un bon ouvrage n'aurait pas fait, est devenu le résultat de deux fautes mémorables.

Je ne citerai pas Montesquieu et Voltaire, génies si divers et si élevés, au nombre des économistes : ils ont voulu raisonner tous deux sur les effets de la richesse, avant d'en connaître la nature, les sources et la direction; et ils ne nous ont laissé que d'ingénieuses hypothèses. Rousseau a porté

sa brillante imagination dans un sujet purement matériel, et il s'est égaré. Le docteur Quesnay, devenu tout à coup et presque à son insu chef de secte, a exposé, vers le milieu du XVIIIe siècle, quelques vérités réellement utiles; mais, entraîné par le zèle aveugle de ses prosélytes, il a laissé pénétrer les abstractions dans l'économie politique, et son système s'est perdu avec elles dans les nuages de la métaphysique. Il s'était attaché presque exclusivement à défendre les intérêts de l'agriculture, dont l'abaissement l'avait frappé dans sa jeunesse; et, de l'ensemble de ses recherches, il avait conclu que *la terre était la source unique de la richesse*. De là vint sa division de la société en trois classes, dont la première, selon lui, seule digne du nom de *productive*, se composait des fermiers et des ouvriers employés aux travaux agricoles; la seconde, appelée classe des *propriétaires*, comprenait tous les individus qui vivent sur le revenu de la terre, ou sur le produit net retiré par les cultivateurs, déduction faite des frais nécessaires; la troisième enfin, celle qu'il nommait la classe *non productive*, réunissait les manufacturiers et les marchands, dont il supposait le travail incapable de rien ajouter à la richesse nationale. La conclusion naturelle du système de Quesnay était de faire tomber toutes les charges sur le produit net ou le revenu des propriétaires; mais l'expérience a mis son erreur au grand jour.

Toutefois, son école [1] a produit des hommes d'un mérite supérieur, de vertueux citoyens capables de signaler des abus et de les attaquer avec énergie. L'abbé Raynal, malgré les paradoxes qui déparent son *Histoire philosophique et politique du Commerce des Européens dans les deux Indes*, a tonné contre le monopole, et l'on est surpris, en le lisant, de la justesse de ses prévisions. Condorcet, Condillac, appelèrent l'attention publique sur des matières qu'ils n'entendaient pas

[1] Elle est connue sous le nom d'Ecole ou plutôt de Secte des *Économistes*. Le marquis de Mirabeau, Mercier de la Rivière, Saint-Féravy, Dupont de Nemours, en furent des membres très-ardents.

bien eux-mêmes : Turgot, arrivé au ministère, protégea les économistes ses anciens amis, sans s'asservir à leurs opinions. Beccaria, Verri, Filangieri, publièrent des ouvrages qui annonçaient un changement remarquable dans la littérature et la philosophie italiennes : ils fermaient la liste des prosateurs stériles et des philosophes théologiens, en dirigeant vers les études positives l'imagination vive et légère de leurs compatriotes. Le bien qu'ils ont fait aux Italiens survivra à toutes les invasions, car ils ont semé sur leur terre natale des idées plus dangereuses pour la paresse armée, que de folles conspirations parodiées de l'antique.

Enfin Smith parut, qui le premier jeta les vrais fondements de l'économie politique, dans ses immortelles *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Il établit que la richesse consistait dans la valeur échangeable des choses, et que, par conséquent, elle pouvait être indéfiniment augmentée, à mesure qu'on donnerait de la valeur aux matières qui en étaient dépourvues. Il fit tomber ce voile fatal qui avait si longtemps dérobé aux hommes les véritables phénomènes de la production; il détrôna l'or et l'argent, puissances jusque-là regardées comme la source de toutes les fortunes publiques et privées. Ces deux métaux vénérés devinrent tout à coup de simples marchandises, et leur degré d'utilité, mieux apprécié, révéla au genre humain des secrets plus précieux que ne l'avaient été les mines du Nouveau-Monde. Tout ce que ses plus habiles prédécesseurs avaient entrevu d'utile, Smith l'a prouvé, il l'a mis au grand jour; il est parti des faits pour arriver aux principes, et, appliquant les règles sévères de l'analyse à l'examen des plus hautes questions de l'économie politique, il a mérité l'honneur d'être appelé le fondateur de cette science.

Quelques économistes ne sont point d'accord avec lui sur son appréciation de la part du travail humain dans la production; ils lui reprochent d'avoir trop accordé au travail de l'homme, en lui attribuant spécialement le pouvoir de produire des valeurs. Séduit, selon eux, par le charme de cette

grande idée, la division du travail s'est présentée à son esprit comme la plus immense de toutes les influences; néanmoins, il a posé un principe dont les conséquences sont presque incalculables. Le temps, qui permet de faire avec justice la part de la critique et de l'éloge, a dévoilé ce qui manquait, dans les détails et dans l'ensemble, à la doctrine de Smith : ainsi, l'on reconnaît qu'il n'a pas suffisamment indiqué ce qui a rapport à la distribution et à la consommation des richesses, et que ses plus belles pensées, faute d'avoir été méthodiquement présentées, n'ont pas produit, dès l'abord, tous les effets qu'on en pouvait attendre.

Ce n'est pas un tel reproche qu'on a le droit de faire à M. J.-B. Say, le plus classique, assurément, de tous les économistes qui aient paru depuis Smith. On peut dire qu'indépendamment des parties de la science que cet illustre écrivain a véritablement fondées, il lui a rendu des services éminents, en la mettant à la portée de tous les esprits, par la justesse de sa méthode, la franchise en quelque sorte familière de son style, et la clarté frappante de ses démonstrations. C'est lui qui, le premier, a systématisé l'ensemble des doctrines économiques, et qui a donné une analyse complète de la *production* et de la *consommation*. Il a réduit ces deux phénomènes à n'être qu'une création et une destruction d'utilité. Il a également analysé les opérations productives, et montré la part qu'y prennent les sciences. Ainsi se sont trouvés classés dans la grande famille des producteurs les savants, ces hommes utiles, qui ne demandent le plus souvent qu'une couronne de chêne à la société enrichie de leurs veilles. C'est encore M. Say qui a résolu cette grande difficulté : *Comment, la richesse se composant de la valeur échangeable des choses, une nation est d'autant plus riche que les produits sont à meilleur marché*[1]? Dans la théorie *des débouchés* qu'il a créée, en montrant qu'on n'achetait des produits qu'avec des produits, il a intéressé chaque nation à la prospérité de toutes

[1] Voyez son *Traité d'Économie politique*, livre II, chap. III.

les autres. Ce principe, en détruisant le germe des rivalités nationales, exercera une influence immense sur les destinées du monde. Une de ses conséquences les plus naturelles a été de porter les Anglais à favoriser l'émancipation de l'Amérique. M. Say s'en est servi avec un grand succès pour démontrer l'absurdité du système de la *balance du commerce*, pour lequel on a livré tant de guerres, versé tant de sang et sacrifié tant de capitaux. Il a abordé avec une heureuse hardiesse l'importante question des colonies, et il l'a résolue avec une assurance que l'expérience a justifiée. En un mot, il a fait faire un grand pas à la science, en développant d'une manière lumineuse les découvertes de ses prédécesseurs, et en les appuyant du résultat de ses propres observations. Toutes les nations éclairées de l'Europe lui ont rendu cette justice; car son Traité a été traduit dans la langue de chacune d'elles, et adopté pour l'instruction publique, partout où l'enseignement de l'économie politique est autorisé.

Les événements de 1814, en rendant la paix au monde, ont permis d'observer avec une grande exactitude la plupart des phénomènes relatifs à la production, à la distribution et à la consommation des richesses. Les emprunts, le crédit public, l'industrie manufacturière et commerciale, ont été jugés d'après l'expérience, et tout ce qui n'a pu être sanctionné par elle a été frappé de stérilité. Les progrès récents de la mécanique, l'émancipation de tout un monde, l'accroissement des communications, offrent une masse de faits éclatants à l'analyse; et le moment n'est pas loin où l'on pourra résoudre avec un très-haut degré de probabilité les questions les plus épineuses de la science économique. En France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Amérique, des esprits éclairés méditent avec ardeur sur l'avenir des nations, et, comparant le présent au passé, ils essayent d'ouvrir une carrière brillante aux destinées du genre humain. Ce n'est pas qu'il soit donné à l'économie politique de parvenir jamais à une certitude mathématique; mais elle peut montrer comment ce qui arrive réellement est la conséquence d'un fait positif

précédent, et en déduire les résultats les plus utiles pour la prospérité publique.

De toutes parts, les diverses branches de la science de la production ne sont enrichies d'une foule d'ouvrages précieux, dont le classement méthodique et la disposition en corps de doctrine seraient la matière d'un travail de beaucoup d'importance. M. Malthus, dans son *Essai sur le principe de la population*, qui a eu plus de quinze éditions en Angleterre, a prouvé que la population était en rapport direct avec les productions de la société, et qu'elle augmentait en proportion de l'acroissement des moyens de subsistance. Cette pensée si simple et si vraie a découvert des erreurs presque sanctionnées par le temps, et qui certainement ne se reproduiront plus. On a vu quels étaient les obstacles réels qui s'opposaient au développement de la population dans les différents pays du monde, et par quels moyens efficaces on pourrait améliorer la condition des travailleurs et celle des pauvres. La charité elle-même a été éclairée ; on a reconnu que dans plus d'une circonstance elle agissait en aveugle, et que ses bienfaits, loin d'extirper la mendicité, lui servaient d'aliment et d'appui. Cet ouvrage plein de faits intéressants, de sentiments nobles et élevés, et de vues importantes, mérite d'être médité par tous ceux qui ne sont point indifférents au bonheur de leurs semblables. Les écrivains même qui en ont contesté quelques propositions n'ont pu s'empêcher de reconnaître les services qu'il a rendus à la science.

Les *Principes d'Économie politique* de M. Ricardo, l'un des auteurs qui ont le mieux traité la question du crédit et de l'impôt, a opéré dans le monde économique une sensation à laquelle on a peut-être donné trop d'importance. Il semble même, en ce moment, qu'on veuille ériger en chef de secte cet illustre économiste, en proclamant d'une manière absolue, à l'imitation de l'École, les opinions qu'il a exprimées, quelquefois d'un ton bref, et si j'ose le dire, presque dogmatique. Une lutte s'est établie entre ses sectateurs et quelques écrivains d'une réputation faite en économie politique, sur

les bases de la nouvelle doctrine. Selon Ricardo, la *rente*[1] *est tout à fait étrangère au coût de production : la hausse des salaires occasionne une baisse des profits et non une hausse dans le prix des marchandises, etc.*

M. le professeur Mac Culloch, d'Édimbourg, s'est montré le champion de la doctrine de Ricardo, dans un discours récemment publié à Londres, et traduit en français par M. Guillaume Prévost, de Genève, qui l'a enrichi de notes explicatives. Ce discours, remarquable à beaucoup d'égards, et où l'on retrouve des passages entiers du discours préliminaire de M. Say, est une exposition plutôt qu'une démonstration des théories de Ricardo ; mais on y rencontre, indépendamment de la partie systématique, des considérations lucides sur les diverses applications de l'économie politique, et plusieurs détails intéressants à l'appui de ces considérations. Quelques esprits sages ont remarqué dans les premières pages du discours de M. Mac Culloch un éloge de la richesse qui leur a paru ressembler à l'adoration, et fournir des armes aux détracteurs de l'industrie. Sans doute les capitaux sont pour les nations une source de prospérité, de lumières et de civilisation ; mais c'est aller trop loin que d'en faire dépendre la vertu et même les talents littéraires. L'expérience a démenti cette dernière assertion pour ce qui regarde la littérature : le Dante, l'Arioste, le Tasse, Camoëns, Milton, Cervantès, n'étaient pas des millionnaires ; et je me garderai bien d'entamer la liste de tous les auteurs célèbres qui sont morts à l'hôpital. Il ne faut pas s'exagérer l'influence de la fortune, quelle que soit l'intelligence nécessaire pour y parvenir ; on prête ainsi des arguments aux partisans de la routine, qui accusent de matérialisme les promoteurs de l'industrie ; et d'ailleurs la richesse, qui ennoblit les nations, ne sert trop souvent qu'à donner du ridicule ou de l'insolence aux individus.

M. James Mill, partisan de feu Ricardo, a donné le titre

[1] J'emploie le mot *rente* pour désigner *le revenu foncier* ou *fermage* de la terre.

d'*Éléments* à son traité d'économie politique. Ce titre semble trop modeste pour un ouvrage consacré à l'examen des plus hautes questions de la science. Il faut déjà savoir, et savoir beaucoup, pour en retirer un véritable avantage. C'est un livre difficile, mais c'est un bon livre, quoiqu'il ne réponde point à son titre. On peut dire encore que l'auteur a plus créé que M. Storch, professeur des grands-ducs russes Nicolas (aujourd'hui empereur) et Michel. M. Storch, dont Mac Culloch a mis, on ne sait pourquoi, l'ouvrage *à la tête de tous ceux qui ont paru sur le continent*, a très-bien exposé les doctrines des économistes inventeurs qui l'ont précédé : les belles théories d'Adam Smith et de M. Say ne perdent rien à être étudiées dans ses écrits, et, certes, personne n'était mieux placé que lui pour bien apprécier le système féodal de la Russie moderne ; mais si l'on excepte ce que sa position particulière lui a permis de peindre avec plus de vérité et d'à-propos qu'aucun autre, son cours d'économie politique ne mérite pas l'éloge exclusif qu'en a fait M. Mac Culloch.

Un négociant distingué du royaume de Naples, M. Joseph de Welz, a publié en 1824 un ouvrage en deux volumes in-4°, intitulé *la Magie du crédit révélée*. La première partie est consacrée à l'examen des principales questions qui se rattachent au crédit, et l'on ne saurait nier que l'auteur n'ait développé dans cet examen toutes les ressources d'une érudition immense et d'une longue suite d'observations; mais il accorde une importance trop absolue, j'ose le dire, à ce qu'il appelle *la Magie du crédit*, et sa réfutation des théories de MM. Say et Sismondi n'a point le degré de solidité nécessaire en pareille occurrence. La seconde partie se rapporte entièrement à des spécialités qui intéressent la Sicile. Cet ouvrage, écrit en italien, et digne d'estime à plus d'un titre, annonce une grande amélioration dans l'étude de l'économie politique chez les compatriotes de l'auteur. J'y ai remarqué une analyse de l'administration de tous les ministres des finances qui se sont succédé en France et en Angleterre depuis 1485 jusqu'à nos jours : c'est un morceau d'histoire fort curieux,

et dont la traduction ne manquerait ni d'utilité ni d'à-propos dans les circonstances présentes.

Je pourrais citer encore les nouveaux principes d'économie politique de M. de Sismondi, les travaux de M. Garnier, ceux de M. Ganilh dont on nous annonce un Dictionnaire d'Économie politique, le Traité de M. Destutt de Tracy, et plusieurs autres ouvrages qui tendent à élever l'économie politique au rang des sciences faites, des sciences applicables, comme la physique, la chimie, la mécanique ; mais leur analyse dépasserait de beaucoup les bornes de ce précis, et je crois qu'il suffit d'avoir indiqué les plus remarquables.

Je finirai, néanmoins, en rappelant les écrits de Saint-Simon, dont la doctrine, revêtue quelquefois de formes bizarres, ou décréditée par d'étranges paradoxes, a eu pour but de réaliser une grande application de l'économie politique à l'industrie. Ce hardi novateur a essayé de relever la position des classes laborieuses de la société, en leur démontrant qu'elles seules étant les sources de la fortune publique par leur travail, devaient en être aussi les arbitres, et en frappant d'une interdiction commune toutes les classes d'oisifs et de privilégiés. Sous ce rapport, on peut dire qu'il est sorti du domaine de la science économique, pour entrer dans celui de la politique, dont elle est parfaitement distincte; mais sa pensée dominante, celle de l'*association* de tous les travailleurs pour leur bonheur commun, si elle est sagement développée, doit conduire quelque jour à des résultats décisifs et susceptibles de durée. Un journal hebdomadaire estimable, *le Producteur*, continue le système de Saint-Simon avec les modifications que le raison a indiquées, et il pourra servir de point de ralliement aux masses laborieuses contre les empiétements, les théories et les exigences de l'indolence puissante. Si parfois ses doctrines économiques ne sont point, comme celles de plusieurs auteurs, en parfaite harmonie avec quelques-unes des théories de la science, il n'en faut pas conclure que tout soit encore en litige : les faits sont irrécusables, on ne discute point sur eux ; mais chacun a le droit de

les envisager à sa manière; et si quelques personnes en abusent, cet inconvénient ne peut avoir de graves conséquences. Le temps, qui est un grand maître, remet à leur place les hommes et les choses, et la vérité détrône l'erreur tôt ou tard. Avons-nous vu que les nombreux dissentiments sur la botanique, sur la physiologie, sur l'histoire naturelle, qui ont divisé des savants du premier ordre, aient nui à l'établissement et aux applications de ces sciences?

Aujourd'hui, d'ailleurs, toutes les classes de la société sont intéressées à connaître la nature de leur action particulière sur la fortune publique. En Angleterre, cette opinion est tellement générale, qu'on y imprime des ouvrages d'économie politique pour l'instruction de la jeunesse des deux sexes. Une dame a publié récemment, dans ce pays, des *Entretiens* destinés à mettre la science à la portée des plus jeunes intelligences. Les questions les plus difficiles y sont traitées, d'après les écrits de Smith, de M. Say, de Malthus, de Mill, de Ricardo, d'une manière simple et lumineuse. M. Say a exposé, dans un ouvrage analogue, le tableau succinct des principaux phénomènes dont on trouve l'analyse complète dans son Traité. C'est ainsi que les vérités pratiques de l'économie politique pénétreront peu à peu dans tous les rangs de la société, et finiront par faire partie de l'instruction publique chez les nations civilisées. Aucune d'elles ne saurait demeurer indifférente à ces grandes questions des *machines*, des *banques*, des *débouchés*, des *monnaies*, des *emprunts*, des *impôts*, du *crédit*, surtout depuis que ces questions ont été mises à la portée de la majorité des lecteurs, par le temps et par les écrivains dont j'ai cité plus haut les ouvrages. Grâce à eux, je ne sais si quelque chose manque aux principales vérités de la science économique, et, dans le cours de ce travail, mon embarras est venu plus souvent de la foule des arguments que de leur absence. Pour peu qu'on étudie avec attention l'ensemble des phénomènes dont j'ai essayé de présenter un précis à la fois complet et rapide, on s'aperçoit que les démonstrations tirées des faits deviennent

quelquefois si frappantes, qu'on pourrait accuser de trivialité les auteurs auxquels je les ai empruntées, ou moi-même, quand j'ai suppléé à leur silence. Cette particularité sera principalement remarquée dans tout ce qui a rapport aux *importations* et aux *exportations*, aux *débouchés*, au système connu sous le nom de *balance du commerce*, aux *prohibitions*, aux *colonies*, à l'*intérêt*, à la *population*. Lorsqu'une science est parvenue à ce point, elle a des droits à l'attention générale, et il est difficile de bien juger l'état social des nations, sans l'avoir étudiée. Son triomphe, d'ailleurs, ne saurait être douteux, puisqu'elle tend à dégoûter les âmes élevées de la passion, trop commune encore, des sinécures de toute espèce, et qu'elle doit rallier l'espèce humaine au travail, source de la vraie gloire et des prospérités durables.

LIVRE PREMIER

DE LA PRODUCTION DES RICHESSES.

Plan et division de l'ouvrage.

La science de l'économie politique a fort peu de rapports avec la POLITIQUE proprement dite, malgré l'apparente analogie de leur dénomination. Son but est d'expliquer, par l'exposé raisonné des faits, et toujours d'après l'expérience, comment les richesses se produisent, se distribuent et se consomment au sein des sociétés civilisées. Il n'y a donc point d'*économie politique* pour les sauvages et pour les peuples paresseux, j'ai presque dit pour les peuples guerriers; car les uns vivent de leur chasse, et les autres du pillage, ressources précaires et stériles, puisqu'elles ne sont pas susceptibles d'être accumulées d'une manière favorable à la *production*.

Au premier abord, il semble que l'étude d'une telle science présente des difficultés insurmontables, et qu'elle suppose la connaissance profonde de ce qu'on appelle encore de nos jours l'art de gouverner : heureusement non. Il ne s'agit point ici de savoir comment on gouverne, ni même comment on est gouverné, mais tout simplement de se rendre compte des phénomènes perpétuels de la production, source de l'existence sociale de l'espèce humaine. Chacun y pourra voir et juger avec exactitude quel rôle il joue sur ce mouvant théâtre, et par quelles améliorations dans sa position il pourra améliorer la position des autres. Deux grandes idées domineront toute notre doctrine : la paix et le travail. Nous pensons que leur développement doit suffire au bonheur de l'homme, et que ces deux mots comprennent tout ce qu'il y

a de noble, d'utile et d'honorable dans l'exercice de ses facultés naturelles.

J'examinerai d'abord ce qu'il faut entendre par le terme de *production*, et ensuite, comment les différentes sortes d'industrie, les *capitaux*, les *machines*, les *débouchés*, les *colonies*, les *monnaies* et les *banques*, concourent à l'alimenter pour le plus grand bien des sociétés. Ce sera le sujet de la première partie de mon livre. Les hommes illustres que j'ai désignés dans l'introduction de ce précis ont rendu ma tâche facile. Il suffira de rapporter, ou plutôt de résumer fidèlement leurs opinions, et de les présenter avec clarté pour rendre l'économie politique une science vraiment populaire. Ainsi la chimie, qui n'était guère, il y a cinquante ans, qu'une collection indigeste de formules grossières ou compliquées, éclairée par le génie des Scheele, des Guyton, des Lavoisier, des Fourcroy, des Berthollet, des Chaptal, des Davy, des Gay-Lussac, des Thénard, des Clément, s'est élevée tout à coup au plus haut degré de perfection des connaissances positives; et ses principaux phénomènes n'auront bientôt rien d'obscur aux yeux des observateurs les plus vulgaires.

La seconde partie de cet ouvrage traitera de la *distribution* des richesses, de la *source de nos revenus*, de la *variation* dans les prix, des *profits* attachés à chaque industrie, du *prêt*, de la *population* dans ses rapports avec l'économie politique, et des *exportations*.

La troisième, enfin, sera consacrée à l'examen de toutes les questions qui se rattachent à la *consommation* des richesses, et par conséquent à la *dette publique*, aux *impôts*, et à l'important problème du *crédit public*, considéré sous le point de vue politique, une des plus graves questions de l'école moderne.

L'ordre que je viens de tracer est celui qui a été suivi par M. J.-B. Say, dans son *Traité d'Économie politique*. Je l'ai adopté de préférence à tous les autres, parce qu'il m'a paru fondé sur la nature même des phénomènes que nous devons étudier, et qu'il réunit, à une sage méthode, le mérite d'une

grande simplicité. En un pareil sujet, l'essentiel est d'être clair, précis et vrai. Je ne pouvais choisir de guide plus sûr que les écrits d'un auteur illustre que je m'honore d'avoir eu pour maître, et que je suis fier d'avoir pour ami.

CHAPITRE PREMIER.

De la signification des mots

PRODUCTION, UTILITÉ, VALEUR, RICHESSES.

Produire, c'est donner aux choses une utilité qu'elles n'avaient pas. Cette *utilité*, lorsqu'elle est reconnue, constitue la véritable *valeur* des choses, qui deviennent, dès ce moment, des *richesses*, des *produits*.

La valeur des choses, généralement fondée sur l'usage qu'on en peut faire, se mesure par la quantité de toute autre chose qu'on a la possibilité de se procurer par leur moyen, si l'on se décide à les échanger. Cette valeur est variable de sa nature, selon les lieux, les temps et les circonstances. Un verre d'eau a plus de prix dans un pays aride qu'au bord d'un fleuve, en été qu'en hiver, pour un homme altéré que pour un individu qui n'a pas soif. Il en est ainsi de tout ce qui peut se vendre, ou pour mieux dire, s'échanger; car, lorsqu'on achète une chose avec de l'argent, on ne fait que l'échanger contre cet argent, lequel n'a pu s'obtenir primitivement qu'au moyen d'un échange, c'est-à-dire de la cession d'une autre chose utile ou d'un premier produit.

Cette particularité détermine sur-le-champ la véritable nature de l'argent, de la *monnaie*. L'argent est une marchandise comme une autre, puisqu'on ne s'en procure qu'en créant des valeurs, contre lesquelles on l'échange. Et si l'on évalue les choses par la quantité de monnaie qu'on en peut retirer, plutôt que par toute autre quantité, c'est que l'usage continuel de l'argent nous permet de juger plus facilement

et plus exactement que tout autre terme de comparaison, ce que vaut un objet, le *prix* qu'on en doit obtenir. C'est pour avoir méconnu ce principe, que tant d'économistes et tant de gouvernements ont soutenu des théories désastreuses pour la fortune publique, telles que celles des *prohibitions*, de *la balance du commerce*, et plusieurs autres que nous réfuterons plus tard.

L'utilité, source des valeurs, est cette faculté qu'ont certaines choses de satisfaire à ses besoins, ou d'augmenter la somme de nos jouissances. On conçoit aisément que le degré d'utilité varie selon les climats, les goûts, les habitudes ou les caprices des hommes. Le talent de l'industriel ou du producteur consiste donc, non-seulement à produire des choses utiles, des valeurs, des richesses, mais à régler sa production sur les besoins ou les fantaisies de ceux qui en doivent être les consommateurs. Il faut souvent beaucoup d'intelligence pour cela.

Lorsque le travail de l'homme est parvenu à donner de la valeur à une chose, elle prend le nom de *produit*. L'homme produit de mille manières, et par tous les genres d'industrie qui sont en son pouvoir. Toutefois, on a remarqué que la masse de ses productions était le résultat de trois branches principales d'industrie qu'on est convenu d'appeler *agricole*, industrie *manufacturière*, industrie *commerciale*. Occupons-nous de les définir.

CHAPITRE II.

Des trois principales branches de l'industrie humaine.

On a cru pendant longtemps, et beaucoup de personnes croient encore, que l'industrie agricole, celle qui consiste à recueillir des mains de la nature, était la seule productive, la seule digne de considération. De là cette foule de règlements

ou de priviléges stipulés en sa faveur, toutes les fois que des gouvernements bien intentionnés, mais peu éclairés, ont été saisis de la ferveur du bien public. Cependant l'industrie agricole n'est point la seule branche productive de l'activité humaine. Le laboureur qui confie à la terre une certaine quantité de froment, et qui, par son travail, en récolte une quantité sextuple, a donné de l'utilité au sol, instrument devenu productif entre ses mains; le vigneron qui retire un vin exquis des sables ou des graviers de la Champagne, est un producteur également recommandable; mais aucun des deux ne mérite exclusivement la palme industrielle.

Le manufacturier concourt d'une manière aussi efficace à la richesse publique. Il ne crée pas plus que l'agriculteur, car personne ici-bas ne jouit de la faculté de créer; mais il exploite les matières qui lui sont fournies par la nature, et l'on peut dire de lui qu'il les modifie de la manière la plus puissante, la plus avantageuse à la prospérité publique. Algarotti, cité par M. Say, en donne un exemple frappant : « Une livre de fer brut, dit-il, coûte environ cinq sous à la fabrique; on en fait de l'acier, et, avec cet acier, le petit ressort qui meut le balancier d'une montre. Chacun de ces ressorts ne pèse qu'un dixième de grain, et quand il est parfait, il peut se vendre jusqu'à dix-huit francs. Avec une livre de fer on peut fabriquer, en accordant quelque chose pour le déchet, quatre-vingt mille de ces ressorts, et porter par conséquent une matière qui vaut cinq sous à une valeur d'un million quatre cent quarante mille francs. »

L'industrie commerciale, en transportant des marchandises d'un lieu dans un autre, leur donne une valeur qu'elles n'avaient pas d'abord. Une pièce de vin d'Espagne a plus de prix à Paris qu'à Malaga; un quintal de bois de Campêche se paye plus cher à Londres qu'à la Vera-Cruz. Le commerçant, en changeant ces produits de place, leur a donné une utilité nouvelle, et par conséquent un surcroît de valeur, qui est le bénéfice, le profit de son industrie. Par un préjugé contraire à celui qui favorisait spécialement l'agriculture, on a long-

temps contesté au commerce les avantages que l'évidence a mis désormais au grand jour : des écrivains célèbres ont prétendu qu'il ne produisait rien par lui-même, et que tous ceux qui l'exerçaient vivaient, en quelque sorte, aux dépens des propriétaires terriers ou des cultivateurs. C'était une grande erreur, comme on le voit, et il n'y a pas longtemps qu'elle est détruite.

On peut citer trois époques mémorables pendant lesquelles chacune des trois branches que je viens de définir a été protégée avec une ardeur exclusive qui ressemble à de l'exagération : l'agriculture, en France, sous le ministère de Sully; les manufactures, sous celui de Colbert, et le commerce, en Hollande, pendant toute la durée des prospérités de cette nation dans les Indes. Ces trois époques sont presque contemporaines, et il est facile de juger laquelle a le plus favorisé la production. On ne soutiendrait plus aujourd'hui, sous peine d'être ridicule, que Colbert a ruiné la France en protégeant les manufactures, et que les Hollandais n'ont rien gagné au commerce des denrées coloniales.

Et qu'on ne dise point que ce sont là des considérations sans importance : pour avoir adopté tel ou tel système, on a vu des nations descendre rapidement du point élevé qu'elles avaient su atteindre, et plusieurs autres languir dans une interminable enfance. Pourquoi protéger les manufactures, lorsqu'on est persuadé qu'elles ne produisent rien ; et pourquoi permettre la liberté des importations, si le métier d'acheteur est un métier de dupe, et celui de vendeur un métier de fripon? C'est pourtant ce qu'on a cru pendant des siècles ; c'est pour cette chimère qu'on a fait des guerres sanglantes, des traités prohibitifs, des règlements de douanes, trop souvent abominables, comme ceux des Espagnols et des Anglais dans les deux Amériques, avant que leur émancipation en eût obtenu justice.

On ne saurait trop répandre ces vérités fondamentales de l'économie politique. Beaucoup d'écrivains, de négociants, d'hommes en place supposent encore qu'on ne s'enrichit

jamais qu'aux dépens de quelqu'un, et que l'un perd nécessairement ce que l'autre gagne. La Fontaine, Voltaire, Montesquieu, nos plus beaux génies, ont partagé cette erreur déplorable, source de tant de privations imposées aux peuples, de tant de crimes nouveaux inventés par nos codes, et punis avec une aveugle sévérité. De là sont venues ces hideuses persécutions qui ont déshonoré la Compagnie anglaise des Indes et la fameuse Compagnie hollandaise de Batavia ; de là, toutes les fureurs du commerce interlope et l'habitude de la contrebande qui oblige les hommes à s'envelopper de mystère comme des coupables, pour faire une action qui n'avait rien de répréhensible en soi avant nos étranges systèmes de colonisation.

Si l'industrie manufacturière et le commerce ne produisaient rien, d'où serait donc venue cette masse immense de produits qui ont procuré à l'espèce humaine toutes les jouissances qu'elle possède au dix-neuvième siècle? La véritable pierre philosophale, c'est le travail qui a créé des valeurs échangeables, auparavant inconnues et maintenant en si grand nombre, que le moindre ouvrier jouit de plus de douceurs qu'un seigneur de la cour de Louis IX. Le numéraire est loin de se multiplier dans une progression aussi rapide que les produits de l'industrie humaine : s'il était la seule source des richesses, les Espagnols ne mourraient pas de faim sur un sol privilégié de la nature, et la république du Mexique n'aurait pas emprunté des capitaux à l'Angleterre.

Au reste, il y a une très-grande analogie entre les différentes branches de l'industrie. Elles consistent toutes à donner de la valeur aux choses ou à augmenter celles dont elles étaient précédemment pourvues. Chacune d'elles isolément, ou toutes réunies, elles représentent la force de l'espèce humaine : elles sont éminemment conservatrices des sociétés. Elles réparent les désastres causés par les guerres qui sont la folie des nations, et elles contribuent plus qu'on ne pense à augmenter le nombre des hommes, en préparant les moyens qui doivent assurer leur subsistance. La marche de la civili-

sation se calcule principalement d'après leur développement : elle s'arrête si l'industrie languit ; si l'industrie prospère, elle avance. C'est donc une étude intéressante que celle des phénomènes qu'elle offre à nos yeux : commençons par ceux de l'industrie agricole, la première qui se présente dans l'ordre naturel.

SECTION PREMIÈRE.

De l'industrie.

L'*industrie agricole* est considérée comme l'ensemble des opérations au moyen desquelles l'homme recueille des mains de la nature les produits sollicités par son travail. On peut ranger dans cette grande division l'industrie du mineur qui extrait le métal des carrières, celle du pêcheur qui tire le poisson du sein des eaux, et la plupart des entreprises qui ont pour but l'exploitation des productions naturelles. Le bûcheron qui renverse un arbre dans les forêts de l'Amérique est un industriel dont le travail donne de la valeur à une pièce de bois qui n'en aurait point eu sans son intervention. L'industrie agricole procède par conséquent comme toutes les autres, en utilisant des objets stériles. Ainsi, le manufacturier fait servir à la production ces nuages de vapeur que le génie de Watt a su emprisonner dans un cylindre, et qui jusqu'alors semblaient n'avoir eu d'autre résultat que celui d'amuser des enfants.

M. Say appelle *service productif des agents naturels*, la part que la terre, le soleil, l'air et l'eau peuvent avoir dans la production des valeurs agricoles. Le cultivateur qui laboure, fume, ensemence et moissonne son champ, fournit un travail sans lequel il ne saurait rien recueillir ; mais l'action de la terre qui fait fermenter la semence, et celle du soleil qui conduit la plante à sa maturité, sont indépendantes de ce travail, et concourent à la formation des valeurs que représente la récolte. Nous voyons donc que la nature est presque toujours en communauté de travail avec nous, et que notre intelligence se borne à lui faire produire le plus grand nombre de valeurs avec le moins de frais et de peines possibles. Les nations civilisées sont celles qui arrivent le plus tôt à ce but, en triomphant des préjugés de la routine, des obstacles du sol ou de l'intempérie des éléments. Le premier qui démontra l'absurdité du système des jachères fut un agriculteur civilisé, c'est-à-dire instruit et raisonnable ; Franklin qui ravit la foudre au ciel, et l'auteur des paragrêles, sont des industriels vainqueurs de la nature, puisqu'ils ont neutralisé les résistances qu'elle opposait elle-même au développement des fruits de la terre.

Ici je rencontre une opinion assez généralement accréditée sur les effets du travail de l'homme, et je m'empresse de la combattre. Smith et plusieurs économistes ont prétendu que ce travail de l'homme était l'*unique* source des valeurs. Non, certes, l'industrie du laboureur n'est pas l'unique source de la valeur d'un sac de blé ni d'un boisseau de pommes ; jamais son talent n'ira jusqu'à créer le phénomène de la germination, pas plus que la patience des alchimistes n'a découvert le secret de faire l'or : cela est évident. Cependant on a soutenu la proposition contraire, et l'on en a tiré de fâcheuses conséquences. On a cru que toutes les valeurs produites représentaient un travail ou une accumulation de travaux antérieurs de l'homme : l'action de la terre était regardée comme nulle, et il semblait naturel de décharger de toute contribution le propriétaire du sol, puisque ce sol ne rapportait rien. Quesnay et les *économistes*, soutenant une thèse diamétralement opposée, et ne voyant dans le travail industriel de l'homme aucune source de valeur, attribuaient à la terre seule la faculté productive, et ils proposaient de substituer à tous les impôts un impôt unique sur les terres. Ainsi, des questions qui peuvent sembler indifférentes aux observateurs superficiels, deviennent riches en sujets de méditation, et peuvent entraîner des particuliers et même des gouverne-

ments, lorsqu'elles sont mal comprises, dans des mesures fatales à la prospérité publique.

SECTION II.

De l'industrie manufacturière.

L'*industrie manufacturière*, si longtemps méconnue, consiste à donner à des matières brutes, ou déjà façonnées, une valeur qu'elles n'avaient point, en les modifiant d'une manière qui les rende utiles. Cette industrie embrasse tout le monde physique; elle commence par la plus simple des opérations et se termine par la plus compliquée : sa puissance apparaît quelquefois avec autant de grandeur dans les moindres détails que dans les entreprises les plus gigantesques. J'admire également ses procédés lorsqu'elle transforme en épingles une barre de cuivre, et lorsqu'elle change en glaces ou en cristaux le sable de nos landes et la soude tirée des plantes marines perdues sur les rivages. L'industrie agricole est bornée par l'étendue du territoire : l'industrie manufacturière ne connaît de limites que celles du génie de l'homme. Par elle, on a vu des populations, presque sans terres labourables, se procurer tout ce qui peut satisfaire aux besoins et même aux jouissances de la vie : Genève a longtemps échangé contre les productions de l'Europe les seuls produits de son horlogerie. Avec de l'économie et de l'ordre, une nation industrieuse accroît indéfiniment ses capitaux, et par conséquent le champ de ses opérations manufacturières.

« Par le moyen de l'industrie manufacturière, a dit M. Say (et je cite ce passage comme un fragment aussi remarquable sous le rapport du style que par l'élévation de la pensée), les plus viles matières ont été pourvues d'une immense utilité. Les chiffons, rebut de nos ménages, ont été transformés en feuilles blanches et légères, qui portent au bout du monde les ordres du commerce et les procédés des arts. Dépositaires des conceptions du génie, elles nous transmettent l'expérience des siècles. Elles conservent les titres de nos propriétés; nous leur confions les plus nobles comme les plus doux sentiments du cœur, et nous réveillons par elles, dans l'âme de nos semblables, des sentiments pareils. En facilitant à un point inconcevable toutes les communications des hommes entre eux, le papier doit être considéré comme un des produits qui ont le plus amélioré le sort de l'espèce. Plus heureuse encore, si un moyen d'instruction si puissant n'était jamais le véhicule du mensonge et l'instrument de la tyrannie ! »

On sait les prodiges opérés par l'industrie manufacturière, depuis que la paix a permis aux nations éclairées des deux mondes de s'y livrer avec persévérance et sécurité. Des produits nouveaux, de toute espèce, ont été apportés sur les marchés à des prix inconnus jusqu'alors; le pauvre a pu trouver dans son travail des ressources suffisantes, non-seulement pour exister, mais pour se procurer quelques plaisirs; et l'inventaire des richesses du genre humain, naguère dressé par M. Moreau de Jonnès [1], surpasse tout ce que la statistique a jamais offert de plus brillant et de plus admirable. Ces résultats consolants sont dus aux progrès des lumières et de l'industrie; en effet, les travaux de l'industrie manufacturière n'étant pas limités, comme je l'ai exposé plus haut, par l'étendue du territoire, il dépend de l'homme d'en multiplier à son gré les produits. Les expériences qu'ils nécessitent occupent les capitaux moins longtemps que ne fait l'agriculture, et les profits en sont à la fois plus rapides et plus considérables. Les *débouchés* en sont aussi plus faciles et plus nombreux : les blés de la Sicile et d'Odessa, les vins de Portugal et de Bourgogne ne peuvent pas se multiplier indéfiniment, ni se vendre partout; tandis que les soieries de Lyon et les coutelleries de Birmingham parcourent les deux continents et trouvent des acheteurs. L'Angleterre

[1] Dans son ouvrage intitulé : *Du Commerce au dix-neuvième siècle*, 2 vol. in-8.

achetait ses quincailleries aux Allemands sous le règne de Charles Ier, et elle en fournit maintenant à une partie de l'Europe et à toute l'Amérique du Sud. Quel encouragement solennel pour les nations laborieuses! et quel avenir s'ouvrira devant elles, lorsqu'elles seront persuadées qu'on n'achète des produits qu'avec des produits, et que le travail, source première de la richesse, est plus productif mille fois que les mines de Golconde!

SECTION III.

De l'industrie commerciale.

L'industrie *commerciale*, selon M. Say, qui le premier en a exposé la théorie, est celle qui met un produit à la portée de celui qui doit le consommer. Le négociant qui va chercher un produit dans l'endroit où il se trouve, pour le transporter au lieu où il manque, augmente sa valeur de toute la différence qu'il y a entre son prix dans le premier de ces endroits, et son prix dans le second.

Les produits qui sont transportés par le commerce peuvent être naturels ou manufacturés : les Antilles nous envoient leur sucre et leur café; nous leur portons nos tissus et nos meubles. L'armateur qui se charge de ces transports donne aux objets qui en forment la base une façon nouvelle, une façon productive, d'où résulte un bénéfice pour lui-même et pour le pays. Il crée une véritable valeur, variable selon certaines circonstances, mais réelle, et qui mérite le nom de production. C'est donc à tort que plusieurs écrivains ont prétendu que le commerce ne produisait rien par lui-même, et que le négociant vivait aux dépens des autres industriels, c'est-à-dire à leur détriment.

L'industrie commerciale se divise en *commerce intérieur* et en *commerce extérieur*, expressions tellement simples et connues, qu'elles n'ont pas besoin d'être définies[1]. Le commerce en gros et le commerce en détail sont également à la portée de tous les esprits : la science ne leur donne pas d'autre définition que le vulgaire. Il y a un troisième commerce, d'origine plus moderne, et d'une importance non moins considérable, celui qu'exercent les banquiers. Un banquier reçoit ou paye pour le compte d'autrui, ou bien fournit des *lettres de change* payables en d'autres lieux que ceux où l'on est : il fait le commerce de l'or et de l'argent[1]. Nous examinerons à part cette branche de l'industrie commerciale, qui est devenue si active chez les nations civilisées, et qui distingue d'une manière caractéristique notre commerce de celui des anciens.

[1] Voyez d'ailleurs le *Traité du Commerce*.

L'industrie commerciale est susceptible, comme toutes les autres, de perfectionnements et d'améliorations. L'application des machines à vapeur à la navigation, la création des routes en fer, l'établissement des canaux, en facilitant le transport des marchandises, économisent les frais de production commerciale, et procurent au consommateur un gain qui ne coûte rien au producteur. De même, en trafiquant avec l'étranger on peut faire avec lui des bénéfices dont il retire sa part, et s'enrichir mutuellement. Je suppose qu'un négociant français porte à New-York du vin acheté à Bordeaux à raison de mille francs la pipe, et qu'il le vende douze cents francs : la France aura gagné deux cents francs par son intermédiaire. Que si le même négociant rapporte de New-York au Havre une balle de coton payée six cents francs en Amérique, et qu'il la vende en France huit cents francs, il y aura une valeur de deux cents francs produite par les différents agents qui ont concouru à cette transaction, et dans laquelle les Français et les Américains auront fait leur profit, sans se nuire réciproquement. Ainsi les nations ont intérêt à s'encourager et à se soutenir dans la voie de la production : nulle d'entre elles ne peut succomber, c'est-à-dire devenir

[1] Montesquieu dit que les *lettres de change* furent inventées par les Juifs chassés de France, sous Philippe Auguste et Philippe le Long. (*Esprit des Lois*, chap. XX.)

improductive, sans que les autres s'en ressentent. L'Espagne, en cessant de produire, a tari la source d'un débouché précieux pour beaucoup de produits des peuples laborieux de son voisinage. Son gouvernement a détruit ou entravé le commerce intérieur, en multipliant outre mesure les droits de péage, d'octroi, de douanes provinciales, et en se réservant le monopole de certaines denrées et même de certaines manufactures.

Les villes Anséatiques ont fait pendant longtemps, avec un grand succès, un genre de commerce qu'on appelle de *transport*, et qui consiste à acheter des marchandises hors de son pays pour les revendre ailleurs. Elles allaient chercher dans le Nord les métaux nécessaires à la consommation du Midi, et elles portaient au fameux entrepôt de Bruges le chanvre, le goudron et les harengs de la Norwége et de la Suède. En échange, elles rapportaient à ces peuples les productions de la France et de l'Italie, formant, d'une extrémité à l'autre de l'Europe, une alliance commerciale dont elles s'étaient octroyé la médiation. L'expérience a prouvé que tout le monde avait gagné à ce système, dans lequel les Hollandais jouèrent plus tard le rôle des villes Anséatiques, et que les Français, malgré leurs tentatives dans le Levant, n'ont jamais parfaitement exploité.

Le commerce de *spéculation*, moins avantageux, et plus sujet au hasard, est celui qu'on a quelquefois flétri de la dénomination d'*accaparement*, parce que ses bénéfices résultent principalement de la vente d'une marchandise retirée de la circulation dans un moment d'abondance, afin d'y reparaître intacte en temps opportun, ou à une époque de rareté. Il s'exerce généralement sur des matières d'une consommation habituelle, telles que les blés, les vins, le sucre, le café, etc.; et il suppose ou laisse volontiers supposer chez ceux qui s'y livrent une certaine tendance au *monopole*. De là vient qu'à plusieurs époques, la populace ignorante s'est soulevée contre des négociants en grains, des épiciers, des droguistes, auxquels elle prêtait l'intention de l'affamer,

quoique cette intention fût loin de leur pensée, même de leur pouvoir. On pourrait l'appeler *commerce de réserve*, lorsqu'il est entièrement exempt de prétentions au monopole. C'est le commerce des pays malheureux, et il ne manque pas d'analogie avec les placements à fonds perdus.

Telles sont les principales branches de l'industrie commerciale, subdivisée à l'infini, et l'une des sources les plus fécondes de la prospérité des nations. Elle met en rapport tous les peuples, elle facilite la communication de la pensée, l'importation des procédés utiles, des doctrines salutaires; elle finira par détruire les vieilles haines fondées sur de vieux préjugés. Les tarifs, les prohibitions ridicules, enfants de l'erreur ou de l'aveugle jalousie, tomberont devant elle: déjà le parlement d'Angleterre a donné ce noble exemple, imité par la France, et destiné à changer tout l'ancien système de la diplomatie commerciale. L'époque n'est peut-être pas loin, qui doit faire tomber les barrières élevées sur la surface du globe, pour gêner les transactions humaines : ce sera le plus beau triomphe qu'ait remporté la science économique.

CHAPITRE III.

Des capitaux.

Un *entrepreneur* d'industrie ne saurait arriver à des résultats productifs avec les seules ressources de son travail : il lui faut une usine, des outils, des instruments, des matières brutes à fabriquer, et du numéraire pour payer ses collaborateurs; en d'autres termes, il lui faut des *capitaux*. Ces capitaux, quels qu'ils soient, représentent toujours une somme de valeurs acquises d'avance, et ces valeurs ne sont elles-mêmes que le résultat de l'économie, c'est-à-dire d'une masse de produits soustraits à la *consommation improductive*.

La consommation improductive est celle qui détruit une valeur sans la remplacer, ou la faire reparaître sous une autre forme également utile; la consommation *reproductive* est celle au moyen de laquelle une valeur détruite est remplacée par une valeur nouvelle. Quand Louis XIV faisait bâtir le château de Versailles, il détruisait des capitaux pour le vain plaisir de se donner une habitation, dont la magnificence est stérile; lorsqu'au contraire il décidait la construction du canal des deux mers, on consommait des valeurs amplement reproduites par l'utilité de ce monument immortel.

Pendant longtemps on s'est fait de fausses idées de la nature des capitaux. Il est inutile de réfuter l'erreur de ceux qui n'accordaient ce nom qu'aux amas de numéraire; car personne n'ignore aujourd'hui que la terre, la possession d'une chute d'eau, celle d'une machine à vapeur, d'un vaisseau, d'une collection d'ustensiles aratoires ou d'animaux domestiques, sont des capitaux comme l'argent. On les appelle *productifs* lorsqu'ils sont exploités par l'industrie d'une manière utile, d'une manière qui crée des valeurs; *improductifs*, lorsqu'ils ne rapportent rien. Telle est, par exemple, une maison abandonnée, ou assez mal entretenue pour qu'on n'en retire aucun loyer; un champ non cultivé, une somme retirée de la circulation, ou enfouie par la terreur, par l'avarice.

J'ai dit plus haut que les matières brutes étaient, entre les mains de l'industriel fabricant, un véritable capital; je m'explique, et cette explication me dispensera de beaucoup d'autres. Cent balles de coton en magasin sont pour le filateur un capital, tout aussi bien que les matières qui garnissent ses ateliers; un quintal de garance ou de bois de Campêche fait partie du capital d'un teinturier, autant que ses chaudières et le combustible destiné à les échauffer. Si l'argent a paru l'emporter sur la plupart des capitaux, au point d'usurper ce titre pour lui seul, c'est qu'il facilite infiniment les échanges, sans lesquels la production ne saurait avoir lieu; car il n'est

réellement *productif* qu'autant qu'il a procuré à l'industrie les services dont elle avait besoin. Un sac de cent mille francs ne fait pas aller un moulin; mais on trouve, au moyen des valeurs qu'il représente, le moteur nécessaire à cette usine; et celui qui posséderait le moteur, serait aussi riche que le maître des cent mille francs.

Le capital d'un pays ne se compose donc point seulement de ses valeurs en numéraire, mais de toutes les autres. Les navires qui servent à son commerce ou à sa défense, les terres qu'il exploite pour sa subsistance, les fabriques qu'il entretient pour suffire à ses besoins ou à ses plaisirs, constituent la richesse nationale, la chose du monde la plus variable, et par conséquent la plus difficile à évaluer exactement, en dépit des essais qu'on a tentés sur ce sujet. Examinons de quelle manière les capitaux se forment, se multiplient ou se gaspillent : ce sera l'objet des deux sous-divisions suivantes, et le développement des définitions présentées au commencement de ce chapitre.

SECTION PREMIÈRE.

Comment se forment et se multiplient les capitaux.

Les capitaux ne se forment qu'avec d'autres capitaux; et cette assertion, étrange au premier abord, est pourtant d'une grande exactitude. Le laboureur qui se fait un capital du produit de sa terre améliorée a dû la posséder avant de songer à l'améliorer, et il n'a pu l'acquérir qu'avec des capitaux précédemment accumulés. Que s'il l'a reçue en héritage, cette terre a été acquise avec des valeurs préparées par le possesseur précédent : or, ces valeurs réunies étaient aussi un capital. Un homme de lettres compose une tragédie qui réussit et lui rapporte une somme de cinquante mille francs, avec laquelle il achète soixante arpents de bois : qu'est-ce autre chose que ce capital, sinon le résultat des capitaux

précédemment consacrés à l'éducation du poëte, à son entretien, à son existence? Un commerçant a gagné un million sur plusieurs envois de papiers peints ou de soieries expédiés dans l'Amérique du Sud : ce million est devenu un capital; mais n'a-t-il pas fallu au commerçant des capitaux préexistants pour concourir à sa production? Telle est l'origine de tous les capitaux. On voit qu'il n'y a pas de différence entre leur formation et leur multiplication. Celui qui en forme un multiplie par le fait ceux qui existaient auparavant; son talent consiste à soustraire des valeurs à une consommation stérile. Ainsi s'expliquent les différences qu'on remarque entre le résultat des capitaux consacrés à des feux d'artifice, à des distributions de vin aux ivrognes, ou de pensions aux oisifs, et celui des ressources employées à vivifier l'industrie, source de la reproduction.

On peut amasser, c'est-à-dire économiser, des valeurs sous toutes les formes : un meunier accumule un capital sous la forme de mille sacs de farine; un carrossier, sous la forme de voitures. Il suffit, pour l'un comme pour l'autre, qu'ils aient réuni une somme de valeurs susceptibles de se résoudre en valeurs nouvelles; mais combien de circonstances sont nécessaires, indépendamment du travail, pour arriver à ce but important! L'agriculteur ne peut pas toujours soustraire à sa propre consommation le produit de ses travaux de l'année, parce que, trop souvent, ses besoins de l'année surpassent ses profits; et dans les autres classes de la société, les économies trop peu considérables découragent le producteur de l'accumulation, malgré les facilités que lui offrent les caisses d'épargne et les établissements, d'ailleurs si utiles, du même genre. Cependant, on ne saurait trop encourager l'accroissement des capitaux, puisqu'ils sont le vrai thermomètre de la richesse publique, et que la nation la plus prospère est celle qui en possède le plus grand nombre en circulation dans des entreprises industrielles.

Les flatteurs de Louis XIV avaient persuadé à ce prince qu'il rendait service à sa nation en *dépensant* beaucoup; on

ne spécifiait pas comment. Cette fausse idée lui a fait commettre de graves erreurs, je dirai même des crimes, si sa bonne foi, malheureusement d'accord avec ses penchants prodigues, n'était pas une excuse. Il s'imaginait sérieusement être utile au pays par des folies qui dilapidaient la fortune publique, et les courtisans s'arrangeaient fort bien d'une économie politique qui les transformait en bienfaiteurs de ceux dont ils exploitaient les dépouilles. Ce n'est pas la seule erreur dont les lumières de la science nous aient délivrés, et nous aurons encore plus d'une occasion d'observer les conséquences déplorables de beaucoup d'autres fausses maximes.

La rapidité de notre restauration financière, après les nombreux assauts que nous avons essuyés de la manie guerroyante de l'empire et de l'exigence des ressentiments de l'étranger, dépend surtout du retour de la paix, qui a favorisé l'accumulation des capitaux et leur emploi d'une manière reproductive. Où en serions-nous si l'on eût employé en routes, en canaux, en usines, les sommes immenses perdues seulement en sabres, en fusils, en canons, en poudre, en boulets et en balles, depuis vingt-cinq ans? On n'a qu'à remarquer l'effet produit sur le bien-être des populations européennes par la baisse des tissus de coton et le nouvel emploi des machines à vapeur.

SECTION II.

Des capitaux improductifs.

Un capital n'est pas toujours improductif, parce qu'il est momentanément sans emploi; mais il peut demeurer longtemps stérile par l'indolence ou l'ineptie de ceux qui le possèdent. Des causes indépendantes de la volonté du possesseur concourent aussi à paralyser l'utilité qu'il en pourrait retirer : telles sont les guerres qui excitent l'inquiétude, des prohibitions exagérées qui détournent les industriels de certaines entreprises lucratives, ou des préjugés qui leur ferment d'a-

vantageux débouchés. M. Say a mis les madones et les saints des pays superstitieux, lorsqu'ils sont en métaux susceptibles d'utilité, au rang des capitaux improductifs : telle paraît être également l'opinion des assemblées nationales souveraines du Pérou et du Mexique, car elles ont fait transporter à l'Hôtel des Monnaies la plupart des vases de luxe et le mobilier métallique, beaucoup trop somptueux, des églises du pays. Ces capitaux, reproductivement consommés, ne tarderont point à vivifier l'industrie américaine.

Les premiers pas d'une nation vers la civilisation, telle qu'elle est entendue de nos jours, se font principalement remarquer dans le mouvement qui se manifeste parmi les capitaux. L'observateur attentif à ce phénomène distingue facilement alors, d'une manière tout à fait positive, la différence qui existe entre les capitaux qui produisent et ceux qui ne produisent pas. Que l'Espagne actuelle lève son front sillonné des cicatrices du monopole et du fanatisme; qu'elle verse des torrents de lumière sur ses ignorants dominateurs, et bientôt nous verrons de toutes parts le travail en honneur et l'indolence exilée. Tout l'or et l'argent qui va se résoudre en salaires de laquais, en subventions accordées à des ordres mendiants, se répandra dans les veines du corps social : Cadix retrouvera son antique splendeur; Ségovie, ses laines fameuses; Valence rouvrira ses fabriques de soie : vous verrez des capitaux naguère enfouis ou consommés stérilement revenir à leur destination naturelle, celle de féconder l'industrie et de faciliter les grandes entreprises du génie de l'homme. Un simple changement de système suffirait pour cela. Singulière destinée de l'espèce humaine, que son aveuglement la conduise toujours sur le bord d'un abîme, quand elle a devant elle un chemin magnifique!

On peut dire que la stagnation ou la situation improductive des capitaux caractérise une société mal organisée, tandis que la prospérité d'un peuple se juge par l'action productive qu'il sait leur imprimer. Chez la nation indolente, on n'accumule point, on ne veut rien soustraire à la consommation

absolue, *on mange tout son revenu*, pour me servir d'une expression triviale : dans une communauté laborieuse, les transactions, les fabriques, l'agriculture offrent l'image du mouvement perpétuel. Les capitaux y subissent mille transformations diverses. On y voit des betteraves changées en sucre, du charbon de terre en gaz lumineux, des cotons bruts reparaître sous forme de fils, de calicots, de toiles peintes; et, de toutes ces métamorphoses, résulter des bénéfices qui vont répandre la paix et l'aisance dans le sein des familles. Ainsi l'active chrysalide, après avoir parcouru pendant sa courte existence l'étendue souvent renouvelée d'une feuille de mûrier, se repose dans un palais d'or et de soie, d'où sortiront bientôt d'innombrables générations.

CHAPITRE IV.

Du travail.

Nous venons de voir le rôle que les capitaux jouent dans la production des richesses. Mais leur action ne suffit point seule pour déterminer cette production; et nous arrivons à l'une des plus grandes questions de l'économie politique, celle que tout le monde croit entendre, et que peu de personnes se donnent la peine d'approfondir : je veux dire le *travail*. La définition en paraît, au premier abord, très-facile; mais le principe en lui-même et ses conséquences présentent des difficultés non encore aplanies dans l'état actuel de la science. Je vais essayer de les exposer avec précision et de les discuter avec clarté.

Le travail est l'action intellectuelle ou mécanique exercée par l'homme sur les ressources que la nature lui a offertes. Il est la base principale de toute production, de toute utilité, par conséquent de toute valeur. Le chimiste qui a découvert la lampe de sûreté ou la loi de la dilatation des vapeurs, et

le bûcheron qui donne une façon productive au chêne en le déracinant, sont deux travailleurs utiles, l'un dans l'ordre intellectuel, l'autre dans l'ordre mécanique. Le premier a fait jaillir la pensée bienfaisante de son cerveau; le second a exploité un agent naturel. Il y a donc des agents naturels, et la nature est de moitié ou de part dans le travail de l'homme : première conséquence. Il ne faut point la perdre de vue, car elle est contestée par de célèbres économistes, qui ont voulu faire de l'homme un véritable Créateur, indépendant de la matière; un nouvel Être suprême.

Quand je laboure un champ et que je l'ensemence, j'ai accompli la plus grande partie de ma tâche de *producteur :* sans moi le sol eût été stérile; je lui ai donné de la fertilité par des engrais, par des labours. Mais après l'action que j'ai exercée, n'en est-il point une autre, plus mystérieuse, plus surprenante, plus indispensable encore que la mienne, et sans laquelle aucun produit ne saurait naître de mon champ? n'est-ce pas la nature qui l'exerce? est-il raisonnable de la compter pour rien? Cette action physique ne modifie-t-elle pas, dans mille circonstances, le travail de l'homme? — Et ce n'est pas seulement dans l'agriculture proprement dite que nous rencontrons cette force, cette puissance, quelquefois même cette résistance de la nature : dans les manufactures, nous la faisons servir à nos usages; nous dirigeons une cascade sur la circonférence d'une roue hydraulique, un courant de vapeur sous le piston adapté au levier principal d'une machine. C'est toujours la nature que nous exploitons pour satisfaire nos besoins ou nos plaisirs. Je sais bien que sans le travail nous ne serions jamais parvenus à utiliser de la vapeur, ni du vent, ni une chute d'eau; mais sans aucun de ces agents naturels, sur quoi donc aurions-nous exercé notre action intellectuelle ou mécanique pour avoir des moulins?

J'insiste sur ces considérations, parce qu'elles peuvent servir de réponse aux écrivains qui ont été conduits, par des idées exagérées sur le travail, à méconnaître l'action évi-

dente de la nature, c'est-à-dire de l'eau, de l'air et du sol, et à bâtir sur ces opinions des systèmes par trop nuisibles à la *propriété foncière*. J'ai fait voir aussi dans un chapitre précédent quelle était l'erreur de ceux qui attribuaient une influence souveraine à cette *propriété*, en démontrant que les produits agricoles avaient une limite, susceptible sans doute de quelque extension, mais certaine, inévitable; tandis que les produits de l'industrie manufacturière n'avaient d'autres bornes que celles du génie de l'homme. Cette proposition me conduit naturellement à parler des *machines* et des effets de la *division du travail*.

Toutefois, avant de traiter ces deux importantes questions, je placerai ici ce que je dois dire sur les produits que M. Say a nommés le premier, et avec beaucoup de bonheur, *produits immatériels*. Ce sera l'objet de la section suivante.

SECTION PREMIÈRE.

Des produits immatériels.

M. Say est l'auteur de cette belle théorie. C'est lui qui a mis au rang des producteurs et réhabilité aux yeux des économistes cette classe de citoyens si utile et si honorable, que nous appelons des *savants*, des travailleurs dans l'ordre intellectuel. Il a soigneusement analysé leurs productions, et il a bien défini la part que prennent les sciences dans les différentes branches de l'industrie humaine. Davy désoxyde la potasse et met le potassium à nu : sa découverte, toute scientifique, opère néanmoins une révolution dans les arts, et se fait sentir avec avantage au commerce. Niera-t-on que ce savant soit un producteur? et le médecin qui m'a sauvé la vie ou le membre dont je ferai un usage avantageux, n'est-il producteur d'aucune utilité? L'avocat dont le sage conseil me sauve un long procès ou dont l'éloquence me le fait gagner, est-il inutile comme les mendiants dont l'unique travail est de tendre la main?

La découverte du chimiste, l'ordonnance du médecin, le plaidoyer de l'avocat, M. Say appelle tout cela des produits *immatériels*, des produits qu'on ne saurait palper, mais surtout des *produits consommés au moment de leur création*. La musique, le théâtre rentrent dans la même catégorie : Smith, dit M. Say, ne voulait pas qu'on donnât le nom de *produits* aux résultats de ces industries : cependant ces résultats sont une richesse, puisqu'ils ont une valeur échangeable, et que les industries dont ils émanent mènent souvent à la fortune le chimiste, l'avocat et le médecin.

Si Smith a nié que ces industries fussent productives, d'autres économistes ont prétendu qu'elles l'étaient beaucoup, et que par conséquent on pouvait les multiplier *ad libitum*, autant que toutes les autres. Malheureusement pour ces derniers, il reste démontré que les produits immatériels, n'étant point susceptibles d'accumulation, ne servent pas à augmenter le capital national. Rome ne manque ni de médecins, ni d'avocats, ni de prêtres, ni de baladins, qui soignent, défendent, prêchent et amusent fort bien le peuple romain pour son argent : mais la terre papale n'en est pas plus riche, parce que les produits de tous ces industriels sont à l'instant consommés sans reproduction.

Cependant tous les produits immatériels ne sont pas condamnés à une stérilité universelle. Il en est qui, sans être eux-mêmes susceptibles d'accumulation, ne laissent pas que d'être fort productifs. Tels sont les travaux du savant, qui, par la simplification d'un procédé compliqué, par exemple, diminuerait les frais de fabrication d'une substance auparavant beaucoup plus chère. Au reste, ces produits sont toujours eux-mêmes le résultat d'un capital précédemment employé. Il a fallu dépenser de l'argent pour l'éducation du chimiste, du médecin ou de l'avocat : sa personne ou son talent représente ce capital, dont on peut considérer l'*invention*, l'*ordonnance*, le *conseil* comme un produit réel, quoique éloigné.

On range encore dans la classe des produits immatériels la

jouissance qu'on retire d'un jardin, d'une maison de campagne, d'un parc, d'un château, d'une belle vaisselle, d'une quantité de bijoux, d'un tableau, etc.

J'aurais une occasion bien favorable de faire une disgression, si j'examinais ici de quelle utilité peuvent être, pour l'État, certaines usines où l'on fabrique à grands frais des produits immatériels, sous forme de ballets et d'opéras chèrement payés par le public. Je pourrais demander pourquoi le budget est surchargé, chaque année, d'une foule de sinécures, de places inutiles ou nuisibles, qui absorbent une partie considérable de la richesse nationale : mais quelle matière délicate ! et qu'on est heureux de la pouvoir seulement montrer du doigt, sans être obligé de marcher sur ces charbons ardents !

SECTION II.

Des machines.

Le concours des capitaux et du travail de l'homme étant nécessaire, comme on a pu le voir, pour la production des richesses, j'ai exposé d'abord la théorie des capitaux, c'est-à-dire leur mode d'action dans le phénomène de la production ; puis, j'ai donné la définition du travail, en montrant comment l'homme pouvait, à l'aide des capitaux, exploiter dans son propre intérêt la nature extérieure. Cette dernière question a dû être subdivisée pour être convenablement approfondie. Nous avons donc considéré en premier lieu comment l'industrie du savant devenait productive ; cette circonstance nous a conduits à parler des produits immatériels, et à expliquer la nature des services rendus à la société par les artistes, les médecins, les avocats, les prêtres, etc. Il nous reste maintenant à examiner le résultat du travail de l'ouvrier, celui des machines qui le simplifient, et la division des travaux qui simplifient dans plus d'un cas les machines elles-mêmes. La question intéressante de la

propriété foncière, considérée comme agent naturel, sera traitée dans une section suivante.

L'ouvrier est placé au dernier degré de l'échelle des travailleurs, dont on peut dire que le savant occupe le point le plus élevé. Il exécute ce que celui-ci a conçu, et ce que l'entrepreneur s'est chargé de faire confectionner au moyen de ses capitaux. Le savant prête son génie ; l'entrepreneur, ses fonds ; l'ouvrier, ses bras. Les ouvriers ne sont guère susceptibles de division en plusieurs classes, car il en faudrait établir une pour chaque genre de fabrication, depuis le fondeur qui coule un cylindre de fer, jusqu'à l'artisan qui façonne la tête d'une épingle. C'est principalement à cette grande subdivision du travail que Smith attribuait les effets surprenants qu'on remarque de nos jours dans le phénomène de la production, et que nous examinerons dans la section suivante.

L'ouvrier emploie des outils pour augmenter la puissance des organes qu'il a reçus de la nature. Dans l'enfance des sociétés, ces outils sont ordinairement fort grossiers, tels que les haches de silex qu'on remarque chez quelques peuplades sauvages ; mais à mesure que les sociétés se civilisent, les instruments se perfectionnent, et les machines en prennent la place. Nous ne les considérons que comme des outils compliqués dont le service a pour résultat de nous donner plus de produits pour une même somme de travail moins pénible. Ainsi les machines à vapeur appliquées aux moulins ont remplacé d'une manière bien avantageuse le travail fatigant que les Romains faisaient faire à leurs esclaves. En général, le résultat des machines est de produire une grande baisse dans le prix des objets manufacturés, et de les mettre plus à portée de toutes les classes de consommateurs.

Toutefois, ce bienfait ne se fait point sentir sur-le-champ, et pendant un temps l'aveugle ignorance des hommes en a contesté jusqu'à la possibilité. L'introduction des machines a souvent été suivie de révoltes d'ouvriers, de menaces et même de destruction, sous prétexte qu'elles nuisaient au travail, et laissaient plusieurs bras dans l'inaction. On ne

saurait nier cette conséquence ; mais en examinant la question avec toute l'attention qu'elle réclame, on s'apercevra facilement qu'elle présente bien moins d'inconvénients que d'avantages. Il est certain que la découverte d'une machine qui permettrait d'obtenir par le travail de deux hommes ce qu'on ne pouvait se procurer que par l'emploi de six ouvriers, condamnerait quatre travailleurs à la réforme : mais ce mal est passager ; d'abord, parce que les machines s'exécutent avec lenteur, et que leur usage ne devient général qu'après beaucoup d'hésitations et de répugnances ; ensuite, parce que la baisse qui en résulte dans le prix de plusieurs objets de consommation produits par elles, se fait sentir avantageusement aux ouvriers qui sont eux-mêmes consommateurs.

M. Say a très-bien observé, du reste, que l'introduction d'une machine nouvelle déplaçait seulement le revenu des travailleurs sans nuire aux intérêts du pays, et il a cité à cet égard un exemple concluant : « Quand pour abreuver une ville, dit-il, on substitue une machine hydraulique à l'approvisionnement à bras, les habitants n'ont pas moins d'eau à consommer. Le revenu des porteurs d'eau diminue, mais celui des mécaniciens et des capitalistes qui fournissent les fonds, augmente. » Il en est ainsi pour la plupart des autres industries ; et si, comme nous le prouverons par la suite, la diminution du prix d'une seule branche des productions humaines suffit pour favoriser la circulation et l'échange de plusieurs autres, en permettant aux consommateurs de leur consacrer ce qu'ils ne sont plus obligés de donner pour se procurer la première, on doit reconnaître que les machines contribuent beaucoup au bien-être de l'espèce humaine.

Il faut considérer aussi que les bénéfices résultant de la découverte d'un procédé mécanique sont partagés à la fois par le consommateur et par le producteur. Celui-ci fabricant davantage et à moins de frais que par le passé, augmente naturellement ses ateliers, ses relations, et il ne tarde pas à rappeler au travail, souvent en plus grand nombre, ces mêmes ouvriers qui semblaient enchaînés à une perpétuelle inaction.

L'imprimerie a ruiné deux mille copistes, mais elle a fait prospérer deux cent mille personnes, sans compter les services d'une nature supérieure qu'elle a rendus au genre humain. La *mull-Jenny* a frappé de mort les quenouilles du vieil âge; mais elle a centuplé les produits de l'industrie du filateur; elle a mis le linge à la portée des plus malheureuses classes de la société, et donné des chemises aux enfants de ceux dont les seigneurs regardaient ce vêtement comme un luxe. On peut dire que les ouvriers sont peut-être plus intéressés que les autres citoyens au perfectionnement et à la multiplication des machines, parce qu'en faisant baisser le prix des objets de leur consommation habituelle, elles leur permettent d'en acquérir un plus grand nombre, c'est-à-dire, de se procurer une somme de jouissances plus considérable. Qui sait de quelle utilité a été l'inventeur du métier à faire les bas, et de combien d'incommodités sa découverte a préservé les ouvrières tricoteuses, qui l'ont dû maudire dans le fond de leur âme?

Que sera-ce si nous examinons, sous le rapport des arts et de la perfection des produits, la révolution opérée par l'introduction des machines? Assurément, c'est la plus brillante conquête que l'homme ait pu faire encore sur cette masse de résistances que nous rencontrons dans la nature. Jusque-là, il n'avait agi sur elles que comme individu; par le moyen des machines, il s'est armé de ces résistances même pour les neutraliser ou les employer activement à son service; et l'on ne saurait dire lequel de Newton ou de Watt a rendu un plus grand service à l'espèce humaine, le premier en découvrant la gravitation universelle, le second en appliquant à la mécanique les forces longtemps stériles ou négligées de la vapeur.

SECTION III.

De la division du travail.

Les phénomènes de la *division du travail*, connus des anciens, n'ont été bien analysés que de nos jours par Adam Smith, et entrevus par le marquis de Beccaria, l'illustre auteur du *Traité des délits et des peines*. On sait l'exemple des épingles cité par Smith, et les conséquences que cet économiste en a tirées. Tout cela peut se résumer en peu de mots, et je ne crois pas qu'il soit nécessaire, dans l'état actuel de la science, de se livrer à de plus amples développements.

Une pièce de drap, avant d'être mise en état de consommation, a nécessité l'emploi de plusieurs mains. Elle a existé préalablement sous forme de laine brute sur le dos d'un mouton; cette laine a été lavée, filée, teinte et travaillée au métier; elle a été soumise à l'action du foulon, des tondeurs; enfin elle est entrée dans le magasin du marchand de draps. Il est certain que si le même individu s'était chargé des diverses opérations qui ont donné tour à tour une façon nouvelle à cette marchandise, il n'en aurait fabriqué qu'une quantité fort petite; et l'on peut aisément supposer qu'il n'aurait pas également réussi dans chacun des travaux qui lui ont ajouté de la valeur. Mais le berger a borné ses soins à l'entretien du troupeau; le laveur ou le dégraisseur a préparé les laines; le filateur les a réduites en écheveaux; le teinturier leur a donné une couleur, le fabricant en a fait un tissu, le tailleur un habit. Telle est la division des travaux dans toutes les branches de l'industrie humaine. Chaque ouvrier s'étant spécialement appliqué à la portion de travail qui s'est trouvée le plus en harmonie avec son talent ou avec ses goûts, a dû réussir dans cette partie, et faire mieux qu'un autre ce qu'il s'est habitué à faire tous les jours. Cette circonstance lui a permis de mettre un prix moins élevé aux produits de son industrie; et un phénomène absolument semblable se représentant continuellement dans la plupart des productions, il en est résulté pour la société de nouvelles facilités de les acquérir.

Voilà pourquoi nous avons des tailleurs, des cordonniers, des boulangers, des horlogers, etc. Celui qui voudrait faire lui-même ses habits, ses souliers, son pain, et qui cherche-

rait à raccommoder sa montre, serait obligé d'apprendre ces différentes professions, c'est-à-dire de passer sa vie en apprentissage, sans espérer jamais d'avoir des habits convenables, une chaussure solide, du pain bien fait, ou une montre bien réglée. Mais il se fait tailleur, et il échange contre ses habits, ou le prix qu'il en a retiré (et qui représente leur valeur), les souliers et les vivres qui lui sont nécessaires. La division du travail, si avantageuse aux hommes, est donc une nécessité de la civilisation, et celui qui en étudierait les progrès dans l'histoire du genre humain, s'apercevrait sans peine que les âges les plus ignorants et les plus malheureux sont ceux où cette division a éprouvé le plus d'entraves. De nos jours, dans les villages où le commerce et la fabrication sont encore dans l'enfance, le même homme est souvent meunier, épicier, marchand de draps et restaurateur; le maître d'école ajoute à ses fonctions d'officier de l'état civil, celles de cabaretier, d'apothicaire et de chantre au lutrin; tandis que dans les villes, centres des grandes industries, l'on connaît des marchands-droguistes, des papetiers, des libraires, des quincailliers, etc., c'est-à-dire qu'on y observe une division mieux entendue du travail, en même temps qu'une prospérité plus générale. Je n'ai pas besoin de faire remarquer que le consommateur trouve des assortiments plus complets et à meilleur compte, dans les magasins consacrés à des articles spéciaux, que dans les boutiques de village où de chétifs échantillons et des marchandises de rebut sont assujetties aux chances d'une consommation bornée, et d'une demande qui dépend trop souvent de la quotité des produits agricoles, naturellement très-variable. Ces considérations fort simples suffisent pour faire apercevoir les nombreux avantages attachés à l'emploi des machines et à la division des travaux.

Il est pourtant, parmi ces avantages, quelques inconvénients inévitables et trop réels, pour que je les passe sous silence. On a reproché aux machines d'abrutir l'intelligence humaine et d'en gêner le développement. L'ouvrier qui passe

sa vie à façonner la pointe d'une épingle, le taraudeur qui tourne une vis en spirale, le tisserand qui agite régulièrement sa navette, a-t-on dit, ne sauraient jamais s'élever au-dessus de la sphère étroite de leurs travaux. A force de les imiter sans cesse, ils finissent par devenir des machines, et ils n'en diffèrent guère que par le besoin de nourriture et de sommeil. Ces objections sont fondées : mais est-il au pouvoir de quelqu'un d'en éviter la rencontre? N'y a-t-il pas des masses entières qui sont dévouées, par le manque de capitaux ou d'intelligence, à végéter dans la classe ouvrière, et à se servir de leurs organes comme d'outils, pour gagner un médiocre salaire? C'est une question encore indécise que celle de savoir à quelle époque et par quels moyens on parviendra à améliorer le sort des prolétaires : mais la division du travail, en les concentrant, pour ainsi dire, sur une seule occupation quelquefois stupide, ne ravale pas autant qu'on le suppose leur nature et leur intelligence; et l'on ne s'est pas encore aperçu que les cultivateurs, chez lesquels cette division est beaucoup moins sensible, soient plus spirituels que les ouvriers des manufactures.

M. Malthus, dans son *Essai sur le principe de la population*, a recherché quelle était l'influence de la division du travail dans les fabriques, et surtout quelle espèce d'action les nombreuses réunions d'ouvriers pouvaient exercer sur chacun de leurs membres. Ces recherches étant plutôt du ressort de l'hygiène ou de la statistique que de l'économie politique, je ne m'en occuperai point en ce moment. Il me suffit de dire qu'en Angleterre et en Écosse, les travailleurs qu'on représente comme si corrompus payent de leurs propres deniers, et fort libéralement dans plusieurs manufactures, un professeur chargé de leur enseigner chaque soir ou chaque dimanche les éléments de la science qui se rapporte à leur genre de travail. Et puis, chacun sait qu'il n'est rien de parfait dans ce monde, et qu'on doit s'estimer heureux de reconnaître dans la séparation des travaux de l'homme une foule d'avantages capables de compenser le petit nombre

d'inconvénients qui me semblent inséparables de toute grande agglomération de population.

SECTION IV.

De la propriété.

Tout le monde sait l'acception attachée au mot de *propriété*. C'est la jouissance positive, réelle, incontestable de tous les biens légitimement acquis. L'économie politique ne s'en occupe que sous le rapport de son influence sur la multiplication des capitaux, et par conséquent sous un point de vue assez limité. Elle suppose que les gouvernements comprennent toute l'importance des égards qui lui sont dus, et l'histoire prouve le danger que l'on court en la violant par des confiscations, des spoliations ou d'autres abus, de quelque prétexte qu'on essaye de les colorer. Le *monopole* porte atteinte à la plus sacrée des propriétés, à celle de nos facultés industrielles, en nous en interdisant directement ou indirectement le libre exercice; des impôts exagérés, des prohibitions mal entendues la violent également. Certains gouvernements, en s'emparant de la vente exclusive du tabac, ont commis un attentat légal à la propriété territoriale, parce qu'ils ont empêché les propriétaires de se livrer à la culture de cette plante utile.

Considérée sous ce rapport, la question de la propriété se rattache d'une manière intime à l'administration publique, et elle peut se compliquer avec elle presque indéfiniment. Qui ne sait les contestations interminables suscitées pour un cours d'eau, pour l'établissement d'une usine, pour expropriation sous prétexte d'utilité publique? L'autorité ne rencontre pas toujours des *meuniers de Sans-Souci* [1], et elle ne se fait pas scrupule de violer indignement la propriété, en retirant le brevet à un imprimeur, à un libraire; en imposant d'onéreuses servitudes aux possesseurs de forêts; en trafiquant des places d'agents de change; en limitant le nombre des boulangers, des bouchers; en soumettant à de fâcheuses restrictions le commerce des blés, etc., etc. On voit par combien de points elle touche aux intérêts des particuliers, et dans combien d'endroits ces intérêts sont vulnérables. Il suffit d'établir que toute injonction, que toute prohibition, lorsqu'elle n'est pas fondée sur des motifs palpables d'utilité générale, est nuisible au développement des capitaux, et que l'économie politique n'en saurait trop faire ressortir le danger.

[1] Voyez le joli conte de M. Andrieux, intitulé le *Meunier de Sans-Souci*.

Je suppose, par exemple, que tout d'un coup les médecins, les avocats, les négociants soient soumis à des pratiques, à des nécessités contraires aux goûts naturels, au caractère, à l'éducation de la plupart d'entre eux, et que par suite des conditions nouvelles auxquelles ils seraient admis à continuer leur état, le plus grand nombre se crût obligé d'y renoncer; ne serait-ce pas une violation manifeste de la propriété? Le roi de Sardaigne a rendu une ordonnance qui enjoint aux étudiants des diverses universités de son royaume de se confesser au moins une fois par mois, et de remplir avec une rigoureuse exactitude plusieurs autres pratiques religieuses; par suite de cette ordonnance, beaucoup d'élèves ont cessé leurs études et se sont vus détournés de leur profession élective; ne peut-on pas dire qu'on a violé la propriété la plus sacrée, celle de leurs personnes et de leur vocation? le tout en pure perte, comme il arrive toujours. La Convention nationale a sévi cruellement, dans le temps, contre des Français qui avaient donné à la culture de leurs champs une direction étrangère à ses vues : on sait que des propriétaires ont péri sur l'échafaud pour avoir semé des prairies artificielles, au lieu de planter des pommes de terre; je le demande, y a-t-il une tyrannie plus intolérable?

Je me contente, au reste, d'indiquer la partie économique de cette grande question, et je reconnais tout ce qu'elle a de difficile dans ses rapports avec l'administration. La peine

qu'ont à s'entendre aujourd'hui les hommes distingués chargés de l'examen de *la propriété littéraire*, prouve seul qu'on est loin d'avoir épuisé cette riche matière. L'attention que les gouvernements raisonnables portent à tout ce qui s'y rattache, et le respect que les tribunaux témoignent pour les droits des propriétaires dans les circonstances qui soumettent des questions de ce genre à leur juridiction, prouvent leur importance. Comment oserait-on se livrer à des entreprises considérables, si l'on ne jouissait d'une sécurité parfaite, ou si cette sécurité pouvait être ébranlée au gré de qui que ce soit? Les pauvres eux-mêmes, les prolétaires sont intéressés au respect de la propriété. Les grandes accumulations de capitaux leur sont favorables, parce qu'elles sont la base de l'industrie, et que l'industrie est la mère nourricière de tous ceux qui ont des bras à lui offrir. Partout où les pauvres ont oublié ce principe, ils n'ont fait que hâter l'excès des misères auxquelles ils croyaient échapper.

CHAPITRE V.

Des débouchés.

Lorsqu'un produit a été créé par l'action de l'une des branches de l'industrie humaine, la tendance naturelle du producteur est de s'en défaire de la manière la plus avantageuse, c'est-à-dire de l'échanger contre le plus grand nombre possible de valeurs, lesquelles sont communément représentées par de l'*argent* : c'est ce qui s'appelle *vendre* sa marchandise, lui trouver un *débouché*. On peut donc définir un débouché, le moyen d'échanger un produit. Nous verrons comment les produits servent de débouchés aux produits, et par quelle admirable combinaison la souffrance d'une industrie porte malheur à la prospérité des autres.

Pendant longtemps, on a appelé du nom de débouchés

les lieux où l'on pouvait échanger sa marchandise contre de l'argent; et de ce que l'argent est le représentant le plus général des valeurs, on concluait qu'il n'y avait de débouchés que là où l'on trouvait à les vendre pour de l'argent. Si l'on réfléchit que le numéraire ne s'obtient qu'avec des produits, on comprendra facilement qu'en définitive, lorsqu'on vend un produit, on ne fait qu'opérer un échange : c'est ce que j'ai déjà établi plus haut, et ce que je vais essayer de démontrer plus positivement encore dans ce chapitre.

Un fermier, père de famille, a besoin de nourrir, de vêtir ses enfants et de leur donner une bonne éducation; c'est-à-dire de payer pour eux des boulangers, des bouchers, des marchands de vin, des tailleurs, et des maîtres de langue, puisque notre éducation vulgaire consiste à nous apprendre à parler. Pour suffire à ces dépenses variées, l'agriculteur ne peut disposer que des produits de sa culture, par exemple, de ses grains. Il les porte donc au marché, qui est leur lieu de débouché, et dans lequel il trouvera d'autres producteurs qui achèteront sa denrée au prix du jour, connu sous le nom de *mercuriale*. Avec l'argent qu'il aura retiré de son blé (je suppose qu'il a été payé en espèces), le fermier achète du pain, de la viande, du vin, des habits, et les services productifs d'un instituteur pour ses enfants; il échange sa denrée principale contre tous les produits que je viens de désigner. Ce que je dis du cultivateur, on n'a qu'à l'appliquer aux préfets, aux généraux, aux comédiens, aux épiciers, aux tailleurs, à tous ceux qui exercent dans la société une profession quelconque : ces différents membres de la communauté n'achètent rien qu'avec les produits de leur industrie respective. Le tailleur fait des habits; le préfet, des arrêtés; le général, des revues. Chacun d'eux s'agite dans sa sphère pour augmenter la masse de ses produits, c'est-à-dire la somme des moyens de se procurer des jouissances : ils se servent mutuellement de débouchés. L'argent ne joue dans tous ces mouvements que le rôle de marchandise intermé-

diaire qui facilite les échanges, et le résultat est toujours de payer des produits avec des produits.

Souvent, on se dispense de recourir à l'argent, et alors on aperçoit d'une manière parfaitement distincte le phénomène de l'*échange*. Un négociant envoie mille pièces de vin de Bordeaux à Calcutta, et il en reçoit des soies, des épiceries, des cachemires : les villes de Bordeaux et de Calcutta se sont servies mutuellement de lieu de débouché, et le vin de la première de ces places est le débouché des soies, des épiceries et des cachemires de la seconde. L'argent n'est pour rien dans tout cela. S'il eût été convenable aux négociants de l'une ou de l'autre de ces deux villes de recevoir de l'argent en retour de leurs envois, cet argent, ce numéraire, cette monnaie, ne représenteraient pas plus que des marchandises, la valeur de leurs produits expédiés.

Il est des circonstances où il serait défavorable de recevoir de l'argent en place de marchandises. Je suppose qu'un teinturier de Bayonne ait adressé cent pièces de toiles peintes à un marchand de bois de Campêche établi à Alvarado, avec ordre de lui faire ses retours en nature, et que le marchand d'Alvarado ait expédié le prix des toiles peintes en argent, au lieu de l'envoyer en bois de Campêche : le teinturier qui attendait la matière première nécessaire à son industrie, n'aura-t-il pas le droit de se plaindre de ce retour en argent, par suite duquel il sera forcé, peut-être, de suspendre ses travaux et de fermer ses ateliers? Ce n'est pas, comme on voit, le numéraire seul qui est la base des transactions : ce sont les produits eux-mêmes; et la fortune des nations ne dépend pas de la découverte ou de la possession d'une mine, mais de l'activité imprimée à la reproduction.

Il y a plus; si l'argent venait à manquer tout à coup dans le monde ou à la masse des affaires, on aurait de faciles moyens de suppléer à son absence : les effets au porteur, les billets de banque, les crédits ouverts, les compensations de créances, suffiraient aisément. Qu'on se rassure : ce n'est pas de cette disette que le genre humain doit périr. L'argent ne pousse point en France chaque année comme le blé; les mines du Mexique sont presque stériles depuis longtemps : d'où vient donc que la France achète annuellement et consomme sept à huit fois plus de choses que sous le règne du bon roi Louis XII? C'est qu'elle produit, au moyen de son travail, de son industrie perfectionnée, de ses machines, de ses institutions améliorées, sept à huit fois plus de valeurs que dans le quinzième siècle. C'est avec la valeur de ses produits, transformés momentanément en une somme d'argent, que chaque citoyen achète les choses dont il a besoin. Si l'argent disparaissait, on trouverait bien vite une autre marchandise intermédiaire, et peut-être la seule privation consisterait dans le manque des ustensiles commodes fabriqués avec ce beau métal. C'est bien plutôt le fer qu'il faudrait craindre de voir s'épuiser : car c'est par lui que la main de l'homme triomphe de la résistance de la terre et règne en souveraine sur le globe.

Quelquefois le manque de débouchés se fait sentir dans la société, et alors on aperçoit une sorte de stagnation dans les affaires; on parle d'*encombrement*, de *surcharge;* on dit que le commerce *ne va plus;* et il se présente des observateurs intrépides qui, n'entendant rien à ce phénomène, vous déclarent hardiment qu'*on produit trop*. Ce mot ridicule a été proféré tout récemment en France, je l'avoue en rougissant. La conséquence naturelle est qu'il faut fermer boutique pour faire fortune, et que nous serons d'autant plus riches que nous produirons moins. Voilà une perspective séduisante. Ainsi font les Espagnols de la Péninsule au moment où j'écris (1826), et le roi Ferdinand est obligé de vider les caisses de l'octroi de Madrid pour payer les frais de son voyage à Aranjuez, toutes les fois qu'il lui plaît d'y aller. Le souverain y vit au jour le jour : que doit-on penser des sujets? Comment amasser des capitaux et les employer reproductivement dans ce triste pays?

Laissons l'Espagne, et revenons aux causes de suppression temporaires ou permanentes des débouchés. Puisqu'un pro-

duit sert de moyen d'écoulement à un autre produit, il est clair qu'en gênant ou en détruisant une source de valeurs, on porte atteinte à plusieurs autres. Je suppose que la stagnation se manifeste dans le commerce des tissus de coton, et que ces produits cessent un instant d'être demandés avec l'empressement ordinaire : si on y regarde de près, on verra que ce phénomène dépend de la diminution d'un autre produit par des causes physiques, économiques ou politiques. Qu'un ouragan détruise la récolte des vins en Bourgogne, un froid aigu celle des olives en Provence, et sur-le-champ les demandes diminueront dans ces contrées, parce que leurs habitants n'auront plus la même quantité de produits à échanger contre des étoffes de coton. Qu'une guerre sérieuse enlève des travailleurs à l'agriculture et des matelots à la marine marchande; qu'elle interrompe les arrivages des matières premières : aussitôt les demandes seront suspendues sur mille points; il y aura pour beaucoup de marchandises suppression de débouchés, parce qu'il y aura diminution de produits échangeables. Un impôt excessif, une prohibition déraisonnable, des règlements abusifs, amèneront le même résultat.

Ces considérations démontrent suffisamment que nul ne saurait être *consommateur* sans être *producteur*, excepté les voleurs de grand chemin, les courtisans-favoris des monarchies absolues, et le petit nombre de ceux qui vivent aux dépens de leurs semblables, sans rien faire qui leur soit utile. Les mendiants de l'Espagne et de l'Italie, pépinières ordinaires de malfaiteurs, accusent l'ineptie ou l'insouciance de leurs gouvernements. Les pauvres de l'Angleterre sont la plus énergique satire de l'aristocratie de ce pays, et peut-être aussi la plaie secrète qui dévore et mine son existence. Ces malheureux, frappés d'une sorte d'incapacité industrielle, fainéants malgré eux, faute de capitaux et de moyens d'en acquérir, consomment sans produire, et végètent sans espérance, tandis que la Grande-Bretagne, oubliant ses enfants, cherche à lier son commerce avec l'industrie du Nouveau-Monde. Sur cette terre classique de la production, il est des milliers de prolétaires qui sont plongés dans la plus affreuse misère, et qui sont couverts de haillons à côté des magasins de la Compagnie des Indes. Ce contraste est le résultat d'une organisation politique qui les rend incapables de produire pour échanger, et qui force leurs compatriotes à établir des relations avec des étrangers producteurs. Ainsi donc, le plus sûr moyen de conserver des débouchés et de les multiplier, c'est de produire beaucoup et de souhaiter que tout le monde produise pour être en état d'échanger. De là résultera le désir sincère de la paix, une bienveillance universelle entre les nations, et pour chaque individu une plus grande somme de bonheur.

« On nous assure quelquefois, dit M. Laffitte [1], que la production est assez et même trop considérable, puisqu'elle ne trouve pas de consommateurs; mais qu'on me dise si quelque part on jette le blé dans les rivières, si on livre au vent les produits de nos manufactures, si quelque part enfin on foule aux pieds les ouvrages surabondants de nos mains! Non, sans doute; le blé ne pourrit nulle part; nulle part les tissus ne sont brûlés sur les places publiques; et cependant une partie considérable de la population ne mange ni pain ni viande, ne se nourrit que de quelques grossiers légumes, et se couvre à peine de quelques misérables haillons! »

Voilà le secret de l'absence des débouchés. Pourquoi cette population n'achète-t-elle pas? c'est qu'elle n'a rien à vous donner. Ce n'est pas vous qui avez trop produit : c'est elle qui n'a rien produit du tout. Favorisez l'industrie dont elle est susceptible, et le succès de la sienne contribuera au salut de la vôtre.

SECTION PREMIÈRE.

De ce qu'on appelle la balance du commerce.

Il est un système qui a causé plus de mal au genre hu-

[1] *Réflexions sur la réduction de la Rente.*

main que l'inquisition n'en a fait à l'Espagne, et que, sous prétexte de contribuer au bonheur des nations, on emploie depuis mille ans à tarir les sources de leur fortune et de leur prospérité. La *balance du commerce* est le résultat de cette fausse opinion que l'argent est toute la richesse, et que le peuple le plus à son aise est celui qui en possède davantage. Ce système consiste à regarder comme un gain fait par une nation la solde qu'elle reçoit en espèces après avoir livré ses marchandises. Ceux qui le soutiennent admettent par le fait qu'en vendant mille francs une pièce de vin à l'étranger, on gagne sur l'étranger la somme de mille francs; ou bien, que si l'Angleterre nous vend, par exemple, pour vingt millions seulement de marchandises, et que nous lui en vendions pour vingt-cinq, nous avons gagné sur elle cinq millions. On dit, dans ce cas, que la balance du commerce nous a été favorable.

C'est là ce qu'il s'agit d'éclaircir. Quand l'Angleterre nous apporte pour vingt millions de marchandises, si nous les achetons, c'est que nous avons de quoi les payer avec nos produits. Que ce soit en nature ou en argent, peu importe : ce sont toujours des valeurs que nous donnons en échange des valeurs qui nous sont offertes; car, en supposant que nous ayons payé en numéraire, ce numéraire a dû être acheté avec des produits. Nous sommes donc d'autant plus riches que nous avons plus acheté, puisque l'introduction des valeurs étrangères nous permet de satisfaire au plus grand nombre de besoins, ou de nous procurer de nouveaux plaisirs. Que si nous avons moins *importé* que les Anglais, cela prouve que nous n'avons pas eu de quoi payer nos importations, et que nous avons produit moins qu'eux; ou bien que nous nous sommes passés de certaines marchandises dont nous avions besoin.

Les partisans du système dit *exclusif* ou *mercantile* prétendent alors que la balance a été en notre faveur, c'est-à-dire que nous avons gagné tout ce que nous n'avons point acheté; comme si un homme qui a besoin d'un habit de cent

francs et qui donne cent francs à un tailleur, était ruiné pour avoir payé son habit. Si l'on réfléchit que l'argent consacré à l'achat de cet habit n'est autre chose qu'un échange des produits de l'industrie du vendeur contre le numéraire de l'acheteur, on verra clairement en quoi consiste l'erreur des partisans du système exclusif. Ils ne veulent pas concevoir que l'argent est acheté avec des produits, et que toute vente se réduit toujours à un échange. Avec quoi un chapelier, un mécanicien, un filateur, un savant même, payent-ils leurs habits? C'est en vendant préalablement des chapeaux, des machines, du fil de coton, des livres; en un mot, les produits de leur industrie respective. Ils touchent une certaine somme d'argent, et la donnent au tailleur; en d'autres termes, ils échangent contre la valeur d'un habit la portion équivalente de leurs produits en chapeaux, en machines, etc.

Le numéraire ne sert, dans toutes ces transactions, qu'à les faciliter. Il est plus simple de dire : Cet habit vaut cent francs, que de dire : Il vaut deux sacs de blé, une pièce de vin, ou cinquante aunes de calicot. Mais, dans une foule de circonstances, on trouve fort avantageux de s'exprimer d'une autre manière. « Envoyez-moi cent mille kilogrammes de fer, dit un négociant de Bordeaux à son correspondant de Stockholm, en lui expédiant six mille bouteilles de vin de Laffitte »; et si les cent mille kilogrammes de fer, rendus à Bordeaux, valent dix mille francs de plus que les six mille bouteilles de Laffitte portées à Stockholm, la France a gagné dix mille francs. C'est en ce sens seulement que la balance du commerce lui a été favorable, et pourtant la Suède n'a rien perdu à l'échange. Les partisans du système expliquent ce phénomène en disant qu'elle n'a rien déboursé, qu'elle n'a pas donné d'argent; mais la vraie raison, c'est qu'au moment de l'échange elle a reçu en vins une valeur équivalente à celle de ses fers. Si au moyen des vins qu'on lui a livrés pour cent mille kilogrammes de fer, le marchand suédois se procure, à Stockholm, un plus grand nombre de choses qu'il n'en eût obtenu en vendant sur les lieux ses cent mille kilogrammes,

il aura gagné la différence, et il y aura eu profit pour les deux nations, sans qu'aucune d'elles ait reçu de l'argent en retour de ses expéditions.

Que devient alors la balance du commerce? Où sont les bénéfices exclusifs qui résultent de l'*exportation* et les désastres qui découlent de l'*importation?* Tout cet édifice, comme on voit, est bien fragile, et néanmoins il a duré jusqu'à nos jours. Des architectes malavisés s'efforcent même de l'étayer encore ou d'en relever les décombres. A la tribune nationale, dans les bureaux de la douane, au conseil des ministres, on ne jure que par la balance, et tandis que le ministère anglais, plus éclairé, renverse de toutes parts les barrières qui gênent le commerce, chez nous la peur ou l'ignorance les relève. En Allemagne, le génie aveugle du fisc, ou la petite manie des représailles, les multiplie. A Mayence, les préposés de la douane frappent à mort un citoyen *suspect* d'introduire des marchandises prohibées; le peuple entier se soulève [1], pousse les assassins sur la rive du Rhin et menace de les précipiter dans le fleuve. En Espagne, la plus odieuse tyrannie organise un monopole inouï dans les fastes du monde, et il faut que trois siècles s'écoulent avant que ces longs attentats soient punis. Les Hollandais massacrent la garnison et les cultivateurs d'Amboine, en pleine paix, pour se débarrasser d'une concurrence importune et pour vendre seuls à l'univers le poivre et le girofle. Tels sont les fruits amers du système de la balance du commerce, source de mille guerres funestes, dont le résultat a toujours été d'aggraver les maux auxquels on croyait échapper.

Si vous laissez sortir le numéraire, disent les *exclusifs*, vous finirez par être ruinés; il ne vous en restera plus assez pour le cours ordinaire des transactions intérieures, et alors que deviendrons-nous? — Rassurez-vous, puis-je répondre; le numéraire ne sort qu'autant qu'on trouve intérêt à le faire sortir, comme dans le commerce des Indes orientales, par

[1] Voyez le *Journal des Débats* du 15 mars 1826.

exemple. Dans ce pays, l'argent est une marchandise rare, par conséquent plus chère qu'ailleurs : on l'y transporte donc en abondance, parce qu'on achète par son intermédiaire une plus grande masse de produits que dans les autres contrées. Si l'Europe s'était aperçue qu'il y avait de l'avantage à y porter du coton au lieu d'argent, c'est le coton et non l'argent qui aurait pris cette route. Laissez faire : quand l'Inde sera saturée de numéraire, elle le rejettera, et vous serez bien obligés d'y porter autre chose.

Que, par une suite d'événements extraordinaires, la France perde tout à coup la moitié de ses richesses monétaires : croyez-vous que longtemps l'or lui manque? Au contraire, il s'y précipitera vivement, comme l'air dans le vide. Les étrangers nous l'apporteront avec d'autant plus d'empressement que sa rareté aura augmenté sa valeur, et au bout d'un certain temps, quand l'équilibre sera rétabli, tout rentrera dans l'ordre accoutumé. Croyez-vous que l'Espagne manque de numéraire? Je parie qu'elle en regorge, et que les caves de ses couvents en sont pleines : c'est la production qui est paralysée chez ce malheureux peuple; c'est le génie du travail, des découvertes, de l'industrie, qui a reçu des blessures profondes. Les tabernacles se sont trouvés remplis d'or, quand Bessières et le curé Mérino nous ont dit qu'ils s'armaient pour la cause de Dieu.

Je conçois que des particuliers aiment mieux être payés en argent qu'en nature, parce qu'ils savent mieux ce qu'ils reçoivent; mais cet avantage, presque de circonstance, et purement individuel, cesse d'en être un pour les négociants qui spéculent sur les bénéfices probables de leurs retours, et qui, toujours instruits du prix courant des marchandises dans les différentes parties du monde, savent fort bien ce qu'il y a à gagner ou à perdre sur les matières qu'ils reçoivent en échange de leurs envois. Un armateur, dont le métier est de vendre ses chargements sur la place, n'est jamais embarrassé de mille balles de coton, de cent caisses d'indigo, de sucre, de café, parce qu'il a consacré son industrie à ce genre de trafic,

dont les détails sont étrangers à un simple particulier. Ce n'est donc pas par son abondance que l'argent facilite les ventes, puisqu'on n'achète réellement des produits qu'avec des produits : s'il y en a peu, on en donne moins pour avoir chaque chose ; s'il y en a beaucoup, on en donne davantage. S'il en sort, c'est qu'on le dirige sur des points où il manque et où par conséquent on est sûr d'augmenter sa valeur ; s'il en entre, c'est qu'on en manquait et qu'on a produit de quoi s'en procurer. L'essentiel, en tout cas, est de travailler : tel est le secret de la richesse et de la prospérité des nations.

Je suppose qu'on force une nation à garder son numéraire, comme cela s'est vu plusieurs fois, lorsque la sortie en a été prohibée sous des peines terribles. Le dommage qu'on lui cause est tout à fait semblable à celui qu'éprouverait un négociant si on l'empêchait de vendre sa marchandise ; car l'argent est une véritable marchandise. Forcer un homme à la garder, c'est le priver de tout ce qu'il pourrait se procurer par son moyen à l'étranger et lui faire perdre les bénéfices qu'il aurait retirés de son échange. C'est le dépouiller de sa propriété, sans motif légitime d'utilité publique. Heureusement que ces spoliations ne sont pas aussi faciles qu'on le pense. « Celui qui veut envoyer des capitaux au dehors, dit M. Say, y réussit aussi bien en expédiant des marchandises dont l'exportation est permise. — Tant mieux, répondez-vous, ces marchandises auront fait gagner nos fabricants. — Oui ; mais la valeur de ces marchandises n'existe plus dans le pays, puisqu'elle n'entraîne plus de retours avec lesquels on puisse faire de nouveaux achats ; c'est une valeur capitale de moins chez vous, et qui féconde l'industrie étrangère au lieu de la vôtre. Si l'exportation du numéraire ne fait rien perdre aux capitaux de la nation, pourvu qu'elle amène des retours, son importation ne leur fait rien gagner. En effet, on ne peut faire entrer du numéraire sans l'avoir acheté par une valeur équivalente, et il a fallu exporter celle-ci pour importer l'autre. En un mot, toute valeur destinée à sortir de France pour nous obtenir des marchandises étrangères en

retour, doit toujours se résoudre en produits de notre industrie, soit que nous les donnions d'avance ou après coup, parce que c'est la seule chose que nous ayons à donner [1]. »

Presque tous les livres d'histoire expliquent la prospérité ou la décadence commerciale des nations par cet étrange système de la balance. Elles se ruinent, disent les auteurs, quand la balance est contre elles, c'est-à-dire quand elles importent plus qu'elles n'exportent ; elles marchent à la fortune, dans le cas contraire : et l'inverse de tout cela est précisément arrivé. L'Espagne, qui avait lié les bras aux Américains, et qui avait cloué leurs vaisseaux sur leurs rivages, exportait toujours ; elle n'importait que de l'or, ou quelques produits aussi précieux, tels que la cochenille, l'indigo, le quinquina, la vanille : qu'est-elle devenue avec son système ? Elle a fermé ses ateliers, parce qu'on ne doit pas travailler quand on a les mines du Pérou et du Mexique à sa disposition ; et pendant qu'elle entassait des monceaux d'or, l'Europe laborieuse se les partageait. Puis est venue la ridicule défense de l'exportation des métaux, et c'est alors qu'il en est sorti plus que jamais : autant aurait-il valu ordonner à une colonne d'eau de rester suspendue dans les airs, ou défendre à une rivière de couler.

Je finirai l'examen de cette question par ces paroles remarquables de M. Say, dont les écrits ont jeté tant de lumière dans les théories économiques : « Vouloir mettre en sa faveur « la balance du commerce, c'est-à-dire vouloir donner des « marchandises et se les faire payer en or, c'est ne vouloir « point de commerce ; car le pays avec lequel vous com- « mercez ne peut vous donner en échange que ce qu'il a. Si « vous lui demandez exclusivement des métaux précieux, il « est fondé à vous en demander aussi ; et du moment qu'on « prétend de part et d'autre à la même marchandise, l'é- « change devient impossible. Si l'accaparement des métaux « précieux était exécutable, il ôterait toute possibilité de

[1] *Traité d'Économie politique*, liv. I, chap. XVII.

« relations commerciales avec la plupart des États du monde. « Lorsqu'un pays vous donne en échange ce qui vous con- « vient, que demandez-vous de plus? que peut l'or davan- « tage? Pourquoi voudriez-vous avoir de l'or, si ce n'est pour « acheter ce qui vous convient? Un temps viendra où l'on sera « bien étonné qu'il ait fallu se donner tant de peines pour « prouver la sottise d'un système aussi creux, et pour lequel « on a livré tant de guerres. »

SECTION II.

Des colonies.

Les colonies sont presque toutes filles de la balance du commerce. Chaque métropole, en fondant un établissement lointain, a dû se dire à elle-même : Je suis la souveraine de ces enfants perdus; je vais leur faire croire qu'ils travailleront pour leur compte, mais ce sera réellement pour le mien. Je les protégerai, je les habillerai, je les *monopoliserai;* et s'ils s'avisent de vouloir travailler pour eux-mêmes et de faire du drap pour habiller leurs enfants, je saurai les châtier. Je veux bien leur permettre de planter des cannes, mais à condition qu'ils me vendront le sucre, c'est-à-dire, qu'ils me le donneront au prix qu'il me plaira. Quant à leur thé, c'est différent. S'ils veulent en prendre, ils me le payeront cinq fois plus cher qu'il ne vaut, parce que je ne vais pas le chercher à la Chine pour rien, et qu'ils ne sont pas mes enfants pour que je les nourrisse gratis. Je leur défends, d'ailleurs, d'aller à la Chine, parce qu'une bonne métropole, toujours bonne mère, ne laisse pas sans danger voyager ses enfants.

Tel est le système suivi par les Européens dans les deux Indes depuis leurs premières colonisations jusqu'à nos jours. Ils en recueillent aujourd'hui les fruits amers, et il est des États qui succomberont tôt ou tard sous le pouvoir de ces

enfants émancipés, traités jadis avec tant de mépris. Dans le principe, on annonce une grande douceur, on bâtit des forteresses pour protéger les nouveaux venus, on leur porte des vivres, des armes, des provisions de toute espèce; la patrie n'a pas assez de priviléges pour ces intéressants voyageurs. Insensiblement et à mesure qu'ils grandissent, elle devient plus sévère, plus exigeante : on ne paye jamais trop de droits ni de tributs pour s'acquitter de ce qu'elle a fait pour eux; et quoiqu'ils aient vieilli, il semble qu'ils n'aient rien gagné en capacité ni en intelligence, car la métropole se mêle toujours de leurs affaires. On dirait qu'ils n'y entendent plus rien dès qu'ils sont devenus riches. Ils sont alors taillables et corvéables au plus haut point; c'est le moment des règlements, des prohibitions, des tarifs, des vexations de tous les genres : on leur soutire tous leurs capitaux, selon le système de la balance, et on leur défend de se fournir chez l'étranger, sous peine de châtiment.

Pendant ce temps, véritables esclaves de la mère-patrie, les colons prennent les habitudes de la tyrannie et font subir à d'autres malheureux les tourments dont ils sont eux-mêmes les victimes. Après avoir égorgé les naturels du pays, ce sont des Africains qu'on égorge, ou plutôt qu'on fait mourir à petit feu. Sans parler des Espagnols et des Anglais, nos seules îles à sucre recevaient trente mille nègres par année; Saint-Domingue, dans la partie qui nous appartenait, en a vu périr plus de six cent mille dans la première moitié du dix-huitième siècle. Ainsi la France se livrait au trafic du sang humain afin de payer le sucre, le café et l'indigo un peu plus chèrement que si elle eût ouvert ses ports aux étrangers, pour ces articles. Les colons s'y habituaient à un despotisme et à une férocité qui dégradent l'homme, et ils préparaient, sans s'en douter, l'épouvantable catastrophe qui a mis un terme à leur domination. On aurait pu les plaindre quand la métropole les exposait à mourir de faim, et les tourmentait par mille vexations de détail; mais lorsqu'on lit toutes les horreurs auxquelles ils se livraient sans pitié comme sans remords,

un sentiment profond d'indignation succède à cet élan de compassion.

La Martinique a hérité du système suivi à Saint-Domingue, et les colons n'y sont pas moins cruels que les anciens maîtres d'Haïti. Nous en avons eu des témoignages récents et mémorables. Dieu veuille qu'un jour cette imprudente colonie paye moins cher que Saint-Domingue des excès non moins dangereux!

Au reste, la dernière heure de toutes les colonies a sonné. Qu'elles s'émancipent désormais par les noirs ou par les blancs, leur émancipation n'en est pas moins certaine. Nous avons vu l'Amérique anglaise du Nord devenir la république des Etats-Unis, la Nouvelle-Grenade prendre le nom de Colombie; le Pérou, Buenos-Ayres imiter leur exemple. Voilà les planètes en marche : vous verrez bientôt marcher leurs satellites. Ces mêmes Américains auxquels les Anglais faisaient payer le thé si cher, le prennent de nos jours à meilleur marché que leurs anciens maîtres; les Chinois ont des comptoirs à Rio-Janeiro, d'où les Portugais croyaient pouvoir exclure le genre humain. Que sont devenus les colons qui de Macao faisaient la contrebande avec la Chine et dominaient depuis Ormus jusqu'au Japon!

Tel est le sort qui attend toutes les colonies du monde. Fondées sur le monopole, elles doivent toutes succomber ou s'émanciper un jour, sous l'empire de la liberté du commerce; et si quelque chose surprend dans leur histoire, c'est qu'elles aient pu résister pendant si longtemps aux éléments de ruine renfermés dans leur sein. Bientôt on ne parlera plus d'elles ni de leur régime, dans les ouvrages d'*économie politique;* elles seront comme ces vieilles ruines féodales dont la civilisation est sortie, et auxquelles personne ne pense, excepté quelques antiquaires. Tout le monde aura gagné à leur émancipation, elles-mêmes, leurs métropoles, leurs esclaves, leurs voisins; parce que tout le monde a intérêt à voir augmenter le nombre des populations libres, laborieuses et morales. Débarrassés de la tyrannie européenne, les colons produiront

davantage; ils traiteront leurs esclaves avec plus d'humanité; et, livrant un plus grand nombre de produits à la circulation, ils offriront d'utiles débouchés aux marchandises de l'Europe, sans qu'on ait besoin d'employer, comme par le passé, la triste ressource du monopole et des prohibitions.

CHAPITRE VI.

Des règlements, des prohibitions, du monopole, des compagnies privilégiées, etc.

SECTION PREMIÈRE.

Des traités de commerce, des douanes, des prohibitions.

De tout temps les gouvernements ont la manie d'intervenir dans les relations des citoyens, sous prétexte d'utilité publique et pour le bien de la communauté. De là cette foule de règlements sur presque toutes les matières commerciales, sur les grains, sur les professions, sur les manufactures; et si l'on étudie l'histoire avec quelque soin, on s'aperçoit qu'il est peu de cas où l'intervention de l'autorité n'ait eu des résultats désavantageux. Examinons jusqu'à quel point sa compétence peut être invoquée, ou pour mieux dire tolérée, dans le sens de l'économie politique. Nous commencerons par les *traités de commerce,* qui exercent généralement une assez grande influence sur l'industrie des nations.

Un traité de commerce n'est le plus souvent qu'une espèce de contrat par lequel deux gouvernements s'accordent réciproquement, pour leurs nations respectives, des avantages commerciaux refusés aux autres nations, et limités ordinairement, même pour les parties contractantes, à certaines marchandises stipulées dans le traité. C'est une exception temporaire aux restrictions qu'elles ont coutume d'imposer à leurs relations mutuelles. Au premier abord, il semble

qu'elles en doivent retirer de grands profits : mais le contraire arrive presque toujours. Jadis ces traités avaient pour but de faire pencher en faveur de chaque nation ce qu'on appelait *la balance du commerce*, c'est-à-dire de faire affluer le numéraire chez celle qui se croyait la plus habile ou la plus heureuse; mais en réalité, l'on ne faisait rien pencher du tout. C'était une chimère à laquelle on consacrait solennellement des ambassades, et quelquefois des portions de colonies, des colonies tout entières. Ailleurs, ces prétendus traités étaient de véritables contributions de guerre, comme les priviléges scandaleux que l'Angleterre a arrachés à la faiblesse du Portugal, comme ce navire que les Espagnols avaient permis aux Anglais d'introduire une fois par an, sans droit d'entrée, dans Porto-Bello. Selon leurs conventions, il devait être seulement du port de cinq cents tonneaux : par abus, il le fut d'un millier; puis on le fit suivre d'une patache qui passait pour porter des vivres; puis cette patache ne cessa d'aller et de venir de la Jamaïque à Porto-Bello; et le vaisseau de cinq cents tonneaux finit par ressembler au tonneau des Danaïdes. Les Espagnols, las de surveiller ces brigandages ou furieux de ne pouvoir s'y soustraire, rencontrent un petit navire anglais qui voyageait dans les parages du Mexique et qui ne faisait réellement pas de contrebande : ils s'emparent du patron, lui fendent le nez, et lui coupent les oreilles. C'était le fameux Jenkins[1] qui décida le parlement d'Angleterre à déclarer à l'Espagne cette guerre de 1739, si fatale aux intérêts de la Péninsule. Voilà quels ont été trop souvent les résultats des traités de commerce, sans parler des haines profondes qui peuvent dériver de l'exclusion donnée aux autres nations.

[1] Présenté au Parlement d'Angleterre, Jenkins raconte les détails de sa mutilation avec la naïveté de sa profession et de son caractère. « Messieurs, « quand les Espagnols m'eurent ainsi mutilé, dit-il à l'assemblée, je recom- « mandai mon âme à Dieu et ma vengeance à ma patrie. » Ces paroles, prononcées naturellement, excitèrent dans toute la chambre un cri de pitié et d'indignation. VOLTAIRE, *Siècle de Louis XV*, chap. VIII.

Une prohibition est toujours un malheur, comme un impôt est toujours une charge. Mais ces nécessités peuvent devenir avantageuses, quand on en sait employer le produit avec intelligence, et lorsqu'on s'attache à en diminuer les inconvénients inévitables, par une sage prévoyance. Le plus prudent est de proscrire autant que possible les prohibitions absolues, et de les remplacer par des droits d'entrée proportionnés à ceux dont sont frappées les productions indigènes, jusqu'à leur suppression complète, insensiblement amenée par le temps. Car toutes les fois qu'on est privé de commercer avec une nation, quelles que soient les représailles qu'on puisse exercer envers elle, il en résulte, des deux côtés, des pertes presque égales, quoique de diverse nature. On dirait deux individus, dont l'un casse la jambe à l'autre parce que celui-ci lui a cassé le bras. Où est le bénéfice dans cette affaire?

Napoléon, en établissant le *système continental*, avait voulu fermer l'Europe aux Anglais, par un règlement prohibitif qu'il espérait faire exécuter depuis Lisbonne jusqu'à Saint-Pétersbourg : et pourtant cette folie a eu quelques bons résultats. Elle a réalisé une hypothèse de la science économique, celle de la séparation du continent européen des colonies, et prouvé que le travail pouvait suppléer, jusqu'à un certain point, la puissance du climat et de la nature. On a extrait le sucre des betteraves; on a perfectionné la partie de la chimie relative aux matières colorantes, jadis tirées du Nouveau-Monde, et les manufactures de l'empire ont dû lutter avec celles de l'Angleterre, en attendant le moment de les surpasser. Ce n'est pas tout : les lignes de douanes étant devenues inutiles dans l'intérieur de la monarchie universelle de Napoléon, on a vu les effets de la liberté du commerce et les grandes conséquences d'une complète facilité de communications. Quant aux Anglais, le mal qu'ils éprouvèrent consista principalement dans la privation de leurs débouchés habituels; mais ils finirent par s'acheter eux-mêmes leurs produits, sans compter les compensations de la contrebande, et

le commerce qu'ils firent en Asie et dans les deux Amériques. Si c'était le moment d'examiner à fond les conséquences de ce système, je prouverais peut-être qu'il en est découlé moins de maux qu'on ne l'imagine, et que, sans y songer, l'empereur a développé dans l'Europe et dans la Grande-Bretagne une activité dont on a profité pour se défaire de lui : mais ce phénomène est une véritable exception. C'est ainsi qu'une bourrasque violente pousse quelquefois au port les navires qu'elle semblait devoir engloutir.

Les *douanes* sont une miniature du système continental. Elles ne servent pas seulement à nous priver de certains produits des deux mondes. Le système continental a perfectionné, par exception, quelques branches de fabrication : le système des douanes en a fait languir un très-grand nombre. C'est une manière de remplir les caisses du fisc aux dépens de la nation : rien de plus. Et encore, est-ce une manière maladroite; car les bénéfices du Trésor n'étant qu'un prélèvement sur les bénéfices des particuliers, le gouvernement est intéressé à ce que ceux-ci s'enrichissent; or, il les appauvrit évidemment par des prohibitions ou par des droits exorbitants qui restreignent la consommation. Plus on a de droits à payer pour se procurer une chose, plus on éprouve de difficulté ou de répugnance à l'acquérir, et le fisc perd son profit pour l'avoir voulu exagérer. C'est ce que le ministère britannique a parfaitement senti; et il marche aujourd'hui d'un pas rapide et ferme dans la voie des améliorations. « Les gouvernements du continent, disait M. Huskisson dans le parlement d'Angleterre [1], ne sont point encore assez éclairés sur leurs véritables intérêts; ils ne savent pas combien est savante et commode la politique qui augmente le revenu public par la réduction des taxes, et combien ils auraient à gagner s'ils laissaient aux peuples plus de latitude pour commercer avec leurs voisins. »

Avec un système de prohibitions ou de droits excessifs, on

[1] Séance du 25 mars 1825.

oblige les autres pays à tirer parti de leurs ressources, et on renonce volontairement à des débouchés avantageux. On sait que les besoins se multiplient à mesure que les moyens augmentent, et que c'est seulement par l'esprit de concurrence, par une liberté parfaite d'échanges, que nous pouvons provoquer l'accroissement des moyens qui font le plus sûr fondement de la prospérité publique. Quand les droits sont exagérés, la contrebande prospère, elle est encouragée; elle châtie le fisc par des amendes, malgré les épaisses lignes de ses douaniers. Ces douaniers sont eux-mêmes une plaie pour l'État qui est obligé de les nourrir, de les habiller, de les payer, en récompense du tort qu'ils lui font; car leurs bras vigoureux sont arrachés à des professions laborieuses, pour être occupés à des fonctions qui ressemblent à l'espionnage ou tout au moins à la vie contemplative, c'est-à-dire improductive.

Les fabricants nationaux sont intéressés, répondra-t-on, à la prohibition de certaines marchandises étrangères qui nuiraient à nos manufactures. Mais avec quoi achetons-nous les produits de nos manufactures? — Avec d'autres produits. Si, moyennant une moindre quantité de valeurs, nous pouvons nous procurer chez l'étranger une somme de richesses fabriquées aussi considérable que chez nous, n'est-il pas de notre intérêt que rien n'entrave nos relations avec lui? Que penser alors des droits d'entrée et des prohibitions? Consultez les maîtres des différentes branches de notre industrie, tous vous diront qu'il est important de laisser le commerce libre, sauf en ce qui fait l'objet particulier du leur. La nation anglaise accueille avec transport la réduction des droits d'entrée sur les soieries étrangères : il n'y a que les fabricants de cette marchandise qui réclament contre une mesure si utile à la masse des consommateurs. Les maîtres de forges se sont également opposés à la réduction des droits sur les fers, dans le même pays [1].

[1] Voyez le discours si remarquable de M. Huskisson cité plus haut.

Que conclure de ces faits et de ces considérations? Que les prohibitions sont absurdes, ainsi que les taxes exorbitantes, parce que leur effet est de restreindre la consommation, de priver le pays d'acquisitions utiles, et d'encourager la contrebande; parce qu'une nation n'achetant des produits qu'avec des produits, lui interdire certaines marchandises étrangères, c'est lui fermer autant de débouchés qu'on prohibe de marchandises, et lui faire un tort équivalent à toutes les valeurs dont elle est privée par ces prohibitions.

Smith pense qu'il est des produits indispensablement condamnés aux droits d'entrée, tels que la poudre à canon et les vins, par exemple, parce qu'ils sont frappés, à l'intérieur, d'un impôt qu'il ne serait pas juste d'épargner aux vins étrangers. Mais ce sont des exceptions qui confirment la règle générale.

« En somme, dit M. Say, on fait beaucoup trop peu d'attention au grave inconvénient de faire payer chèrement les denrées aux consommateurs. Ce mal ne frappe guère les yeux, parce qu'il se fait sentir très en détail et par petites portions, chaque fois qu'on achète quelque chose; mais il devient bien important par sa fréquente répétition, et parce qu'il pèse universellement. La fortune de chaque consommateur est perpétuellement en rivalité avec tout ce qu'il achète. Il est d'autant plus riche qu'il achète à bon marché, et d'autant plus pauvre qu'il paye plus cher. Quand il n'y aurait qu'une seule denrée qui renchérît, il serait plus pauvre relativement à cette seule denrée. Si toutes les denrées renchérissent, il est plus pauvre relativement à toutes les denrées; et comme la classe des consommateurs embrasse la nation tout entière, dans ces cas-là, la nation entière est plus pauvre. »

A quoi servent donc les douanes, si ce n'est à faire renchérir un grand nombre de denrées, et par conséquent à appauvrir la nation?

SECTION II.

Du monopole, des compagnies privilégiées.

Les gouvernements ne bornent pas leur influence à proscrire certains produits et à en encourager plusieurs autres. Ils se sont mêlés, à toutes les époques, non-seulement de fixer le nombre des produits, en imposant des entraves à la production, mais encore le nombre des producteurs. On se souvient en France des *corps d'arts et métiers*, des *jurandes*, des *maîtrises*, et des prétentions ridicules si souvent élevées par ces corporations. De même que le pouvoir cherche toujours à colorer ses empiétements et ses exactions, en alléguant des motifs d'intérêt général, les corps d'états sollicitaient chaque jour de l'administration publique des règlements onéreux pour les citoyens; et celle-ci, dit M. Say, « trouvant « toujours dans ces requêtes l'occasion de lever de l'argent », manquait rarement de les accueillir. On s'imaginait que les produits qui provenaient des différents métiers devaient être plus parfaits, parce qu'ils étaient fabriqués sous l'empire du monopole et sous la prétendue surveillance des syndicats; comme si la concurrence n'était pas la voie la plus simple pour arriver aux perfectionnements, et la nation, le plus équitable des syndics.

Le moindre inconvénient de ces catégories était de prolonger l'apprentissage des ouvriers et de les rendre improductifs pendant un temps considérable. C'est ainsi que l'Université de France, érigée en monopole au profit du gouvernement ou de quelques corporations religieuses, force les étudiants à consacrer dix ans à l'étude d'une langue morte ou d'une philosophie pédantesque, avant de les admettre, à prix d'argent, dans les cours de droit et de médecine. Smith[1] a victorieusement réfuté ceux qui arguaient de la prospérité des manufactures de la Grande-Bretagne en faveur des mai-

[1] *Richesse des nations*, liv. IV, chap. VII.

trises et des corporations, en prouvant que l'industrie prospérait dans son pays, non point à cause de ces restrictions, mais malgré elles. Il a fait voir que l'on devait principalement à l'extrême facilité des communications, à la liberté personnelle, à celle du commerce, l'activité de production qui caractérise l'Angleterre. « Le patrimoine du pauvre, dit cet illustre auteur, est tout entier dans la force et l'adresse de ses doigts ; ne pas lui laisser la libre disposition de cette force et de cette adresse, toutes les fois qu'il ne l'emploie pas au préjudice des autres hommes, c'est attenter à la plus indisputable des propriétés. »

Il est des cas, fort peu nombreux d'ailleurs, où la surveillance de l'autorité, représentant en quelque sorte la surveillance publique, prévient des fraudes grossières et coupables, dont il pourrait résulter de grands dommages pour la nation. L'intérêt du fabricant ne peut plus être regardé, dans ces circonstances, comme la meilleure des garanties. « A la veille de quitter sa profession, dit M. Say, il peut vouloir en forcer les profits aux dépens de la bonne foi, et sacrifier l'avenir dont il n'a plus besoin, au présent dont il jouit encore. C'est ainsi que de l'année 1783, les draperies françaises perdirent toute faveur dans le commerce du Levant et furent supplantées par les draperies allemandes et anglaises. » Je pourrais ajouter que, depuis l'émancipation de l'Amérique du Sud, il a été commis dans cette vaste contrée des abus tout à fait ignobles en matière de fournitures, et que ces abus ont singulièrement décrédité notre commerce. Plusieurs armateurs n'ont pas craint de vendre des paniers de vin, de vingt-cinq bouteilles, qui ne contenaient pas six pintes de ce liquide ; d'autres ont expédié en ballots des rebuts de magasin, qu'on avait achetés comme des marchandises de choix, sur le vu des échantillons. Ces faits honteux, leurs auteurs s'en sont vantés, et ils finiraient par compromettre sérieusement les intérêts de notre commerce, si le gouvernement ne trouvait aucun moyen de les prévenir.

Les *brevets d'invention* décernés par l'autorité sont de

véritables priviléges que l'auteur d'une découverte industrielle obtient aux dépens des futurs consommateurs du produit de sa découverte. C'est une prime d'encouragement dont ces particuliers font les frais. Ordinairement les brevets sont accordés pour un espace de temps limité, passé lequel le procédé nouveau tombe dans le domaine public [1]. C'est à peu près ce qui arrive lorsque la propriété d'un ouvrage cesse d'appartenir à son auteur après le terme plus ou moins long qui suit le jour de sa mort. On devine aisément que si le brevet d'invention était perpétuel, la société recueillerait peu d'avantages de toutes les découvertes utiles : organisés en monopole illimité, leurs produits pourraient être tenus hors de la portée du plus grand nombre des consommateurs, et la civilisation industrielle serait paralysée au gré de quelques individus. Sagement limités dans la durée de leur privilége, les brevets d'invention encouragent le génie des recherches sans nuire au génie de la production : c'est au gouvernement à trouver d'équitables tempéraments. Ainsi le parlement d'Angleterre prolongea la durée du brevet de Watt, afin de permettre à ce grand citoyen de rentrer dans les avances qu'avaient nécessitées ses belles expériences sur la machine à vapeur.

Les *compagnies privilégiées* n'ont pas de brevet d'invention, parce qu'elles n'inventent rien ; mais elles exercent leur monopole en vertu d'un privilége analogue à celui des brevets. Leur règne étant à peu près fini, je n'en parlerai que comme d'un fait historique ; car tout ce qui ressemble au monopole succombe chaque jour sous l'influence de l'évidence. Dans un ouvrage que j'ai publié récemment [2], j'ai exposé les événements qui ont déterminé la chute des compagnies privilégiées les plus célèbres, sans en excepter celle des Anglais dans les Indes orientales ; je me bornerai à présenter

[1] Un de nos avocats les plus distingués, M. Ch. Renouard, a publié un ouvrage intéressant sur cette matière.

[2] *Résumé de l'Histoire du commerce.* On trouvera cet ouvrage à la suite de celui-ci.

le précis des causes de destruction que ces puissances éphémères ont toujours renfermées dans leur sein.

On découvre le continent de l'Amérique, riche en produits de toute espèce, en bois de teinture, en épices, en minéraux : il s'agit de l'exploiter. Le gouvernement n'en veut pas courir les risques, et les particuliers ne sont pas assez riches pour l'entreprendre isolément; on forme une compagnie. Vingt négociants se réunissent avec une somme de capitaux suffisante, et ils se présentent au roi. Le roi permet à ces spéculateurs de tenter la fortune, parce qu'il en pourra revenir quelque bénéfice dans ses coffres; on leur accorde donc le droit exclusif de naviguer vers les régions nouvelles et d'en exporter les productions. Malheur au téméraire qui ose violer la ligne de leurs douanes! les bagnes n'ont pas assez de douleurs, les amendes assez d'énergie pour châtier ces grands coupables. La compagnie bâtit des forts, arme des vaisseaux, se constitue souveraine; elle commerce à la pointe de l'épée. Le prix des nouvelles denrées se règle selon son plaisir, et si quelquefois l'administration fixe un terme aux prétentions des monopoleurs, ce maximum salutaire n'est pas de longue durée. On réclame, on écrit, on murmure, on dépose au pied du trône d'hypocrites doléances, on achète les administrateurs récalcitrants et l'on *monopolise* plus que jamais. En attendant, on voit s'élever des fortunes colossales, et quand le dernier jour du bail est près d'expirer, sous mille prétextes on en accorde le prolongement à des hommes assez riches pour payer le droit de s'enrichir encore.

Telle est, en peu de mots, l'histoire des compagnies privilégiées, véritables fléaux du commerce, causes trop fréquentes des guerres et des désastres qui ont affligé la vieille Europe. Il n'en est pas une qui n'ait déshonoré son existence par des crimes, et qui n'ait expié tôt ou tard le scandale de ses déprédations. C'est en vain qu'on a fait valoir en leur faveur des considérations d'économie politique ou d'intérêt général. On a osé dire qu'en écartant la concurrence, elles empêchaient l'élévation du prix des denrées : rien ne

prouve cette dernière assertion; et quant à la première, il est facile de la réfuter, en observant qu'un gouvernement ne saurait interdire aux étrangers la jouissance d'un marché dont il lui a plu d'accorder le privilége à quelques-uns de ses sujets. C'est ainsi que les Portugais et les Hollandais ont fini par se rencontrer dans l'Inde, où l'Angleterre règne de nos jours en souveraine, mais non point sans rivale.

Si l'on considère, en outre, que l'histoire de ces compagnies n'est qu'un tissu de dilapidations commises par leurs agents, de vexations subies par les naturels, une source de banqueroutes et de révolutions, on reconnaîtra que leur destruction n'a pas moins profité aux intérêts des peuples qu'à ceux de la morale. Les faits sont là pour l'attester.

A côté des priviléges concédés aux compagnies, on peut placer les *primes d'encouragement* accordées aux particuliers, quoique leur influence soit moins étendue. Dans les circonstances où ils espèrent encourager, les gouvernements ne sont pas plus heureux que lorsqu'ils *découragent*, c'est-à-dire que lorsqu'ils prohibent. Pourquoi donner des primes à l'industrie? Ne connaît-elle pas mieux que vous ses intérêts? Elle ne fabrique ou ne transporte guère que des produits dont elle puisse tirer parti, en les échangeant avec avantage. Aussi ne peut-on échapper à ce dilemme : « S'il y a quel« que bénéfice à retirer d'une industrie, elle n'a pas besoin « d'encouragement : s'il n'y a point de bénéfice à en reti« rer, elle ne mérite pas d'être encouragée [1]. »

Smith s'est prononcé avec plus de vigueur encore [2] contre les primes d'encouragement, qu'il juge au moins inutiles. Cependant on ne saurait nier que dans les pays où le génie industriel, intimidé par de vieux préjugés, par la routine, par les événements, n'ose prendre son essor, il ne soit utile de lui rendre un peu d'énergie par des récompenses anticipées. La nation qui, en définitive, fait les frais de toutes les

[1] J.-B. Say. *Traité d'Économie politique*, liv. I, chap. XVII.
[2] *Richesses des nations*, liv. IV, chap. II.

primes, en recueille plus tard les avantages; heureuse si l'on n'accordait pas, en son nom, de plus grandes faveurs à la corruption et à l'indolence!

Il est encore une foule de circonstances où le gouvernement influe sur la fortune publique, soit par ses règlements sur les grains, sur le commerce de la boucherie, du charbon, etc.; soit en devenant producteur lui-même, comme on le voit surtout en France, en Espagne et en Italie. Ces principaux cas valent la peine d'être sommairement examinés.

Il est facile de concevoir pourquoi le commerce des grains a été plus particulièrement soumis au contrôle de l'autorité. Leur abondance ou leur rareté influe beaucoup sur la tranquillité publique, parce que le gouvernement ayant toujours exercé une surveillance active sur cette branche de commerce, les peuples sont disposés à le prendre à partie toutes les fois que la trop grande cherté des grains a mis sa prévoyance en défaut. Il eût mieux valu peut-être accorder à ce commerce une liberté indéfinie, et s'en rapporter à l'intérêt particulier du soin de fournir les marchés. Je sais bien qu'on a fait valoir plusieurs motifs d'exception, tels que celui d'une guerre, d'une disette; qu'il ne fallait pas exposer une nation à manquer de l'aliment le plus indispensable, celui *dont le moindre retard est un arrêt de mort*, comme l'a dit M. Say, du moins pour une partie de la population. Rien de plus juste; mais on a exagéré ces inconvénients passagers. Il est fort rare que le blé manque dans tous les pays à la fois, ou même dans plusieurs provinces du même pays; ordinairement, il se fait des réserves, trop souvent flétries du titre d'*accaparement*, et elles peuvent suffire aux besoins les plus pressants. Les greniers d'abondance, dont on a exagéré l'influence, contribueraient également à produire les mêmes résultats. On sait toute l'utilité des *silos*, dont l'un de nos plus illustres industriels, M. Ternaux, a fait d'heureux essais à Saint-Ouen, près Paris. L'extension considérable donnée à la culture de la pomme de terre, l'extraction de la gélatine des ossements abandonnés dans nos boucheries, et les nombreux

perfectionnements apportés chaque jour à l'art de la conservation des denrées alimentaires, tout fait espérer que les manœuvres sur les blés deviendront plus difficiles, et que ce genre de commerce échappera aux restrictions qui l'entravent.

Mais si la prudence exige qu'on s'avance avec précaution sur un terrain aussi difficile, n'est-il pas temps d'échapper aux abus de certains monopoles, au moyen desquels on peut dire que le gouvernement se fait producteur lui-même? N'est-ce point une exaction de l'administration, que la nécessité où elle met les citoyens de Paris de payer un sac de charbon près de neuf francs, lorsqu'au moyen de règlements plus judicieux cette mesure leur coûterait à peine la moitié de ce prix[1]? C'était assez, ce me semble, des trésors de la gabelle et du monopole exercé sur le tabac. Encore ne saurait-on s'élever avec trop de force contre ces deux impôts qui frappent à coups redoublés sur le pauvre, et qui perpétuent indéfiniment sa misère. Le sel est presque aussi commun que les pierres, le tabac le serait autant que le chiendent : pourquoi condamner les classes les plus laborieuses à se priver de ces deux indispensables denrées, ou à les acheter, viles qu'elles devraient être, à un prix exorbitant? Que diriez-vous si le gouvernement comblait vos puits, pour vous forcer à lui acheter de l'eau? telle est pourtant sa manière de procéder lorsqu'il détruit des salines naturelles, ou qu'il arrache vos plants de tabac. Indépendamment de l'outrage fait à l'humanité par l'anéantissement d'un produit utile, il vous oblige à travailler pour acquérir au prix de mille sueurs un bien que la nature vous avait mis gratuitement sous la main. Ainsi faisaient ces abominables colons des Moluques, quand leurs mains sacriléges brûlaient les arbres à épices : vous les flétrissez pourtant et vous les imitez!

[1] On m'assure que M. le préfet de la Seine, frappé de ce grave inconvénient, a voulu le faire disparaître; mais qu'il a rencontré, de la part des *monopoleurs*, des résistances si énergiques et si élevées, que son zèle en a été déconcerté.

Quelquefois le monopole est décoré du nom pompeux d'utilité publique, comme lorsque le gouvernement s'arroge le droit de vendre ou de produire seul une marchandise. La manufacture de tapis des Gobelins, celle de porcelaines de Sèvres, l'exploitation de certains théâtres, tout cela se soutient aux frais des contribuables et à leur détriment. Nous payons huit cent mille francs par an pour l'entretien de l'Opéra : à ce prix, sans doute, le peuple français a la faculté d'y entrer aussi aisément que dans une église ; point du tout, il lui en coûte près d'un million pour y payer sa place beaucoup plus cher que dans tous les autres théâtres.

Tels sont les résultats de ces grands établissements trop souvent institués par les gouvernants pour enrichir leurs créatures. C'était bien pis en Espagne, dans le temps des prétendues prospérités de cette malheureuse nation : on n'y voyait que des manufactures royales. Le roi était marchand de tabac à Séville, marchand de draps à Ségovie, marchand de soieries à Valence, marchand de sel partout ; et, comme il produisait seul ou à peu près seul, il fallait bien venir le trouver dans ses magasins. Aussi ne s'occupait-il guère des routes et des canaux. Les caravanes de mulets arrivaient toujours, un peu plus tôt, un peu plus tard. Dans les colonies d'Amérique, on ne mettait que *huit mois* pour aller d'Omoa à Guatimala, distance de quatre-vingt-six lieues ! Ces abus sont assez éclatants, je pense, pour me dispenser de recourir aux principes, qui, d'ailleurs, se présentent naturellement au lecteur, aussi bien que les conséquences.

CHAPITRE VII.

De la monnaie et des signes représentatifs des valeurs.

SECTION PREMIÈRE.

Des monnaies.

La monnaie est une véritable marchandise, généralement d'or, d'argent ou de cuivre, au moyen de laquelle on peut se procurer les choses dont on a besoin, sans recourir à d'autres échanges. Elle n'est point susceptible de consommation comme les marchandises ordinaires ; le temps seul et le frottement agissent sur elle, mais insensiblement. Son effet est de faciliter les transactions : prouvons ceci par des exemples.

Je suis meunier, et il me faut un chapeau. Mais le chapelier n'a pas besoin de farine au moment où j'ai besoin d'un chapeau : comment obtenir le produit de son industrie, puisqu'il ne veut pas de celui de la mienne ? Je vais trouver un boulanger, à qui je cède mes farines pour une somme de mille francs ; et avec une partie de ces mille francs, j'achète un chapeau. L'argent nous a servi d'intermédiaire, de moyen de nous entendre, peut-être de nous lier. Le boulanger, à son tour, éprouve le besoin d'un habit. Loin de se présenter au tailleur pour lui offrir *en pain* le payement de cet habit, il commence par vendre sa denrée, c'est-à-dire il l'échange contre de l'argent, contre de la monnaie, et il remet au tailleur en monnaie l'équivalent de son habit. On dit alors que l'habit est payé.

Ces exemples suffisent pour expliquer la signification du mot *vente* : on voit qu'il est synonyme d'*échange*. Pour faciliter les ventes ou les échanges, on est convenu d'employer certains corps métalliques doués d'une valeur intrinsèque,

et susceptibles de subdivision, pour se prêter à tous les échanges possibles. Dans l'un des cas précédents, le tailleur qui eût voulu acheter en allumettes une valeur égale à deux sous, aurait été fort embarrassé s'il lui avait fallu payer ces allumettes en produits de son industrie : mais une fois son habit vendu, rien n'est plus facile que d'employer une fraction modique de la somme reçue en échange, au payement des allumettes.

Il est important que le métal monnayé possède une valeur indépendante des caprices ou des violences de l'autorité, afin qu'on soit bien sûr qu'une même quantité de marchandises répond toujours à une somme d'argent reconnue; et puis aussi afin que l'étranger qui échange ses produits contre notre monnaie conserve une sécurité nécessaire à l'entretien de ses relations avec nous. Personne n'ignore que la plus grande valeur des métaux employés comme numéraire consiste dans l'utilité qu'ils ont de servir, sans intermédiaire, à nous procurer tous les objets désirables. Si nous étions forcés d'échanger matériellement les produits de nos industries respectives contre les produits qui nous manquent, chacun de nos achats devrait être précédé d'une vente; le libraire n'aurait du pain qu'autant qu'il rencontrerait sur-le-champ un acheteur de ses livres, et on courrait le risque de mourir de faim en attendant les chalands. La monnaie ouvre toutes les portes; elle dispense de la vente, elle la suppose accomplie, elle en représente comme le résultat, et c'est en cela qu'elle agit merveilleusement dans les affaires humaines. Sa valeur est fondée sur les difficultés de son extraction, sur l'homogénéité [1] des parties qui la composent, sur la possibilité de l'employer à des usages domestiques, sur sa grande résistance à la destruction, et sur la demande qu'on en fait pour les besoins de la société.

De ce que la monnaie représente généralement la valeur des choses, il ne faut pas conclure que ses effets soient les

[1] La portion d'alliage qu'on y ajoute pour en augmenter la solidité, étant connue, ne change rien à ce que j'avance.

mêmes dans tous les pays, et qu'on obtienne partout pour cinq francs, je suppose, ce qu'en France on pourrait acquérir pour cette somme. Il en coûte plus d'or à Londres qu'à Paris pour se procurer une paire de bottes, et moins en Asie qu'en Europe pour l'achat de la plupart des marchandises. C'est ce qui prouve encore, soit dit en passant, que l'argent n'est réellement qu'une marchandise susceptible de variations comme toutes les autres.

Les gouvernements ont dû exercer une surveillance rigoureuse sur la fabrication de cette singulière production, dont le contrefacteur est puni de mort. Ils en constatent le poids total, ainsi que la quantité de matière étrangère qu'on y a introduite et qui ne compte point pour valeur réelle : on se sert à cet effet d'une marque particulière. C'est ce qu'on appelle donner à la monnaie le *poids* et le *titre*. Trop souvent les gouvernements, investis de cette haute dictature sur l'or et sur l'argent, en ont abusé pour opérer des réductions criminelles et pallier leurs banqueroutes en faisant banqueroute à tout le monde. Lorsqu'il leur a plu de déclarer qu'un écu de trois francs en valait six, c'est-à-dire de rembourser quinze mille francs, par exemple, à ceux qui leur en avaient prêté le double, chaque débiteur a dû faire banqueroute à ses créanciers en s'acquittant envers eux avec des écus qui avaient perdu la moitié de leur valeur. C'est ce qui est arrivé, avec bien plus de scandale encore lors de l'émission des assignats, pendant la révolution française.

Tous ces abus n'auraient peut-être pas existé si, au lieu de donner à la monnaie des noms insignifiants, comme ceux de franc, de louis, de piastre, de dollar, de ducat, on avait spécifié la quantité de métal pur qui s'y trouvait contenue. Si l'on eût dit une pièce d'or de cinq grammes, de huit grammes, cette dénomination aurait présenté une idée exacte de la valeur intrinsèque de la pièce, et l'on n'aurait pas renouvelé si souvent la refonte des monnaies pour en opérer frauduleusement l'altération. Sous ce rapport, nous n'avons pas grand' chose à envier aux Turcs : leur *para* ne vaut plus

guère aujourd'hui que cinquante centimes, et notre pièce d'une livre, qui représentait jadis la valeur d'une livre d'argent de douze onces, n'en vaut plus que la quatre-vingt-unième partie. Le moindre inconvénient de ces abus est de faire craindre à tout moment qu'ils ne recommencent, et de paralyser toutes les spéculations commerciales et industrielles. Les Espagnols ont eu le bon esprit d'y échapper, grâce à leurs mines du Nouveau-Monde.

Ces grandes iniquités, il faut le dire, ont eu leur source dans une grande erreur, reproduite encore de nos jours. On a prétendu que l'argent n'était qu'un signe, et qu'il n'avait aucune valeur, dit M. de Tracy, parce qu'*on ne le boit ni ne le mange;* on supposait que l'empreinte du monarque lui donnait seule la qualité de signe, et que par conséquent il était indifférent d'étendre ou de limiter sa valeur. Puisqu'on pensait ainsi, ajoute le même écrivain, pourquoi n'appliquait-on pas l'image du souverain sur des morceaux de bois? — C'est une erreur qui a perdu Law et son système. On a bien vu, lors de la crise fatale, le vide effrayant de cette fantasmagorie renouvelée, depuis, sous le règne de Louis XVI : mais il n'était plus temps. Le *papier-monnaie*, lorsqu'il est accueilli dès l'abord par quelques fripons ou quelques dupes, cesse bientôt d'entrer en concurrence avec l'argent : on est promptement forcé de l'imposer comme une charge, comme une spoliation. C'est en ce sens que Mirabeau avait raison de l'appeler *une orgie du despotisme en délire*. Une feuille de papier, quelles que soient les empreintes dont on puisse la couvrir, ne saurait valoir que son prix de boutique, *ludibria ventis;* et cela est si vrai, que nos pères ont dû payer une paire de bottes jusqu'à cinq cent mille francs en assignats, lorsque la débâcle fut arrivée sous le Directoire.

Le gouvernement a voulu se comparer à un négociant dont la signature est acceptée pour de l'argent comptant, quoique ses billets ne soient qu'une promesse de payer, et non un payement. Mais un négociant peut être contraint par corps en cas de refus de payement d'une lettre de change; s'il fait

banqueroute, les tribunaux l'attendent.... où est le recours des citoyens contre un gouvernement banqueroutier? Le négociant n'oblige personne à recevoir des billets : l'autorité nous force d'accepter les siens. Les lettres de change, les effets à ordre sont des moyens fort commodes, parce qu'ils épargnent les risques et les frais qui accompagnent les transports d'argent : mais le papier-monnaie qu'on veut donner pour de l'argent, et qui est un danger lui-même, qui se déciderait à le défendre aujourd'hui?

« Concluons avec M. Destutt de Tracy, que le *papier-monnaie* est la plus coupable et la plus funeste de toutes les banqueroutes frauduleuses; que l'altération des monnaies métalliques vient ensuite; et que quand un gouvernement est assez malheureux pour ne pouvoir plus remplir ses engagements, il n'a rien de mieux à faire que de déclarer franchement sa faillite, et composer loyalement avec ses créanciers, comme un négociant imprudent, mais honnête. Le mal est beaucoup moindre; la réputation reste et la confiance renaît bientôt; trois avantages inappréciables. Partout où il y a candeur et probité, il y a du remède au malheur : c'est un de ces points nombreux par lesquels l'économie politique et la morale se rejoignent. »

SECTION II.

Des lettres de change, des banques d'escompte, etc.

Les limites imposées à cet ouvrage ne me permettant pas de parler de la matière des monnaies, de leur fabrication, de leur forme, de leur valeur actuelle comparée à celle qu'elles avaient jadis, je me suis borné à exposer leur mode d'action dans les opérations commerciales, et les dangers résultant de leur altération. Sans entrer dans les détails relatifs au système de Law, aux *assignats* de la Convention, aux *mandats* du Directoire, j'ai essayé de démontrer d'une manière pré-

cise les inconvénients attachés à l'émission d'un *papier-monnaie*, quoique sous le rapport politique plusieurs nations, les États-Unis d'Amérique, par exemple, aient eu à se louer d'avoir recouru à ce moyen[1]. Mon but, en traçant le peu de lignes qui vont suivre, est de présenter le tableau des effets produits dans les transactions commerciales par l'usage de lettres de change, et par la création des banques.

Une *lettre de change* est une promesse écrite de payer une somme dans un temps et dans un lieu désignés. La confiance attachée à cette promesse, fondée sur la solvabilité présumée du souscripteur, lui donne une valeur à peu près égale à la somme qu'elle représente. Cette valeur une fois reconnue, les effets de commerce circulent comme de la monnaie, et même ils l'emportent sur elle, parce qu'ils sont plus facilement transportables. Il est des circonstances qui donnent un prix réel à cette supériorité. Au moment où j'écris, la place de Londres manquant de numéraire, plusieurs capitalistes français y ont envoyé de l'or, qui, payé en lettres de change sur Paris, acquiert une valeur de soixante centimes par livre sterling; c'est-à-dire que la livre sterling ayant une valeur intrinsèque de vingt-cinq francs vingt centimes, le banquier parisien reçoit en échange un effet de vingt-cinq francs quatre-vingts centimes, moins les frais de transport du numéraire, qui sont peu de chose. Le même phénomène se reproduit sur les places de Naples, d'Amsterdam, de Hambourg, avec avantage ou désavantage pour chacune d'elles, selon le plus ou le moins de payements qu'elles peuvent avoir à faire l'une sur l'autre.

Ces variations fréquentes se nomment le *cours du change*. On dit qu'on a le change en sa faveur, quand on paye un peu moins d'or ou d'argent chez soi qu'on n'en recevra dans

[1] Ceux qui voudraient approfondir l'histoire des monnaies, pourront consulter avec fruit l'ouvrage de Dupré de Saint-Maur, celui de Leblanc, et le chapitre XXI du *Traité d'Économie politique* de M. Say, qui forme un véritable résumé de tout ce qui a été écrit de plus intéressant sur cette matière.

l'étranger au moyen de la lettre de change qu'on a acquise, et *vice versâ*. Quoique la différence ne puisse jamais être considérable, elle suffit pour faire la fortune des industriels qui se livrent à ce genre de spéculation. On s'est exagéré, toutefois, les bénéfices de ce commerce, et l'on a cru, à tort, les lettres de change toujours capables de remplacer l'argent. Il ne faut pas perdre de vue qu'un effet payable à terme fixe n'a de valeur qu'autant qu'il est appuyé sur une garantie. Cette garantie, c'est l'envoi qu'on a dû faire de valeurs équivalentes au montant des lettres de change, à l'endroit et au négociant sur lesquels on les a tirées. Sans cette condition, l'effet souscrit est nul, il ne vaut absolument rien. Tels seraient, par exemple, les *billets* de la Banque de France, si elle était incapable de payer à vue et en espèces tous ceux qu'on lui présenterait, et qu'elle reconnaîtrait émis par elle sans y pouvoir faire honneur.

Les *banques* sont des établissements ordinairement dépositaires de valeurs en espèces, en lingots ou lettres de change. On les appelle *banques de dépôt*, lorsqu'elles possèdent des fonds appartenant à des négociants qui ont un compte ouvert avec elles, et qui peuvent transporter le montant de leur dépôt au compte d'une autre personne. Leur bénéfice, en ce cas, consiste dans un droit qu'elles perçoivent pour chaque transfert, et quelquefois dans des résultats d'opérations hasardeuses. Cependant il est de leur intérêt de compromettre le moins possible les fonds qui leur sont confiés, sous peine de perdre leur crédit sans retour. La banque d'Amsterdam, si fameuse dans l'histoire de la Hollande, avait donné l'exemple d'une grande fidélité sous ce rapport. Lorsque les armées de Louis XIV s'approchèrent des murs de cette ville, les propriétaires des différents dépôts ayant demandé leur remboursement, on descendit dans les caves pour en extraire le numéraire : on trouva les coffres intacts et les pièces de monnaie encore toutes noircies par un incendie qui avait eu lieu près d'un demi-siècle auparavant.

Les *banques d'escompte* ont pour but principal le payement

des lettres de change à terme, moyennant un certain droit, qu'on peut regarder comme équivalent à l'intérêt de la somme énoncée au billet, pour le temps qui reste à courir jusqu'au jour de l'échéance. Ce prélèvement porte le nom d'*escompte*. Toutes ces banques vont bien tant que les gouvernements ne se mêlent pas de leurs affaires, et ne les entraînent pas dans les hasards de leurs opérations politiques ou financières. Il est à désirer qu'elles se multiplient, de manière à offrir au commerce des conditions plus faciles pour l'escompte des lettres de change, et à augmenter ainsi la somme des capitaux disponibles. Les billets de confiance émis par ces banques, faisant fonction de numéraire, permettent d'en consacrer une partie à des opérations lucratives : bien entendu que l'émission sera sagement limitée, de telle sorte qu'en cas d'alarme, les caisses puissent toujours suffire au remboursement. On en doit conclure que les banques d'escompte ont intérêt à ce que les effets dont elles sont nanties ne soient pas à trop longue échéance, afin qu'elles puissent faire face à tous leurs engagement. Malheureusement, il est arrivé plusieurs fois que les billets de confiance ont chassé le numéraire, et qu'un moment de crise l'ayant subitement rendu indispensable, la disproportion est devenue énorme au point d'occasionner des bouleversements. L'Angleterre souffre beaucoup en ce moment d'une crise semblable.

Au reste, les banques ne sont autre chose que d'ingénieux moyens d'éviter les transports d'argent, de faciliter les payements d'un pays à l'autre, et d'accroître la partie disponible des espèces métalliques, c'est-à-dire d'une branche avantageuse de capitaux. Leur théorie est extrêmement simple, et l'on comprend sans peine leur application à l'économie politique. On s'aperçoit également que leur origine est moderne, et que si dès le principe, elles n'ont pas opéré tout le bien qu'on était en droit d'en attendre, c'est l'impéritie, l'avidité, ou la violence des gouvernements qu'il en faut accuser.

Ces considérations complètent l'exposé rapide que j'avais à faire de la production des richesses. On a vu comment le

travail y concourait à l'aide des capitaux, et par quel prestige l'argent semblait ajouter la vie de la circulation à la vie du travail dans les trois ordres de l'industrie humaine : nous allons examiner, dans le livre suivant, de quelle manière les richesses produites se distribuent dans le corps social. Ce sera peut-être la partie la plus difficile et la plus délicate de notre travail.

LIVRE SECOND

DE LA DISTRIBUTION DES RICHESSES

CHAPITRE PREMIER.

De ce qui constitue la valeur des choses.

Nous venons d'étudier l'histoire de la production des richesses : nous avons vu comment les différentes branches de l'industrie humaine concouraient, au moyen des fonds de terre et des capitaux, à la création des valeurs. Il convient d'examiner maintenant quel est le fondement de la *valeur* des choses, et par quelle série de phénomènes ces choses pourvues de valeur se distribuent dans les veines du corps social. On comprendra mieux tout ce qui doit se rapporter aux *variations dans les prix*, à la *source de nos revenus*, aux *profits attachés à chaque industrie*, aux effets de la distribution des richesses sur la *population*, et à ceux des revenus perçus d'une nation dans l'autre, c'est-à-dire aux *exportations*.

La valeur des choses dépend de leur utilité reconnue. Elle se mesure par la quantité de tout autre produit qu'on peut se procurer en échange. Mais cette manière de mesurer est sujette à quelques inconvénients, et elle présente certaines difficultés qu'il est nécessaire d'éclaircir. Quel est, par exemple, le juge de la valeur des choses? Est-ce l'acheteur ou le vendeur?

Commençons par les *richesses naturelles*. Ce sont celles que la nature a départies avec une égale abondance à tous les hommes, comme l'air, l'eau, la lumière. Leur valeur n'est point échangeable, et par conséquent elles n'ont point de

prix. Elles sont cependant indispensables, et infiniment plus importantes que mille autres richesses achetées à grands frais. Les autres valeurs sont relatives, et dépendent d'une foule de circonstances que chaque producteur est obligé d'apprécier. Un poêle, fort utile en Suède et en Russie, serait sans valeur à Saint-Domingue, parce que personne n'en a besoin dans ce pays, et ne se sent disposé à faire le moindre sacrifice pour acquérir un meuble inutile. Un parasol ne trouverait point d'acheteur en Laponie; un avocat, point de clients dans l'Arabie Pétrée; un libraire, point de chalands chez les sauvages, qui manquent de produits beaucoup plus indispensables que des livres.

Cette dernière circonstance nous laisse déjà entrevoir que les produits se multiplient généralement en raison directe de la *quantité demandée*. Si les libraires ne pouvaient vendre de livres qu'aux sauvages, il ne se ferait plus de livres, parce que les sauvages n'en demandent point; il en est ainsi des autres produits. Mais on porte beaucoup de liqueurs en Amérique, où les naturels en *demandent*, c'est-à-dire en consomment une quantité considérable, et il en est de même pour toutes les denrées et toutes les marchandises. On appelle *quantité offerte*, le nombre de produits en circulation, ceux qui sont susceptibles d'être échangés, et auxquels leurs propriétaires ont donné cette destination. Le prix ordinaire des choses dépend de l'équilibre qui existe entre la quantité offerte et la quantité demandée; car leur valeur augmente en proportion de ce qu'elles sont moins offertes, et elle diminue dans le cas contraire.

La demande est habituellement restreinte par l'impossibilité ou la difficulté de payer, même lorsqu'il s'agit de certains produits d'un usage presque universel. Beaucoup d'habitants du Midi se passent de chapeaux, quoique l'ardeur du soleil en prescrive impérieusement l'usage, parce que leur fortune ne leur permet pas d'en payer la valeur : ils seraient obligés de prendre sur leur nourriture ou sur celle de leurs enfants pour se procurer le vêtement auquel ils suppléent

par des feuilles d'arbres, ou autrement. Les paysans de la Beauce portent des sabots, faute de pouvoir suffire aux frais de consommation de leur chaussure, s'ils se servaient de souliers. Aussi voit-on, dans cette contrée, beaucoup plus de sabotiers que de cordonniers; et ces derniers meurent souvent de faim, tandis que les premiers s'enrichissent. Il en est de même pour les négociants qui se livrent aux plus hautes spéculations commerciales : leurs demandes sont toujours proportionnées à la masse des marchandises qu'ils espèrent vendre.

Le *prix courant* d'une chose est la représentation en numéraire de la quantité de toute autre chose qu'on peut obtenir en échange, du moment qu'on en fait l'offre. Ce prix courant peut être élevé ou diminué par une infinité de causes accidentelles, comme le plus ou moins d'abondance des récoltes, une guerre maritime, etc. C'est ce que nous voyons arriver fréquemment aux vins, aux huiles, aux fourrages; c'est ce qu'on a vu, et ce qu'il en a coûté cher de voir, sous le régime de Napoléon, par rapport aux denrées coloniales. Dans ces occurrences particulières, il n'y a plus de proportion entre les services productifs des choses achetées, et ceux des valeurs qu'il a fallu donner en échange : les vins, les huiles, le sucre, le café, deviennent comme autant d'objets de luxe, qui sont hors de la portée des consommateurs ordinaires. Le gouvernement fait quelquefois l'office d'une guerre ou d'un ouragan, lorsqu'il élève artificiellement le prix des choses; et il faut le dire, ces sortes d'ouragans ne sont pas les plus rares.

CHAPITRE II.

Des sources diverses de nos revenus, et de leur distribution.

Nous admettons que la valeur des choses a besoin d'être reconnue pour être réelle, et qu'une maison ne vaut vingt

mille francs, par exemple, que lorsqu'on est sûr d'en retirer cette somme, et non parce qu'on s'est imaginé qu'elle la valait. Pour en donner vingt mille francs, il a fallu que l'acheteur l'ait reconnue capable de services productifs équivalents, c'est-à-dire qu'il ait jugé pouvoir en obtenir un produit égal à celui qu'aurait pu lui procurer le capital de vingt mille francs. Le service productif rendu par la maison en est le *revenu*, de même que le revenu d'un champ n'est autre chose que le service productif résultant de son exploitation. Chaque industrie a ses revenus, que M. Say distingue de ce qu'il en appelle les *profits*. Selon lui, dans l'industrie agricole, il y a le profit du fonds de terre et le profit industriel de l'agriculteur : ces deux profits réunis forment le revenu territorial. Il admet également deux espèces de profits dans l'industrie manufacturière; l'un appartient au fabricant, l'autre au capital qu'il fait valoir. Plusieurs économistes on contesté ce double profit, et il existe en ce moment toute une école qui partage leurs doctrines. Essayons de présenter la question en peu de mots, en commençant par les fonds de terre.

SECTION PREMIÈRE.

Du revenu territorial et du fermage.

La terre, avons-nous dit, est un véritable outil entre les mains de l'homme. Sans elle, il ne saurait rien produire; à son tour, elle ne produirait pas sans lui. L'action qu'elle exerce rend donc un service productif, aussi bien que le travail de l'homme. Mais de quelle nature sont les profits de cette terre? Voici comment on l'explique. « Le pouvoir productif du sol n'a aucune valeur quand ses produits ne sont pas demandés. Or, la civilisation, la population, accroissent la demande, et alors la valeur des produits s'établit à un taux qui excède celui du simple intérêt. C'est cet excédant qui forme le produit du fonds de terre et qui permet au fer-

mier de payer un fermage à son propriétaire, même après qu'il a prélevé l'intérêt de ses avances et le salaire de ses travaux. De plus, les produits agricoles étant bornés par la nature, et la quantité demandée excédant la quantité offerte mesure que les populations se multiplient, la terre acquiert une valeur nouvelle proportionnée à ses services productifs, et indépendante du travail de l'homme. »

Les adversaires de cette doctrine répondent : la terre, abandonnée à elle-même, ne produit pas plus que le rabot du menuisier ne fait des meubles quand on le laisse inactif. Donc, c'est le travail qui seul en tire quelque chose, et il n'y a de profit en agriculture que celui du travailleur. Ces produits agricoles que vous croyez si rares, et dont vous faites une part si belle au fonds de terre, abondent sur les marchés de l'univers : vous êtes obligés de leur fermer vos ports. Palerme, Odessa, Dantzick, en sont encombrés ; c'est la pire des spéculations. Ne dites pas, au moins, pour le présent, que la demande en élève le prix ; nos populations augmentent, elles ont bon appétit, et le prix du blé diminue. Grâce à votre système, ajoutent les mêmes économistes, nous avons des propriétaires oisifs et des fermiers obérés. Il n'y a que la subdivision des propriétés qui, plaçant le consommateur près des produits, contribue à leur écoulement, et vous fasse illusion sur les erreurs de vos théories.

« Parce que certains cantons, et des meilleurs peut-être, ne produisent que deux ou trois pour cent de leur prix d'achat, répliquent les partisans des profits du fonds de terre, ce n'est pas une preuve que les profits du sol y sont peu de chose : c'est une preuve que les terres y sont fort chères. Une terre qui ne donne par arpent que vingt sous de profit rapporte autant de rente qu'une terre qui donne cinquante francs par arpent, si chaque arpent de la première a coûté cinquante fois moins que chaque arpent de l'autre [1]. » On explique aussi la différence de rapport d'une terre valant cent

[1] J.-B. Say, *Traité d'Économie politique*, livre II, chap. IX.

mille francs à un capital de même valeur, par les agréments attachés à la possession du sol, par l'influence qui en revient au propriétaire, par l'impossibilité de détruire le fonds.

Cependant, comme c'est d'un revenu qu'on se nourrit, et que le capital n'importe qu'autant qu'on en retire plus de valeurs, ou le moyen d'acheter une plus grande quantité de produits, la question devient très-difficile à résoudre. Si j'ose avoir un avis entre des adversaires que je regarde comme mes maîtres, il me semble qu'on ne doit pas adopter leurs théories respectives d'une manière absolue. En Grèce, en Écosse, en Espagne, en Italie, en France même, il est des fonds de terre, des pâturages, dont on retire un fermage sans travail et seulement parce qu'on en est propriétaire (et certes, en pareil cas, c'est bien la terre qui donne le profit) ; tandis que dans le département d'Eure-et-Loir, dans les plaines de celui du Loiret, sur les bords de la Loire, on voit des cabanes de chaume éparses sur une terre fertile et remuée par des hommes laborieux, qui manquent souvent du nécessaire pour avoir dû payer à des maîtres oisifs, sous peine d'émigration, un fermage hors de proportion avec le revenu brut de la terre affermée.

SECTION II.

Des revenus industriels ; des profits du savant, de l'entrepreneur et de l'ouvrier.

C'est peut-être de l'industrie manufacturière qu'on pourrait dire avec plus de raison qu'elle donne des profits bien distincts et plus considérables que ceux de l'industrie agricole. En effet, ces profits doivent représenter l'intérêt des capitaux consacrés à l'éducation de l'industriel, à ses études généralement plus longues et plus difficiles que celles de l'agriculteur, et le revenu des capitaux actuellement engagés dans son exploitation.

Le *savant* occupe le premier rang dans l'ordre industriel, parce que c'est lui qui invente, qui perfectionne, qui simplifie les procédés, et qui met ainsi l'*entrepreneur* en position de faire exécuter le plus de produits, au meilleur marché possible, par les *ouvriers*. Cependant, le savant n'est pas celui qui retire les plus grands bénéfices de ses travaux, à moins que, comme l'illustre Watt, muni d'un brevet d'invention et soutenu par des capitalistes, il n'entre en partage des profits qui résulteront de ces découvertes. Le plus souvent, il se contente d'une couronne civique et se croit payé quand on a rendu justice à son génie. Sa générosité, compagne inséparable du vrai talent, le porte à répandre ses connaissances, à les communiquer, à les rendre utiles le plus rapidement possible, même à son détriment. Elles deviennent alors comme la lumière que personne ne paye, et dont ceux qui en profitent ne songent pas toujours à remercier le Créateur.

L'*entrepreneur* d'industrie, manufacturière surtout, indépendamment des dangers qui attendent ses entreprises, a besoin de posséder une foule de qualités qu'on ne rencontre pas communément. C'est lui qui est chargé de mettre en œuvre les conceptions du savant, en faisant concourir au même but les capitalistes qui lui fourniront des fonds, s'il n'est pas capitaliste lui-même, et les ouvriers qui lui prêteront des bras. Probité, sagesse, économie, activité, intelligence, il faut qu'il réunisse tout ce qui peut contribuer au succès de ses travaux, et qu'il ne soit pas plus étranger aux notions du savant qu'aux fonctions du manœuvre. La ruine ou la prospérité d'un établissement dépend généralement de son plus ou moins d'aptitude à le diriger, et c'est ce qui explique les fortunes colossales de quelques-uns d'entre eux. Plus ils couraient de hasards, plus ils avaient d'heureuses chances, parce que ce sont précisément les hasards qui écartent les concurrents, et par suite diminuent la *quantité demandée* de services de leur compétence.

Le sort de l'ouvrier est moins digne d'envie. Dépourvu de

l'intelligence du savant, des capitaux et des connaissances de l'entrepreneur, il ne saurait offrir à la société que de la force musculaire. Aussi la société ne lui demande-t-elle que le libre emploi de tous ses membres, et, comme dit très-bien M. Say, que la condition de vivre et de se bien porter. Toutefois, le salaire accordé à son action mécanique ne se règle pas d'après les services productifs d'une machine analogue : l'ouvrier a des enfants, et d'ailleurs, sa personne représente un capital accumulé par ses parents, à son bénéfice : il convient donc de lui en tenir compte dans le salaire qu'on lui donne.

On doit considérer également que plusieurs causes peuvent interrompre leur travail et les réduire quelquefois à de cruelles extrémités. On a vu des prohibitions ou des guerres suspendre tout à coup la production et mettre les ouvriers à la réforme ; une maladie peut aussi les priver momentanément de leur unique ressource, qui est en eux-mêmes. Dans plusieurs circonstances, la moindre réduction a eu des conséquences terribles, et c'est ce qui rend quelquefois dangereuse l'introduction d'une machine ou la diminution d'un droit d'entrée considérable. On sait qu'avant la révolution, les fileurs de la Normandie voulurent brûler les nouveaux métiers, aux environs de Rouen, et que tout récemment, en Angleterre, la réduction du droit sur les soieries a déterminé une violente insurrection. Le plus grand malheur de la classe ouvrière est la difficulté de faire des épargnes sur un salaire qui suffit à peine aux besoins de chaque jour : c'est ainsi que les vieillards, les femmes, les enfants tombent à la charge de l'adulte, qui se décourage souvent du présent, loin de songer à l'avenir. Cette fatale imprévoyance est poussée, en France, à un point extrême. Il semble que le prix du travail de la semaine soit un fardeau pour la plupart des ouvriers : on les rencontre souvent ivres-morts dans les rues, et les ateliers sont presque toujours déserts le lundi, quoique la journée du dimanche se soit passée en orgies. Nous n'échapperons pas à cette lèpre des grandes cités tant qu'il n'existera

pas pour les prolétaires une méthode d'enseignement appropriée à leur position.

Ces inconvénients se font sentir plus vivement encore dans les temps de disette [1], et c'est alors qu'on aperçoit l'influence des produits sur la *population*, dont nous parlerons dans ce livre. Les ouvriers, loin d'être plus rares, deviennent plus abondants : la faim les pousse, les harcèle, et la *quantité* de travailleurs *offerts* devenant supérieure à la *quantité demandée*, il en résulte une baisse dans les salaires, laquelle amène une baisse dans le prix des produits; ce qui prouve, soit dit en passant, que c'est le consommateur et non l'entrepreneur qui gagne au bas prix des salaires. Les ouvriers eux-mêmes n'y perdent pas autant qu'on pourrait le supposer; car si leurs salaires sont moindres, ils gagnent quelque chose à la baisse du prix des produits dont ils sont eux-mêmes consommateurs.

On demande comment les ouvriers peuvent être protégés contre les exigences de leurs maîtres, et ceux-ci contre les prétentions de leurs ouvriers. En admettant qu'en effet les uns aient besoin de protection contre les autres, qui chargerez-vous de ce droit redoutable? Voulez-vous faire intervenir le gouvernement dans les affaires des citoyens, et, dans l'un ou l'autre cas, remplir vos ateliers de commissaires, et vos allées, de baïonnettes? Le plus simple et le plus juste serait d'accorder aux ouvriers une solde raisonnable, généreuse même, parce que l'expérience a prouvé qu'en les payant bien ils travaillaient mieux et se montraient fort dociles : deux avantages inappréciables dans de vastes établissements où la plus légère amélioration a des résultats immenses, et le moindre tumulte, des conséquences déplorables.

[1] Je ne parle pas des épidémies qui moissonnent de préférence les ouvriers, soit à raison de leurs privations, soit à cause de leurs préjugés. Lorsque j'étudiais la médecine à l'hôpital de la Pitié, où l'on dirige la plupart des individus atteints de la petite vérole, j'ai remarqué que presque tous ces malheureux non vaccinés étaient des maçons, des perruquiers ou des tailleurs; mais principalement des maçons. Ces derniers se montraient plus rebelles à la vaccine, même après avoir vu périr leurs camarades.

SECTION III.

Du revenu des capitaux et du prêt à intérêt.

Les capitaux sont des éléments indispensables de la prospérité publique dans une société civilisée. Nous avons vu qu'ils étaient comme l'âme de toutes les grandes entreprises, et que la nation la mieux organisée était celle qui en possédait le plus et qui les exploitait le mieux. On les a considérés avec raison comme des outils dont le propriétaire peut se servir pour son compte, et dont il peut prêter les services moyennant un loyer qui se nomme intérêt, et qu'on nommait jadis *usure*. On attachait à ce dernier mot un sens défavorable, et pendant longtemps, dans les pays de croyances diverses, chez les chrétiens comme chez les musulmans, *le prêt à intérêt* a été frappé de réprobation. Ce malheureux préjugé, en rendant stérile une masse énorme de capitaux, ou, si l'on veut, d'outils qui auraient pu devenir très-productifs, n'a pas peu contribué à retarder les progrès de la civilisation.

Grâce au ciel, nos idées sont bien changées. Il n'y a pas plus de honte, aujourd'hui, à prêter de l'argent à intérêt qu'à louer une terre ou une maison. Ceux qui ne peuvent faire valoir par eux-mêmes un capital précédemment accumulé, ne craignent point de le confier à de plus hardis ou à de plus habiles, lesquels en retirent un profit pour leur industrie et pour le prêteur. C'est ce double profit qu'il s'agit d'analyser soigneusement. Commençons par le bénéfice du prêteur, celui qu'on appelait anciennement *usure*.

Si le capital rend des services comme un outil, il est naturel que ces services soient payés comme ceux que pourrait rendre un outil : la conséquence est rigoureuse. Mais le capital, en passant dans les mains de l'emprunteur, court une espèce de danger qui varie selon certaines circonstances, et qui peut le soustraire définitivement au prêteur. Celui-ci a

donc le droit de percevoir aux dépens du débiteur une *prime d'assurance* proportionnée aux dangers qui attendent son capital. Cette prime, combinée avec le prix du loyer, forme le revenu du prêteur. Plus il y a de péril, plus la prime s'élève, plus l'intérêt augmente. Il est énorme dans les pays dont l'administration n'offre que de faibles garanties, en Turquie, en Espagne, par exemple ; il l'est également dans ceux où, par d'autres considérations, les recouvrements sont difficiles, comme dans l'Amérique du Sud, dans les colonies des Antilles. Il est plus élevé dans les villages que dans les villes, malgré les hypothèques, parce que le créancier qui habite ordinairement les villes et qui aime à surveiller ses capitaux, ne les a point à sa portée lorsqu'ils sont placés dans les campagnes. En général, l'intérêt diminue en même temps que les chances de pertes, de telle sorte que les gouvernements et les particuliers les plus solvables, c'est-à-dire ceux qui sont connus par le plus de fidélité à leurs engagements, payent toujours moins cher la valeur attachée aux risques dont nous avons parlé.

Il n'est point facile de déterminer la quotité de l'intérêt attaché au service des capitaux. Quoique les gouvernements en aient fixé le montant d'une manière arithmétique et absolue, il est aisé de voir qu'ils se sont arrogé un droit exorbitant et par cela même illusoire. Il ne dépend pas plus d'eux de dire que *l'intérêt légal sera de cinq pour cent*, que de quatre ou de trois. Si les dangers sont tels que la prime d'assurance doive s'élever, elle s'élève en dépit de la loi, qu'on élude par des stipulations non ostensibles. Dès lors, le maximum ne signifie plus rien. De même, si le gouvernement décidait qu'on dût payer un intérêt supérieur aux risques dépendant des circonstances, les citoyens s'entendraient pour rendre inoffensif un tel abus de pouvoir. Ce que nous appelons proprement *usure* ne s'applique donc qu'au métier des fripons qui spéculent sur l'inexpérience de la jeunesse : mais cette question n'est pas du ressort de l'économie politique. Cela est tellement vrai, qu'on tolère dans les transactions commerciales certains prêts à neuf ou dix pour cent d'intérêt, tandis que l'intérêt dit *légal* n'est que de cinq pour cent. C'est ce qu'on appelle vulgairement *prêter dans le commerce*.

Puisqu'on *prête* à un taux si élevé *dans le commerce*, c'est-à-dire pour toutes les entreprises industrielles, il faut bien que les emprunteurs retirent de ces capitaux exploités par leur industrie un bénéfice suffisant pour payer l'intérêt des capitaux et pour récompenser l'industrie qui les a mis en œuvre. Dès lors on aperçoit deux profits bien distincts, celui du capitaliste et celui de l'entrepreneur. Le dernier varie selon le plus ou le moins de talent qui a présidé à l'entreprise. Quoi qu'il en soit, tous deux sont inséparables, et il est extrêmement difficile d'établir leur point de contact autrement que par approximation. C'est ce qui prouve, pour le dire en passant, l'erreur des économistes qui pensent résoudre toutes les questions de la science, comme on ferait une règle de trois. Nous avons déjà vu, en parlant du fermage, toutes les difficultés que présentent ces intéressantes propositions. L'essentiel en tout est d'étudier les faits sans en outrer les conséquences, comme font plusieurs métaphysiciens, et à réunir, à défaut de preuves, le plus grand nombre de probabilités.

CHAPITRE III.

De la population.

Ce sujet peut paraître un hors-d'œuvre dans un précis aussi rapide que le mien, et cependant j'ai cru devoir lui consacrer l'étendue d'un chapitre, persuadé que son importance méritait au moins d'être constatée. Peut-être aussi convenait-il de faire voir comment cette distribution des

profits de toutes les industries influait sur le principe de la population.

Au premier abord, on pourrait croire que des considérations sur la population sont plutôt du domaine de l'histoire naturelle que de l'économie politique ; cependant elles ont bien plus de rapport avec cette dernière science qu'avec l'autre. Un économiste fort distingué, M. Malthus, leur a consacré un ouvrage en trois volumes, qui a eu plus de quinze éditions en Angleterre, et qui a fondé sa réputation.

Pauvres mortels que nous sommes! il ne s'agit pas seulement de naître, mais de vivre et de gagner notre subsistance. Quoique la terre soit vaste et bien déserte encore dans plus d'une contrée, nous accourons trop nombreux au banquet de la vie; la plupart d'entre nous ont à peine approché sa coupe de leurs lèvres, qu'il faut déjà partir sans les avoir humectées. Et pourtant, dans leur aveugle philanthropie, une foule de gouvernements ont encouragé le mariage et flétri le célibat; une foule ont cru qu'il suffisait de naître pour être sûr de vivre, et de paraître aux rayons du soleil pour en être échauffé. Ainsi leur erreur, d'accord avec une erreur plus douce et toujours pleine d'espérance, n'a fait que multiplier le nombre des victimes en croyant multiplier le nombre des heureux.

Cherchons les causes essentielles de cette anomalie. Les nations, comme les individus, ne vivent que du produit de leur travail. Plus un peuple, une famille, un homme produisent, plus ils peuvent satisfaire de besoins, dont le premier est celui de soutenir leur existence. Or, ces produits étant limités, quelquefois d'une manière très-étroite, il en résulte que le nombre des êtres qu'ils peuvent faire subsister est nécessairement circonscrit dans les mêmes limites. Cela n'empêche pas les hommes de naître, mais ne les défend pas non plus de mourir. Les sauvages ne se détruisent entre eux que pour se manger, faute de produits suffisants pour leur nourriture. Des milliers d'individus ne font que paraître et

disparaître parmi nous en France, en Angleterre, en Allemagne : d'où vient ce malheur? de ce que les classes inférieures manquent souvent des choses les plus indispensables à la vie, d'un vêtement, d'une chaussure, d'un peu de feu dans la saison rigoureuse; de ce que les pères de ces familles infortunées, sur qui repose leur destinée de chaque jour, ne produisent pas assez de valeurs échangeables contre les aliments nécessaires à leur existence. A côté d'eux, pourtant, l'opulence gaspille souvent sans plaisir des produits qui ranimeraient des vieillards éteints, des mères épuisées, des enfants languissants : c'est que la richesse est trop inégalement distribuée, et que l'industrie, mère-nourricière des travailleurs, n'est pas suffisamment développée. Il faut avouer aussi que l'ignorance, l'incurie, les préjugés, la malpropreté, font périr beaucoup de nouveau-nés. Que dirai-je de ceux que l'indifférence ou la débilité de leur mère confie à des nourrices mercenaires, et de ceux que moissonnent le fer des combats ou les maladies contagieuses, dans ces inutiles colonies entretenues à si grands frais par les métropoles?

Plus on examine cette question, plus on s'aperçoit que le mal est artificiel, qu'on pourrait, sinon l'éviter, du moins en atténuer les ravages. Mais ce n'est point en encourageant les mariages que vous diminuerez la mortalité; Malthus a prouvé, au contraire, que plus il y avait de morts, plus il y avait de mariages ; et l'on a vu, en France, après la peste de Marseille, les tristes survivants à cette catastrophe, saisis d'une incroyable ardeur d'hymen, en allumer le flambeau près des cadavres encore infects de leurs concitoyens. C'est que le penchant à la reproduction lutte avec une grande violence contre le génie de la destruction, surtout dans les moments où celui-ci semble vouloir l'éteindre pour jamais.

Il faut donc demander au travail, source des produts, les moyens de soutenir et d'augmenter la population, car elle est toujours proportionnée à leur abondance. Alors, au lieu

de se plaindre qu'il naît trop d'hommes pour s'arroger le droit d'en détruire par les guerres, on s'occupera des moyens de les nourrir, en ouvrant de nouvelles routes à leur industrie, en les éclairant sur leurs véritables intérêts, et en faisant tourner à leur avantage cette fécondité si longtemps stérile ou funeste dont la nature les a gratifiés.

LIVRE TROISIÈME

DE LA CONSOMMATION DES RICHESSES

CHAPITRE PREMIER.

Des différentes espèces de consommations.

La production consistant en une *création d'utilité*, la consommation ne saurait être qu'une *destruction de cette utilité*. Telle est l'opinion généralement adoptée de nos jours par tous les économistes. Ainsi, nous pourrons définir le mot *consommation* par ces termes : *destruction de valeur*.

Il est des choses que l'on consomme sans les détruire matériellement, et qui ne peuvent plus servir aux mêmes usages, quoiqu'elles soient reproduites sous une forme nouvelle. Un quintal de bois de Campêche peut avoir momentanément disparu dans la cuve d'un teinturier; mais si le teinturier en a fait l'application sur une toile, sur un tissu dont la valeur se sera augmentée par cette opération, il y aura eu ce qu'on appelle *consommation reproductive*. Le charbon consommé dans un appareil de bains se reproduit en eau chaude, quoiqu'il ait été primitivement anéanti.

D'autres valeurs sont consommées sans jamais reparaître, comme celle qui est attachée au charme d'un concert, d'un feu d'artifice, etc. Ce genre de consommation, comme on le pense bien, n'est pas le plus avantageux pour un peuple : c'est celui qui caractérise la triste situation de l'Espagne, de l'Italie, de l'Orient, où l'on paye chèrement des voluptés qui se dissipent d'une manière improductive. On juge presque de l'état de civilisation de deux nations, en examinant à quel

genre de consommation chacune d'elles accorde la préférence.

Les consommations peuvent être publiques ou privées elles sont *privées*, quand elles sont faites par un individu, par sa famille, par une petite communauté. Elles deviennent *publiques*, lorsqu'elles sont faites par la nation ou en son nom. Leur effet est d'occasionner une perte de richesse pour tout le monde et pour toujours. Un sac de blé n'a plus de valeur, une fois qu'il a été consommé, eût-il préservé de la mort les têtes les plus chères à la patrie ! Il ne faut pas croire, comme on l'a prétendu, qu'il n'y a pas eu de perte, parce qu'on n'a pas détruit de numéraire; toute valeur, par cela seul qu'elle était échangeable, pouvait procurer de l'argent à son propriétaire : la consommation le prive donc de tout ce qu'il aurait acquis avec la monnaie qui en était le prix, s'il eût vendu. Examinons ce qui se passe lorsque les richesses sont consommées reproductivement.

SECTION PREMIÈRE.

De la consommation reproductive.

Ce que nous avons dit de l'industrie manufacturière a déjà pu donner une juste idée de la consommation reproductive. Elle détruit la valeur des choses comme toutes les consommations imaginables : mais lorsque cette valeur est détruite, l'industriel la retrouve sous une autre forme, dans un nouveau produit qui représente celui qui a été consommé et un bénéfice pour le travail du producteur. A proprement parler, toutes les industries nécessitent des consommations, toujours reproductives, quand elles sont bien entendues. Le cultivateur jette du blé dans la terre, le maçon entasse du mortier qui ne peut plus servir, le fabricant de papier détruit des chiffons, le fondeur brûle du charbon ou du bois; tous ces travailleurs consomment des valeurs à jamais perdues, mais dont la destruction savante leur fait retrouver des produits qui les représentent avec d'autant plus d'avantage qu'ils ont déployé

plus d'habileté, et rencontré plus d'heureuses circonstances. Dans ces différents cas, on peut dire que la consommation d'une matière première ajoute réellement à sa valeur tout en la détruisant. Ainsi, le sulfate de quinine, extrait du quinquina détruit, acquiert une valeur cent fois plus considérable que l'écorce dont on l'a retiré. Il suffit de cet exemple, je crois, pour achever la définition qui a fait l'objet de ce paragraphe.

SECTION II.

De la consommation improductive.

Celle-là, malheureusement, est la plus commune, la mieux connue, la plus à la mode. C'est la consommation de ceux qui ne payent pas leurs dettes, des joueurs, des intempérants, des banqueroutiers, des mauvais gouvernements. Elle sert à satisfaire un besoin, un plaisir, quelquefois des passions viles; mais elle ne laisse point de traces, de reproduction, s'entend. Deux habits suffisent pour être vêtu convenablement; vous en achetez quatre : consommation improductive. Les vers s'y mettent, le capital consacré à l'achat des habits superflus est devenu stérile; vous n'avez satisfait que votre vanité. Un grand feu brûle dans vos antichambres pour chauffer des laquais fainéants : consommation improductive. Êtes-vous en boutique? gardez-vous du luxe des décorations extérieures qui font peur au public, inquiet de savoir si vous ne lui ferez pas payer l'intérêt du capital qu'elles vous ont coûté. J'ai toujours vu que les magasins les mieux achalandés présentaient la plus simple apparence : les modestes dépôts de la rue des Moineaux, des Bourdonnais, sont appuyés sur des bases bien plus solides que ces comptoirs resplendissants de glaces, et ces étalages de parade, semblables à des vaisseaux pavoisés, qu'on aperçoit sur nos boulevards.

Les grands maîtres en fait de consommation improductive, ce sont les gouvernements absolus. Les sinécures abondent là

plus qu'en aucun lieu du monde ; on y paye des gens pour ne rien faire ou parce qu'ils ne font rien ; on consacre des sommes considérables à des monuments sans utilité ; on tire des feux d'artifice, on illumine, on donne des dîners aux dépens des contribuables. Chez les particuliers, cette folie n'est pas moins déplorable. Combien ne voit-on pas de jeunes ménages végéter pendant longtemps dans le besoin, pour avoir dissipé, dans les inutiles et ridicules fêtes d'un jour, des capitaux destinés à préparer le repos de leur avenir ! Ceci nous conduit à l'examen des consommations privées, et de leurs effets sur la fortune publique.

SECTION III.

Des consommations privées.

Les consommations privées sont subordonnées aux ressources que possèdent les particuliers et leurs familles. Quand elles dépassent l'étendue de ces ressources, on ne tarde point à subir les tristes conséquences du désordre et de l'impéritie ; quand on sait les diriger avec sagesse, on en recueille des fruits abondants. Au reste l'économie politique ne trace point de règles de conduite aux pères de famille ; chacun d'eux est seul en position de bien juger sa fortune, et de proportionner sa dépense à ses recettes ; *c'est de la simple arithmétique*, comme disait Mirabeau. Mais ce qu'il importe de savoir, c'est que tout homme assez imprévoyant pour ne rien accumuler, peut se trouver sujet à des chances terribles dans un moment de détresse. Il n'y a pas de différence entre lui et un gouvernement sans *réserves ;* s'il est surpris en cet état par quelque tempête, il ne saurait manquer de succomber.

L'épargne, c'est-à-dire une légère diminution dans nos consommations habituelles, est une source féconde de prospérités, et d'améliorations morales. C'est au moyen de nos épargnes que nous donnons une bonne éducation à nos enfants, que nous les préservons du fléau de l'ignorance, que nous les mettons en mesure de devenir des producteurs, c'est-à-dire des hommes utiles. Que dirons-nous donc des défenseurs du luxe et de ceux qui faisaient des lois somptuaires ? Nous ne donnerons pas raison aux premiers, parce que le luxe est un mot vague, et très-mal défini par *l'usage du superflu*, comme dit M. Say ; ni aux seconds, parce que les lois somptuaires sont écrites au fond de la bourse de tous les consommateurs. D'ailleurs, ce qui est du luxe pour les uns n'est souvent que le nécessaire pour les autres : une chemise de toile fine passe pour du luxe au village, mais elle est de rigueur dans nos villes. Que deviennent alors tous les beaux chapitres de nos historiens, grands amateurs du luxe, qu'ils supposent le père nourricier des peuples ? Qu'ont-ils voulu dire en faisant le panégyrique de *la dépense ?* Avec quoi peut-on faire des dépenses, si ce n'est avec des valeurs accumulées, et avec quoi accumule-t-on des valeurs, si ce n'est avec des économies, c'est-à-dire des conquêtes faites sur le luxe ? Toutes ces erreurs disparaissent peu à peu à mesure que les principes de l'économie politique se propagent ; et il est probable que si quelque nouveau Louis XIV s'avisait de bâtir un autre Versailles, il trouverait moins d'approbateurs de ses fatales et stériles prodigalités.

SECTION IV.

Des consommations publiques.

Nous arrivons sur un terrain sans limites, au moment même où je touche à celles qui me sont imposées.

Exploitées comme elles le sont presque partout, les consommations publiques offrent un vaste champ à l'arbitraire ; les gouvernements qui s'imaginent être utiles en dépensant beaucoup (et c'est notre argent qu'ils dépensent, comme on sait), ne manquent pas de le faire, persuadés qu'ils nous rendent ce qu'ils nous ont pris. Or, écoutez leur raisonnement :

« Vous avez payé l'impôt, disent-ils, jusqu'à la somme d'un « milliard par année; de quoi vous plaindre, puisque nous « vous le rendons en détail par les salaires de nos préfets, « de nos sous-préfets, de nos généraux, de nos comédiens et « de nos alguazils? C'est la rosée qui vous tombe du ciel, « après être partie de la terre. »

La réponse est bien simple : « Quand nous avons payé « l'impôt, avec quoi avons-nous acheté du numéraire? avec « des produits acquis à la sueur de nos fronts. Quand vos « salariés nous le rapportent, est-ce un cadeau qu'ils nous « font, ou un nouvel échange qu'ils nous proposent? Ne « faut-il pas leur livrer d'autres produits, pour recouvrer ce « numéraire? Nous avons donc travaillé pour qu'ils nous « rendent le service de nous acheter nos produits avec notre « argent. »

Cette considération devrait servir de règle à ceux qui sont chargés d'ordonner les dépenses publiques. Comme ces dépenses ne se font jamais qu'au moyen de sommes levées sur les contribuables, et acquises par eux au prix de mille travaux, il conviendrait de les réduire le plus possible, et de ne soustraire à *l'accumulation* que la masse de capitaux strictement nécessaire à l'administration publique. Tout ce que l'État consomme légalement étant perdu sans retour, que dire de ce qu'il perçoit illégalement, pour le dépenser en salaires inutiles, en vaine représentation, en monuments stériles? Dans ce dernier cas, ce qui est arraché aux citoyens est une perte pour la nation; ce sont des capitaux distraits de la consommation productive, pour être anéantis dans la consommation improductive. Nos fonctionnaires, dites-vous, dépensent cet argent, et font vivre des carrossiers, des brodeurs, des cuisiniers, des marchandes de mode : d'accord; mais croyez-vous que l'agriculteur, le manufacturier, le négociant, *n'auraient donné du travail à personne?* Vous n'avez fait que vous substituer à leur place et dépenser leur argent pour satisfaire des fantaisies ou des besoins factices, tandis qu'ils l'auraient employé à augmenter leurs produits, et par

suite la richesse nationale. Que diriez-vous d'un homme qui vous prendrait votre bien pour en faire des aumônes?

Tel est le fragile appui des administrations habituées à disposer de la chose publique comme d'un bien qui se reproduit à mesure qu'on le consomme, sans qu'il en coûte rien à personne. Cette funeste erreur est une des principales causes de toutes les dilapidations qui se sont succédé en France depuis deux cents ans. Auparavant, du moins, on croyait sincèrement *prendre*, fouiller dans les poches; et l'on courait les chances de ce système qui n'est pas sans péril. Mais, lorsqu'au moyen de quelques obscures théories, on en fut venu à encourager les souverains *à dépenser beaucoup*, ce qu'on avait fait jusqu'alors avec une violence qui avait le mérite de la franchise, on l'osa faire au nom de faux principes, et par conséquent sans inquiétude et sans hésitation. C'est ainsi que nous voyons encore quelquefois ordonner des travaux publics dont l'exécution ne doit produire aucune utilité, dans le seul but de procurer de l'ouvrage aux prolétaires inactifs. Il vaudrait tout autant frapper un impôt sur les classes aisées, en faveur de ces classes disgraciées : cela serait plus clair, et on aurait la satisfaction qui suit les actions charitables. Malheur aux peuples qui sont obligés de recourir à de pareils expédients!

Je ne parlerai point des dépenses relatives aux divers services de l'administration, tels que celui de la justice, de l'intérieur, de la guerre, de l'instruction publique, des hôpitaux, des cultes, etc.; parce qu'elles sont plutôt du ressort de la politique que de l'économie politique proprement dite. Il suffit de rappeler que toutes ces dépenses payées par les particuliers pour acheter des produits *immatériels* non susceptibles d'accumulation, sont les plus onéreuses de toutes. Leur conséquence nécessaire est une soustraction plus ou moins énorme de capitaux indubitablement stérilisés, d'où résulte l'appauvrissement de la nation. Au moment où j'écris, il n'est pas une de ces branches de consommation qui n'ait été portée à l'excès en France, et dont l'intérêt général ne pres-

crive impérieusement la réduction. Mais ces considérations m'entraîneraient peut-être fort loin de mon sujet, surtout si je tentais d'aborder la question des *substitutions* récemment admises par la chambre des pairs, et dont le but avoué, la *concentration* des propriétés, ne saurait manquer de ralentir le mouvement industriel, et de restreindre le nombre des producteurs chargés de subvenir aux frais des consommations publiques. Je prouverais facilement qu'on se prépare de grandes misères en détruisant les moyens de payer, sans diminuer l'étendue des dépenses. Lorsque d'ailleurs on songe combien d'intérêts industriels sont soumis à l'arbitraire d'une administration essentiellement fiscale, depuis le droit de voyager jusqu'à celui d'établir les plus vastes sociétés commanditaires, on s'étonne que l'économie politique, destinée à mettre au jour et à détruire les abus nuisibles à la fortune publique, occupe aussi peu de place dans l'instruction de la jeunesse française[1].

CHAPITRE II.

De l'impôt et de ses effets.

« L'*impôt*, dit M. Say, est cette portion des produits d'une nation qui passe des mains des particuliers aux mains du gouvernement, pour subvenir aux consommations publiques. » Adoptons cette définition qui est d'une parfaite exactitude, et suivons-en les conséquences.

Il est évident que la valeur livrée au fisc par les contribuables est irrévocablement perdue pour eux. Ils n'en peu-

[1] Voyez les *Éléments de Jurisprudence administrative*, par M. Macarel, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, 2 vol. in-8. Cet ouvrage, écrit avec la plus grande clarté, et une sagesse de vues fort remarquable, peut donner une juste idée des envahissements de la puissance administrative sur le pouvoir judiciaire. Il devrait être dans la bibliothèque de tous les industriels.

vent plus tirer parti, et quoiqu'elle soit consommée au sein d'une société dont ils sont membres, ils n'en reçoivent aucune utilité personnelle. Qu'on l'emploie d'une manière productive ou improductive, le producteur n'en a pas moins éprouvé la perte; il lui en a coûté la privation d'une jouissance ou celle d'un bénéfice matériel.

Ces considérations, que j'ai déjà présentées sous une autre forme dans le présent ouvrage, suffisent pour démontrer que, plus l'impôt est élevé, plus la richesse nationale diminue; car tout ce que la nation paye pour les consommations publiques, est soustrait à l'accumulation, et cesse de contribuer à la production. On a beau dire que le gouvernement le rend en le dépensant : ce n'est point une restitution qu'il opère, ni même un échange, puisqu'il achète des produits avec l'argent de l'impôt. Un marchand ne s'arrangerait pas volontiers d'un accommodement au moyen duquel on pourrait lui dire : *Donnez-moi vingt francs.* — Les voilà. — *Voulez-vous me vendre une aune de drap? je vous en offre le prix, vingt francs; partant, quitte.*

Que penser, en conséquence, des gouvernements qui croient rendre service aux nations en dépensant beaucoup, c'est-à-dire en multipliant les impôts? Que dire de tous ces financiers qui ne s'inquiètent jamais du sort des contribuables, quand le trésor est rempli? Faut-il donc répéter sans cesse que le seul moyen de créer des valeurs, c'est de travailler pour produire, et que le fisc, ne produisant rien, se borne à prendre une portion de nos richesses! L'impôt est un mal nécessaire : l'intérêt public exige qu'il soit aussi faible que possible. *Le meilleur de tous*, a-t-on dit avec bonheur, *est le plus petit.* Ce serait, en effet, un singulier système que celui de juger la santé des hommes par le nombre et la largeur de leurs plaies.

Ces étranges paradoxes se trouvent heureusement réfutés par les faits. Toutes les fois qu'un gouvernement a eu le bon esprit de supprimer ou de diminuer l'impôt qui pesait sur une branche de production, cette branche a subitement pros-

péré. Lorsque Turgot, en 1775, réduisit de moitié les droits d'entrée et de halle sur la marée qui se débitait à Paris, le montant total de ces droits resta la même. Lorsqu'en 1778, le gouvernement espagnol adopta un système un peu plus libéral envers ses colonies, son revenu brut augmenta, au bout de treize années, dans les seules provinces du Mexique, d'une valeur égale à 560 millions de francs. On sait les résultats avantageux que l'Angleterre a retirés de la diminution du droit d'entrée sur les vins étrangers. Partout, enfin, les mêmes causes ont été suivies des mêmes effets; et l'écrivain honnête homme est heureux de pouvoir prouver que la modération n'est pas une duperie [1].

La répartition et la perfection de l'impôt influent beaucoup aussi sur la fortune publique, et demandent les plus profondes méditations. Voyez ce qui vient de se passer dans la Grande-Bretagne, par suite de l'énorme taxe qui pèse sur les terres : la prohibition des grains étrangers, nécessaire à l'existence des fermiers condamnés à payer des impôts exorbitants, s'est fait sentir aux masses d'ouvriers qui couvrent le comté de Lancastre; et la taxe a failli causer une révolution. La meilleure manière de procéder dans un sujet si important consiste à ménager tous les intérêts, c'est-à-dire à éviter les priviléges, qui ressemblent toujours à des injustices, et les répartitions arbitraires, qui sont de véritables spoliations. Mais ces détails appartiennent plus particulièrement à la science de l'administration et à celle des finances.

Les contributions sont *directes* ou *indirectes*, selon qu'elles affectent une partie du revenu des contribuables, ou qu'elles sont prélevées sur leurs consommations. L'impôt foncier est *direct*; la perception des droits d'octroi, aux barrières de nos grandes villes, est un impôt *indirect*. C'est ce qu'on appelait, sous le règne de Napoléon, les *droits-réunis*. Les économistes paraissent généralement disposés à regarder les contributions indirectes comme les moins onéreuses, parce

[1] J.-B. Say, *Économie politique*, liv. III, chap. VIII.

qu'elles atteignent des denrées dont on peut faire un usage plus ou moins abondant, suivant la fortune dont on jouit. De cette manière, l'impôt dépend du contribuable, et celui-ci échappe aux huissiers, aux porteurs de contraintes qui assiégent si souvent la porte du laboureur ou de l'artisan. Cette perpétuelle menace des exécuteurs du fisc dépend de l'inégale répartition de l'impôt, de son exagération, et des frais de perception qui retombent à la charge des contribuables. Il est des pays où ces frais sont énormes, et l'histoire présente des époques où ils se sont élevés, en France, au triple des sommes versées dans le trésor public.

Depuis ce temps, la position des divers États de l'Europe s'est fort améliorée; mais elle paraît devoir s'aggraver de nouveau, malgré le mouvement imprimé à la production, parce que les gouvernements se précipitent aveuglément dans la carrière des impôts, sans les combiner avec les ressources des peuples, et sans les soumettre au libre contrôle de leurs représentants. On a vu, en 1815, le gouvernement anglais percevoir, pour une seule année, une somme d'impôts supérieure à la valeur qu'avait, il y a 50 ans, la totalité du revenu général de la nation. L'abus des emprunts, autre plaie des temps modernes, n'a pas peu contribué à obérer les finances de plusieurs gouvernements, en ajoutant un nouvel impôt à ceux qui pesaient déjà sur les administrés. C'est ce que nous examinerons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III.

Des emprunts, de la dette publique et du crédit.

Le système des *emprunts* publics est une invention des temps modernes. C'est une manière de consommer comme une autre; elle a ses avantages et ses inconvénients, selon que les gouvernements y ont recours pour couvrir des be-

soins réels ou factices. Pour bien juger ce système, ne perdons pas de vue les principes.

Une nation emprunte, lorsque son revenu se trouve insuffisant pour payer ses dépenses, c'est-à-dire lorsqu'après avoir consommé le produit de ses taxes, il lui reste encore des obligations à remplir. Elle emprunte donc afin de consommer de nouvelles valeurs qui sont immédiatement anéanties. Jadis, ce surcroît de dépenses était couvert par une augmentation d'impôts qui faisait passer dans les mains du gouvernement une portion équivalente de la fortune des particuliers. Il en résultait des bouleversements plus ou moins considérables selon la quotité du capital dont on privait les producteurs, pour le soumettre à une consommation stérile. Ce mode de perception ayant paru incommode ou onéreux, on imagina les *emprunts*. Ils furent, dès le principe, remboursables à des époques fixes, avec jouissance d'intérêts pendant tout le temps de leur durée. Mais bientôt on s'aperçut que le remboursement devenait difficile, et l'on finit par le reconnaître impraticable. Dès ce moment, la *rente* qu'on payait aux prêteurs fut déclarée *perpétuelle ;* elle fit partie de la *dette publique*.

Je ne parlerai point des emprunts remboursables par lots, ni des *tontines*, ressources précaires et désastreuses dont les progrès de la science économique ont permis d'apprécier tous les inconvénients. Il est beaucoup plus important d'analyser les conséquences de la dette publique et son influence sur le perfectionnement des sociétés. Nous avons vu qu'il existait un profit des capitaux indépendant de celui de l'entrepreneur, et que dans toute industrie bien entendue l'on devait retrouver ces deux profits sous peine de ruine inévitable. Qui chargera-t-on du soin de pourvoir au payement des intérêts dont la masse constitue ce que nous venons de nommer la *dette publique?* Ce sont évidemment les travailleurs; c'est à eux qu'il faudra s'adresser pour trouver ce profit du capital qui représente le revenu du rentier. Les travailleurs seront donc frappés d'un impôt au bénéfice des rentiers. Le seul

avantage essentiel que la nation retire d'un tel système, c'est de pouvoir charger l'avenir d'acquitter la dette du présent. Cette anticipation, lorsqu'elle est faite avec sagesse, épargne aux contribuables la secousse d'une liquidation avec leurs créanciers et les crises qui ne manqueraient jamais d'en signaler les approches. Elle substitue un mouvement doux et progressif à une marche brusque et forcée.

Mais, après tout, l'État n'en est pas moins grevé. Si, au lieu de lever un impôt de cent millions, vous contractez un emprunt de même somme, sans doute vous n'opérez pas dans l'État une révolution égale à celle qu'y causerait la soustraction instantanée d'un capital de cent millions, et c'est là votre seul avantage; mais vous constituez l'État débiteur des intérêts de ce capital à perpétuité. En d'autres termes, vous substituez à un impôt actuel et défini de cent millions une taxe imperceptible de cinq millions payés par les contribuables aux prêteurs. Si, comme il arrive trop souvent, le capital emprunté est dissipé en folles expéditions, en salaires de fainéants, voilà toute la génération qui nous suit condamnée à payer l'intérêt des sommes qu'elle n'aura point votées. Nous lui aurons préparé des tempêtes.

La dette publique étant établie, les titres donnés aux créanciers de l'État ont acquis une certaine valeur de convention et sont devenus de véritables effets susceptibles de négociation, comme représentant le capital dont ils ne garantissent réellement que l'intérêt. On a pu se les transmettre comme des propriétés qu'on achète plus ou moins cher, selon les circonstances. Or, voici quelles sont ces circonstances, naturellement très-variables.

Fondés sur la confiance des rentiers envers l'État, les titres des rentes sont sujets à éprouver la plupart des vicissitudes auxquelles les meilleurs gouvernements se trouvent exposés. Une guerre peut leur porter atteinte ; une *banqueroute* peut les réduire ou les anéantir. On conçoit aisément que dans un cas de malheur ou d'inquiétude les spéculateurs ne se montrent pas fort empressés de payer l'achat de ces titres

fondés sur une confiance momentanément ébranlée ; il en résultera donc une véritable dépréciation qui en fera tomber la valeur. Ces variations se nomment le *cours des effets publics*. Lorsqu'ils sont vivement demandés, il y a *hausse;* dans le cas contraire, ils sont en *baisse*. Le calcul des circonstances qui peuvent déterminer la hausse ou la baisse est, pour un assez grand nombre d'individus, une véritable profession qui mène, comme le jeu, à la fortune ou à la misère ; c'est l'*agiotage*. L'agioteur, ne produisant absolument rien, ne peut s'enrichir qu'aux dépens d'autrui. Il n'est pas de plus déplorable industrie, et il n'en est pas de plus commune en ce moment.

Le *crédit public* est la garantie des emprunts. Il dépend de la confiance des particuliers dans le gouvernement, comme celui des particuliers dépend de leur exactitude et de leur probité. Lorsque l'État est bien administré, que les impôts ne sont point exagérés, les chances de dangers disparaissent, le gouvernement emprunte à bon marché; les prêteurs ne se font pas payer une prime d'assurance ; ils se contentent d'un intérêt modéré : l'État a du crédit. Si quelque circonstance imprévue l'oblige de recourir à la fortune des citoyens, les bourses s'ouvrent pour lui à des conditions favorables, parce qu'on sait qu'il ne veut point emprunter pour dissiper, et qu'il a les moyens d'acquitter l'intérêt de sa dette. Cette ressource peut acquérir une grande importance entre les mains d'une administration économe et éclairée. Qui l'empêche d'employer à des entreprises lucratives les capitaux qu'on lui aura confiés et de rendre service au public, en retour de sa confiance? En ce cas, le gouvernement serait dans la position d'un industriel armé de capitaux d'emprunt et trouvant dans son activité ou dans son intelligence les moyens de retirer de ces capitaux tout à la fois leur revenu propre et un bénéfice pour lui-même. Mais ces cas sont fort rares, et depuis longtemps les nations européennes, loin de suivre une marche économique, sont entraînées dans des emprunts stériles dévorés par d'innombrables légions de soldats, de

moines ou d'administrateurs. Elles ont abusé avec une incroyable rapidité de la plus sûre et de la plus ingénieuse des ressources.

A peine les *caisses d'amortissement* arrêtent-elles ce mouvement vraiment comparable à celui de la chute des corps. A mesure que les rachats s'opèrent et que la dette publique diminue, de nouveaux emprunts viennent en augmenter le total et réaliser à nos yeux la fiction du tonneau des Danaïdes. Cependant, à quel degré de splendeur ne s'élèveraient pas bientôt les nations civilisées, si l'on faisait un plus prudent usage de cette arme puissante ! qui pourrait assigner le terme de leur perfectibilité, si, renonçant au système des destructions périodiques, elles appuyaient sur la base indestructible du travail et de la production un levier capable de changer la face du monde !

FIN.

BIBLIOGRAPHIE

OU

CATALOGUE PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE DES MEILLEURS ÉCRITS

SUR L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

AGGAZZINI. La science de l'économie politique. 1 vol. in-8°.

ARNOULD. Histoire générale des finances de la France. Paris, 1806. in-4°. — Système maritime et politique des Européens pendant le dix-huitième siècle, 1 vol. in-8°. — Balance du commerce. 2 vol. in-8°, 1792.

ATTWOOD. *Observations on currency, population and pauperism*, in-8°, 1818.

BARING. *Observations on the establishment of the Bank of England, and on the paper circulation on the country.*

BASTIAT (Fréd.). Sophismes économiques, 2 vol. in-16. — Petits pamphlets. — Harmonies économiques. 1 vol. gr. in-18.

BECCARIA. Éléments d'économie publique. (En italien.)

BENTHAM (Jérémie). Défense de l'usure. 1828, 1 vol. in-8°. — Ouvrage fort curieux.

BOECKH. Économie politique des Athéniens. Trad. en français par LALIGANT. Paris, 1828. 2 vol. in-8°.

BROUGHAM. Recherches sur le système des puissances de l'Europe envers les colonies. 1808, 2 vol. in-8°. (En anglais). — Intéressant.

CARLI. De l'origine et du commerce des monnaies. — De la Liberté du Commerce des grains. (En italien.) — Faits précieux, théories contestées.

CARREY. *Principles of political economy*. 3 vol. in-8°.

CARRION-NISAS. Principes d'économie politique. In-12, 1824.

CHALMERS. *On political economy in connexion with the moral state and moral prospects of society*. Glascow, 1832, in-8°.

CHASTELLUX. De la félicité publique. 1822, 2 vol. in-8°.

CHEVALIER (Michel). Cours d'économie politique. 3 vol. in-8°.

CHILD. Considérations sur le commerce et l'intérêt de l'argent (trad. de l'angl.). 1742.

COLQUHOUN. Traité de la richesse et des ressources de l'empire britannique.

COMTE (Ch.). Traité de législation. 4 vol. in-8°. — Traité de la propriété. 2 vol. in-8°.

CONDILLAC. Le commerce et le gouvernement. 2 vol. in-8°, 1815.

DECKER. Essai sur les causes de la décadence du commerce extérieur. In-8°. (En anglais.)

DESTUTT-TRACY. Traité d'économie politique. 1 vol. in-18.

DROZ. Économie politique, ou principes de la science des richesses. 1 vol. in-18.

DUFRESNE SAINT-LÉON. Étude du crédit public et des dettes publiques. 1 vol. in-8°.

DUNOYER. De la liberté du travail. 3 vol. in-8°.

DUPONT DE NEMOURS. De l'exportation et de l'importation des blés. 1764. — Ephémérides du citoyen. 1767-1775. (Ouvrage périodique.). — Physiocratie, ou constitution naturelle du gouvernement le plus avantageux au genre humain. 2 vol. in-8°. (Secte de Quesnay.)

DUTENS. Analyse des principes fondamentaux de l'économie politique. — Mémoire sur les travaux publics de l'Angleterre. — Philosophie de l'économie politique. 2 vol. in-8°.

ELLIS (Wil). Principes élémentaires de l'économie politique. Trad. par TERRIEN. 1 vol. in-18. — Leçons progressives d'économie politique, trad. par le même. 1 vol. in-18.

ENSOR (George). Recherches sur la population des nations. In-8, 1818. — Des pauvres et des secours. In-8°, 1823. — Adversaire de Malthus.

ESTRADA (Florez). Traité éclectique d'économie politique. Trad. par GALIBERT. 3 vol. in-8°.

FILANGIERI. Des lois politiques et économiques. (En italien.)

FORBONNAIS. Eléments du commerce. 2 vol. in-12. — Recherches et considérations sur le commerce de France. 2 vol. in-12.

FRANKLIN (Benjamin). Mélanges politiques et pièces philosophiques. — Science du bonhomme Richard. — Réflexions sur l'augmentation des salaires.

GALIANI. Dialogue sur le commerce des grains. — *Della Moneta*. 1750.

GANILH. Essai politique sur le revenu public des peuples de l'antiquité. — Des systèmes d'économie politique. 1809, 2 vol. in-8°. — Théorie de l'économie politique. 1815, 2 vol. in-8°. — De la science des finances. 1824. — Dictionnaire d'économie politique. 1826, in-8°.

GARNIER (Germain). Abrégé élémentaire des principes de l'économie politique. In-12, 1796, — Histoire des monnaies. 2 vol. in-8°, 1819.

GARNIER (Joseph). Éléments de l'économie politique. 1 vol. gr. in-18.

GAUDIN (duc de Gaëte). Notice historique sur les finances de France, de 1800 à 1814. In-8°, 1818.

Renseignements curieux sur cette époque.

GENOVESI. *Lezioni di economia civile*. — *Opuscoli di economia politica*.

GHERARDO d'Argo (Giambattista). *Dell'armonia politco-economica tra la cita e'l suo territorio*. Mantovana, in-8°. — *Dell' influenza del commercio sopra i talenti e i costumi*. — *Del diritto ai transiti*. In-8°.

GIOJA. *Nuovo prospetto delle scienze economiche*.

GODWIN. Recherches sur la population, etc. Trad. par Constancio. 2 vol. in-8°. (Adversaire de Malthus.)

HAMILTON (Robert). Recherches sur l'origine et les progrès de la dette nationale de l'Angleterre. In-8°.

Un des meilleurs ouvrages sur la matière.

HARRIS. *An Essai on money and coins*. In-8°.

HAUTERIVE (le comte d'). Éléments d'économie politique. In-8°, 1817.

HENNET. Théorie du crédit public. 1816. 1 vol. in-4°.

HUME. Essais sur le commerce, — le luxe, — l'argent, etc. Trad. en français. (*Voir* plus loin : *Collection des principaux économistes.*)

HUFELAND (Gottlieb). Nouvelle base de l'économie politique. 1807-1813. (Allemand.)

HUSKISSON. *The speeches of the right honourable.* 3 vol. in-8°.

JACOB (William). *An historical inquiry into the production and consumption of the precious metals.* 2 vol. in-8°.

LAFFITTE (M. Jacques). Réflexions sur la réduction de la rente. In-8°.

LAUDERDALE (Lord). Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique. In-8°, 1808. Trad. en français. — Considérations sur l'état actuel du papier-monnaie. 1813. (En anglais.)

LAW (Jean). Considérations sur le commerce et sur l'argent. In-8°. — Mémoires sur les banques. In-12. — Lettres sur différents sujets de finances.

LOCKE (auteur de l'Essai sur l'entendement humain). Considérations sur la baisse de l'intérêt. 1691. — Considérations sur la valeur de l'argent. 1695.

LOTZ. Revue des principes fondamentaux de l'économie politique. 4 vol. in-8°. — Manuel de l'économie politique, 1822. (En allemand.)

MAC CULLOCH. Principes d'économie politique, suivis de quelques recherches relatives à leur application. Trad. par M. A. PLANCHE. 2 vol. in-8°.

MALTHUS. Essai sur le principe de population. Trad. par M. P. PRÉVOST, de Genève. 4 vol. gr. in-8°. — Principes d'économie politique. 2 vol. in-8°. (Voy. plus loin : *Collect. des princip. économistes.*)

MARCET (Mme). Conversations sur l'économie politique, d'après Smith, Say, Ricardo et les autres économistes classiques de l'époque actuelle. In-12.

MARTINEAU (Miss Harriet). Contes sur l'économie politique. Traduit de l'anglais par M. BARTH. MAURICE. 8 vol. in-8°.

MELON. Essai politique sur le commerce. 1736.

MENGOTTI (François). *Del commercio de Romani della prima guerra punica en Constantino.* 2 vol. in-8°. — *Il Colbertismo, ossia liberta di commercia, de prodotti della terra.* — 4 vol. in-8°.

MERCIER DE LA RIVIÈRE. L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques. 1767. 2 vol. in-12. Sectateur de Quesnay.

MILL (James). Éléments d'économie politique. In-8°, 1824.

MILL (John Stuart). Principes de l'économie politique. Traduits par M. COURCELLE-SENEUIL. 2 vol. in-8°.

MIRABEAU (le marquis de). Théorie de l'impôt. 1760. — L'Ami des hommes. 7 vol. in-12.

Sectateur de Quesnay.

MUN (Thomas), *England's treasure by foreign trade*, etc. 1 vol. in-12.

NORTH (Dudley). Discours sur le commerce. 1691. — Ouvrage remarquable pour le temps.

NECKER. Essai sur la législation et le commerce des grains. In-8°. — Éloge de Colbert. In-8°. — De l'administration des finances de la France, 3 vol. in-8°. Le dernier ouvrage produisit, dans le temps, une grande sensation.

ORTES (Jean-Marie). Réflexions sur la population des nations. (En italien.)

PALMIERI. De la richesse nationale. In-12. (En italien.)

PARNELL (sir Henry). De la Réforme financière en Angleterre. Trad. par B. LAROCHE. 1 vol. in-8°.

PINTO. Traité de la circulation et du crédit. 1771. 1 vol. in-12.

PLACE (Francis). *Illustrations and proofs of the principle of population.* 1 vol. in-8°.

POSTLETWAITE. *History of the public revenue from the revolution to the present time.* 1 vol. in-folio, oblong.

PURVES (George). *All classes productives of riches.* 1 vol. in-8°.

QUESNAY (François). L'article *Grains* de l'Encyclopédie du dix-huitième siècle. — Le *Tableau économique.* 1 vol. in-12. — La Physiocratie, ou constitution naturelle la plus avantageuse au genre humain. 2 vol. in-12. 1767.

RICARDO (David). Principes de l'économie politique et de l'impôt. Trad. en français par CONSTANCIO. 2 vol. in-8°. (Cet ouvrage remarquable ouvre une ère nouvelle à l'économie politique). — Œuvres complètes. 1 vol. gr. in-8°.

ROSSI. Cours d'économie politique fait au Collége de France. 4 vol. in-8°.

SAY (M. J.-B.). Traité d'économie politique. 6e édition, 1 seul vol. gr. in-8°. — Cours complet d'économie politique pratique. 3e édit. 2 vol. gr. in-8°. — Catéchisme d'économie politique. In-12. 4e édit. — Lettres à Malthus sur différents sujets d'économie politique. In-8°.

Le Traité de J.-B. Say a été traduit dans toutes les langues de l'Europe.

SAINT-CHAMANS. Système fondé sur l'économie politique. — Traité d'économie politique. 3 vol. in-8°.

Économiste de bureau, ami des prohibitions et du système fiscal.

SAINT-SIMON. — Catéchisme des industriels. In-8°. 1817.

SCHLOTZER. Principes élémentaires d'économie politique, à l'usage des établissements d'instruction publique en Russie. 2 vol. in-8°. (En allemand.)

SCHMALZ. Économie politique. Trad. de l'allemand par P. JOUFFROY. 2 vol. in-8°.

SÉNAC DE MEILHAN. Considérations sur le luxe et la richesse. 1 v. in-8°.

SENIOR. Principes fondamentaux de l'économie politique. Trad. par M. ARRIVABENE. 1 vol. in-8°.

SERRA. Traité des causes qui peuvent faire abonder l'or et l'argent dans les pays dépourvus de mines.

SINCLAIR (sir John). *The history of the public revenue of the british empire*, etc. Londres 1804, 3 vol. in-8°.

SISMONDI. De la richesse commerciale. 1803. — Nouveaux principes d'économie politique, 2 vol. in-8°.

SMITH (Adam). Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Trad. de G. GARNIER, revue et annotée par A. BLANQUI. 2 vol. gr. in-8°.

Fondateur de la véritable économie politique.

SODEN (le comte). L'Économie nationale. 1809. (En allemand.)

STEUART (James). Recherches sur les principes de l'économie politique. Trad. par SENOVERT. 5 vol. in-8°.

STORCH (Henri). Cours d'économie politique. 5 vol. in-8°. Paris, 1823.

Cet ouvrage renferme de précieux documents sur l'esclavage des paysans de la Russie et des particularités curieuses sur la statistique de ce pays.

SULLY. Économies royales.

Ouvrage immortel d'un grand ministre.

THOMPSON (William). *An inquiry in to the nature and effects of the paper credit of the Great-Britain.* 1 vol. in-8°.

TOOKE (Thomas). *The history of prices, and of the state of the paper circulation.* 4 vol.

TORRENS. *An Essay of the production of wealton.*

TURGOT. Ses Œuvres, recueillies et publiées par DUPONT DE NEMOURS. 9 vol. in-8°. — Nouv. édit. en 2 vol. gr. in-8°, faisant partie de la *Collect. des princip. écon.* Voy. ci-après.

USTARITZ (Jérôme). Théorie et pratique du commerce et de la marine. In-4°, 1753.

VAUBAN. Dixme royal. In-4°.

VERRI (le comte). Méditations sur l'économie politique. Trad. en français. 1 vol. in-8°.

WATHELY (Richard). *Introductory lectures on political economy.* 1 vol. in-8°.

WELZ (Joseph de). La magie du crédit révélée. (En italien). Naples, 2 vol. in-4°, 1824.

Cet ouvrage renferme des faits très-curieux.

ZANON. Des produits agricoles. — De l'utilité des arts et des manufactures. — Apologie du commerce. (En italien.)

COLLECTION DES PRINCIPAUX ÉCONOMISTES.

16 tomes en 15 forts vol. in-8°.

ÉCONOMISTES FINANCIERS DU XVIIIe SIÈCLE : *Vauban, Boisguillebert, J. Law, Melon, Dutot,* avec notices biographiques, commentaires et notes explicatives, par Eug. DAIRE. 2e édit. 1 seul vol.

PHYSIOCRATES : *Quesnay, Dupont de Nemours, Mercier de La Rivière,* l'abbé *Baudeau, Le Trosne*; avec introduction, notices biographiques, commentaires et notes explicatives, par Eugène DAIRE. 1 très-fort vol. gr. in-8°, divisé en deux parties.

TURGOT. *Œuvres,* nouvelle édition, classée par ordre de matières, avec les notes de DUPONT DE NEMOURS, augmentées de lettres inédites, etc., d'observations et de notes nouvelles, par MM. Eug. DAIRE et H. DUSSARD, avec notice par Eug. DAIRE. 2 très-gros vol.

ADAM SMITH. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations,* traduction de G. GARNIER, entièrement revue et corrigée, et précédée d'une notice biographique, par BLANQUI, membre de l'Institut, avec les notes de tous les commentateurs. 2 vol.

MALTHUS. *Essai sur le principe de population,* traduit de l'anglais par MM. P. et G. PRÉVOST (de Genève), précédé d'une introduction, par M. ROSSI, de l'Institut, et d'une notice, par Ch. COMTE, avec de nouvelles notes, par M. Joseph GARNIER. 3e édit., 1 seul vol.

MALTHUS. *Principes d'économie politique,* considérés sous le rapport

de leur application pratique, avec remarques inédites, par J.-B. SAY, introduction et notes explicatives, par M. M. MONJEAN. 1 vol.

J.-B. SAY. *Traité d'économie politique.* 6e édition, revue par M. Horace SAY, son fils. 1 vol.

J.-B. SAY. *Cours complet d'économie politique pratique.* 2e édit. 2 vol.

J.-B. SAY. *Œuvres diverses : Catéchisme d'économie politique. — Lettres à Malthus et correspondance générale. — Olbie. — Petit volume. — Fragments et opuscules inédits,* précédées d'une notice biographique, par MM. H. SAY et Eug. DAIRE. 1 vol.

RICARDO. *Œuvres complètes,* avec des notes et une notice sur la vie et les travaux de Ricardo, par Alc. FONTEVRAUD. 1 vol.

MÉLANGES. 1re partie. *David Hume, V. de Forbonnais, Condillac, Condorcet, Lavoisier, Franklin,* avec notices, notes explicatives, par Eug. DAIRE et G. de MOLINARI. 1 vol.

MÉLANGES. 2e partie. *Necker,* l'abbé *Galiani, Monthyon, Bentham,* avec notices et notes, par M. Gust. de MOLINARI. 1 vol.

DICTIONNAIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, contenant les principes de la science, les opinions des divers auteurs, la biographie des économistes, la bibliographie générale de l'économie politique; par MM. FRÉDÉRIC BASTIAT; — H. BAUDRILLART; — AD. BLAISE; — BLANQUI, membre de l'Institut; — MAURICE BLOCK; — CH. DE BROUCKÈRE; — CHERBULIEZ; — MICHEL CHEVALIER, membre de l'Institut; — AMBROISE CLÉMENT; — AL. DE CLERCQ; — A. COCHUT; — CH. COQUELIN; — FRÉDÉRIC CUVIER; — ARIST. DUMONT; — CH. DUNOYER, membre de l'Institut; — DUPUIT; — GUST. DU PUYNODE; — LÉON FAUCHER, membre de l'Institut; — JOSEPH GARNIER; — LOUIS LECLERC; — ALF. LEGOYT; — G. DE MOLINARI; — M. MONJEAN; — MOREAU-CHRISTOPHE; — P. PAILLOTTET; — ESQ. DE PARIEU, membre de l'Institut; — H. PASSY, membre de l'Institut; — QUÉTELET, membre corr. de l'Institut de France; — CH. RENOUARD; — L. REYBAUD, membre de l'Institut; — NAT. RONDOT; — HORACE SAY; — LÉON SAY; — ÉM. THOMAS; — VÉE; — CH. VERGÉ; — VIVIEN, membre de l'Institut; — WOLOWSKI, membre de l'Institut; dirigé par MM. Ch. Coquelin et Guillaumin. 2 vol. grand in-8°, 2 colonnes, ornés de 8 portraits.

ANNUAIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DE LA STATISTIQUE, par MM. Joseph GARNIER et GUILLAUMIN. 1 vol. in-18. — Paraît tous les ans depuis 1844.

FIN DE LA BIBLIOGRAPHIE.

SULLY. Économies royales.

Ouvrage immortel d'un grand ministre.

THOMPSON (William). *An inquiry in to the nature and effects of the paper credit of the Great-Britain.* 1 vol. in-8°.

TOOKE (Thomas). *The history of prices, and of the state of the paper circulation.* 4 vol.

TORRENS. *An Essay of the production of wealton.*

TURGOT. Ses Œuvres, recueillies et publiées par DUPONT DE NEMOURS. 9 vol. in-8°. — Nouv. édit. en 2 vol. gr. in-8°, faisant partie de la *Collect. des princip. écon.* Voy. ci-après.

USTARITZ (Jérôme). Théorie et pratique du commerce et de la marine. In-4°, 1753.

VAUBAN. Dixme royal. In-4°.

VERRI (le comte). Méditations sur l'économie politique. Trad. en français. 1 vol. in-8°.

WATHELY (Richard). *Introductory lectures on political economy.* 1 vol. in-8°.

WELZ (Joseph de). La magie du crédit révélée. (En italien). Naples, 2 vol. in-4°, 1824.

Cet ouvrage renferme des faits très-curieux.

ZANON. Des produits agricoles. — De l'utilité des arts et des manufactures. — Apologie du commerce. (En italien.)

COLLECTION DES PRINCIPAUX ÉCONOMISTES.

16 tomes en 15 forts vol. in-8°.

ÉCONOMISTES FINANCIERS DU XVIIIe SIÈCLE : *Vauban*, *Boisguillebert*, *J. Law*, *Melon*, *Dutot*, avec notices biographiques, commentaires et notes explicatives, par Eug. DAIRE. 2e édit. 1 seul vol.

PHYSIOCRATES : *Quesnay*, *Dupont de Nemours*, *Mercier de La Rivière*, l'abbé *Baudeau*, *Le Trosne* ; avec introduction, notices biographiques, commentaires et notes explicatives, par Eugène DAIRE. 1 très-fort vol. gr. in-8°, divisé en deux parties.

TURGOT. *Œuvres*, nouvelle édition, classée par ordre de matières, avec les notes de DUPONT DE NEMOURS, augmentées de lettres inédites, etc., d'observations et de notes nouvelles, par MM. Eug. DAIRE et H. DUSSARD, avec notice par Eug. DAIRE. 2 très-gros vol.

ADAM SMITH. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, traduction de G. GARNIER, entièrement revue et corrigée, et précédée d'une notice biographique, par BLANQUI, membre de l'Institut, avec les notes de tous les commentateurs. 2 vol.

MALTHUS. *Essai sur le principe de population*, traduit de l'anglais par MM. P. et G. PRÉVOST (de Genève), précédé d'une introduction, par M. ROSSI, de l'Institut, et d'une notice, par Ch. COMTE, avec de nouvelles notes, par M. Joseph GARNIER. 3e édit., 1 seul vol.

MALTHUS. *Principes d'économie politique*, considérés sous le rapport de leur application pratique, avec remarques inédites, par J.-B. SAY, introduction et notes explicatives, par M. M. MONJEAN. 1 vol.

J.-B. SAY. *Traité d'économie politique.* 6e édition, revue par M. Horace SAY, son fils. 1 vol.

J.-B. SAY. *Cours complet d'économie politique pratique.* 2e édit. 2 vol.

J.-B. SAY. *Œuvres diverses : Catéchisme d'économie politique. — Lettres à Malthus et correspondance générale. — Olbie. — Petit volume. — Fragments et opuscules inédits*, précédées d'une notice biographique, par MM. H. SAY et Eug. DAIRE. 1 vol.

RICARDO. *Œuvres complètes*, avec des notes et une notice sur la vie et les travaux de Ricardo, par Alc. FONTEYRAUD. 1 vol.

MÉLANGES. 1re partie. *David Hume*, *V. de Forbonnais*, *Condillac*, *Condorcet*, *Lavoisier*, *Franklin*, avec notices, notes explicatives, par Eug. DAIRE et G. de MOLINARI. 1 vol.

MÉLANGES. 2e partie. *Necker*, l'abbé *Galiani*, *Monthyon*, *Bentham*, avec notices et notes, par M. Gust. de MOLINARI. 1 vol.

DICTIONNAIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, contenant les principes de la science, les opinions des divers auteurs, la biographie des économistes, la bibliographie générale de l'économie politique ; par MM. FRÉDÉRIC BASTIAT ; — H. BAUDRILLART ; — AD. BLAISE ; — BLANQUI, membre de l'Institut ; — MAURICE BLOCK ; — CH. DE BROUCKÈRE ; — CHERBULIEZ ; — MICHEL CHEVALIER, membre de l'Institut ; — AMBROISE CLÉMENT ; — AL. DE CLERCQ ; — A. COCHUT ; — CH. COQUELIN ; — FRÉDÉRIC CUVIER ; — ARIST. DUMONT ; — CH. DUNOYER, membre de l'Institut ; — DUPUIT ; — GUST. DU PUYNODE ; — LÉON FAUCHER, membre de l'Institut ; — JOSEPH GARNIER ; — LOUIS LECLERC ; — ALF. LEGOYT ; — G. DE MOLINARI ; — M. MONJEAN ; — MOREAU-CHRISTOPHE ; — P. PAILLOTTET ; — ESQ. DE PARIEU, membre de l'Institut ; — H. PASSY, membre de l'Institut ; — QUÉTELET, membre corr. de l'Institut de France ; — CH. RENOUARD ; — L. REYBAUD, membre de l'Institut ; — NAT. RONDOT ; — HORACE SAY ; — LÉON SAY ; — ÉM. THOMAS ; — VÉE ; — CH. VERGÉ ; — VIVIEN, membre de l'Institut ; — WOLOWSKI, membre de l'Institut ; dirigé par MM. Ch. Coquelin et Guillaumin. 2 vol. grand in-8°, 2 colonnes, ornés de 8 portraits.

ANNUAIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET DE LA STATISTIQUE, par MM. Joseph GARNIER et GUILLAUMIN. 1 vol. in-18. — Paraît tous les ans depuis 1844.

FIN DE LA BIBLIOGRAPHIE.

VOCABULAIRE

ANALYTIQUE

DES PRINCIPAUX TERMES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

A.

ACCAPAREMENT. Expression malveillante dont on a essayé de flétrir le commerce de *spéculation*. (Voyez ce mot.)

ACCUMULATION. Source des *capitaux*. On accumule toutes les fois qu'on soustrait des *valeurs* à la *consommation improductive*, 56.

AGRICULTURE, INDUSTRIE AGRICOLE. C'est l'une des trois branches de la production, par laquelle on obtient les matières premières, 31.

ARGENT. Voyez *Monnaie*.

B.

BALANCE DU COMMERCE. En propres termes, c'est le rapport de la *valeur* des produits exportés avec la *valeur* des produits importés. Mais ces mots signifient, plus généralement, l'excédant des rentrées en numéraire sur les rentrées en nature, 55.

BANQUES. Établissements ordinairement dépositaires de valeurs en espèces, en lingots ou en lettres de change, 85.

BREVETS D'INVENTION. Ce sont de véritables priviléges que l'auteur d'une découverte industrielle obtient aux dépens des futurs consommateurs du produit de sa découverte, 72.

C.

CAPITAL IMPRODUCTIF. Valeur non employée. Elle peut être accumulée et mise à part, pour être ensuite appliquée à la *production*, 35.

CAPITAUX. Valeurs consacrées à activer la *production*, en lui faisant des avances, 31.

CLASSE. Quesnay partageait la société en trois classes, 6.

CIRCULATION. Mouvement des monnaies et des marchandises qui changent de mains ; il augmente souvent leur valeur.

COLONIES. Établissements lointains fondés par une métropole et trop souvent exploités à son profit, 62.

COMMERCE, INDUSTRIE COMMERCIALE. C'est l'industrie qui met le produit à la portée du consommateur, 28.

COMPAGNIES PRIVILEGIÉES. Elles exercent un monopole organisé le plus souvent dans l'intérêt des gouvernements et au détriment des peuples. Les progrès de l'économie politique les tuent peu à peu, 72.

CONSOMMATION, CONSOMMER. C'est détruire la valeur d'une chose, ou une portion de l'utilité qu'elle avait. La consommation *improductive* est une destruction de valeur sans remplacement; la seconde est une destruction savante d'où naissent quelquefois des valeurs supérieures à celles qu'on a détruites, 103 à 107.

CONTREBANDE. Châtiment infligé aux gouvernements prohibitifs, 69.

CONTRIBUTIONS. Voyez *Impôts*.

CRÉDIT. On appelle de ce nom le plus ou le moins de confiance dont jouit un industriel ; il est fondé sur son exactitude à rembourser les valeurs empruntées. Le *crédit public* n'est autre chose que la confiance dans le gouvernement, 118.

D.

DÉBOUCHÉS. Ce sont les moyens d'échanger, de vendre un produit, 50.

DEMANDE. C'est la demande qui règle généralement les prix des produits, 96.

DENRÉES. Les denrées sont les produits achetés pour être définitivement consommés, 104.

DISTRIBUTION DES RICHESSES. Elle est complète, lorsque le produit étant arrivé entre les mains du consommateur, tous ceux qui ont contribué à sa création sont remboursés de leurs avances ou du prix de leurs travaux, 88.

DIVISION DU TRAVAIL. Bien appréciée pour la première fois par Smith. Son effet principal est de multiplier et de perfectionner les produits, 8, 44.

DROITS RÉUNIS. Nom donné en France aux impôts indirects, 4.

DOUANES. Établissements fiscaux au moyen desquels on gêne le commerce sous prétexte de favoriser la production, en levant des droits d'entrée sur certains produits étrangers, 68.

E.

ÉCHANGES. Toute vente est un *échange*, car on ne peut acheter des produits qu'avec des produits, 52.

ÉCONOMIE POLITIQUE. C'est la science qui explique les phénomènes de la *production*, de la *distribution*, de la *consommation des richesses*, 17.

ÉCONOMISTES. On donne ce nom aux partisans de la doctrine du *produit net*. (Voyez ces mots et l'introduction historique.)

EMPRUNTS. Ils sont ruineux lorsqu'on ne les applique pas à la reproduction, 118.

ENTREPRENEURS D'INDUSTRIE. Ils se chargent de payer d'avance les frais de la production au moyen des *capitaux* qu'ils possèdent, 31.

EXCLUSIFS. Partisans du système de la *balance*, des prohibitions. On les appelle aussi *mercantiles*, 56.

EXPORTATION. Transport à l'étranger des produits indigènes ou fabriqués sur le sol d'un pays. Les exportations se payent par des retours en espèces ou en nature, 55.

F.

FERMAGE. C'est le loyer d'une terre prêtée à un fermier qui l'exploite. Les Anglais l'appellent *the rent*, 91.

FERMIERS. Locataires du fonds de terre concédé moyennant un fermage. Leur bénéfice consiste dans le *profit* retiré de ce fonds, profit qui varie singulièrement selon certaines circonstances, 91.

FONDS DE TERRE. Instrument de la production, prêté par le propriétaire et exploité par le fermier, moyennant un loyer, 91.

FRAIS DE PRODUCTION. Ensemble de toutes les avances qu'il a fallu faire pour créer un produit. La prospérité de l'industrie se juge sur ce que l'homme paye alors moins de frais pour recevoir plus de produits, 95.

I.

IMPORTATION, IMPORTER. C'est introduire des marchandises de l'étranger dans son pays. Un peuple s'enrichit en important, 60.

IMPOTS. Portion du revenu des contribuables ou des valeurs créées par eux, consacrée aux dépenses publiques. Dans les pays libres, les impôts sont payés par les mandataires du peuple qui les paye. Ailleurs, ce sont de simples exactions, 110 à 113.

INDUSTRIE. L'industrie peut être considérée comme le concours de toutes les forces de l'homme à la production. Elle se divise en trois grandes branches, l'*agriculture*, la *fabrication* et le *commerce*, 20.

INDUSTRIELS. On donne ce nom aux hommes qui *travaillent* et *produisent*. Les autres, et il y en a beaucoup encore, vivent aux dépens de ceux-ci, 20.

INTÉRÊT. C'est le loyer d'un capital prêté. Ce qu'on appelle *intérêt légal* n'est qu'une intervention du gouvernement dans les transactions des particuliers, 97.

L.

LETTRES DE CHANGE. Mandats fournis par un tireur, et payables par un accepteur qui habite une autre ville du même pays ou de l'étranger, 83.

M.

MACHINES. Instruments plus ou moins ingénieux appliqués par l'industrie à la production pour en multiplier les avantages, 43.

MANUFACTURE, INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE. Elle donne une valeur à des produits bruts, ou augmente celle des produits déjà fabriqués, 26.

MARCHANDISE. Produit destiné à être vendu, 28.

MARCHÉ. Lieu où un produit trouve des acheteurs.

MATIÈRES PREMIÈRES. L'industrie leur donne une valeur qu'elles n'avaient pas. Voyez *Manufactures*.

MONNAIE. La monnaie est une marchandise comme une autre. Son avantage consiste à procurer à son propriétaire, par un seul échange, les produits dont il a besoin, 79.

MONOPOLE. (Μόνος, *monos*, seul, et πωλέω, *poleo*, vendre). Action coupable par laquelle un gouvernement, une compagnie, exploitent seuls, à leur profit, une branche d'industrie, un produit quelconque. Le monopole devient toujours, tôt ou tard, une source de guerre entre les peuples, ou de haine entre les particuliers, 71.

N.

NÉGOCIANT. Voyez *Commerce*.

NUMÉRAIRE. Voyez *Monnaie*.

O.

OFFRE, QUANTITÉ OFFERTE. Ses rapports avec la *quantité demandée* constituent le prix courant des choses, 89.

OUVRIER. C'est un homme qui loue ses bras ou son intelligence, moyennant un prix appelé *salaire*, 41, 44, 93 et 97.

P.

PAPIER-MONNAIE. Monnaie de papier non convertissable en monnaie métallique au gré du porteur, 80.

POPULATION. 99.

PRIX. *Valeur* des choses exprimée en *monnaie*.

PRODUCTEUR. C'est celui qui exploite une des trois grandes sources de la production. 20.

PRODUCTION. Création de valeurs échangeables. *Produire*, c'est donner aux choses une utilité qu'elles n'avaient pas, 19.

PRODUIT NET. C'est le nom donné par *Quesnay* au revenu du propriétaire ou au *fermage*. Les *économistes* ne voyaient de richesses que dans le *produit net*, 6.

PRODUITS IMMATÉRIELS. On peut les définir : l'utilité qu'on retire des services d'un avocat, d'un jardin, d'un meuble, etc., etc.; utilité généralement consommée aussitôt que produite, 39.

PROFITS. Portion de revenu que chaque travailleur retire de la valeur du produit auquel il a concouru. On connaît des profits *industriels*, des profits *des capitaux*, des profits de *la terre*, 93.

PROHIBITIONS. Défenses faites par les lois d'importer ou d'exporter certains produits, 68, 68.

PRÊT A INTÉRÊT. Concession temporaire de la faculté productive d'un *capital*, moyennant un bénéfice, 97.

PRIX COURANT. C'est celui auquel on trouve des acheteurs pour chaque produit. Il est réglé par l'équilibre qui a lieu entre l'*offre* et la *demande*, 39.

PROPRIÉTAIRES. Ils formaient la première des trois classes imaginées par *Quesnay*.

Q.

QUANTITÉ DEMANDÉE. L'un des fondements de la valeur des choses, 89.

— OFFERTE. Autre fondement de la valeur des choses, 89.

R.

RENTE DE LA TERRE. Voyez *Fermage*.

REVENU. Le revenu comprend tous les profits qu'on retire des biens qu'on possède ou qu'on exploite. Le revenu public est la répartition de tous les revenus particuliers, 91, 93, 97.

RICHESSES. On entend par ce mot tous les biens qui sont à la disposition de l'homme, lorsqu'il a travaillé pour les produire. Le nom de *Richesses naturelles* paraît mieux convenir aux biens dont la nature a gratifié également tous les mortels, 19.

S.

SALAIRES. C'est le prix accordé à l'ouvrier pour le loyer de ses bras ou de son intelligence. Voyez *Ouvriers*.

SAVANTS. Ils concourent à la production d'une manière essentielle, en indiquant ou en perfectionnant ses procédés, 39, 93.

SERVICES PRODUCTIFS. Ensemble des actions exercées pour la *production* d'une *utilité*, 19.

SIGNES REPRÉSENTATIFS DE LA MONNAIE. Voyez page 79.

SPÉCULATION, SPÉCULATEUR. Le spéculateur achète des marchandises lorsqu'elles sont à bon marché, viles, dépréciées, pour les revendre en temps opportun, avec avantage, 29.

SYSTÈME. On donne le nom de *Système* au plan suivi par *Law*, sous la régence du duc d'Orléans, et qui faillit causer pour jamais la ruine du crédit public, en voulant l'établir, 83.

— CONTINENTAL. Essai tenté par Napoléon pour exclure de l'Europe tous les produits de l'Angleterre.

T.

TERRE. Agent naturel de la *production*. Voyez *Fonds de terre*.

TRANSPORT, COMMERCE DE TRANSPORT. Il consiste à acheter des marchandises dans un pays, pour les revendre dans un autre, 30.

TRAVAIL. Action de l'homme sur les matériaux fournis par la nature. Le travail est la source des *valeurs*, 37.

U.

UTILITÉ. Base des valeurs. Une chose n'a de valeur qu'autant qu'elle est utile, c'est-à-dire qu'on y attache un prix. C'est la mesure de son utilité, 19.

V.

VALEUR DES CHOSES. Se mesure par l'utilité qu'on y attache, par le prix qu'on leur reconnaît. Il convient qu'elle soit *échangeable*, pour qu'on la reconnaisse digne du nom de valeur. L'air et la lumière ont une grande *utilité* et point de *valeur*, parce qu'il ne faut aucun sacrifice pour s'en procurer, 19.

VENTE. Voyez *Échange*.

FIN DU VOCABULAIRE.

TABLE DES MATIÈRES.

INTRODUCTION HISTORIQUE. 1

LIVRE I.

DE LA PRODUCTION DES RICHESSES. 17

Plan et division de l'ouvrage. 17

CHAP. I. *De la signification des mots* Production, Utilité, Valeur, Richesses. 19

CHAP. II. *Des trois principales branches de l'industrie humaine.* 20
Section I. De l'Industrie agricole. 24
Section II. De l'Industrie manufacturière. 26
Section III. De l'Industrie commerciale. 28

CHAP. III. *Des Capitaux.* 31
Section I. Comment se forment et se multiplient les Capitaux. . 33
Section II. Des Capitaux improductifs. 35

CHAP. IV. *Du Travail.* 37
Section I. Des Produits immatériels. 39
Section II. Des Machines. 41
Section III. De la Division du travail. 44
Section IV. De la Propriété. 48

CHAP. V. *Des Débouchés.* 50
Section I. De ce qu'on appelle la Balance du commerce. 55
Section II. Des Colonies. 62

CHAP. VI. *Des Règlements, des Prohibitions, du Monopole, des Compagnies privilégiées, etc.* 65
Section I. Des Traités de commerce, des Douanes, des Prohibitions. . . . . *ib.*
Section II. Du Monopole, des Compagnies privilégiées. 71

CHAP. VII. *De la Monnaie et des signes représentatifs des valeurs.* . 79
Section I. Des Monnaies. . . . . *ib.*
Section II. Des Lettres de change, des Banques d'escompte, etc. . 83

LIVRE II.

DE LA DISTRIBUTION DES RICHESSES. 88

CHAP. I. *De ce qui constitue la valeur des choses.* . . . . . *ib.*

CHAP. II. *Des sources directes de nos Revenus et de leur distribution* 90
Section I. Du Revenu territorial et du fermage. 91
Section II. Des Revenus industriels ; des profits du savant, de l'entrepreneur et de l'ouvrier. 93
Section III. Du Revenu des capitaux et du prêt à intérêt. 97
CHAP. III. *De la Population*. 99

LIVRE III.

DE LA CONSOMMATION DES RICHESSES. 103
CHAP. I. *Des différentes espèces de Consommations*. . . . . *ib.*
Section I. De la Consommation reproductive. 104
Section II. De la Consommation improductive. 105
Section III. Des Consommations privées. 106
Section IV. Des Consommations publiques. 107
CHAP. II. *De l'Impôt et de ses effets*. 110
CHAP. III. *Des Emprunts, de la Dette publique et du Crédit*. . . . 113
BIBLIOGRAPHIE ou *Catalogue des meilleurs ouvrages écrits sur l'Économie politique*. 118
VOCABULAIRE *analytique des principaux Termes de l'Économie politique*. 124

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU PRÉCIS ÉLÉMENTAIRE.

RÉSUMÉ

DE

L'HISTOIRE DU COMMERCE

ET DE L'INDUSTRIE

PRÉAMBULE.

Voici un petit livre qui m'a coûté bien des recherches. C'est le résumé d'une histoire qui n'est pas faite encore, et qui manque à notre époque; mais les matériaux en sont tellement épars et parfois tellement confus, qu'il n'est pas probable qu'on les recueille de sitôt en corps d'ouvrage et qu'on en fasse présent au commerce. Cette histoire serait aussi vaste que le monde : elle devrait peindre les passions de toutes les races d'hommes et les productions de tous les climats; et pour être digne de l'écrire, il faudrait posséder une si grande variété de connaissances, que l'esprit le plus hardi en est déconcerté. Aussi n'ai-je point songé à l'entreprendre, et quoique jeune encore, je sens que cette belle tâche est réservée à nos successeurs. Nous vivons dans un moment de crise et de passage[1]; de quelque côté que nous tournions nos regards, au nord ou au midi, au levant ou au couchant, les peuples sont dans cet état d'agitation qui présage un nouvel ordre de choses. La position du plus grand nombre a cessé d'être en harmonie avec leur éducation et leurs idées acquises; et leur tendance à l'émancipation n'est plus un mystère que pour ceux qui refusent d'ouvrir les yeux. Toutefois, ce grand mouvement ne sera bien compris que dans plusieurs années, lorsque la civilisation aura rallié tous les peuples traînards : alors on pourra juger de ses brillants effets, comme on reconnaît la belle disposition d'une armée sitôt qu'elle a terminé ses manœuvres. Combien de gens entraînés par un fleuve rapide ont cru

[1] L'auteur écrivait en 1826.

voir fuir le rivage, tandis qu'ils fuyaient eux-mêmes!

Ce n'est donc qu'avec beaucoup de réserve qu'on peut se permettre de préjuger l'avenir; mais les leçons du passé sont certaines, et si, dans ce Précis de l'histoire du commerce, j'ai fait ressortir les plus saillantes, mon petit livre ne sera point inutile. J'ai étudié sans prévention ni engouement les écrivains nationaux et étrangers, et je n'ai cédé ni à la fougue maussade de Raynal, ni au scepticisme trop moqueur de Voltaire, ni à la crédulité fanatique de Solis et de Mariana, dont les motifs sont loin de nous. J'ai pris dans chacun d'eux ce qui m'a paru digne de foi, le vrai seul a des couleurs qui lui sont propres, et il se prouve tout naturellement, ce me semble, comme l'existence de Dieu, par l'instinct et le consentement de tous les humains. Je crois que les moines, qui étaient de bons cultivateurs et quelquefois des hommes très-utiles dans le moyen âge, ne valent plus rien aujourd'hui, et je l'ai dit. Il m'a paru que les souverains devenaient chaque jour de plus en plus des hommes comme tous les autres, et que leur vie ne résistait pas plus que le diamant à l'analyse; je me suis contenté de le laisser entendre, parce qu'il faut toujours être discret et poli, même en disant la vérité. Mes contemporains, gens très-clairvoyants, s'imaginent que les gouvernements les plus économiques ne sont pas les plus mauvais, et que les monopoles de toute espèce, dans le bureau de la douane ou dans le cabinet des ministres, sont des impertinences que les peuples ne doivent plus supporter, quand ils ont pris la robe virile : je pense que mes contemporains ont raison, et j'avoue que je tiens beaucoup à ma robe virile. Je n'ai pas dissimulé, non plus, mon goût très-prononcé pour la tolérance universelle; et si j'ai présenté le tableau des ravages de l'inquisition espagnole, ce n'est pas, assurément, pour la rendre aimable. Pourquoi faut-il qu'on prouve chaque jour des choses si palpables?

Pourquoi des hommes de bien qui sont mes compatriotes, et dont je révère les talents, prêchent-ils encore les catégories religieuses et politiques, les prohibitions, le système colonial, la balance du commerce et la proscription des machines? Un peuple qui paye chaque année très-exactement près d'un milliard d'impôts, à la sueur de son front, n'a-t-il pas le droit de causer un peu de ses affaires?

Il est encore beaucoup d'esprits très-distingués qui n'admettent pas que la partie laborieuse d'une nation en est la plus intéressante, et qui supposent que les puissants sont des hommes infiniment plus utiles que les cultivateurs, parce qu'il faut plus de façons pour se plaindre d'un sous-préfet que pour châtier un vigneron. C'est une erreur. Les fonctions publiques sont salariées, et si la main qui est tout le jour en activité pour en fournir le salaire se retirait ou se reposait un instant, que deviendraient les grands, les ministres, tous ces pauvres qui ne sont point honteux, et qui croient faire l'aumône à ceux qui la leur donnent? Cette considération n'ôte rien à leur mérite, et personne ne songe à le leur contester; mais il est bon qu'on puisse apprécier leur position à sa juste valeur sous le rapport économique, et quand on voit les peuples se mouvoir, avancer et s'instruire sans eux, quelquefois malgré eux, on doit nécessairement chercher en dehors de l'influence qu'ils exercent la source de ce mouvement reproducteur qui est la vie des nations : c'est le travail. Le travail est l'âme du monde : sans lui, tout périt; par lui, tout prospère. Il mène à la vertu, comme l'indolence mène au vice; il règne en souverain chez les peuples qui ont du cœur : il est proscrit ou méprisé chez les lâches. Il a des autels en France, en Angleterre, en Amérique, et si quelques farouches Espagnols [1] l'ont précipité dans

[1] On sait les proscriptions du chanoine Saez.

les bagnes, plus terrible que le géant du cap des Tempêtes, il apparaît armé de foudres vengeurs sur leurs rivages désolés, pour en écarter les navires [1].

Voilà les leçons que donne l'Histoire du commerce. Elle inspire une sage défiance pour les théories désastreuses qui ont retardé pendant si longtemps le développement de la prospérité générale dans les deux hémisphères; elle rend désormais impossibles des querelles sérieuses entre une métropole et ses colonies; elle a dicté peut-être la reconnaissance de l'indépendance d'Haïti, en mettant sous les yeux du roi de France les avantages qui ont résulté pour l'Angleterre de l'émancipation forcée des États-Unis, et en faisant sentir à ce monarque humain qu'on avait toujours beaucoup de grâce et d'à propos quand on était juste. A mesure qu'on étudie attentivement la marche des événements qui ont troublé le monde, on s'aperçoit que la plus grande partie des guerres ont été entreprises pour des intérêts malentendus, et l'on s'attache davantage à la paix, qui est le bon sens des nations, comme la guerre en est le délire. Je m'estimerai fort heureux si j'ai pu contribuer à répandre cette vérité pleine de charme et d'avenir. Il y a trop longtemps qu'on se tue : revenons à la vie de famille; jetons quelques fleurs sur les cheveux blancs de nos pères fatigués ; et quand les choses parlent si hautement, ne disputons plus sur des mots.

[1] On sait aussi les pertes cruelles occasionnées aux navires espagnols par les corsaires colombiens.

RÉSUMÉ
DE
L'HISTOIRE DU COMMERCE
ET DE L'INDUSTRIE

CHAPITRE PREMIER.

Considérations sur le commerce et la navigation des anciens. — Des Égyptiens. — Des Phéniciens. — Des Carthaginois. — De Marseille.

Nous avons peu de documents véritablement authentiques sur le commerce des anciens, et leur ignorance presque absolue de l'art de la navigation ne doit pas faire supposer qu'il ait été considérable. Les hommes ont eu besoin de posséder beaucoup de connaissances, avant de le regarder comme un objet important; et ces connaissances annoncent déjà une sorte de civilisation qui paraît être restée inconnue aux peuples de l'antiquité. Longtemps, chez eux, le commerce intérieur, le plus simple de tous, a dû consister dans l'échange des denrées de première nécessité, sans qu'ils aient songé à la recherche du superflu qui les a mis en rapport avec les nations étrangères. Dès que cette recherche fut devenue un besoin, il fallut songer à le satisfaire, et l'on cultiva la navigation. La soif du gain fit paraître des aventuriers qui entreprirent de longs voyages, et découvrirent des contrées nouvelles. Alors durent se répandre une foule de productions inconnues, bases de mille échanges et causes de mille discordes; le commerce venait de naître des passions des hommes : il devait grandir avec elles, et, comme elles, devenir pour les nations une source de violences, de gloire, de richesse et de prospérité.

Je vais exposer d'une manière franche et rapide par quelle

suite de révolutions, après des commencements aussi humbles, le commerce s'est élevé au degré de splendeur où il brille aujourd'hui. Les différents peuples du monde passeront successivement sous nos yeux, actifs, inventeurs, industrieux; ou lâches, indolents et avilis. Nous verrons chez quelques-uns d'entre eux toutes les ressources de la prospérité se changer en éléments de ruine et d'asservissement; dans plusieurs autres, la nature vaincue, et forcée de concourir, comme la fortune, à leur élévation. Au premier rang de ceux dont l'histoire a conservé le souvenir, se placent les Égyptiens, maîtres du commerce d'Orient par la mer Rouge, et les Phéniciens, de celui d'Occident par la Méditerranée. Mais les Égyptiens, favorisés par un sol inépuisable, qui produisait avec abondance toutes les choses nécessaires à la vie, négligèrent longtemps l'industrie commerciale, portée à un très-haut point de développement par les Phéniciens. Il ne fallut rien moins que la fondation d'Alexandrie, le partage de l'empire romain, et plus tard l'établissement de la république de Venise, pour donner à cette contrée originale toute l'importance que lui a fait perdre, en 1497, la découverte du cap de Bonne-Espérance, et retrouver, dans ce siècle, l'immortelle expédition des Français.

Toutefois, la magnificence de ses monuments, les restes de ses anciens canaux attestent, mieux encore que les souvenirs écrits de l'histoire, la richesse et l'étendue de son commerce; le port de Bérénice sur la mer Rouge, le canal de jonction du Nil avec cette mer, et les ruines d'Alexandrie en sont des témoignages irrécusables. Les Égyptiens portaient aux Indes des étoffes de laine, du fer, du plomb, du cuivre et de l'argent: ils recevaient en échange de l'ivoire, de l'ébène, de l'écaille, des soieries, des perles, des épiceries de toute espèce, et surtout de l'encens. C'était le parfum le plus recherché, dans le temps, pour les palais des rois et les temples des dieux. Aucun effort ne semblait difficile pour s'en procurer, tant les bénéfices qu'on en retirait étaient considérables. C'est une chose digne de remarque qu'une seule branche de com-

merce ait suffi très-souvent pour faire la fortune d'un peuple: ainsi, nous verrons les Hollandais exploiter le poivre des Moluques, la Suède s'enrichir par ses mines de fer, et les villes hanséatiques par la pêche du hareng, devenu indispensable à l'Europe chrétienne, dans le temps où elle était rigoureusement soumise au régime imposé par l'Église pendant certains mois de l'année.

On peut dire que la fondation d'Alexandrie donna une physionomie nouvelle à l'Égypte, en lui révélant le secret, jusqu'alors méconnu, de sa position géographique. Par le golfe Arabique, elle entrait dans l'Orient; elle touchait par le haut Nil à l'Éthiopie, et par les deux embouchures de ce fleuve, joignait la Méditerranée à la mer Rouge, c'est-à-dire l'Europe à l'Asie. Quelle effet devait produire à la porte de l'isthme l'établissement d'une ville et d'un port de commerce! Cette seule idée est un trait de génie, et l'exécution doit en être regardée comme un des plus grands événements de l'antiquité; car, sous Ptolémée Philadelphe, le port d'Alexandrie recevait des milliers de vaisseaux.

Cette circonstance pourrait induire en erreur sur la véritable puissance navale des peuples de l'antiquité; mais il ne faut pas oublier que la boussole leur étant inconnue, et leurs connaissances astronomiques étant très-bornées, leur navigation consistait tout entière dans le cabotage. Ils ne s'écartaient jamais des côtes, qui leur servaient pour ainsi dire de boussole, et toutes les fois qu'ils entreprenaient des voyages un peu éloignés, ils réunissaient un grand nombre de leurs navires pour se prêter secours au besoin. Ils avaient établi sur plusieurs points des relais maritimes qui transportaient leurs marchandises aux relais voisins, d'où elles passaient de relais en relais, selon la longueur du voyage, jusqu'à leur destination. Il fallait donc beaucoup de vaisseaux pour y suffire, et cette considération en explique le grand nombre, sans donner une haute idée de leur influence sur le commerce.

Les Phéniciens avaient à peine un territoire, et ils occupent le premier rang dans l'histoire des peuples. Ils sont

connus partout; ils vivent encore de leur vieille renommée, quoiqu'on ne trouve rien dans leurs institutions qui mérite les éloges de la postérité. On remarque seulement que malgré le voisinage des Égyptiens et des Hébreux, ils étaient pleins de douceur et de bienveillance pour les étrangers, comme s'il leur eût été réservé de prouver les premiers cette grande vérité du dix-neuvième siècle, que la tolérance est une vertu indispensable aux peuples commerçants. Leur frugalité et leur persévérance sont admirables : obligés de vivre sur un terrain ingrat, ils tirèrent leur subsistance de l'univers. Ils envoyaient des vaisseaux sur toutes les côtes de la Méditerranée, et on assure que personne avant eux n'avait franchi le détroit de Gibraltar. Bochard a fait une longue énumération de leurs colonies. Le Liban leur fournissait des bois de construction, et Salomon leur demandait des ouvriers pour son temple de Jérusalem. Ils avaient singulièrement perfectionné tous les arts qui dépendent du commerce : on vantait l'élégance de leurs étoffes et de leurs ouvrages en bois, en fer, en or et en argent. Leurs ports, aujourd'hui méconnaissables, étaient très-spacieux et très-commodes, parce que leurs vaisseaux longs et plats tiraient beaucoup moins d'eau que les nôtres.

La ville de Tyr, bâtie d'abord sur la terre ferme, puis sur une île voisine rattachée au continent par une chaussée, ne contenait pas de monuments remarquables. La beauté de ses édifices consistait dans leur utilité, qui est le luxe du commerce. Plus tard, on joignit à ces deux villes celle d'Aradus : leurs ruines portent le nom de Tripoli, et sont peut-être le lieu du monde où l'on se souvient le moins de la grandeur tyrienne. On sait la fin de cette république célèbre. Forcée de prendre part aux sanglants démêlés de Darius et d'Alexandre, elle fournit trois cents galères au premier de ces deux monarques, et n'en fut pas moins brûlée par lui; à peine rebâtie, elle fut assiégée et brûlée de nouveau par Alexandre, qui la fit reconstruire. Mais son commerce était anéanti par tant de désastres; la guerre l'avait frappé de mort ; elle succomba, comme Gênes, Venise et la Hollande, pour avoir abusé de sa fortune.

Carthage, qui était sa rivale, devint son héritière. Plus heureuse parce qu'elle fut libre, elle dominait sur les côtes d'Afrique, et possédait la plus riche contrée de l'Europe, l'Espagne, déjà célèbre par ses mines d'or et d'argent, qui devaient se renouveler dans un autre hémisphère. Son territoire lui fournissait du blé pour sa subsistance et pour ses spéculations. Ses bois étaient très-estimés à Rome, et ses cuirs, qui ont survécu à sa ruine, nous viennent encore des mêmes rivages, sous le nom de *maroquins*. Bientôt sa fortune surpassa celle de Tyr, et ses navigateurs, encouragés par le succès, conçurent et exécutèrent les entreprises les plus hardies. Les fameuses expéditions d'Hannon et d'Himilcon agrandirent à la fois les limites du monde, la puissance de la république et l'étendue de son commerce. Hannon reconnut les côtes occidentales de l'Afrique jusqu'au cap de Bonne-Espérance, Himilcon, celles de l'Europe jusqu'aux limites de l'Angleterre; mais malheureusement le temps nous a dérobé tous les journaux originaux de ces voyages, et le mystère dont les Carthaginois s'enveloppaient toujours, n'a pas peu contribué à leur donner une couleur fabuleuse. Nous n'en devons pas moins conserver une haute idée de leur puissance [1]. Assis sur toute la côte septentrionale de l'Afrique depuis la grande Syrte jusqu'au détroit de Cadix, ils faisaient face à l'Europe entière avec leurs trois cents villes et leur capitale peuplée de sept cent mille âmes. C'était comme un vaste camp de frontière, ayant pour fossé la Méditerranée, et pour appui le désert.

« Carthage, dit Raynal, n'aurait peut-être été que commer-« çante, s'il n'y avait pas eu des Romains. » Mais l'ambition de ce peuple souleva tous les autres; il fallut faire la guerre

[1] Le *Périple* d'Hannon est le seul monument authentique du talent des Carthaginois dans la navigation, et un des fragments les plus curieux que les anciens nous aient transmis. Dodwell prétend que cet ouvrage est apocryphe ; mais Montesquieu et Bougainville l'ont totalement réhabilité.

au lieu de faire le commerce, et se battre au lieu de s'enrichir. Les Carthaginois s'étaient assurés de la Numidie, de la Sardaigne, d'une partie de la Sicile et des îles Baléares; Syracuse, Agrigente, Messine étaient en leur pouvoir, et les rapprochaient de Rome : Rome leur fit la guerre. Le génie d'Annibal et les mines d'Espagne la soutinrent longtemps cruelle, sanglante, opiniâtre; mais la fortune du peuple romain l'emporta, pour le malheur du monde, et le monde, ami des vainqueurs, accuse encore avec eux la *foi punique*. Carthage, dont les plus grands citoyens s'honoraient de la profession du négociant, n'a pas trouvé grâce devant la postérité, malgré son amour pour les sciences, son zèle pour l'industrie, et la gloire d'une existence de sept cents ans toute consacrée à des travaux utiles au genre humain.

Les commencements de Marseille se rattachent aux derniers moments de Carthage. Il y avait eu de grands débats entre ces deux puissances maritimes au sujet de la pêche : aussi, lorsque les Romains firent la guerre aux Carthaginois, Marseille leur servit d'entrepôt et fut leur alliée fidèle. Cette ville était toute remplie de magasins, d'arsenaux, de machines, la plupart de son invention : les Phocéens, ses fondateurs, y avaient développé de très-bonne heure l'esprit d'industrie et d'activité qui les distinguait. La chute de Corinthe parut mettre le comble à sa fortune; car on avait le malheur de croire, alors, qu'il fallait ruiner ses voisins ou ses rivaux pour s'enrichir.

CHAPITRE II.

Du commerce chez les Grecs et les Romains.

La Grèce, ouverte de toutes parts à la mer, devait prospérer par le commerce. En effet, si l'on jette les yeux sur la carte de cette belle contrée, on verra, dans un pays assez

resserré, une vaste étendue de côtes. Ses colonies formaient une immense circonférence autour d'elle, et ce qu'il y avait d'admirable, les îles sans nombre de l'Archipel, situées comme en première ligne, l'entouraient encore. L'île de Rhodes, par son heureuse position, lui servait de communication avec l'Égypte. Corinthe séparait deux mers, ouvrait et fermait le Péloponnèse, comme elle est de nos jours la clef de la Morée. « Elle fut une ville de la plus haute importance, « dit Montesquieu, dans un temps où la Grèce était un monde « et les villes grecques des nations. » Elle avait un port au sud pour recevoir les marchandises de l'Asie, un autre au nord pour les produits de l'Italie, et son importance commerciale égala celle de Palmyre, qui joignait l'orient au couchant au travers du désert. On lui attribue l'invention des poids et mesures. Athènes, victorieuse de Xerxès, devint sur mer l'arbitre de toutes les républiques rivales : les flottes de la Syrie, de Chypre, des Phéniciens, disparurent devant elle. Les côtes d'Afrique, de l'Asie Mineure, de la Sicile, de l'Italie, furent peuplées par ses colonies.

L'expédition d'Alexandre en Orient étendit considérablement la sphère du commerce et de la navigation chez les Grecs. Ce grand homme pénétra assez avant dans l'Inde pour s'affermir dans l'opinion qu'il avait de l'importance de son commerce, et pour s'apercevoir des richesses immenses qu'il pourrait retirer d'un pays où les arts avaient été cultivés de très-bonne heure. Une flotte commandée par Néarque reconnut les parages depuis l'embouchure de l'Indus jusqu'au golfe Persique, découvrit le flux et le reflux, et pour avoir navigué constamment trop près des côtes perdit tout l'avantage des vents périodiques qui règnent dans cette partie de l'Océan. Mais on venait de faire un pas immense : les Grecs étaient en rapport avec l'Inde ; les cataractes formées aux bouches de l'Euphrate par la jalousie des Perses étaient détruites ; Tyr avait succombé, l'Égypte était conquise : la haute destinée d'Alexandrie commença à s'accomplir ; elle devint l'entrepôt de l'Orient.

Ce serait ici le lieu de la parler de puissance de Rhodes, dont les Romains adoptèrent les lois maritimes, et de l'île de Délos, asile des négociants de Corinthe, après la destruction de cette ville ; mais je suis forcé de me borner à des considérations générales sur ces époques reculées, d'où il est impossible de faire jaillir quelques traits de lumière sur l'histoire du commerce. La Grèce moderne a de plus justes droits à nos méditations. En disant ce qu'elle vient de faire, nous jugerons mieux ce qu'elle a fait jadis : le commerce d'Hydra n'aura rien à envier à celui d'Athènes. Dépourvue de ses jeux fréquentés par tous les peuples, de ses temples où les rois envoyaient des offrandes, de ses oracles ouverts à la faiblesse humaine, cette noble terre des arts a retrouvé le secret de se faire admirer du monde : tout nous fait espérer qu'elle ne le perdra plus.

Les découvertes des Romains, et leurs progrès dans la navigation, furent encore moins considérables que ceux des Grecs. Leur génie, leur éducation militaire, leurs lois contribuèrent à les détourner du commerce et de la marine. Ce fut comme nation rivale et non comme nation commerçante qu'ils attaquèrent Carthage; car ils favorisaient des villes qui faisaient le commerce, quoiqu'elles ne fussent pas leurs sujettes. C'est ainsi qu'ils augmentèrent, par la cession de plusieurs pays, la puissance de Marseille. Ils comprirent bientôt que, pour arriver à la domination universelle, il fallait se rendre maîtres de la mer; mais ils regardèrent toujours ce service comme une profession inférieure, tout au plus convenable, dit Polybe, à ceux qui n'étaient pas d'un rang assez distingué pour être admis dans les légions. Les gens de mer étaient ordinairement des affranchis; et cette déconsidération s'explique par le peu de connaissances qu'on leur supposait. Ils dépendaient des duumvirs, fonctionnaires chargés du matériel, de l'entretien et du commandement des armées navales.

Bientôt ce nouvel instrument de despotisme se fit sentir à toutes les puissances maritimes. Le pavillon romain flotta

victorieux de ses ennemis et des pirates, sur la Méditerranée, réparant avec une célérité incroyable les pertes essuyées dans les naufrages ou dans les batailles. Carthage succomba, la liberté n'eut plus d'asile, et, par une singulière conséquence de l'asservissement général, le commerce reprit une grande activité. On était esclave, mais on avait la paix. Le peuple-roi se laissa approvisionner par les nations vaincues : l'Afrique lui apportait de l'or, du blé, des animaux féroces, devenus presque aussi nécessaires pour ses plaisirs du cirque; l'Espagne, du fer, de la laine et des fruits; la Perse, des étoffes et des perles; la Syrie, des vins, de la pourpre et des bois de cèdre; l'Arabie, de l'encens, de la myrrhe et des parfums : en retour, Rome donnait des lois. Ce peuple de soldats aurait cru déshonorer le nom romain, s'il se fût appliqué au commerce. Montesquieu [1] cite une loi de Constantin qui confondait les femmes de boutique avec les filles de joie. Le monde entier, comme on voit, était devenu le fournisseur de quelques milliers d'hommes qui ne connaissaient du commerce que l'art de faire valoir l'argent, et d'en retirer d'énormes intérêts. Leurs proconsuls, leurs préteurs, étaient de véritables pachas; ils revenaient, chargés des dépouilles des provinces, étaler dans Rome un luxe oriental; et ce n'est pas un spectacle indigne de réflexion que celui de Cicéron écrivant, sur une table de citronnier qui lui avait coûté vingt mille francs, l'acte d'accusation de Verrès qui avait volé quinze millions à la Sicile. Voilà le peuple qui appelait les Carthaginois des *mangeurs de bouillie!*

Cette puissance prédominante faisait agir et dirigeait l'industrie des hommes pour jouir du fruit de leurs travaux réunis. Toutes les nations commerçantes confondues sous le même joug, travaillaient de concert à la fortune des Romains. Ceux-ci n'eurent pas plus tôt pris du goût pour les délices de l'Orient, que le commerce avec l'Inde, par la voie de l'Égypte, reprit une vigueur nouvelle. La botanique et

[1] *Esprit des Lois*, liv. XXI, chap. XIV.

l'agriculture s'enrichirent d'une foule d'arbres jusqu'alors inconnus; le pêcher, l'abricotier, le grenadier, le cerisier, le citronnier, l'oranger furent naturalisés en Europe. Les navigateurs, à force de fréquenter le continent de l'Inde, rencontrèrent enfin, en gouvernant au large, les vents périodiques qui soufflent constamment dans ces latitudes. Alors, l'étude des moussons suppléant au défaut de la boussole, leur donna de l'assurance, et Trapobane, l'île actuelle de Ceylan, fut découverte : la côte de Malabar était exploitée depuis longtemps. Là, paraît s'arrêter la navigation des Romains, car ils ne dûrent la connaissance imparfaite des contrées qui s'étendent plus avant dans l'orient, qu'à des aventuriers qui y avaient été par terre : aucun de leurs voyageurs n'avait passé le Gange. Le commerce ne laissait pas néanmoins que d'être immense pour l'époque, si nous en croyons Pline[1] qui porte à dix millions de notre monnaie la somme des importations de l'Inde à Rome, et Strabon[2], à cent vingt le nombre des vaisseaux expédiés annuellement pour cette destination.

Les provinces de l'intérieur subsistaient de la vente du blé et de la fabrication des objets de luxe, dont les Romains se montraient si avides. Les fourrures de la Scythie, les soies de la Perse, l'ambre de la Baltique, toutes les superfluités les plus coûteuses étaient devenues d'une nécessité indispensable aux dames romaines, malgré la sévérité des lois somptuaires, de temps en temps renouvelées par des censeurs chagrins. Des routes magnifiques, partant de Rome, rayonnaient dans toutes les directions jusqu'à Jérusalem, à York, à Reims, à Brindes, à Byzance. Des relais de quarante chevaux, établis de cinq en cinq milles, permettaient aux voyageurs privilégiés de faire cent milles par jour[3]. La Méditerranée n'était plus qu'un lac, dont Ostie fut le port essentiel, à cause de sa position à l'embouchure du Tibre.

Tant de mouvements avaient dû augmenter la production

[1] *Histoire naturelle*, liv. VI, chap. XXVI.
[2] *Géographie*, liv. II, p. 179.
[3] Voyez Bergier, *Histoire des grands chemins de l'empire romain*.

et la circulation. On connaissait l'Allemagne jusqu'à l'Elbe, et l'Espagne toute entière, où quarante mille hommes exploitaient les mines; la Gaule avait cédé, l'Afrique était tributaire. Les Romains avaient déjà tellement étendu leurs relations, que les cent mille hommes que Mithridate fit égorger dans l'Arménie, passaient pour être presque tous des négociants. Mais ce commerce isolé, sans base solide, et dénué de principes, ne pouvait concourir d'une manière stable à la prospérité de l'empire. La paix seule en avait soutenu l'existence : la guerre dut lui porter un coup mortel. Ce fut le résultat le plus prompt de l'invasion des barbares, dont la présence se fit bientôt sentir par des lois cruelles ou insensées. Alors s'établirent les droits odieux d'aubaine et de naufrage qui devaient se maintenir, au mépris de l'humanité, jusqu'à nos jours. On peut juger de ce que devint le commerce entre les mains de ces peuples, qui attendaient, ardents au pillage, les naufragés sur un écueil.

CHAPITRE III.

Du commerce après la chute de l'empire romain. — Des Arabes.

La tempête qui venait de bouleverser l'empire romain avait fait disparaître dans un même désastre les sciences, les arts, les lois et l'industrie. Il n'y avait plus de commerce, car en beaucoup d'endroits il n'y avait plus de peuples. Ceux qui avaient survécu à cette effroyable dévastation, étonnés d'exister encore, reconnurent la barbarie à son ignorance et à sa cruauté. Ils furent partagés en troupeaux, et adjugés au hasard à des sauvages. Les noms d'*étranger* et d'*ennemi*, devinrent synonymes, et, pour comble d'infortune, semblables à ces hommes qu'une révolution soudaine a privés de la pensée, les peuples vaincus oublièrent jusqu'à la

langue de leurs pères : tout ce que les Grecs et les Romains avaient laissé de mémorable, cessa d'être compris. On perdit la connaissance des régions éloignées; on ne se souvint plus de leur situation, de leurs productions : leurs noms même étaient perdus.

Une seule circonstance empêcha le commerce avec les nations éloignées de s'éteindre entièrement. La ville de Constantinople, quoique souvent menacée par les barbares, fut assez heureuse pour échapper à leur rage destructive. Ses habitants conservèrent le dépôt des arts que les anciens avaient cultivés, et des découvertes qu'ils avaient faites; ils recherchèrent les productions des pays étrangers, et le commerce y fleurit pendant qu'il était anéanti dans les autres contrées de l'Europe. Ils ne bornèrent pas le leur aux îles de l'Archipel et aux côtes adjacentes de l'Asie : ils prirent l'essor, et, suivant la marche indiquée par les anciens, ils vinrent chercher à Alexandrie les marchandises des Indes orientales. On trouve dans la collection des voyages de Ramusio [1], des détails pleins d'intérêt sur les diverses routes qu'ils suivirent pour transporter les productions de l'Inde à Constantinople, lorsque l'invasion de l'Égypte par les Arabes leur eut fermé l'entrepôt d'Alexandrie.

Ces Arabes étaient des hommes faits pour changer la face du monde. Quoique la nature les eût destinés au commerce, leur génie impétueux et brillant les rendait merveilleusement propres aux grandes entreprises. Le préfet Elius Gallus, que l'empereur Auguste leur avait envoyé, rencontra un peuple oisif, tranquille et peu aguerri : il donna des batailles, fit des siéges, et ne perdit que sept soldats; mais les marches, la fin, la soif, la chaleur et les maladies lui firent perdre son armée. Il fallut donc se contenter de négocier avec des hommes défendus par leur climat, et cette capitulation assura au peuple romain le commerce de l'Inde. Mahomet vint, qui trouva ces négociants disposés pour la guerre :

[1] Ramusio, *Raccolte de' viaggj*, tome I, p. 372.

il leur donna de l'enthousiasme, et il en fit des conquérants. Les superstitions des premiers âges, religieusement conservées, servirent ses desseins au delà de toute espérance : une fois mis en mouvement, l'Arabe ne s'arrêta plus. Aussi fier et aussi rapide que ses coursiers, il traversa le désert en vainqueur, en apôtre et fonda cette religion terrible et séduisante qui tenait le cimeterre d'une main, et de l'autre montrait le ciel et les houris. Ainsi commença la puissance mahométane dont les décrets étaient des oracles, et les soldats des fanatiques; puissance majestueuse, appuyée sur l'autel et le trône, et si bien affermie, qu'elle brave encore la civilisation, au milieu de l'Europe étonnée de son existence.

Malgré la doctrine du Koran, le plus religieusement observé des codes de la terre, un rayon de lumière avait pénétré dans l'Orient, à mesure que le mahométisme y faisait des progrès. Les Arabes semblaient mener avec eux, comme en triomphe, les dépouilles du génie et de la philosophie. Ils cultivaient les mathématiques, la physique, la médecine; ils commençaient la chimie et l'astronomie : les chrétiens d'Occident venaient s'instruire à leur école. Almançon fit mesurer géométriquement un degré du méridien pour déterminer la grandeur de la terre, et l'astronome Ben-Honaïn reconnut l'obliquité de l'écliptique. D'une autre part, ils faisaient des conquêtes moins pacifiques, mais plus capables de frapper les esprits des hommes. En 707, un des généraux du calife Valid étend son empire jusqu'à Samarkande; un autre attaque en même temps l'empire des Grecs vers la mer Noire. Un troisième, en 711, passe d'Égypte en Espagne, soumise tour à tour par les Carthaginois, par les Romains, par les Goths, par les Vandales, et enfin par les Arabes qu'on nomme Maures. Ils y établirent d'abord le royaume de Cordoue. Abdérame s'empare de ceux de Castille, de Navarre, de Portugal, d'Aragon; il passe dans le Languedoc, la Guyenne et le Poitou : et sans Charles-Martel qui lui ôta la victoire et la vie, la France était une province mahométane.

Dès l'an 671, les Arabes avaient assiégé Constantinople, dont les empereurs venaient de faire le plus beau port du monde. Son heureuse situation à l'entrée de la mer Noire, à la limite de l'Europe et de l'Asie, lui donnait une importance commerciale qui s'accrut beaucoup, dans la suite, par ses relations avec les républiques de Gênes et de Venise. Bagdad, au delà de l'Euphrate, ne pouvait lui être comparée, malgré sa magnificence orientale et l'étendue de son commerce. Mais les querelles théologiques, et quelques lois de Constantin, arrêtèrent promptement l'essor imprimé à l'industrie du Bas-Empire. Elle s'était déjà approprié par différentes voies les richesses de l'Inde, et ses manufactures rivalisaient avec celles de l'Asie. Armée du feu grégeois, sa marine défendait l'entrée du Bosphore et celle de l'Hellespont; elle paraissait avec honneur dans les mers de la Grèce et de l'Égypte, lorsque Constantinople, avilie par les crimes des empereurs et la servile complaisance de leurs sujets, succomba sous les efforts de Mahomet II. L'historien Gibbon a peint des plus vives couleurs ce mémorable épisode de la décadence de l'empire.

La religion chrétienne était alors dominante et généralement répandue. Ses effets se firent bientôt ressentir dans la plupart des villes, en propageant l'esprit de bienveillance et de soumission, favorable au commerce et à la paix. Mais dans les cours et dans les conciles, elle devint un aliment de discorde et de haines : les discussions les plus ridicules sur des mots inintelligibles firent couler des flots de sang, et ce n'est pas sans pitié pour l'espèce humaine qu'on peut lire l'histoire des folies atroces de ces temps déplorables. Grâce au ciel, la raison des peuples en a fait justice, et l'on doit espérer qu'un jour les croyances religieuses rendues à leur destination naturelle, celle d'élever à Dieu la pensée de l'homme, ne seront plus un sujet de discorde et de persécutions. N'est-il pas permis de supposer que sans l'intolérance des jésuites établis à la Chine et au Japon, les négociants hollandais eussent été dispensés de la honteuse obligation de

fouler aux pieds le signe de leur religion ? Les juifs, honnis dans toute l'Europe, auraient-ils reçu l'épithète flétrissante attachée à leur nom, si les persécutions religieuses, en atteignant leurs fortunes, ne les eussent forcés de chercher des compensations dans l'usure ? Quand donc verrons-nous toutes les croyances, celles du moins qui n'outragent pas l'humanité, partout respectées, inviolables, comme la Divinité dont elles émanent !

Ces réflexions se lient naturellement au tableau d'une époque remarquable par l'inauguration du christianisme. On ne saurait trop regretter que sa douce influence, destinée à rapprocher les hommes, et par conséquent à étendre le cercle de leurs opérations commerciales, ait été paralysée par les saturnales théologiques du Bas-Empire. Il semble, en parcourant ces funestes annales, qu'une nuit immense et profonde nous dérobe tout à coup la raison humaine et les travaux des hommes et les rapports qui les unissent; une faible lueur brille à peine aux champs de l'Orient, et c'est sous la tente des Arabes que le lecteur chrétien est réduit à suivre la trace des arts et de l'industrie ! l'Espagne est encore toute parée des monuments de leur architecture; Charlemagne a reculé devant eux du haut des Pyrénées; la Chine et les Moluques ont reçu leurs navires; le reste de l'Asie a subi leur croyance.

On voit que le commerce, étouffé dans l'Occident, était revenu dans l'Orient, son ancienne patrie. Les sciences et les arts l'y avaient accompagné, fuyant les barbares du Nord qui désolaient toute l'Europe. Mais, après la longue stupeur occasionnée par leurs dévastations, dont Grégoire de Tours et Jornandès nous ont tracé d'effroyables peintures, les idées sociales parurent renaître; les tribus grossières qui s'étaient établies sur les ruines de l'empire romain acquirent insensiblement quelques notions des gouvernements réguliers de l'antiquité, et l'Europe sortit peu à peu de son inaction. On aperçut en Italie les premiers germes de civilisation. Les hordes septentrionales, qui s'étaient emparées de cette con-

trée, firent des progrès plus rapides que celles qui s'étaient fixées dans les autres parties de l'Europe. Robertson, dans son admirable *Introduction à l'Histoire de Charles-Quint*, et Sismondi, dans son *Histoire des républiques italiennes*, ont parfaitement exposé les causes qui contribuèrent à l'indépendance des principales villes d'Italie. Venise fut fondée dans les lagunes de l'Adriatique, aux dépens de la mer, dont elle devait un jour être la souveraine; Gênes, sa rivale, saccagée par les barbares et rétablie par Charlemagne, créa une marine formidable, tandis que Pise, Lucques et Florence, l'honneur du moyen âge, rallumaient le feu sacré. Constantinople devint le marché des Italiens qui s'y rendaient en foule, et qui finirent par y obtenir des priviléges. Pour abréger les distances et diminuer les frais de transport des marchandises de l'Inde, ils allaient les chercher aux entrepôts d'Alep, de Tripoli, de Damas et de toute la côte de Syrie, où elles arrivaient par la route de Palmyre. La nouvelle existence de l'Europe lui avait donné de nouveaux besoins et une physionomie nouvelle; une véritable révolution s'opéra dans les mœurs et dans le commerce : nous allons la décrire.

CHAPITRE IV.

Du commerce depuis Charlemagne jusqu'aux Croisades.

Le monde était vengé de la longue oppression des Romains; les papes avaient remplacé les empereurs au Capitole, et l'univers, tel que ces derniers l'avaient fait, n'existait plus. Vingt jargons barbares venaient de succéder à la langue de Cicéron et de Virgile. La religion de Jésus-Christ et celle de Mahomet étaient en présence, toutes deux aspirant à la domination universelle, toutes deux tourmentées par des sectes hardies, puissantes et opiniâtres. Les Lombards occupaient le nord de l'Italie, les Francs dominaient dans la Gaule, les

Arabes en Espagne, et cent peuples divers voyageaient d'une extrémité à l'autre de l'Europe, pour s'établir commodément. La société actuelle est sortie peu à peu de ce chaos, et s'est organisée au milieu des orages. Cherchons dans les ténèbres un flambeau qui nous guide : voyons quel commerce a pu exister entre des peuples qui n'avaient rien, et que le vainqueur chassait devant lui comme de vils troupeaux.

Il fallut qu'un temps assez considérable s'écoulât, avant que les nouveaux maîtres de l'Europe eussent renoncé aux habitudes grossières de leur vie sauvage et nomade. Ils ne songèrent à cultiver la vigne que lorsqu'il n'y eut plus de vin dans les caves, et les premières idées industrielles ne leur vinrent qu'après avoir épuisé les produits de toutes les manufactures. Les règlements d'ordre que le travail fait naître suivirent de près le besoin de travailler. Jusque-là leur installation s'était opérée avec une sorte d'ivresse et une totale imprévoyance de l'avenir. En se fixant dans les pays qu'ils venaient de dévaster, ces barbares avaient séparé ce que Rome avait autrefois réuni. Tous les États nouveaux étaient gouvernés au gré du hasard, de la violence et du caprice. Des pirates impitoyables se montraient à l'embouchure des rivières, et interceptaient toutes les communications. Alors les premiers arrivés voulurent défendre leurs conquêtes contre les nouveaux venus ; chacun se renferma dans ses limites, et furent forcé d'y travailler pour vivre. Les Normands ou Saxons, sortis trop tard de leurs retraites, accoururent au partage : mais ils trouvèrent l'Europe déjà reconstituée. Charlemagne leur proposa le baptême ou la mort, et l'on sait ce que leur a coûté leur refus.

Ni les Pharamond, ni les Clovis, ni tous ces chefs de Francs que nous prenons pour des rois, ne peuvent être mis au rang des promoteurs de la civilisation. Ils se couvraient de peaux ou de laine grossière, et ils laissaient tomber en ruines tous les monuments de la magnificence romaine. Les chemins si beaux et si solides qui sillonnaient l'Europe entière depuis le mont Taurus jusqu'à Brindes, étaient devenus

impraticables; et ce fut une grande nouveauté que l'établissement d'une foire à Aix-la-Chapelle. Les Saxons y accouraient avec l'étain et le plomb de l'Angleterre; les juifs avec des bijoux ou des vases d'or ou d'argent; les Esclavons avec tous les métaux du Nord; les Lombards, les Espagnols, avec les marchandises de leur pays et celles qui leur arrivaient d'Afrique, d'Égypte et de Syrie; les négociants de France avec ce que pouvaient fournir leur sol et leur industrie. Le temps de cette foire devint celui des amusements, et on s'y rendait avec un empressement d'autant plus grand qu'il n'y avait alors ni spectacles, ni assemblées, ni réunions d'aucune espèce. Le commerce renaissait, comme on voit : il se faisait déjà une fois par an. Charlemagne contribua beaucoup à le relever; il avait mis la plus stricte économie dans ses dépenses, et il faisait vendre au marché les légumes de ses jardins. Les guerres nombreuses qu'il eut à soutenir, son voyage et son couronnement à Rome, développèrent sans doute en lui ces inspirations solennelles auxquelles nous devons la renaissance des lettres et une foule d'établissements d'utilité publique. La marine, qu'il chargea de garder l'entrée des rivières, ressuscita pour un moment la navigation et le commerce extérieur. Alfred le Grand, en Angleterre, et quelques villes d'Italie imitèrent cet exemple, et y gagnèrent comme lui.

Il y eut une lueur de politesse à la cour de Charlemagne. Les marchands des côtes de Toscane et ceux de Marseille allaient chercher à Constantinople pour cette cour, des étoffes de soie. Rome, Ravenne, Milan, Lyon, Arles, Tours, avaient beaucoup de manufactures d'étoffes de laine. On damasquinait le fer, on fabriquait le verre; mais le linge était peu commun. La monnaie avait à peu près la même valeur que celle de l'empire romain sous Constantin. Le sou d'or vaudrait aujourd'hui près de 15 francs de notre monnaie. La livre numéraire était réputée le poids d'une livre d'argent de douze onces. Cette livre se divisait numériquement en vingt parties. Il faut se souvenir qu'outre ces monnaies réelles d'or

et d'argent, on se servait, dans le calcul, d'une autre dénomination. On s'exprimait souvent en monnaie de compte, monnaie fictive, qui n'était, comme aujourd'hui, qu'une manière de compter. Ainsi, toutes les fois que l'histoire nous parle de monnaies sous le nom de livres, nous n'avons qu'à examiner ce que valait la livre, au temps et dans le pays dont on parle, et la comparer à la valeur de la nôtre, en ayant égard à la baisse produite par la découverte des mines de l'Amérique, qui est de 4 à 1 pour l'argent, et de 3 à 1, seulement, pour l'or. Il convient d'examiner attentivement ces rapports; sans quoi on aurait une idée très-fausse des forces des anciens États, de leur commerce et de toutes leurs économies [1].

Quoique Charlemagne ne sût point écrire, et que les monnaies de son règne, conservées dans nos cabinets, paraissent frappées d'une manière très-grossière, son génie, planant sur l'avenir, jeta les fondements de la grandeur nationale. Des envoyés spéciaux, sous le nom de *missi dominici*, parcouraient toutes les provinces, et lui rendaient un compte exact et régulier des besoins et de la situation des peuples. Ses Capitulaires sont empreints d'un esprit de sagesse et de prévoyance admirable. Alcuin, Pierre de Pise, Eginhard, étaient appelés dans ses conseils. Le calife Haroun-al-Raschid lui envoyait, en signe d'estime, une horloge sonnante, prodige d'industrie pour ce temps-là. On comptait alors par nuits dans toute l'Europe, et l'on trouve une trace de cette méthode en Angleterre, où l'on se sert encore de l'expression *fortnight*, quatorze nuits, pour dire quinze jours. La langue romane, formée d'un mélange de latin et de tudesque, caractérisait la société nouvelle. La révolution dans les mœurs, annoncée au chapitre précédent, était accomplie.

[1] Voyez sur cette importante matière, le *Traité d'Économie politique* de M. Say, liv. I, chap. XXI, § 7; et l'*Essai sur les monnaies*, par Dupré de Saint-Maur.

Nous sommes heureux que la nature de cet ouvrage nous dispense de parler des jugements de Dieu, des combats à outrance, du tarif établi pour acheter l'impunité de tous les crimes, et des autres abus de l'époque. Ils dépendaient d'un système qui a exercé sur l'industrie, sur le commerce et sur l'agriculture une trop longue et trop fatale influence pour être passé sous silence : je veux dire la féodalité. Ce fut comme la réunion de tous les fléaux. Le paysan, déshérité du sol de ses pères, appartint à des maîtres inflexibles, paresseux, ignorants ; il était obligé de marcher jusqu'à la distance de cinquante lieues avec leurs charrettes, quand ils en donnaient l'ordre ; il travaillait pour eux trois jours de la semaine, et il leur devait la moitié du produit des trois autres jours. Il ne pouvait pas non plus changer de demeure ni se marier sans leur consentement. Et comment en aurait-il eu la pensée, puisqu'il lui restait à peine de quoi vivre lui-même ! L'abbé Alcuin possédait jusqu'à vingt mille de ces esclaves nommés *serfs*, attachés pour toujours à la glèbe. Voilà la grande cause de la dépopulation rapide que nous observons dans le moyen âge, et de la quantité innombrable de monastères qui s'élevèrent de toutes parts. Ce devait être, en effet, une grande consolation pour des hommes aussi misérables, que de trouver, dans les cloîtres, une retraite assurée contre la tyrannie. Mais aussi, jamais l'espèce humaine n'avait reçu un plus sanglant affront, et l'industrie une blessure plus capable de replonger la terre dans les ténèbres des premiers âges. Il suffit de dire que le bruit de la fin du monde, répandu, vers ce temps, par des moines avides[1], fut accueilli sans épouvante !

Heureusement, cette lueur de civilisation qui nous a maintenus en Orient sur les traces du commerce éteint dans l'empire romain, nous apparaît en Italie. Des seigneurs par-

[1] Chacun s'empressait de leur donner ses biens pour s'assurer la vie éternelle. Plusieurs chartes de donation commencent par ces mots : *Adventante mundi vespero*, la fin du monde étant près d'arriver, etc., etc.

ticuliers partageaient tout le pays depuis Rome jusqu'à la mer de la Calabre. Florence, Milan, Pavie se gouvernaient par leurs magistrats, sous des comtes ou sous des ducs nommés par les empereurs. Gênes, longtemps aussi gouvernée par des comtes, s'élevait au-dessus de ces villes par son commerce maritime et par son industrie. Elle fut en état de reprendre l'île de Corse sur les Arabes qui s'en étaient emparés. Venise, moins ancienne qu'elle, affectait le frivole honneur d'une plus ancienne indépendance, et jouissait de la gloire solide d'une puissance bien supérieure. Après avoir mis sa liberté sous la protection des tempêtes, elle recourut au commerce pour s'assurer une existence, et le commerce lui donna le monopole du monde. Tandis que les barons d'Allemagne et de France bâtissaient des donjons et opprimaient les peuples, Venise attirait leur argent en leur fournissant les produits de l'Orient. La Méditerranée était couverte de ses vaisseaux, et elle s'enrichissait de l'ignorance et de la barbarie des nations septentrionales de l'Europe.

Pendant ce temps, des gentilshommes de Coutances fondaient le royaume de Naples et de Sicile, et Guillaume le Conquérant s'emparait de l'Angleterre, longtemps désolée par les Anglo-Saxons, ses premiers vainqueurs, et par les Danois, ses usurpateurs nouveaux. Il partit du port de Saint-Valery en Caux, le 14 octobre 1066, avec une flotte nombreuse, composée de Normands. On peut dire qu'il lui suffit de paraître pour vaincre : une victoire le conduisit à Londres, et il fut roi. La Moscovie avait commencé à connaître le christianisme et n'en avait pas plus d'importance ; la Suède, idolâtre, n'en avait pas du tout ; la Pologne conservait les mœurs des Sarmates ; l'Espagne était partagée entre les chrétiens et les musulmans ; le gouvernement féodal était établi partout ; la chevalerie était à la mode ; la maison de Maurienne, souche des ducs de Savoie, venait de s'établir ; les Suisses, démembrement de la Bourgogne, obéissaient aux baillis nommés par les empereurs.

Tel était l'état de l'Europe, lorsqu'un événement, le plus

extraordinaire peut-être dont l'histoire fasse mention, accéléra le commerce de l'Italie et la marche de la civilisation. L'esprit belliqueux des Européens, enflammé par le zèle religieux, leur inspira le dessein d'enlever la Palestine aux infidèles. Des armées immenses, formées de toutes les nations de l'Europe, se rendirent en Asie pour exécuter cette entreprise extravagante. Les Génois, les Pisans et les Vénitiens leur fournirent des vaisseaux de transport, des vivres et des munitions. Indépendamment des sommes immenses qu'ils reçurent, ils obtinrent des priviléges et des établissements considérables dans les colonies que les croisés fondèrent dans ces contrées ; mais l'Italie ne fut pas le seul pays où les croisades firent revivre l'esprit de découverte. Les expéditions des croisés en Asie fournirent aux autres nations de l'Europe l'occasion d'observer les mœurs, les arts et l'industrie d'un peuple plus civilisé qu'elles ne l'étaient. Il en résulta des besoins jusqu'alors inconnus ; les grands seigneurs qui avaient vendu leurs terres pour subvenir aux frais du voyage [1], rapportèrent le goût du luxe et des frivolités ; les soldats qui les avaient suivis, et qui avaient pu échapper au glaive des Sarrasins ou à l'influence du climat, revinrent avec la lèpre, que le défaut de linge et la malpropreté de ces temps malheureux multiplièrent d'une manière effrayante. Il fallut établir des hôpitaux pour la foule des misérables qui en étaient atteints. La morale n'avait pas beaucoup gagné non plus aux orgies dont les croisés avaient donné le scandale, dans le temple même de Sainte-Sophie, à Constantinople [2].

Cependant, les communications régulières établies entre la Palestine et le reste de l'Europe avaient imprimé au com-

[1] Voyez l'excellent ouvrage de Heeren, *Essai sur l'influence des croisades*, 1 vol. in-8, traduit de l'allemand ; et leur histoire, par M. Michaud.

[2] La décence permettrait à peine de traduire ce passage, littéralement extrait par Fleury, de Nicétas, historien contemporain :

« *Uno consensu omnia summa scelera et piacula omnibus ex æquo* « *studio. In templis erant querelæ, fletus, mulierum lacerationes, stu-* « *pra. Abominationem et désolationem in loco sancto vidimus meretri-* « *cios sermones rotundo ore proferentem.* »

merce une activité extraordinaire. En France, les paysans débarrassés des seigneurs, et devenus propriétaires, s'occupèrent avec ardeur de l'agriculture. Saint Louis supprima les prohibitions qui ruinaient les cultivateurs, persuadé que la liberté des exportations ferait rentrer dans l'État les trésors que son imprudente expédition en avait fait sortir. Ce fut lui qui introduisit le premier, dans le système du gouvernement, le commerce, abandonné jusqu'alors au hasard et aux exactions des gens du fisc. On défendit la sortie des laines, que les nations voisines venaient acheter pour les mettre en œuvre. C'était l'économie politique du temps.

Les lettres, qui donnent des historiens au commerce, paraissent également avoir gagné aux croisades. L'imagination tempérée des Européens s'était réchauffée sous le ciel ardent de la Syrie, et elle rapportait quelques débris de ces sciences que les Arabes avaient comme pillées, avec le reste, dans le cours de leurs expéditions. Les langues austères de toutes les nations chrétiennes ne pouvaient rien perdre, en se modifiant d'après les inspirations d'une poésie harmonieuse, douce et parfumée, si j'ose dire, comme sa contrée natale. En somme, lorsque la fièvre fut tombée, on s'aperçut que deux millions d'hommes avaient péri ; mais les littératures de l'Europe avaient fait provision d'images, et le commerce, de souvenirs.

CHAPITRE V.

Du commerce à Gênes et à Venise.

Le grand mouvement que les croisades avaient imprimé à toute l'Europe s'était fait ressentir en Asie. Il y eut dans les douzième et treizième siècles une suite d'émigrations qui ont établi peu à peu de grands empires. Pendant que les croisés fondaient sur la Syrie, les Turcs ou Turcomans, nation nou-

velle, l'opprobre de la civilisation moderne, arrivaient des contrées situées au delà du mont Taurus, et après s'être répandus dans la Moscovie et aux environs de la mer Caspienne, ils avaient paru en Arabie. Leur histoire ancienne est peu connue et ne mérite pas plus de l'être que celle des bêtes féroces de leurs forêts. Ce sont les mêmes qui furent dépossédés par Gengiskan de leurs conquêtes d'Asie, et que nous verrons consolidés en Europe par la prise de Constantinople et par leurs victoires sur les Vénitiens. L'Égypte devint la proie des Mamelucks, et vingt usurpateurs déchirèrent la monarchie fondée par Mahomet, tout en se soumettant à sa religion.

Tandis que ces grands événements se passaient en Orient, l'Italie recueillait les fruits de sa participation aux croisades et prenait une physionomie extrêmement originale. Elle était toute couverte de petites républiques, parmi lesquelles celles de Gênes et de Venise ne tardèrent point à s'élever au rang des puissances les plus considérables. Gênes donna l'élan; située entre l'Italie et la France, elle servait de débouché aux fabriques de la péninsule, et à la France, d'entrepôt pour l'achat des marchandises de l'Inde et de la Méditerranée. Sa principale richesse territoriale consistait dans ses huiles et dans ses carrières de marbre. Elle était déjà une province maritime de beaucoup d'importance, lorsque les croisés mirent le comble à sa fortune, en lui donnant l'entreprise des transports en Palestine. Dans une seule croisade, elle équipa sept flottes. On la vit bientôt, maîtresse du Bosphore et de la mer Noire, établir des colonies à Péra, dans un faubourg de Constantinople, des comptoirs en Arménie, à Caffa, sur les côtes de la mer d'Azoff, et toujours réparer par son commerce les pertes immenses que la guerre occasionnait à ses finances. Elle fait des incursions en Afrique, en Sicile, en Sardaigne, à Chypre; elle y rencontre les Vénitiens, et leur rivalité commence.

Rien n'est plus dramatique que le tableau de la lutte de ces fameuses républiques et de leurs dissensions civiles. La

querelle des *Porco* et des *Grillo*, celle de Montalto et de Boccanegra, six combats livrés en quinze jours dans les rues, les édifices d'un quartier détruits par les habitants du quartier opposé, la peste succédant aux horreurs du carnage : voilà l'histoire de Gênes pendant une longue suite d'années. Au milieu de ces fatales discordes, la marine poursuivait ses succès : elle gagnait sur les Vénitiens et les Grecs réunis, une victoire célèbre, dans le canal de Constantinople, et le poëte Pétrarque publiait une lettre pour réconcilier *les deux flambeaux de l'Italie*.

Les Français, par leurs invasions continuelles, ont beaucoup contribué à la décadence de Gênes. Maltraitée par Louis XII, emportée par les Impériaux, après la bataille de Pavie, reprise ensuite par la France, elle éprouve toutes les vicissitudes et les angoisses de ces révolutions violentes. Elle se donne et cède tour à tour, presque toujours sans discernement, au hasard, et selon qu'elle est menacée de plus près par l'une ou par l'autre des nations belligérantes. Un grand homme, André Doria, lui rend l'honneur et la liberté, mérite le titre de libérateur de la patrie et en refuse les prérogatives : c'est un éclair des temps antiques. Mais la conspiration de Fiesque, les inquisiteurs d'État, les intrigues de Della Torre et mille autres circonstances domestiques mettent régulièrement, et à différentes époques, sa fortune en péril [1]. Entraînée dans la ligue contre Louis XIV, et abandonnée par ses alliés, elle se voit forcée, après un bombardement terrible, d'envoyer son doge à Versailles pour demander pardon au roi de France. En 1746, le marquis de Botta s'en empare à la tête des troupes impériales et lui impose une contribution de 24 millions. La banque de Saint-Georges, qui était administrée en grande partie par les principaux du peuple, se résigne au sacrifice quand, tout à coup, ce peuple en apparence si docile, indigné de l'outrage fait à un simple citoyen par un soldat ennemi, se soulève

[1] Voyez Stella, *Annales de Gênes*.

comme une mer agitée, égorge une partie de la garnison et met le reste en fuite.

La révolution française devait agir vivement sur des hommes de cette trempe ; elle y fut accueillie avec enthousiasme : Masséna leur fit faire connaissance avec elle. Dans cette communauté de périls et de souffrances, les Génois se montrèrent dignes de leur ancienne gloire ; mais de quoi leur a servi cette gloire? Leur a-t-elle rendu le commerce, source des prospérités durables?

Tels sont les fastes de cette étonnante cité, qui, jetée sur un rivage aride, a créé la navigation moderne et balancé la fortune des plus puissants empires. Le commerce y a prospéré, comme par miracle, au milieu des troubles continuels de la guerre civile et de la guerre étrangère ; et des établissements coloniaux magnifiques, sont partis plus d'une fois, tout armés, de son port teint de sang. Tant il est vrai que la persévérance et l'activité sont la seule source de la prospérité des peuples, les seuls véritables éléments de leur durée! Gênes n'a succombé qu'en cessant de travailler [1] ; car les républiques voisines des monarchies sont comme des sentinelles en face de l'ennemie : celle qui s'endort est perdue.

Venise, il faut se hâter de le dire, a contribué de toutes ses forces à la chute de Gênes. Cette république, la plus extraordinaire de toutes, par la position de sa capitale, le caractère de son gouvernement et les progrès rapides de sa puissance, avait été fondée, comme on sait, par des fuyards échappés à l'invasion des barbares. Dépourvus de territoire, ils dûrent chercher dans le commerce les moyens d'exister, et bientôt ils lui demandèrent le moyen d'être riches. Leur

[1] On doit mettre aussi au rang des causes qui ont hâté sa décadence, le despotisme qu'elle a fait peser sur toutes ses colonies, et qui n'a pas peu contribué à les détacher d'elle ; le passage suivant d'un acte d'amnistie publié en 1738, en pourra donner une idée : « Vietiamo al nostro general governatore « in detta isola di condannare in avvenire solamente *ex informata conscien-* « *cia* personna alcuna nationale in pena afflittiva. Potrà ben si far arrestare « ed incarcerare le persone che gli saranno sospette ; salvo di renderne poi « à noi sollecitamente. » Que devait-ce donc être avant l'amnistie?

marine les mit en rapport avec toute la Méditerranée ; leurs traités avec les soudans d'Égypte leur ouvrirent le port d'Alexandrie et la route de l'Inde ; les croisades leur valurent de l'argent et des terres. Ils se firent d'abord payer 85 mille écus d'or pour transporter l'armée, et ils se servirent ensuite de cette armée même à laquelle ils joignirent cinquante galères, pour tenter des conquêtes en Dalmatie. Dès lors Venise appuya son commerce par la guerre. Il fallut s'adresser à elle préférablement à tous les souverains. Elle s'était mise en état d'équiper des flottes que les rois d'Angleterre, d'Allemagne et de France n'auraient pas pu fournir.

Après la prise de Constantinople par les croisés, les Vénitiens se donnèrent le Péloponnèse, l'île de Candie et plusieurs villes des côtes de Phrygie qui n'avaient point subi le joug des Turcs. C'était une belle chaîne de comptoirs que celle qui s'étendait ainsi du fond de l'Adriatique à la mer Noire. Ils en profitèrent pour accroître leurs relations avec l'Inde, et se perfectionner dans la connaissance de tous les procédés relatifs à la culture de la soie. Le Péloponnèse, couvert de mûriers, porta le nom de Morée. Les étoffes de soie se multiplièrent rapidement ; des manufactures de draps et de glaces s'établirent de toutes parts. La bijouterie, les cristaux, la thériaque, les essences, les fabriques de dentelle, de savon, de velours, les teintures en écarlate, rendirent leur commerce immense. Pise et Florence faisaient la banque, et devenaient si habiles dans cette branche d'industrie, qu'en Europe on les chargeait de la perception et de l'administration des fonds publics. L'Italie n'avait jamais été plus commerçante.

La prise de Constantinople, par Mahomet II, bouleversa tous les établissements que les Génois et les Vénitiens avaient fondés dans l'Hellespont et dans la mer Noire ; mais elle développa une grande activité parmi ces derniers. Jamais peut-être ils n'en donnèrent des preuves plus remarquables qu'à l'occasion des premières découvertes des Portugais, et de leur passage par le cap de Bonne-Espérance. Ce fut pour

les Vénitiens un coup de foudre. Occupés, depuis la perte de leurs comptoirs du Bosphore, à tirer parti de leurs nouvelles relations avec l'Égypte, ils faisaient venir les marchandises de l'Inde par la mer Rouge et par Alexandrie; les Florentins, les Génois, les Catalans de Barcelone profitaient du même entrepôt. Tout à coup, on apprend qu'une route inconnue est découverte, et que les Portugais ont paru à l'embouchure du golfe d'Arabie : Venise prévoit le sort de son commerce, et elle emploie toutes ses ressources pour conjurer l'orage. Des émissaires sont adressés aux Arabes pour les engager à repousser les Portugais; un arsenal de construction est établi à Suez; les matériaux y sont envoyés de Venise même et transportés sur des chameaux depuis le Caire jusqu'à la mer. Mais le génie d'Albuquerque rendit ces préparatifs inutiles. Venise cessa d'être le centre du monde commerçant. Elle avait fait neuf guerres aux Génois avant de les supplanter; elle fut supplantée à son tour, « et jetée, dit Montesquieu, dans un coin du monde, où elle est restée. »

Pendant ce temps, l'Europe, jalouse de sa puissance et soulevée par le pape Jules II[1], se réunit contre elle, et organise la fameuse ligue de Cambrai. Il n'y avait guère de rois qui ne pussent redemander quelque territoire à ces républicains. Les Turcs seuls, leurs ennemis naturels, ne leur demandèrent rien, et ne donnèrent pas, cette fois, le spectacle curieux de leur alliance avec le pape contre une population chrétienne. Venise était aussi riche qu'eux tous. Elle se confia dans cette ressource, et surtout dans la désunion qui se mit bientôt entre tant d'alliés. Il ne tenait qu'à elle d'apaiser Jules, qui était l'âme de la ligue : mais elle aima mieux braver la tempête; et quoique, dès le principe, la bataille d'Agnadel lui ait été funeste, elle ne succomba point encore. Sa perte la plus sensible fut celle de Trieste, qui est restée, depuis, à la maison d'Autriche.

[1] Les Vénitiens disaient : *Siamo Veneziani e poi christiani*, nous sommes Vénitiens d'abord, et chrétiens après.

Dès ce moment, la république fut reconnue vulnérable, et la puissance mahométane qui allait toujours croissant dans la Méditerranée, pesa sur elle plus que jamais. Les Turcs lui enlevèrent l'île de Chypre, et, par une barbarie digne d'eux, ils firent écorcher vif le sénateur Bragadino, gouverneur de Famagouste. Mais les Vénitiens, après ce désastre, commerçant toujours avec les Turcs, et osant toujours être leurs ennemis, demandèrent des secours à tous les princes chrétiens que l'intérêt commun devait réunir. Pie V et Philippe II s'unirent à eux, et cinq mois après la prise de Chypre, un armement de deux cents galères, six grosses galéasses, vingt-cinq vaisseaux de guerre et cinquante bâtiments de transport, partit des ports de la Sicile sous le commandement du fameux don Juan d'Autriche, bâtard de Charles-Quint. Sébastien Veniero était à la tête de la division vénitienne qui composait la moitié de la flotte, avec les vaisseaux du pape.

Cette armée navale rencontra l'armée ennemie, aussi forte qu'elle, vers le fond du golfe de Lépante, et gagna la mémorable bataille de ce nom. L'amiral turc, Ali, fut pris à bord de sa galère, et sa tête fut arborée sur son propre pavillon, en représailles de l'assassinat du gouverneur de Famagouste. Mais la victoire n'eut point de résultat. Venise ne recouvra aucune partie de son territoire. La flotte de Selim reprit Tunis et en extermina tous les chrétiens. Alger, Fez, Tripoli passèrent sous la domination mahométane : on eût dit que les Turcs avaient vaincu à Lépante.

Malgré sa décadence sensible, Venise conservait encore l'île de Crète qu'elle avait achetée des princes latins. Cette île, si célèbre dans l'antiquité par ses lois, par ses arts et par ses fables, avait déjà été conquise par les mahométans arabes au commencement du IXe siècle. Les Vénitiens y avaient bâti Candie qui, depuis, donna son nom à l'île entière. Sous un prétexte de mécontentement dont l'histoire n'a pas établi la vraisemblance, les Turcs abordèrent à la Canée, s'établirent dans l'île et commencèrent le siége de

Candie qui a beaucoup d'analogie avec celui de Troie. Jamais Venise n'avait montré plus de résolution et de courage; le trésor de Saint-Marc fut épuisé à lever des soldats; l'illustre Morosini et Montbrun de Saint-André, officier français, commandant les troupes de terre, s'y couvrirent de gloire : mais il fallut céder, et le grand vizir Cuprogli prit possession d'un monceau de cendres qui avait coûté aux Turcs, de leur propre aveu, la perte de deux cent mille hommes, c'est-à-dire l'équivalent de la population de l'île.

Venise était frappée au cœur, et depuis cette époque jusqu'en 1715, qu'elle perdit le Péloponnèse et les îles, son influence est presque nulle en Europe. Les découvertes des Portugais et celle des Espagnols avait fait prendre à la navigation deux directions nouvelles, et le marché du monde s'était trop agrandi pour laisser quelque importance à l'orageuse Adriatique. Venise recueillait, d'ailleurs, les fruits de son gouvernement épouvantable. L'inquisition d'État[1] menaçait, de sa *bouche de fer*, l'honneur et la vie des citoyens ; immorale et sanguinaire, elle n'admettait de preuves que le soupçon, et de peine que la mort. Elle était réduite, comme les tyrans, à vivre toujours dans les alarmes; elle punissait le port d'armes comme un crime capital; de sorte qu'il n'était pas plus fatal d'en abuser que de les porter, et de conspirer que d'être accusé de conspiration. Le commerce a dû fuir cette terre maudite, où il n'avait longtemps prospéré que par un concours inouï de circonstances; où le métier de courtisane était une profession honorée, et l'hypocrisie, une vertu d'État. Quand la révolution française atteignit ce colosse, il s'évanouit comme un fantôme devant elle. Une vieille aristocratie sans courage crut imiter les grands hommes de la république, en faisant assassiner nos soldats, et en sonnant les vêpres siciliennes : mais ce fut le triste et dernier effort de sa décrépitude. Une division de l'armée française parut sur la place Saint-Marc, fit descendre de leur

[1] Daru, *Histoire de Venise.*

piédestal ces chevaux de Corinthe, monuments d'une gloire éclipsée; et comme le sang de nos soldats exigeait une vengeance, on donna Venise aux Autrichiens. Le destin lui réservait l'opprobre de prêter le reste de ses vaisseaux à a cause impie des mêmes Turcs contre lesquels elle avait combattu plus de cent ans.

Ainsi finit cette république, après avoir donné au commerce une impulsion vaste et rapide, et fait respecter son nom dans toute l'Europe. La découverte de la boussole par Flavio Gioja, dans le XIIIe siècle, et la relation des voyages de Marc-Paul, qui la précéda, contribuèrent sans doute à développer en elle le génie créateur de sa fortune : mais les villes de Pise, de Lucques, de Rome, de Naples et de Florence, et toutes celles qui cultivaient les arts n'ont pas eu moins de droits à sa reconnaissance. La peinture, la sculpture, la poésie, la musique, reines des arts, furent pour quelque chose dans les nombreux échanges que les nations étrangères venaient faire en Italie. La gravure en estampe, inventée à Florence, et l'imprimerie, originaire d'Allemagne, y devinrent la base d'un commerce assez étendu. Les Médicis étaient des négociants. Laurent entretenait des facteurs dans le Levant, et recevait des ambassadeurs; il résistait au pape, cultivait les lettres, accueillait les savants réfugiés de Constantinople, et faisait de sa patrie une nouvelle Athènes. La Mirandole, Politien, Lascaris, Chalcondyle, réunis autour de lui, rappelaient et surpassaient peut-être les sages de la Grèce. Brillante époque, où le commerce avait pour cortége tout ce qu'il y a de plus noble et de plus honorable parmi les hommes!

CHAPITRE VI.

Des villes hanséatiques.

Pendant que les républiques italiennes faisaient le com-

merce du midi, quelques villes du nord s'unissaient, à la fin du douzième siècle, pour la défense du leur, et rapprochaient la mer Baltique de la Méditerranée. Sans cesse menacées par les pirates qui infestaient leurs côtes, et par les seigneurs des châteaux qui désolaient leurs grands chemins, elles formèrent une vaste confédération connue sous le nom de *Grande hanse*, ou de société teutonique, qui se donna un grand-maître et s'érigea en république. Hambourg, Lubeck et Brunswick en furent les principales cités. Elles établirent des magasins immenses où les marchands de l'Allemagne venaient s'approvisionner de denrées étrangères, et déposer les produits de leur industrie, qui étaient exportés par les navires de la confédération. Ce fut le premier plan systématique de commerce adopté dans le moyen âge. Bientôt le succès en fut si considérable que les principales villes du nord voulurent y prendre part, et elles entrèrent dans la ligue. On en compta jusqu'à quatre-vingts, depuis Riga jusqu'à Francfort : elles se divisèrent en quatre classes, présidées, chacune, par une ville importante. Lubeck, la première de toutes, dépositaire du trésor et des archives de l'union, était aussi la capitale de la première classe; Cologne le fut de la seconde, Brunswick de la troisième, Dantzick de la quatrième; celle-ci comprenait Berghen en Norwége, Riga et Revel en Livonie.

Ainsi organisées, les villes hanséatiques donnèrent la plus grande extension à leur commerce. Elles établirent des relations régulières avec le midi, par la Flandre et par l'entrepôt de Bruges. Les Lombards et les peuples d'Italie y envoyèrent leurs produits et les marchandises de l'Inde qui se répandaient de là par toute l'Allemagne. En échange, la ligue hanséatique leur portait du hareng. Le poivre, le girofle et la cannelle n'ont pas donné plus d'activité à la marine des Portugais et des Hollandais que la pêche de ce poisson grossier n'en a communiqué à la navigation des villes de la grande hanse. L'Europe chrétienne, fidèle observatrice des jeûnes et des carêmes, se trouvait heureuse d'échanger son

or et ses richesses pour un aliment aussi misérable; et les pêcheurs de la Baltique embellissaient leurs maisons de tout le luxe de l'Italie, tandis que cette même Italie consommait leurs harengs. Les ports de l'union furent aussi fréquentés que ceux de plusieurs villes du midi, et ils gagnèrent beaucoup par leur commerce avec les Hollandais. L'Allemagne, sûre de ses débouchés, exporta les toiles, les coutils, les fils de Silésie, l'azur de Saxe, les faulx et les faucilles de Francfort, l'arsenic, le plomb et l'antimoine de Hongrie, les fers de la Suède, les chanvres, la cire, la rhubarbe, les peaux de la Russie. La confiance s'établit, les billets d'une ville hanséatique étaient payés sans difficulté dans les autres, et tous les affluents de la Baltique se couvrirent de vaisseaux attirés par la prospérité de l'union.

Hambourg, sur l'Elbe, à dix-huit lieues de la mer, s'éleva promptement au rang des villes de commerce du premier ordre. Ses fabriques de velours, ses toiles imprimées, ses nombreuses raffineries de sucre, ses ateliers pour la préparation des viandes salées, des approvisionnements de la marine, ses grands magasins de bois de charpente et de construction, furent autant de branches d'industrie qui contribuèrent à sa fortune. Lubeck, Brême, Dantzick eurent peu de chose à lui envier. Mais, pour leur malheur, les chevaliers de l'ordre teutonique n'ayant pas su conserver la paix, malgré les priviléges qu'ils avaient obtenus dans les Etats voisins, compromirent l'existence de la société par leurs guerres avec la Prusse, la Suède et les princes de l'Empire. Trois villes seules ont survécu aux démembrements successifs de la confédération, et conservent encore de nos jours le titre d'hanséatiques.

L'Allemagne doit à ces vieilles cités la naissance de son commerce et les franchises municipales dont jouissent plusieurs de ses villes modernes. Elles avaient répandu l'esprit de liberté dans tout le nord de l'Europe, et pendant les longues guerres qui ont si souvent désolé ces contrées, elles seules, tranquilles au milieu des révolutions, se sont toujours

présentées pour en réparer les ravages. Ainsi, dans tous les temps, il était réservé au commerce de ramener à leur véritable destination les nations industrielles, en les sauvant ou en les guérissant de leurs propres excès.

CHAPITRE VII.

Découvertes des Portugais dans les Indes.

Malgré l'impulsion donnée à l'esprit de découvertes par les croisades et par la marine de Venise et de Gênes, on peut dire que la navigation n'était guère plus avancée au commencement du quinzième siècle, que lors de la chute de l'empire romain. Les hommes sortirent enfin des limites étroites où leur ignorance et leur timidité les avaient si longtemps retenus, et, pour la première fois, armés de la boussole, ils conçurent un plan régulier de recherches qui ouvrit un champ immense à leur courage et à leur industrie. La gloire d'entrer dans cette brillante carrière était réservée aux Portugais, situés à l'extrême frontière de l'Europe. Les guerres continuelles qu'ils eurent à soutenir, contre les mahométans avaient ranimé chez eux cet esprit belliqueux et entreprenant qui distingua toutes les nations du moyen âge. Leurs côtes étaient parsemées de ports spacieux et commodes, et la mer qui les bordait dans toute leur longueur, avait dû familiariser leurs regards avec le spectacle des tempêtes. Cependant, malgré le voisinage de l'Afrique, jamais ils n'avaient osé doublé le cap *Non*, et cette dénomination indique assez qu'ils désespéraient de le franchir. Un effort qui parut surnaturel dans le temps, conduisit les plus hardis jusqu'au cap Boyador, et augmenta leur désir de pousser plus avant. Le prince Henri de Portugal, qui avait cultivé avec ardeur l'étude des sciences exactes et réuni autour de lui tout ce qu'il avait pu trouver d'habiles astronomes et de savants

géographes, encouragea ces entreprises naissantes, et il fit partir une petite escadre de trois vaisseaux avec ordre de cingler vers le sud. Cet escadre découvrit l'île de Madère [1], qui était couverte de bois et inhabitée. Une seconde expédition y amena des colons, des grains, des plantes, des animaux domestiques : on y planta des vignes apportées de Chypre, et des cannes à sucre tirées de la Sicile. Ces cannes, transplantées depuis dans les îles de l'Amérique, ont fourni du sucre à toute l'Europe.

Le cap Boyador fut doublé (1447), on passa le tropique, on découvrit le Sénégal, et la côte depuis le cap Blanc jusqu'au cap Vert. Presque tous ce pays était sous la dépendance des empereurs de Maroc. Lorsqu'on eut pénétré au delà du Sénégal, on fut surpris de voir que les hommes étaient entièrement noirs au midi de ce fleuve, tandis qu'ils étaient de couleur cendrée au septentrion : on avait trouvé cette mine de nègres que l'Europe a exploitée, par la suite, avec autant de barbarie que les mines d'or de l'Amérique. Jusque-là, cependant, les découvertes des Portugais étaient plus curieuses qu'utiles. Il fallait peupler les îles, et le commerce des côtes occidentales d'Afrique ne produisait pas de grands avantages. On rencontra de l'or sur les côtes de Guinée, mais en petite quantité, sous le roi Jean II. C'est de là qu'est venu le nom de *Guinée*, que les Anglais donnèrent aux monnaies frappées avec l'or du pays.

Les Portugais passèrent enfin la ligne (1471), et virent, les premiers, un nouveau ciel et de nouvelles étoiles. Effrayés des ardeurs de la zone torride et de la couleur des nègres, ils se rappelèrent de vieilles erreurs sur l'action des rayons du soleil, et ils craignirent de devenir noirs à leur tour, comme les Africains. Les grands du royaume ne manquèrent pas d'exagérer ces prétendus dangers, et de prouver qu'il était insensé de chercher des contrées qui n'existaient pas. Mais

[1] Du mot portugais *madeira*, qui signifie bois, parce qu'elle en était couverte.

la constance d'Emmanuel l'emporta; le cap des Tourmentes, que d'heureux et justes pressentiments firent nommer le cap de Bonne-Espérance, indiqua la route de l'Inde. Covilham ayant visité, par la voie d'Égypte, les côtes de Malabar et de Zanguebar, et appris à Sofala, par des Arabes, la possibilité de la circumnavigation de l'Afrique, sur son avis, une flotte de quatre vaisseaux, commandée par Vasco de Gama (1486), double le Cap, remonte vers l'équateur par des mers inconnues, et trouve, à Sofala, les mêmes Arabes qui avaient éclairé Covilham. Des pilotes mahométans terminèrent le voyage en la conduisant au royaume de Calicut, dans les grandes Indes (1497-98).

Cette immortelle expédition venait de changer le commerce de l'ancien monde. Le bruit s'en répandit bientôt dans toute l'Europe, et mit le comble à la gloire que les découvertes précédentes des Portugais leur avaient méritée. Déjà, sur le bruit de leurs premiers voyages, une foule d'aventuriers génois et vénitiens, marins habiles, s'étaient présentés au prince Henri, pour lui demander du service. Le pape avait donné sa sanction, alors nécessaire, à toutes ses conquêtes, et il avait interdit aux puissances de la chrétienté de troubler les Portugais dans la jouissance d'un bien si justement acquis. Il fit plus : il leur accorda, en vertu de la plénitude de son autorité apostolique, le droit exclusif de commander dans tous les pays qu'ils découvriraient depuis le cap Non jusqu'aux rivages de l'Inde.

Arrêtons-nous un instant pour observer les conséquences de ce grand événement. Venise, la première, en éprouva le contre-coup, et son génie épuisa tous les moyens d'y résister. Elle proposa aux soudans de couper l'isthme de Suez, et nous avons vu qu'elle avait envoyé dans la mer Rouge une flotte toute faite, par Alexandrie, le Caire et le désert, pour arrêter la navigation des Portugais. La prise de Socotora et les difficultés inséparables de la section de l'isthme et du transport des matériaux nécessaires à l'arsenal de Suez, rendirent ces efforts inutiles. La route d'Alexandrie, qui avait fait la fortune des Ptolémées, des Romains, des Arabes, des

soudans et des Vénitiens, fut abandonnée. L'Europe en retira, pour le moment surtout, d'immenses avantages. Sans cette révolution, elle était envahie par la religion mahométane avec ses funestes principes. La prise de Constantinople, en 1453, celle de Chypre et de Candie, et le siége de Vienne, avaient prouvé de quoi le fanatisme était capable. La civilisation courait les plus grands dangers s'il n'était contenu; et les Portugais le continrent. Ils avaient noblement résisté à la valeur des Maures avant de parvenir à leur fermer l'entrée de l'Europe par l'Occident; ils furent plus heureux encore en arrêtant la marche des Arabes du côté de l'Orient. L'Angleterre se déchirait alors pour la liberté; l'Allemagne, pour la religion; la France s'épuisait en Italie, et l'Italie se battait pour le choix de ses maîtres. Qu'aurait-on pu opposer à ces armées de deux ou trois cent mille fanatiques que le mahométisme mettait si aisément en campagne?

Ces considérations donnent encore plus d'importance à la découverte du Cap, qu'à celle du nouveau monde, qui la suivit de près. Dans le nouveau monde, il n'y eut point à combattre : sur la route des Indes, il fallut combattre à chaque instant les rois de Calicut, d'Ormus, de Siam, les Vénitiens et la flotte du soudan d'Égypte. Mais la destinée réservait aux Portugais, pour accomplir leurs brillantes entreprises, une foule de génies tels que les grandes circonstances en font naître chez tous les peuples, tels qu'on en vit au siècle de Léon X, tels qu'en ont produits le siècle de Louis XIV, le réveil de la Hollande et la révolution française. Albuquerque, le plus illustre de tous, s'empare d'Ormus et de la navigation du golfe Persique (1510); il s'établit à Goa, jadis si magnifique, aujourd'hui si désolée[1], et trouvant les Arabes maîtres du commerce, il en fait bientôt passer le sceptre entre les mains de

[1] « Goa *la Dorée*, comme on l'appelait jadis, n'existe plus! Goa ou le vieux Gama, termina sa glorieuse carrière, où souffrit et chanta Camoëns! ce n'est plus aujourd'hui qu'une grande sépulture que l'herbe recouvre entièrement; et cette faible et lugubre population de prêtres et de religieux que vous y rencontrez, ne semble avoir été épargnée que pour célébrer l'office des

sa patrie. Des alliances habilement contractées avec de petits souverains du pays, mettent les points essentiels des côtes dans la possession des Portugais : ils y bâtissent des forts et jettent les fondements de leurs établissements. L'île de Ceylan, l'ancienne Trapobane, ne résiste point à leurs armes : ils y trouvent l'ivoire et la cannelle. Entraînés par l'ivresse du succès, ils continuent leur route et négligent la côte de Coromandel; ils abordent à Malacca, voient ce peuple affreux sous un ciel enchanteur, et s'arrêtent, avides de gloire et de richesses, au milieu du plus bel entrepôt de l'Asie.

Le port de Malacca était devenu, par sa situation, le grand marché de l'Inde. On y voyait des vaisseaux du Japon, de la Chine, des Philippines, des Moluques et des côtes de l'est moins éloignées : les autres s'y rendaient du Bengale, de Coromandel, du Malabar, de Perse, d'Arabie et d'Afrique. Les Portugais voulurent prendre part à ce commerce immense : ils se montrèrent d'abord en simples négociants (1511), bientôt en ennemis, et finalement en vainqueurs. La ville tomba en leur pouvoir, et cette conquête leur valut la soumission des rois de Siam, de Pégu et des contrées voisines. Une escadre détachée de leur flotte se rendit immédiatement après aux Moluques, et s'en empara. Une autre, sous le commandement d'Albuquerque, partit pour la Chine, et découvrit ce vaste empire dont on nous a débité tant de fables et prouvé tant de choses extraordinaires. Les Portugais y furent d'abord très-bien reçus; mais leurs brigandages qui augmentaient en raison de leur puissance, les en firent bientôt chasser, et ils ne recouvrèrent la confiance des Chinois, qu'après leur avoir rendu un service éminent, en les aidant à la destruction d'un pirate qui s'était enfermé dans Canton. L'empereur reconnaissant, leur donna l'île de Macao, où le poëte Camoëns écrivit la Lusiade. Cette île devint leur entrepôt pour le Japon où ils furent jetés, en 1542, par un ouragan. Ils venaient

morts, sur les restes de ses générations éteintes. » *Esquisses de l'Inde*, par un officier anglais, in-8, Londres, 1824.

d'atteindre la limite du monde à l'Orient, et l'on eût dit que la fortune avait fait servir les tempêtes à leur gloire, pour que rien ne manquât à cette majestueuse épopée.

En moins de cinquante ans, les Portugais avaient découvert cinq mille lieues de côtes, et ils étaient devenus les maîtres du commerce par l'océan Éthiopique, et par la mer Atlantique. Vers l'an 1540, ils avaient formé des établissements considérables depuis les Moluques jusqu'au golfe Persique, dans une étendue de soixante degrés de longitude. Ils étaient les maîtres de la Guinée, de l'Arabie, de la Perse et des deux presqu'îles de l'Inde. Ils régnaient aux Moluques, à Ceylan, dans les îles de la Sonde, et leur établissement à Macao leur assurait le commerce de la Chine et du Japon. La route du Tage au Gange était fréquentée.

L'Europe éprouva bientôt, dans ses mœurs et dans ses habitudes, une révolution remarquable. Ce n'était pas la gloire de ces grands navigateurs, Barthélemy Diaz, Vasco de Gama, Albuquerque, Cabral et Covilham, qui excitait son enthousiasme; ce furent plutôt les idées merveilleuses qu'on répandit sur les pays nouvellement découverts, et surtout, les productions de toute espèce que les Portugais en avaient rapportées. Lisbonne vit accourir dans son port les navires de l'Europe entière, affamée des épiceries de l'Inde. Mille objets précieux, sur lesquels tant de nations ont, depuis, élevé leur fortune, et qui, dans leur nouveauté, avaient une valeur qu'ils ont perdue par la suite, étaient concentrés dans leurs mains. Le monopole les rendait les arbitres absolus du prix des denrées, et des manufactures de l'Europe et de l'Asie. Dans l'espace immense soumis à leur domination, leur volonté était la loi suprême. Ils tenaient sous le joug les terres et les mers. Aucun peuple, aucun particulier, ne pouvait commercer sans leur aveu, et ceux même auxquels ils permettaient cette activité, ne pouvaient l'étendre à la cannelle, au gingembre, au poivre, au fer, à l'acier, au plomb et à l'étain, dont ils s'étaient réservé la vente exclusive. Les manufactures de l'Europe se mirent en mouvement pour suffire,

par les échanges, à la consommation des denrées orientales, et la marine de toutes les nations, jusqu'alors retenue dans les limites de nos rivages, prit un nouvel essor. On alla s'égorger aux Moluques pour avoir du poivre et de la cannelle; le café, le thé dont l'impôt détermina, dans la suite, l'insurrection américaine, le gingembre, le girofle, la muscade, furent des causes de guerres sanglantes inspirées par la rage aveugle du monopole.

Les Portugais employèrent, pour le conserver, les violences les plus atroces; et quoique, dès le commencement, on les eût vus, pleins de sagesse, fonder sur la modération leurs établissements de la côte de Zanguebar et de Mozambique; quoique, dans plus d'une province de l'Inde, ils eussent donné des preuves d'une haute politique, c'est-à-dire d'une grande humanité, l'avarice et la cupidité succédèrent promptement à ces premières dispositions. Leurs guerres contre les Maures, les maximes de la chevalerie importée de France, la noblesse accordée aux belles actions, et la gloire attachée à leur nom, avaient été les mobiles de leurs succès : la haine des vaincus, l'envie des nations rivales et l'Inquisition, dont la fatale influence se fit ressentir comme une peste à Goa [1], furent les principes de leur décadence.

Quelques causes plus spéciales ont accéléré leur ruine totale. Ils avaient négligé le cap de Bonne-Espérance, station du premier ordre, dont les Hollandais devinèrent plus tard l'importance ; ils n'avaient pas bâti de fort à Ceylan et sur la côte de Coromandel, la plus riche de l'Inde par l'industrie de ses habitants et par les mines de Golconde; de sorte que les points culminants d'une position qui s'étendait de Lisbonne aux Moluques, restèrent exposés sans défense aux attaques des nations rivales de leur monopole. La conquête du Portugal, par Philippe II, porta un coup décisif à son immense système colonial. Ce petit royaume, qui avait fait la loi dans tout l'Orient avec moins de quarante mille hommes sous les

[1] Voyez l'*Histoire de l'Inquisition*, par Llorente.

armes, s'affaiblit promptement, et il ne tarda point à être absorbé par la vaste monarchie du roi d'Espagne. Alors les Portugais de l'Inde, ne croyant plus avoir de patrie, se déclarèrent indépendants, ou se firent corsaires, et ne mirent plus aucun ensemble dans leurs opérations. L'Inde était partagée en trois gouvernements qui ne s'appuyaient plus; les croisières destinées à protéger le commerce, ne parurent qu'à de longs intervalles, et Philippe II, en interdisant l'entrepôt de Lisbonne à ses sujets révoltés des Pays-Bas, les força d'aller chercher directement aux Indes les produits dont ils avaient besoin.

C'est alors qu'on vit en Portugal, à côté de la plus brillante opulence, la plus horrible pauvreté. Les marchandises de l'Orient n'arrivaient plus avec la même régularité et la même abondance; et le peuple, n'ayant pas des habitudes manufacturières, fut réduit à la mendicité. L'agriculture languit : il n'y eut de fortune que pour ceux qui avaient des emplois en Asie. Les trésors du nouveau monde avaient servi, entre les mains de Philippe II, à faire perdre aux Portugais les richesses de l'ancien. L'inquisition, la paresse, l'avidité perfide portaient leurs fruits. Le monde avait reçu une grande leçon : nous allons voir si l'Espagne en a profité.

CHAPITRE VIII.

Découvertes et établissements des Espagnols dans le nouveau monde.

Si les contemporains de Christophe Colomb avaient eu les mêmes vues et les mêmes mœurs que ce grand homme, l'histoire de l'Amérique ne serait point un tissu de crimes et de barbaries qui font frémir la nature; et l'on ne serait pas disposé à regretter quelquefois que ce vaste hémisphère ait été découvert trois cents ans trop tôt. Je ne veux point entrer dans les détails de tant d'horreurs, et nous vivons dans un

siècle trop ami des romans, pour qu'il soit nécessaire de rappeler à des lecteurs tous les événements merveilleux et pourtant incontestables qui ont signalé l'arrivée des Européens aux Indes occidentales. On sait comment Christophe Colomb, cet illustre Génois, traité de visionnaire par sa patrie, avait deviné le nouveau monde par le seul examen de l'ancien et par la lecture du voyage de Marc-Paul, qui lui fit admettre la possibilité de revenir de l'Orient dans l'Occident, en passant par les antipodes. On conçoit également que le bruit des découvertes des Portugais et la gloire qu'elles leur avaient acquise, devaient agir vivement sur un esprit comme le sien. Nous sommes cependant trop généralemeut habitués à le regarder comme un aventurier. Il avait fait ses premiers voyages dès l'âge de quatorze ans, dans les ports de la Méditerranée fréquentés par les Génois ses compatriotes, et il comptait déjà trente ans d'expérience sur mer, lorsqu'il sollicita l'armement de son immortelle expédition. Il avait visité les côtes de l'Islande et les rives de la mer du Nord; et pendant longtemps, employé au service des Portugais, il s'était perfectionné dans la navigation, en trafiquant aux Canaries, aux Açores et sur les côtes de la Guinée. Sa femme était fille d'un de ces illustres capitaines qui avaient découvert Madère et Porto-Santo. Colomb hérita des journaux et des cartes de son beau-père, dans le moment où les Portugais cherchaient une route pour aller acheter aux Indes, à leur source, les richesses qui donnaient aux Vénitiens le sceptre du commerce. Il médita longtemps sur ce grave sujet, et il se confirma dans l'idée de l'existence d'un autre hémisphère, d'après une foule d'indices que son génie convertit en certitudes. Un médecin de Florence, très-versé dans la cosmographie, l'encouragea par des observations pleines de vraisemblance et de solidité.

Lorsqu'il eut fixé les bases de cette entreprise solennelle, le souvenir de sa patrie se présenta à lui, et il partit de Lisbonne, où il avait établi son domicile, pour venir solliciter à Gênes les moyens de l'exécuter. Les Génois le prirent pour

un fou et perdirent l'occasion de relever la splendeur de leur république. Il s'adressa à Jean II de Portugal, qui devait l'accueillir mieux que tout autre, puisqu'il avait eu des preuves de son talent et de ses connaissances; Jean II fit semblant de ne pas l'apprécier, et il expédia secrètement un vaisseau avec l'ordre de suivre la route indiquée par Colomb. Le pilote chargé de ce voyage s'effraya et revint. Colomb, justement indigné, passa sur-le-champ en Espagne, et présenta son projet à Ferdinand et à Isabelle, tandis qu'il envoyait son frère Barthélemy à Londres pour le soumettre à Henri VII. Son frère n'eut point de succès. Les troubles de la France n'en devaient pas promettre. Venise aurait pu se charger de ce beau rôle : mais soit par esprit national, soit par défiance ou par lassitude, Colomb aima mieux attendre en Espagne le résultat de ses sollicitations. La réponse définitive ne lui fut accordée qu'après huit ans, et il mit à la voile du port de Palos, en Andalousie, le vendredi 3 août 1492, avec une escadre de trois petits vaisseaux [1] montés par une centaine d'hommes. Ces navires se nommaient la *Sainte-Marie*, la *Pinta* et la *Niña*. J'ai vu le modèle de l'un d'eux, gravé d'après un dessin grossier de Christophe Colomb.

Une fois lancé sur cette mer inconnue, il eut à soutenir plus de murmures de ses équipages qu'il n'avait essuyé de refus des princes de l'Europe. La terre parut enfin le trente-troisième jour de son départ des îles Canaries, où il avait relâché : c'était Saint-Salvador, une des îles Lucayes; sa découverte fut bientôt suivie de celles de Cuba et d'Haïti qu'il nomma Hispaniola. Il y laissa une partie de son équipage et revint en Espagne, après un voyage de sept mois, rapportant de l'or et des échantillons de toutes les productions de ces contrées nouvelles. La joie fut universelle à son arrivée; on sonna les cloches, on tira le canon, on le reçut avec autant d'admiration que les insulaires d'Haïti l'avaient vu débarquer avec étonnement. Le roi et la reine se levèrent à son appro-

[1] Elle n'avait pas coûté cent mille francs.

che, et le firent asseoir en leur présence. Herrera raconte d'une manière fort intéressante cette mémorable cérémonie dans laquelle il leur rendit compte de son voyage.

On le mit bientôt en mesure d'en faire un nouveau. Une flotte de dix-sept vaisseaux fut équipée avec une extrême rapidité, et pourvue de toutes les choses nécessaires pour un établissement et pour une conquête. On embarqua toutes sortes d'animaux domestiques, les semences et les plantes que l'on crut propres au climat, et les ouvriers indispensables à une colonie naissante. Quinze cents hommes furent mis sous les ordres de l'amiral. Le pape Alexandre VI tira sa fameuse ligne de *marcation* et donna le nouveau monde à la couronne de Castille, du haut de ce même Capitole où les Romains avaient plus d'une fois disposé de l'ancien. Colomb repartit et ne trouva plus à Hispaniola que les cadavres de ses compagnons. Ce fut le premier sang espagnol versé en Amérique et comme le prélude d'un grand carnage.

Colomb ajourna la vengeance et découvrit les Antilles et la Jamaïque. A son retour, l'admiration se tourna en envie : il fut accusé, surveillé et débarqué les fers aux pieds et aux mains. L'Europe entière témoigna son indignation, mais Colomb ne put obtenir justice, et ce n'est qu'après un abandon de quatre ans qu'il eut la permission de retourner dans son nouveau monde. Il trouva le continent à dix degrés de l'équateur, et peu d'années après, un négociant florentin, Americo Vespucci, s'attribua l'honneur de cette découverte (1498), en lui donnant un nom illégitime que l'Europe indifférente a consacré.

Christophe Colomb mourut à Valladolid en 1506, à l'âge de cinquante-neuf ans, chargé de gloire et d'infirmités. Le malheur ne lui avait rien fait perdre de la vigueur de son caractère, et la postérité l'a vengé de l'injustice de ses contemporains. Les gouverneurs de Cuba et d'Hispaniola qui lui succédèrent, persuadés que ces provinces contenaient de l'or, voulurent en avoir au prix du sang de leurs habitants. Enfin, soit que les Espagnols craignissent la haine des insulaires

ou leur grand nombre, soit que la fureur du carnage, ayant une fois commencé, ne connût plus de bornes, les naturels d'Hispaniola et de Cuba furent promptement exterminés. La voix du vénérable Las Cases se perdit au milieu des cris de tant de populations mourantes, et les Espagnols se rendirent justice en s'associant des dogues pour cette campagne d'anthropophages. Mais Colomb avait fait une faute capitale en laissant monter à bord de ses vaisseaux un grand nombre de malfaiteurs destinés au soutien des colonies naissantes [1].

Une fois établis à Cuba, les Espagnols entendirent parler du Mexique. Fernand Cortez y débarqua en 1519, avec onze petits bâtiments portant cent neuf matelots, cinq cent huit soldats, seize chevaux et dix pièces de campagne. C'est avec cette petite armée qu'il entreprit la conquête du pays. Un de ses compatriotes, prisonnier depuis neuf ans à Yucatan, lui sert d'interprète ; une Américaine fort belle devient sa maîtresse et son conseil ; il trouve du soufre dans un volcan, et du salpêtre pour renouveler ses poudres. La république de Tlascala résiste : elle succombe. Le bruit du canon, la cavalerie, la tactique européenne frappent tous les peuples d'épouvante ; et la terreur, mère des superstitions, évoque d'antiques prophéties qu'on applique aux soldats de Cortez. Ces tigres altérés de sang, on les appelle les Enfants du Soleil. Ils entrent à Mexico, s'emparent de l'empereur, et répandent la désolation dans tout l'empire.

Pendant ce temps, une expédition formidable, puisqu'elle se composait d'un millier d'hommes, débarque à la Vera-Cruz, envoyée à Cuba par Velasquez, gouverneur de cette île, pour châtier l'audace de Cortez, qui était devenu conquérant malgré ses ordres. Cortez laisse une faible garnison dans Mexico, marche avec deux cent cinquante hommes à la

[1] « Il est remarquable, dit M. Destutt de Tracy dans son *Traité d'Économie « politique*, combien l'époque à laquelle un corps politique commence à se « former influe sur toute la durée de son existence. Un empire fondé par « Clovis ou par Cortez, ou des sociétés recevant leurs premières lois de Locke « ou de Franklin, doivent prendre des directions très-différentes. »

rencontre de l'armée ennemie, et la fait passer tout entière dans ses rangs. Les trésors du Mexique tombent entre ses mains. Dès lors, rien n'arrête la marche des Espagnols, ni les difficultés du sol, ni la crainte de répandre le sang. Ils découvrent la Castille d'or et le Darien, bâtissent des villes, creusent des ports, et s'établissent sur une longueur de côtes de plus de deux cents lieues.

La passion des découvertes allait toujours croissant avec celle de l'or. En 1527, deux aventuriers, Almagro et Pizarre, sans éducation, sans famille, reconnaissent trois cents lieues de pays en cinglant droit au midi de l'isthme, dans la mer du Sud. Ils apprennent que vers la ligne équinoxiale et sous l'autre tropique, il y a une contrée immense où l'or, l'argent et les pierreries sont plus communs que le bois; ils y courent et trouvent l'empire du Pérou, qui ne tarde point à subir, au milieu des mêmes horreurs, la destinée de celui du Mexique. On n'eut que la peine de tuer; et Charles-Quint, *pour lequel il semblait que l'univers s'étendît*, suivant l'expression de Montesquieu, commença à recevoir de l'Amérique ces énormes tributs qui lui servaient à bouleverser l'Europe. Le premier fut de cinquante mille marcs d'argent et de cinq mille marcs d'or.

Almagro marche vers le Chili, et il en prend possession au nom du roi d'Espagne. Mais la discorde se mit entre les vainqueurs de l'Amérique du Sud, comme elle avait divisé Velasquez et Fernand Cortez dans le Mexique. Almagro fut fait prisonnier et condamné à mort; Pizarre, son rival, fut bientôt assassiné. Au milieu de ces scènes tragiques, le gouvernement espagnol s'organisait dans tout le nouveau monde : on établissait des audiences, des régidors, des évêchés, des archevêchés, une véritable hiérarchie. Les mines de Potosi, inconnues aux Péruviens, étaient en pleine exploitation. C'est alors que les nègres furent employés pour la première fois en assez grand nombre dans les colonies espagnoles : on trouva qu'ils étaient plus robustes que les naturels du pays, et le vertueux Las Cases, le même qui avait publié de si

énergiques protestations en faveur des Américains, proposa de faire un commerce régulier de noirs, avec les Portugais établis sur la côte d'Afrique [1]. C'était sauver une race d'hommes aux dépens d'une autre. Le cardinal Ximenès refusa d'encourager cet odieux trafic; mais le plan de Las Cases fut adopté par Charles-Quint, qui accorda le privilége de la traite à quelques marchands génois, moyennant une somme de 25,000 ducats. Ainsi, par une fatalité bien capable d'humilier notre orgueil, le commerce du sang humain a été établi d'après les conseils d'un homme qui avait défendu l'humanité pendant toute sa vie.

L'administration espagnole était à peine en exercice, que les conquérants voulurent garder pour eux-mêmes ce qu'ils avaient acquis pour Charles-Quint. Un fils d'Almagro se fit reconnaître roi du Pérou, et fut pendu; un frère de Pizarre eut le même sort. Enfin tout rentra dans l'ordre, et lorsqu'on fut las de tuer, on se mit à observer les productions du pays et à rechercher celles qui lui manquaient. Alors se répandirent dans toute l'Europe ces végétaux précieux, sources de plus de richesses que les mines du Potosi; l'indigo, le tabac, le coton, la vanille, le cacao, le jalap, le quinquina et le nopal chargé de cochenilles : le nouveau monde reçut les plantes de l'ancien, les plus capables de réussir sous ses divers climats. L'or et l'argent arrivèrent en Espagne par tous les vaisseaux, et les denrées de l'Inde trouvèrent une concurrence très-active dans les productions de l'Amérique. Les paysans de l'Estramadure et de l'Andalousie prenaient leur chocolat pendant que, dans le reste de l'Europe, on se nourrissait du hareng des villes hanséatiques. La cochenille et l'indigo éclipsèrent les couleurs de l'Orient, comme la monarchie espagnole éclipsa bientôt les autres monarchies.

L'amiral portugais Cabral, en découvrant le Brésil, qu'il ne cherchait point, complétait la carte de ce vaste continent,

[1] *Herrera*, déc. I, liv. v.

et Magellan en déterminait la limite au midi, en traversant, le premier (1520), le détroit qui porte son nom. Son fameux vaisseau, la *Victoire*, fit le tour du monde en trois ans et vingt-huit jours et rencontra, en passant, les Portugais aux Moluques. Le résultat de ce voyage fut la conquête des Philippines, opérée en 1564, au nom de Philippe II, qui établit des relations régulières entre Manille et les colonies d'Amérique, par la mer du Sud.

On peut dire que toutes ces découvertes tenaient du prodige, et les efforts qu'elles ont coûtés à leurs auteurs, s'ils n'étaient attestés d'une manière authentique, nous paraîtraient entièrement fabuleux. Je me suis borné à en présenter une esquisse rapide, afin de ne point interrompre la chaîne des événements qui ont signalé les progrès du commerce : nous verrons bientôt comment le temps et les révolutions ont modifié les relations de ce nouveau monde avec l'ancien. Examinons la conduite de l'Espagne, depuis le commencement de sa domination.

A peine elle fut maîtresse en Amérique, qu'elle conçut l'idée d'un système inconnu aux anciens et adopté promptement par les nations modernes, celui de s'assurer de toutes les productions de ses colonies et de leur entier approvisionnement. On interdit à ces nouveaux établissements, sous des peines capitales, toute liaison étrangère, et le gouvernement poussa la rigueur jusqu'à leur défendre d'envoyer aucun de leurs navires dans la mère-patrie. La jalousie se manifesta dans la métropole même ; il fut bien permis de partir de ses différents ports pour l'Amérique, mais tous les retours durent se faire à Séville, et ensuite à Cadix, à cause des difficultés de la navigation du Guadalquivir. On défendit à tous les négociants établis dans ce port célèbre de prendre part directement à un commerce aussi lucratif. Les naturels du pays n'obtinrent qu'avec de grandes restrictions la liberté de faire des expéditions d'un établissement à l'autre du nouvel hémisphère. Le gouvernement régla le nombre des bâtiments qu'il convenait d'envoyer, et l'intrigue décida dans les bu-

reaux de Madrid des plus grands intérêts du commerce espagnol.

Sous prétexte de prévenir les fraudes, de procurer une sûreté entière à des vaisseaux richement chargés, on multiplia tellement les lenteurs, les visites, les perquisitions, les formalités de toute espèce en Europe et en Amérique, que les faux frais doublèrent la valeur de quelques marchandises et augmentèrent le prix de toutes. L'oppression des douanes dépassa tout ce qu'on avait jamais vu de plus odieux en ce genre. Les objets exportés pour le nouveau continent furent assujettis à des droits iniques. Le prix même qu'on en avait retiré fut imposé : l'or en retour devait quatre pour cent, et l'argent en devait neuf. On ne vit plus la grandeur de l'Etat que dans les mines de l'Amérique ; et loin de sentir que les colonies ne seraient utiles à la métropole qu'autant qu'elles deviendraient un encouragement pour son agriculture et pour son industrie, les économistes du temps subordonnèrent la métropole aux colonies. Des émigrations nombreuses diminuèrent la population, et des guerres presque continuelles avec les puissances de l'Europe ne permirent pas d'apercevoir que tout ce système était composé d'éléments ruineux, d'où résulteraient tôt ou tard de grandes catastrophes. L'Espagnol, fier de commander à tout un monde, crut le travail indigne de lui, et il abandonna peu à peu les manufactures qui alimentaient son ancien commerce, et l'agriculture qui n'y avait pas moins contribué. Les fabriques de soie de Séville, les draps de Ségovie, les étoffes de la Catalogne ne suffirent plus aux demandes de l'Amérique ; et les nations étrangères, où le numéraire était encore rare, et par conséquent les salaires d'ouvriers très-modiques, s'enrichirent à leur tour en commerçant avec les colonies sous le nom espagnol, ou par la contrebande ostensiblement exercée sur les côtes du Mexique et des îles. L'expulsion des Maures laborieux établis dans la Péninsule, les ravages de l'inquisition, et ce demi-million de *pieux fainéants* qui végétaient dans les cloîtres doivent compter aussi au nombre des causes qui

ont nui à la prospérité de l'Espagne. Le fisc, n'ayant plus de manufactures à opprimer, rançonna les cultivateurs. On osa fixer le prix du blé, créer de véritables *maximum* en temps de paix, et l'on crut avoir tout prévu en établissant des greniers d'abondance, comme si l'abondance était fille du monopole.

Tandis que l'Europe s'éclairait rapidement et développait son industrie, l'Espagne marchait, avec son or, à la barbarie. Des droits de douane furent perçus d'une province à l'autre, et les communications interrompues. Il n'y eut pas un seul canal, par un fleuve navigable, pas une route en bon état. Les Barbaresques vinrent infester ces mêmes côtes d'où était partie la flotte invincible ; et les paysans, qui prenaient du chocolat, manquèrent de linge et de vêtements. L'Espagnol, né généreux, se résigna à mendier dans les rues, pendant que les grands seigneurs mendiaient, dans les antichambres, les magistratures, les cordons et les faveurs. L'éducation des jeunes gens de qualité, commençait dans des colléges dirigés par des moines, et se terminait dans les boudoirs des courtisanes. Les cloîtres étaient ouverts aux amours-propres sans fortune, à la paresse orgueilleuse, au célibat, fruit des débauches. Tel fut, pour ce malheureux pays, le résultat de la découverte du nouveau monde. L'effet ne s'en fit pas ressentir sur-le-champ : il y eut même un siècle entier de lugubre magnificence, pendant lequel Charles-Quint et Philippe II donnaient des fêtes à la lueur des bûchers de leurs auto-da-fé. Mais la longue guerre de la Succession, et la terreur répandue dans toute l'Amérique par l'expédition de l'amiral Anson, ont achevé de mettre au grand jour les plaies de la monarchie espagnole ; et plus d'un écrivain sensé a comparé ses moments d'éclat aux jouissances d'un imprudent, qui dissipe en peu de mois le patrimoine destiné à soutenir sa vie entière. Trop heureuse, si le tableau de sa décadence n'était pas couvert d'un voile de sang, comme celui de ses premières conquêtes !...

CHAPITRE IX.

Des Hollandais, et de leurs établissements dans les Indes orientales.

Les Portugais avaient fait dans les Indes, comme nous avons vu, tout ce qu'il fallait pour assurer la fortune du premier peuple qui viendrait réclamer leur succession. Les Hollandais furent ce peuple. Ils ont joué un si grand rôle sur la scène du monde et dans l'histoire du commerce, qu'un exposé succinct de leur origine et de leurs progrès ne paraîtra pas déplacé au commencement du récit de leurs conquêtes.

Célèbres du temps des Romains sous le nom de Bataves, respectés par les Francs dans le cinquième siècle, ils se montrèrent dignes de leur ancienne renommée, en passant sous la domination de la maison de Bourgogne. Lors de la formation de la ligue hanséatique, seize de leurs villes entrèrent dans cette grande association commerciale, et prirent une part active à la pêche du hareng. L'art précieux de *caquer* ce poisson, fut inventé par Guillaume Heukelszoon [1], un de leurs concitoyens, qui s'est acquis par cette découverte une célébrité durable dans sa patrie.

Aux souverains de la maison de Bourgogne succédèrent des princes autrichiens dont l'avénement fut signalé par des guerres intestines. Les paysans réduits à la misère se révoltèrent, et se précipitèrent sur les villes, en portant sur leurs drapeaux des *pains* et des *fromages*, symboles de leurs besoins : mais leur patrie succomba. Les intérêts généraux n'étaient pas encore bien entendus à cette époque, et, quoique de grands espaces de terre fussent réunis sous une même administration, il n'y avait point de fusion entre leurs

[1] Scheffer, *Histoire de Hollande*, p. 35.

habitants. La réformation survint et fut accueillie avec enthousiasme par la majorité des populations septentrionales: ses principes sévères s'accordaient parfaitement avec leurs mœurs et leur climat. Érasme, en Hollande, y avait préparé tous les hommes instruits, par ses écrits spirituels; et les persécutions de Charles-Quint y portèrent tous les hommes indignés. Ce fut le commencement de la haine des Hollandais et des Espagnols. Philippe II y mit le comble en violant les priviléges des villes déjà entamés par Charles-Quint, et la seule menace de l'inquisition alluma un incendie qui ne put être éteint dans les flots de sang versé par le duc d'Albe. Les protestants, nobles et roturiers, illustrèrent le nom de *Gueux* par une résistance héroïque. Les comtes d'Eginond et de Hoorne périrent sur l'échafaud en stoïciens, victimes de leur persévérance dans les principes de la réformation.

Une insurrection générale suivit de près la mort de ces martyrs de l'indépendance nationale. On vit alors se renouveler le spectacle que les Vénitiens avaient donné au monde plusieurs siècles auparavant : les insurgés cherchèrent un asile dans les eaux qui protégent et menacent incessamment leur patrie. Sept petites provinces au nord du Brabant et de la Flandre, inondées plutôt qu'arrosées par de grandes rivières, fondèrent cette république fameuse, qui domina bientôt dans l'Orient, et qui a causé tant de chagrins à Louis XIV. Les premiers efforts de leur union ne furent point heureux, et lorsqu'on lit les détails affreux [2] des siéges de Harlem et de Leyde, on ne sait trop s'il n'eût pas mieux valu ajourner la conquête de la liberté, que de l'acquérir au prix de tant d'horreurs. De part et d'autre les prisonniers étaient égorgés sans pitié, après avoir subi les plus effroyables tortures.

Mais la constance des Hollandais triompha de leurs

[1] A la prise de Harlem, les Espagnols massacrèrent la moitié de la population, hommes, femmes et enfants. Au siége de Leyde, un matelot arracha le cœur à un Espagnol blessé; y mordit et le jeta aux chiens, en disant: *C'est amer.*

revers. Ils rompirent les digues et submergèrent leurs ennemis. Un homme d'un esprit fier, profond, d'une intrépidité tranquille et opiniâtre, le stathouder Guillaume de Nassau vivait retiré en Allemagne, sous le poids d'une condamnation à mort, pendant que ses compatriotes tentaient de secouer le joug espagnol. Il accourt sans troupes et sans argent, mais plein du désir de venger tant d'injures, et il a le bonheur de contribuer à la fameuse déclaration d'indépendance de l'Union, après avoir essuyé des traverses inouïes. Philippe II mit sa tête à prix, et il le fit assassiner à Delft, en 1584. Alexandre Farnèse releva les affaires des Espagnols; mais la république ayant reçu un renfort de la reine Élisabeth, sous le commandement de Leicester, reprit l'offensive, et marcha de succès en succès. Sa marine devint chaque jour plus formidable : elle contribua beaucoup à l'anéantissement de la *flotte invincible.*

Cependant les sept provinces unies n'avaient pas encore assez de forces pour compter sur une existence tranquille : elles cherchèrent des armes et de l'appui partout où elles purent en espérer. Elles ouvrirent leurs portes aux pirates de toutes les nations, dans le dessein de s'en servir contre les Espagnols, et ce fut le commencement de leur puissance maritime. En 1590, elles avaient déjà humilié plus d'une fois la marine espagnole. Leurs vaisseaux entrèrent en concurrence avec ceux des villes hanséatiques et de quelques villes d'Italie, pour le commerce de transport, et elles achetaient à Lisbonne les marchandises de l'Inde pour les revendre à toute l'Europe. Mais Philippe II leur ayant fermé cet entrepôt, les négociants hollandais résolurent d'aller directement dans l'Inde pour y faire leurs provisions; et ils essayèrent, mais inutilement, d'y arriver en cherchant un passage par le nord.

Pendant ce temps, un marchand de leur nation, nommé Houtman, détenu pour dettes à Lisbonne, leur fit dire que s'ils voulaient le tirer de prison, il leur communiquerait une foule de connaissances que sa position particulière lui avait

permis d'acquérir, relativement au commerce des Portugais dans les Indes. On paya ses dettes et il tint parole. Ses libérateurs, qu'il éclaira, formèrent une association, sous le nom de *Compagnie des pays lointains*, et lui confièrent, en 1598, quatre vaisseaux pour les conduire aux Indes par le cap de Bonne-Espérance. Il revint bientôt avec un chargement de poivre et d'épiceries, après avoir reconnu la côte d'Afrique, et visité Madagascar, les Maldives et les îles de la Sonde. La joie causée par son retour fut extrême, et le succès de son voyage excita une émulation générale. Une foule d'associations se formèrent de toutes parts, à l'instar de la première, et furent réunies en une seule, qu'on appela la Compagnie des Grandes-Indes. Elle eut le droit de faire la paix et la guerre avec les princes de l'Orient, de bâtir des forteresses, d'y entretenir des garnisons et de nommer les officiers de police et de justice.

Cette Compagnie, jusqu'alors unique dans le monde, exerça une influence salutaire sur le commerce de la république. Elle expédia une flotte de quatorze vaisseaux sous le commandement de Warwick, que les Hollandais regardent comme le fondateur de leur système commercial. Cet amiral établit un comptoir fortifié dans l'île de Java, et il contracta des alliances fort utiles avec les habitants de Ceylan et des îles de la Sonde. La conquête des Moluques sur les Portugais acheva de fonder sur une base solide le commerce de la Compagnie : mais dès lors ce commerce eut besoin d'être soutenu par les armes; et les Hollandais, à peine tranquilles chez eux, se trouvèrent lancés en Asie dans la voie orageuse des conquêtes. Jetons un coup d'œil sur leur position et sur celle de leurs ennemis.

Les Portugais avaient des avantages réels : la possession du pays, la connaissance des mers, l'habitude du climat et l'appui de plusieurs nations qu'ils tenaient sous le joug; mais déjà leur domination avait dégénéré en tyrannie, et ils s'étaient aliéné tous les cœurs par leurs persécutions religieuses vivement senties chez des peuples superstitieux et

crédules. Les Hollandais n'avaient d'autre avantage que celui de succéder à de mauvais maîtres ; l'ambition de fonder un grand commerce sur les ruines du leur, et l'espoir de donner une stabilité entière à leur indépendance. Outre ces causes, ils étaient excités par une haine que la diversité de religion et le souvenir des atrocités du duc d'Albe avaient dû rendre implacable.

Aussi la guerre se fit avec uneénergie incroyable de part et d'autre. Depuis la réunion du Portugal à l'Espagne, le Brésil était devenu espagnol : les Hollandais en conquirent une partie. Leur amiral, Pieter Hein, s'empara de la flottille chargée des lingots du Pérou, évalués à plus de 12 millions de florins. Koen jeta les fondements de la ville de Batavia dans l'île de Java, la plus considérable des îles de la Sonde, après Sumatra. Les Portugais furent chassés de Célèbes, et Macassar tomba au pouvoir de leurs ennemis. Bornéo et Sumatra leur donnèrent le camphre. Siam attira leurs regards; la Chine et le Japon leur ouvrirent leurs ports ; Malacca leur fut livrée par le gouverneur, qu'ils égorgèrent pour ne pas lui payer la somme de 500 mille francs promise à sa trahison. Les Portugais avaient négligé Ceylan : les Hollandais cherchèrent à s'en rendre maîtres, et ils furent secondés par le roi de Candie, qui leur offrit de travailler, lui et ses enfants, aux fortifications qu'ils jugeraient utiles de construire. Les pierres précieuses, le poivre, l'ivoire, la cannelle, le bétel, la pêche des perles devinrent entre leurs mains la base d'un commerce qui a longtemps maintenu leur supériorité en Europe. Il leur a servi à réparer les pertes énormes causées par une guerre de quatre-vingts ans, pendant laquelle des villes entières avaient été détruites par les inondations; des provinces ravagées par l'ennemi, et l'État appauvri de plusieurs centaines de millions de florins. La ville d'Amsterdam ne tarda point à profiter de tous les avantages qu'une cité peut recevoir d'un grand port de mer, et les villages mêmes présentèrent un spectacle de prospérité et d'opulence que les guerres de Louis XIV ont à peine altéré. Des

amiraux célèbres, Tromp, Ruyter, Evertzoon, Van Galen, soutinrent avec gloire, sur toutes les mers, l'honneur du pavillon hollandais. Ruyter, l'un d'eux, fut assez hardi pour remonter la Tamise et pour brûler la flotte anglaise à Chatam.

Cependant, l'île de Ceylan n'était qu'un point d'appui dans l'Inde. Les côtes de Coromandel, d'Orixa, de Malabar reçurent des comptoirs; et la colonie du Cap, dont un chirurgien fit sentir toute l'importance, ne tarda point à réaliser les heureux résultats qu'on s'en était promis. Il fut réglé qu'on donnerait un terrain convenable à tout homme qui voudrait s'y fixer, et que ceux dont la santé souffrirait du climat, pourraient revenir en Europe et disposer de leurs possessions. Une belle ville s'éleva dans la baie de la Table, entrecoupée de canaux bordés d'arbres, ornée d'une ménagerie, d'un jardin botanique et de quelques édifices remarquables. Un coteau célèbre, qui n'a pas plus de trente arpents d'étendue, produisit le vin de Constance, et, dans la patrie des Hottentots, les riches propriétaires de la colonie ne manquèrent d'aucune des jouissances de la civilisation européenne. Les Hollandais arrivaient à l'apogée de leur prospérité. La ville de Batavia s'accrut et s'embellit de jour en jour. Les Hollandais corrigèrent, par tous les moyens possibles, le vice de sa position au fond d'un petit golfe bourbeux et malsain, en perçant des rues spacieuses, en creusant des canaux, en faisant de nombreuses plantations. Les environs se couvrirent de maisons de campagne et de jardins délicieux, dans lesquels les colons, assis sous de riants ombrages, trempaient les meilleurs vins d'Europe et d'Asie d'eau de Seltz [1] apportée à grands frais de l'Allemagne. Batavia devint le centre de leur commerce dans l'Inde. Le conseil supérieur de la Compagnie, composé du gouverneur, d'un directeur général, de cinq conseillers et de quelques assesseurs sans voix délibérative, y eut sa résidence. Toutes les spéculations commerciales, même celles qui se faisaient au Cap, venaient à leur connaissance. Les vaisseaux qui partaient du Bengale, de Ceylan et de la Chine, ne portaient en Europe que les factures de leurs cargaisons. Les comptes étaient rendus à Batavia, où l'on tenait le livre général de toutes les affaires.

[1] Les eaux de Batavia passaient pour être très-saumâtres.

Cette puissance colossale venait de succéder à la domination portugaise. La vente de l'indigo, du coton, du sucre, du poivre, de la cannelle, du girofle, du gingembre, de la muscade, de l'étain, du camphre, des bois de teinture, fut presque exclusivement dévolue aux Hollandais. Dans l'espace de moins de cinquante ans, ils s'étaient emparés de trois cents vaisseaux portugais, ressource précieuse pour un peuple dépourvu de bois de construction. Ils avaient trouvé dans l'Inde des établissements militaires parfaitement organisés, une nombreuse artillerie, des magasins, des arsenaux. Leur politique moins ardente les porta à ménager les existences et les opinions, et ils eurent l'air d'être les vengeurs de l'Orient. Ils se concentrèrent au lieu de se diviser. Leurs troupes stationnaient au Cap, à Ceylan et à Batavia, prêtes à se porter en masse sur les points menacés de la côte, où ils n'avaient que des comptoirs sous la protection de quelques forts, et par le moyen desquels ils étaient parvenus à s'emparer de tout le cabotage de l'Asie.

Mais la Hollande renfermait en elle-même les éléments de sa décadence, et quoiqu'elle vendît annuellement quatre ou cinq millions de livres de poivre, deux cent mille livres de canelle, l'étain de Malacca et toutes les épiceries de l'Inde, elle descendit très-rapidement de la hauteur où elle s'était élevée. Quelques réflexions rendront ce mouvement sensible.

La Compagnie avait un capital de quatorze millions, partagé en plusieurs actions. Les actionnaires jouèrent sur ces actions; ils en vendirent à crédit, qui ne furent point remboursées. Les guerres, les naufrages occasionnèrent des pertes au capital, et la fureur du jeu devint générale. Mossel, un des gouverneurs de la Compagnie, la comparait à un

vaisseau qui coulait bas, et dont la submersion était retardée par la pompe. En outre, les guerres du pays, les combats, pour le girofle, aux Moluques; les révoltes à Banda et à Macassar; la perte de Formose, qui entraîna celle de Siam; Malacca assiégée par des pirates; Cochin et Negapatnam attaquées par les rois voisins; les troubles continuels de Ceylan; les discussions à Java; la concurrence avec les étrangers, finalement inévitable, et surtout le défaut de productions de la métropole, déterminèrent la chute de ce grand corps. Les guerres soutenues avec honneur contre Louis XIV épuisèrent ses forces. Les Hollandais auraient bien pu abandonner quelques comptoirs trop coûteux; ils auraient dû peut-être renoncer à l'usage ruineux de porter toutes les marchandises à Batavia, et supprimer une partie de ces innombrables employés qui dévoraient une portion considérable de leurs bénéfices : mais l'amour-propre les força de soutenir leurs comptoirs onéreux, de peur de paraître en décadence; l'habitude prévalut en faveur de l'entrepôt de Batavia, et l'indolence des agents croissant avec la faiblesse de la Compagnie, la força d'en multiplier le nombre au lieu de le restreindre. La modestie qui avait caractérisé les membres du gouvernement dégénérait depuis longtemps en somptuosité : l'austérité des principes républicains succomba sous le luxe et la magnificence asiatiques. Les lois faites pour des hommes vertueux et simples demeurèrent sans influence sur des hommes corrompus.

Un coup d'œil sur l'état des affaires dans la métropole achève d'expliquer la décadence de son commerce extérieur. Les guerres de Louis XIV avaient donné à la Hollande une physionomie toute belliqueuse : trop de milliers de bras furent ravis au commerce et à la marine, pendant cette désastreuse époque. La nation s'était accoutumée à l'allure militaire, toute passive, toute d'obéissance; et si l'orgueil national s'était exalté, l'esprit de liberté avait souffert. Le stathouder Guillaume III, le même qui depuis régna sur l'Angleterre, avait tenté en vain de se faire roi des Pays-

Bas; mais sa tentative fut la source de mille discordes. Elle mit un parti d'Orangistes en face du parti républicain, et créa dans l'État deux opinions fortes, profondes, appuyées sur des populations opiniâtres et résolues. Louis XV en profita pour envahir la Flandre avec cent vingt mille hommes. Toutes les provinces se soulevèrent, et le prince Guillaume IV fut proclamé le premier stathouder général de l'Union. Dès ce moment, la république perdit son indépendance. Le stathouder était gendre du roi d'Angleterre : il assujettit la Hollande au système anglais; elle devint la proie des étrangers. Amsterdam, qui avait été la caisse générale de l'Europe, Amsterdam dont les banquiers avaient prêté longtemps au trois pour cent, fut ruinée par les banqueroutes successives qui détruisirent ses capitaux accumulés depuis des siècles.

La révolution française a exercé une réaction énergique sur les destinées du peuple hollandais. Le stathouder, en recevant les Anglais, ouvrit ses frontières à nos armées, et la république batave devint une succursale de la république française. Elle eut son directoire, un consul, sous le nom de grand pensionnaire, et un roi de la famille de Napoléon. En 1814, le fils du dernier stathouder vint succéder à son père sous le titre de prince, et en 1815, il reçut le titre de roi des Pays-Bas. La Hollande devint une province de son royaume. Il reste à ce beau pays de vastes ressources pour se créer un avenir, et quoiqu'il n'ait plus que quelques comptoirs aux îles de la Sonde [1], avec Batavia dégénérée, son commerce intérieur peut l'élever de nouveau au rang des premières puissances commerçantes. Ses habitants sont doux, tolérants, laborieux; ils possèdent une constitution sage, et leurs canaux sont d'excellentes routes. C'est par là que les Hollandais répareront leurs anciennes pertes, et qu'ils ranimeront leurs vieux souvenirs; car les souvenirs sont aussi des capitaux pour une nation industrielle; ils lui

[1] Les Anglais viennent de lui céder l'île entière de Sumatra.

servent à éviter des erreurs, à former son expérience, et à améliorer le présent d'après les leçons du passé.

CHAPITRE X.

Commerce et établissements des Anglais aux Indes orientales.

Un système de colonisation plus lent, plus méthodique que tous ceux qui l'avaient précédé, commença avec l'établissement des Anglais aux Indes orientales, et devint pour eux la cause d'une grande fortune. Jusque-là trop occupés de leurs affaires politiques, ils avaient négligé les intérêts de leur commerce, étouffé par le désordre des guerres civiles. Ils s'étaient battus pour la liberté, pour la religion, pour l'indépendance, avec des succès divers, et ils n'avaient pas obtenu, sans des torrents de sang, la concession de leur grande charte, l'adoption du protestantisme et l'expulsion des Stuarts. Cependant, quelques grands princes, la reine Élisabeth, Cromwell, la reine Anne, s'étaient montrés protecteurs zélés du commerce et de l'industrie, durant les époques de repos qui interrompirent, pour le bonheur de l'Angleterre, ces terribles débats. Les Juifs et les Lombards cessèrent d'exercer le monopole que le malheur des temps et l'indifférence ou l'ignorance publique avaient fait tomber entre leurs mains. L'intérêt de l'argent ne fut pas toujours de cinquante pour cent, et la loi de Henri VII, qui permit aux barons d'aliéner leurs terres, et aux roturiers de les acheter, devint pour ceux-ci le signal de l'indépendance et de la prospérité.

Toutefois, cette prospérité fut retardée par des règlements dénués de prudence et de sagesse. On laissa subsister la loi qui fixait le prix de tous les comestibles, de la laine, des étoffes, des vêtements, du salaire des ouvriers. La prohibition du prêt à intérêt, qu'on voulut substituer à l'usure,

par un excès contraire, la fit renaître plus cruelle et plus immorale. On n'avait pas encore compris qu'un intérêt raisonnable, sur la concurrence et la liberté des transactions, n'était que le prix légitime de l'argent emprunté, tandis que dans l'état nouveau, il fallait y ajouter le prix que l'usurier mettrait à sa conscience, à son honneur et au péril d'une action illicite[1]. Avec de pareils règlements, et plusieurs autres, tels que la défense d'exporter les chevaux, la fixation du nombre des moutons dans chaque troupeau, le commerce ne pouvait faire que des progrès peu considérables, et, en effet, toutes les grandes opérations étaient concentrées dans les Pays-Bas.

Les cruautés du duc d'Albe firent passer en Angleterre d'habiles fabricants, qui transportèrent à Londres l'art des belles manufactures de Flandre. Les persécutions que les réformés essuyaient en France, donnèrent des ouvriers de toute espèce à ces manufactures, et la reine Élisabeth profita de la fermentation générale de l'Europe, pour diriger, vers le commerce et la marine, toutes les ressources de l'Angleterre. Les Anglais qui achetaient leurs vaisseaux à Lubeck et à Hambourg, apprirent à les construire eux-mêmes; ils firent seuls le commerce de Moscovie, par la voie d'Archangel, qui venait d'être ouverte, et ils se mirent promptement en concurrence avec les villes hanséatiques, l'Allemagne et le Nord. Ils commencèrent le commerce de Turquie. Leurs navigateurs, Drake, Stephens, Cavendish et quelques autres, arrivèrent aux Indes par la mer du Sud ou par le cap de Bonne-Espérance.

On y rencontra bientôt des Portugais et des Hollandais, et quoique l'Asie fût assez grande pour contenir et satisfaire les ambitions nouvelles, toutes ces nations se heurtèrent vivement. On perdit, à se faire la guerre, un temps, des hommes et des capitaux qui auraient pu être employés au profit des

[1] Voyez le *Traité d'Économie politique*, par M. J.-B. Say, liv. III, chap. VIII.

indigènes autant qu'à celui des Européens, et par conséquent, au bonheur de l'espèce humaine; mais une vérité aussi simple ne pouvait être reconnue sur-le-champ par des hommes avides de s'enrichir. Les Portugais avaient donné l'exemple de cet aveuglement; les Hollandais l'avaient suivi aux dépens des Portugais : les Anglais le suivirent aux dépens de tout le monde.

Le commerce d'Orient avait fait, jusqu'alors, la fortune des différents peuples qui négociaient avec les indigènes. Les républiques de Gênes et de Venise lui devaient une splendeur que les découvertes des Portugais venaient à peine d'éclipser. Les Anglais voulurent se présenter à ce grand marché, et ils parurent, pour la première fois, au cap de Bonne-Espérance, en 1582, avec quatre vaisseaux destinés pour la Chine. Une tempête les jeta sur les côtes du Brésil; mais le manque de provisions les fit revenir en Angleterre. Francis Drake avait déjà visité les Moluques, en passant par le détroit de Magellan et par la mer Pacifique. Après lui, en 1590, des membres de la compagnie du Levant avaient fait un voyage par terre, dans l'Inde, en suivant la route d'Alep à Bagdad, et en se dirigeant sur la côte de Malabar, par le golfe Persique; mais ce qui excita surtout l'émulation, disons mieux, la jalousie des Anglais, ce fut l'expédition envoyée, en 1595, dans le même but, par les Hollandais. Une association se forma, sur-le-champ, à Londres, avec un capital de 1,800,000 francs; la reine Élisabeth lui conféra quelques priviléges. Elle mit en mer une flotte commandée par le capitaine Lancaster, qui débarqua et fut reçu à Achem, dans l'île de Sumatra, avec les plus grands honneurs. Les Anglais conclurent un traité de commerce avec les souverains du pays, ils obtinrent la permission de bâtir un comptoir, et ils rapportèrent un chargement de poivre des Moluques, après avoir laissé des agents à Bantam et à Java.

Depuis cette époque jusqu'en 1613, l'association entreprit huit voyages. En 1609, le roi Jacques la constitua en corporation perpétuelle; sous la condition que ses priviléges ne

porteraient aucun préjudice aux droits et aux intérêts de la nation[1]. En 1611, une des flottes de la compagnie s'approcha des côtes de l'Inde, et parvint à établir des factoreries à Surate, à Ahmedabad, à Cambaye, à Goga, moyennant un droit d'entrée de trois et demi pour cent, sans autre exaction. Plus tard, elle ravit aux Portugais le commerce de la Perse. Elle s'empara du monopole des soieries, alors très-recherchées; des laines de Caramanie, des turquoises, des brocards d'or, des tapis, du maroquin, des gommes, des résines, des parfums.

Mais les troubles survenus en Angleterre à l'occasion de la mort de Charles Ier arrêtèrent un moment cette prospérité naissante. Le massacre de l'île d'Amboine restait à venger sur les Hollandais : Cromwell, successeur du malheureux monarque, se chargea de la vengeance, et il déclara à la Hollande cette guerre savante et vigoureuse, la plus célèbre peut-être qui ait été faite sur mer, si on considère le nombre des combats, et le talent des amiraux qui les livrèrent. Les vaincus furent forcés de désavouer le massacre d'Amboine, et de payer une pension aux descendants des victimes de cette catastrophe. Charles II survint, qui bouleversa la métropole et les colonies, par les désordres de son administration haineuse et corrompue. Il renouvela les priviléges de la Compagnie des Indes, et il lui concéda le droit dangereux de saisir et de déporter tous les citoyens anglais qui trafiqueraient dans ses limites sans autorisation. En même temps, il vendait cette autorisation à d'autres marchands; et l'on vit bientôt, dans les Indes, des Anglais qui commerçaient sur la parole de leur roi, poursuivis avec acharnement par d'autres négociants armés contre eux au nom du même roi.

Les Hollandais profitèrent de ces troubles, et firent subir aux Anglais toutes sortes d'humiliations et d'avanies. Leur

[1] C'était, ce me semble, une grande contradiction : peut-il y avoir un privilége de cette nature qui ne porte quelque préjudice aux intérêts d'une nation? On ne tarda point à s'en apercevoir.

audace alla jusqu'à les chasser ignominieusement de l'île de Banta, en 1680. La Compagnie, indignée, et soutenue de la colère publique, arma promptement une flotte de vingt-trois vaisseaux, avec huit mille hommes de troupes de débarquement. Cette expédition allait mettre à la voile, lorsque les ordres de Charles II suspendirent son départ. Ce prince espérait que la Compagnie lui payerait fort cher la révocation de ses ordres; mais, n'en pouvant rien obtenir, il accepta 2,250,000 francs, que les Hollandais lui comptèrent pour prix de cette révocation. L'expédition n'eut point lieu.

« La révolution de 1688, qui chassa définitivement les Stuarts du trône d'Angleterre, mit un terme à ces transactions déplorables. Sous le roi Guillaume, un acte du parlement autorisa une nouvelle Compagnie des Indes qui obtint bientôt après le droit de paix et de guerre, et presque tous les attributs de la souveraineté. Du reste, elle était dans l'Indostan sur le même pied que les nababs, les rajahs, les khans et les autres petits princes devenus successivement indépendants des souverains mogols, tartares ou persans. Depuis ce temps, le privilége de la Compagnie fut renouvelé d'époque en époque avec toutes les formalités observées en Angleterre pour la promulgation des lois. Tantôt on stipulait que le privilége durerait aussi longtemps qu'il ne serait pas révoqué, mais que la Compagnie serait avertie trois ans d'avance de la révocation; tantôt on fixait un terme d'un certain nombre d'années pour la durée de son privilége, et le terme arrivé on continuait le privilége, en faisant payer cette faveur a la Compagnie par des sacrifices qu'elle a presque toujours éludés.

« Jusqu'en 1753, les possessions territoriales et la souveraineté de la Compagnie des Indes ne s'étendaient encore que sur quelques villes ou plutôt quelques forts, tels que Madras, destinés à protéger un petit territoire environnant. Mais vers ce temps, Dupleix, qui commandait les Français dans l'Inde, homme entreprenant, capable, et peu scrupuleux sur les moyens d'arriver à son but, donna le signal d'une ambition

qui servit de prétexte à celle des Anglais. Madras, alors leur principal établissement dans l'Inde, avait capitulé devant une petite armée française : Dupleix viola la capitulation, se déclara l allié d'un prince indien en guerre avec un autre, et enseigna aux Anglais cette politique machiavélique dont ils tirèrent un si grand parti plus tard, d'intervenir dans toutes les guerres des souverains du pays, pour les dominer les uns par les autres. Ils se déclarèrent en toute occasion, contre ceux que protégeaient les Français. Un homme habile, lord Clive, vers le milieu du siècle dernier, dirigeait les forces de la Compagnie : il finit par obtenir un avantage complet, non-seulement sur les Français, mais sur les Indous protégés par eux, et comme on ne s'arrête guère au milieu d'un succès, les Anglais furent lancés dans la carrière des conquêtes. Leur puissance, mise dans la balance de toutes les querelles qui s'élevaient, en déterminait communément l'issue en faveur du prince qu'ils protégeaient. Ils prenaient part aux dépouilles du vaincu, et le vainqueur leur ayant obligation de sa couronne, devenait leur tributaire, jusqu'à ce qu'ils se sentissent assez forts pour le dépouiller à son tour.

« Tippoo-Saïb, sultan du Mysore, le dernier prince dont la puissance pouvait les faire trembler, est tombé sous les ruines de sa capitale, Seringapatnam, lorsqu'elle fut prise d'assaut en 1799; et maintenant, la puissance de la Compagnie s'étend sur tout le cours du Gange jusqu'au delà de Delhy; sur toute la presqu'île de l'Inde, sauf quelques points de la côte du Malabar qui obéissent encore aux Portugais, ou à de petits princes musulmans; sauf encore quelques provinces occupées par les Marattes, et les lieux où existèrent Pondichéry et Chandernagor, qu'on a rendus aux Français par la paix de 1814, et qui ne servent à rien, si ce n'est à masquer le commerce que des armateurs français font avec les possessions britanniques. On peut donc considérer la domination anglaise comme assurée de l'ouest à l'est depuis l'Indus jusqu'à la rivière Baranpooter, c'est-à-dire depuis les contrées qui avoisinent la Perse, jusqu'à celles qui touchent

à la Chine ; et du sud au nord entre la mer des Indes et les montagnes du Thibet. Cette vaste étendue de pays est partagée en un grand nombre de principautés, administrées sous différents titres, de nababs, de rajahs, par des souverains qui tiennent tous, directement ou indirectement, leur autorité des Anglais, et gouvernent sous leur bon plaisir. On peut les regarder comme des agents fiscaux qui donnent à la Compagnie une part des tributs qu'ils font payer à leurs sujets. Lorsqu'ils se montrent trop peu soumis, on les remplace.

« En même temps, la Compagnie administre directement plusieurs grandes provinces où elle a des forces suffisantes pour tenir le reste en respect. Sa capitale est Calcutta ; on y voit tous les établissements qui entourent ordinairement le siége d'un grand empire ; beaucoup de fonctionnaires civils, militaires, judiciaires et beaucoup de riches Européens qui ont, pour leur propre compte, des relations de commerce avec les autres pays de l'Asie et de l'Europe. Les Européens y sont en général logés dans des édifices somptueux, et y déploient un faste asiatique. Ils imitent les riches Indous et les surpassent en luxe. La population de Calcutta s'élève, dit-on, à six ou sept cent mille habitants, pour la plupart Indous, fabricants et petits marchands qui vivent dans des espèces de chaumières. Elle se compose encore de valets et de porteurs de palanquins, qui sont très-nombreux, et que leur sobriété rend peu coûteux.

Telle est la situation de la Compagnie dans l'Inde. Mais dans ses rapports avec la métropole, on ne peut la considérer que comme l'intermédiaire de la domination du gouvernement anglais sur cette partie du monde. A mesure qu'elle a étendu son autorité et ses impôts, le gouvernement anglais y a prétendu sa part, quoiqu'elle ait toujours payé les forces militaires que le gouvernement a mises à sa disposition. Il se regarde comme investi des droits de la souveraineté, et par conséquent de celui de lever les tributs, quoiqu'il abandonne pour un temps l'exercice de ces droits à la Compagnie. Dès 1767, lorsque les conquêtes du lord Clive eurent

fait d'une société de commerce une véritable puissance, il fut convenu que la Compagnie paierait annuellement au gouvernement dix millions : mais jamais ces paiements ne furent réalisés que très-imparfaitement, sous le prétexte des dépenses que la Compagnie était obligée de faire pour réduire les princes indépendants. En 1773, loin de pouvoir payer quelque chose sur les revenus de sa souveraineté aux Indes, elle fut obligée d'emprunter au gouvernement, ou plutôt à la nation, sous la garantie du gouvernement, 33 millions. En 1783, elle demanda du temps pour acquitter les droits de douane qu'elle devait à la trésorerie anglaise, et qui se montaient à des sommes considérables. En 1812, le gouvernement emprunta encore pour la Compagnie 62 millions. Tous ces embarras, et d'autres causes dans lesquelles il est inutile d'entrer, ont mis graduellement la Compagnie dans l'entière dépendance du ministère britannique.

« Ses directeurs, qui siégent à Londres, ont l'air d'administrer par leurs agents, les domaines de la Compagnie, parce que ces agents sont payés par elle ; mais en 1784, le ministère se fit autoriser par le parlement, à nommer un conseil permanent qui porte le nom de Bureau du contrôle, et qui se compose ordinairement du ministre principal, et de ses créatures. C'est avec ce conseil que les directeurs sont obligés de se concerter pour la nomination aux places et pour toutes les opérations militaires et politiques. C'est lui qui gouverne en effet. La nomination à toutes les places qui sont à remplir, soit en Europe, soit en Asie, ou la confirmation de leurs titulaires, ajoute beaucoup aux moyens d'influence et de corruption de la couronne. »

M. J.-B. Say auquel j'emprunte, presque textuellement, les considérations qui précèdent, a fort bien démontré [1] qu'on pouvait regarder la Compagnie anglaise des Indes, comme une association tout à la fois commerçante et souve-

[1] *Essai historique sur l'origine, les progrès et les résultats probables de la souveraineté des Anglais aux Indes*, p. 8 et 9.

raine, qui, ne gagnant rien ni dans sa souveraineté ni dans son commerce, est réduite, chaque année, à emprunter de quoi distribuer à ses actionnaires un semblant de profit. Il en conclut qu'il est très-possible que le bail actuel ne soit pas renouvelé en 1834, époque où il doit expirer, et que la dette de la Compagnie pourrait bien être alors déclarée dette nationale. La souveraineté de l'État se trouverait ainsi substituée à celle de la Compagnie, et sans doute l'affranchissement du commerce de l'Inde serait le résultat d'un tel événement.

Toutefois, je dois à la vérité de dire que malgré les observations de l'illustre économiste que je viens de citer, cette grande question n'est pas encore éclaircie. M. Tucker a récemment publié en Angleterre un écrit assez remarquable pour attirer l'attention générale, et dont les conclusions, loin d'être aussi défavorables à la cause de la Compagnie que celles de M. Say, tendent au contraire à prouver qu'elle pourra retirer de son commerce un bénéfice net de 450 millions de livres sterling, après avoir payé les dividendes de ses actionnaires, les arrérages des obligations de l'Inde, et pourvu aux frais des établissements de tout genre qu'elle entretient pour son service. Cette différence énorme d'opinions entre deux écrivains qui s'appuient l'un et l'autre sur des faits, s'explique par quelques considérations particulières : M. Tucker, par exemple, a compté dans l'actif de la Compagnie, les forts, les magasins, les casernes, les arsenaux qui n'ont de valeur réelle qu'entre ses mains, et dont elle ne pourra jamais tirer parti, comme un propriétaire qui vend sa maison. C'est une erreur, mais je devais la soumettre, comme tous les autres détails de cette importante question, au jugement des lecteurs.

Au reste, on doit désirer que l'Inde reste longtemps sous l'influence européenne. Les abus de l'administration anglaise ont beaucoup diminué depuis qu'une multitude d'écrits publiés dans la métropole ont éclairé les esprits sur le caractère des Indous. Ces Indous sont encore ce qu'ils étaient

sous Aurengzeb, peut-être même plus industrieux et plus nombreux; ils seraient les maîtres de leur propre pays, pour peu qu'ils en eussent le désir, et leurs cinquante mille dominateurs auraient bientôt disparu devant une population de soixante-dix millions d'hommes : mais ce grand troupeau n'imagine guère qu'on puisse vivre sans maîtres, et il jouit du présent sans trop songer si son existence vaut la peine d'être améliorée. Les Anglais ont pris le parti de respecter leurs préjugés religieux, qui rendent les hommes résignés et dociles, et ils se sont contentés de répandre sans précipitation les doctrines de la philosophie européenne, par l'introduction du jury et de l'enseignement mutuel. J'ai sous les yeux des documents authentiques qui mettent toutes ces vérités dans le plus grand jour.

Les dernières campagnes contre les Birmans ont achevé de consolider la puissance anglaise dans cette belle partie de l'ancien monde. Ormus et Macao seront, avant peu, les deux extrémités de l'imposante ligne qui s'étend du golfe Persique aux rives de la Chine, et nous touchons à l'époque où l'on déchirera le voile mystérieux qui couvre ce vaste empire depuis une foule de siècles. On ne saurait douter que le commerce et la civilisation n'aient beaucoup à gagner à la révolution qui rapprochera de nous une grande famille de l'espèce humaine ; et le moment n'est pas loin, peut-être, où les peuples de l'Europe apprendront que les rivières de la Chine sont couvertes de vaisseaux à vapeur, comme les lacs d'Écosse, des Alpes et de l'Amérique.

CHAPITRE XI.

Établissement des Français dans les deux Indes. — Influence du règne de Louis XIV. — Ruine des compagnies privilégiées.

Nous venons de voir combien il en a coûté au Portugal, à l'Espagne, à la Hollande, à l'Angleterre même, pour être

entrés dans la voie des conquêtes, et pour avoir fait un but de ce qui n'avait d'abord été qu'un moyen. La France qui s'est présentée plus tard sur le théâtre des colonies, n'y a pas reçu des leçons moins sévères que les autres puissances; elle a payé, comme elles, du plus pur de son sang le stérile honneur de ses possessions d'outre-mer, dont elle est, grâce au ciel, à peu près délivrée. Cependant, cette fureur de s'expatrier n'a pas saisi la nation française avec autant de suite et de rapidité que les divers peuples de l'Europe : riche de son sol et de ses manufactures, le Français a trouvé sur la terre natale de quoi fixer plus longtemps ses espérances et ses goûts. Depuis la mort de saint Louis, dernier épisode instructif des croisades, la manie des voyages avait beaucoup diminué; Philippe le Bel lui porta un coup décisif en favorisant l'agriculture, et en encourageant quelques fabriques naissantes. Sous son règne, le ministère entreprit pour la première fois de guider la main de l'artiste et de diriger ses ouvrages. La largeur, la qualité, l'apprêt des draps furent fixés, et depuis lors, le progrès des arts fut proportionné à la décadence de l'administration féodale.

Les guerres d'Italie, sous Charles VIII et sous Louis XII, inspirèrent aux Français le goût du luxe qui régnait à Gênes, à Venise, à Florence, et qui triompha de l'austérité de quelques souverains. François Ier, en appelant les femmes à la cour, Catherine de Médicis en passant les Alpes, donnèrent une impulsion nouvelle aux arts industriels, en ouvrant des débouchés à leurs produits. Les princes et les grands y contribuèrent à l'envi par leur magnificence; bienfaiteurs ignorants, qui ne surent point s'arrêter, et qui souillèrent par l'introduction de mille abus une époque destinée à changer la face du commerce!

Étouffée par le tumulte des guerres de religion et des guerres civiles, l'industrie sembla renaître sous le ministère économe de Sully. Ce grand homme s'occupa du bonheur de la France en père de famille, et il commença l'immortel ouvrage dont l'achèvement était destiné au génie de Colbert.

Colbert trouva le commerce dans l'enfance, et les négociants dépourvus de principes ou d'instruction. Les Anglais et encore plus les Hollandais faisaient par leurs vaisseaux presque tout le commerce de la France; les Hollandais surtout, chargeaient dans nos ports nos denrées qu'ils distribuaient dans toute l'Europe. Quelques changements essentiels leur enlevèrent ce privilége. Les ports de Marseille et de Dunkerque furent déclarés francs, et l'on vit bientôt le commerce du Levant attiré à Marseille, et celui du Nord à Dunkerque.

La France a de grandes obligations à Louis XIV du bien que son ministre lui a fait. C'est lui qui établit la Compagnie des Indes occidentales et celle des Indes orientales, et qui les soutint avec énergie en invitant toute la noblesse à leur confier des capitaux. Le roi donna plus de six millions; la reine, les princes, la cour, deux millions; les financiers, une somme égale à celle de la cour. Pondichéry devint la rivale de Batavia. Les fabriques de toute espèce furent encouragées par des avances, des gratifications. On fit du drap dans Abbeville; et, en 1669, on compta quarante-quatre mille deux cents métiers en laine dans le royaume. La culture du mûrier mit les fabricants en état de se passer des soies étrangères, et les glaces des manufactures royales éclipsèrent bientôt celles de Venise. Les tapis de Turquie et de Perse furent surpassés à la Savonnerie. Les tapisseries de Flandre cédèrent à celles des Gobelins. Seize cents filles furent occupées aux ouvrages de dentelles; on fit venir trente principales ouvrières de Venise et deux cents de Flandre; on leur donna trente-six mille francs pour les encourager. Les manufactures de draps de Sedan, celles des tapis d'Aubusson, dégénérées et tombées, furent rétablies. Les riches étoffes où la soie se mêle avec l'or et l'argent se fabriquèrent à Lyon, à Tours, avec une industrie nouvelle. Le roi achetait tous les ans pour environ huit cent mille francs de tous les ouvrages de goût qui sortaient des ateliers de son royaume[1].

[1] Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, chap. XXIX.

Malheureusement, Louis XIV se laissa persuader que l'excès des dépenses royales devait conduire ses peuples au comble de la fortune, comme si ces dépenses mêmes n'étaient pas le fruit de leurs sueurs : de là vinrent les folies de Versailles, et cette folie des guerres, plus grande encore, qui mit la France à deux doigts de sa perte. Je ne parle pas des persécutions exercées contre les protestants, triste et fatale erreur arrachée à ses vieux jours par une vieille maîtresse, et cruellement expiée par la solitude de son lit de mort : les proscriptions plus longues et plus atroces qui ont souillé des temps plus rapprochés du nôtre, ne nous permettent pas d'être trop sévères, et il n'est plus décent pour un Français du dix-neuvième siècle de se joindre au cortége insultant qui accompagna les restes du grand roi. Nous avons vu, naguère, les protestants persécutés par des hommes qui n'avaient pas bâti les Invalides, ni creusé le canal du Languedoc, ni construit cinq ou six cents navires de haut bord.

Ce fut pour protéger ses colonies naissantes et pour humilier la Hollande, que Louis XIV mit la marine sur un pied aussi formidable. Il eut des flottes de cinquante vaisseaux de ligne, pour défendre Cayenne et Madagascar, deux vastes cimetières d'Européens, et Saint-Domingue, tombeau de tant de noirs, dont la poussière, arrosée de sang français, devait si tôt enfanter une république. Combien de temps nous avons ressemblé à ces Turcs qui perdirent deux cent mille hommes pour la conquête stérile de Candie! Combien de sang versé et de capitaux engloutis pour acquérir ou pour défendre une bicoque en Orient! Combien de ruines et de larmes, pour quelques arpents de neige au Canada! Certes, la vérité qui eût prévenu ces malheurs, doit avoir maintenant bien des charmes aux yeux des peuples; et quand il reste démontré que la perte de nos colonies a été un bonheur pour la France, quand cette même France est plus riche et plus prospère depuis qu'elle s'en est séparée, faut-il recommencer des lamentations ridicules, et regretter de n'avoir pas acheté au prix de cent ans de guerre, de vingt batailles navales et de

plusieurs centaines de millions, l'avantage de payer quelques centimes de moins le poivre et la cannelle !

Un précis de ces longs démêlés fera ressortir dans tout son jour l'importance des saines théories commerciales. Colbert, séduit par les apparences et surtout par le tableau de la prospérité hollandaise aux Indes orientales, fit accorder un privilége de cinquante ans à la Compagnie qui se présenta la première pour exploiter cette partie du monde. Madagascar, avec ses côtes malsaines, fut destinée à être le berceau de la nouvelle association; mais au lieu de profiter de quelques avantages réels que présentait cette grande île de plus de trois cents lieues de long, on dépensa beaucoup d'argent inutilement, et Madagascar fut abandonnée cinq ans après l'arrivée des Français. Surate devint leur entrepôt, et de notre long séjour dans cette ville commerçante, nous n'avons rapporté que les matériaux de l'opéra des *Bayadères*. Une entreprise sur l'île de Ceylan échoua en 1674, et la tentative de s'établir à Siam n'eut point de succès, malgré l'ambassade envoyée à Louis XIV, parce que les facteurs de la Compagnie s'érigèrent tout à coup en missionnaires. Au Tonquin, à la Cochinchine, on ne fut pas plus heureux. Les Hollandais nous suscitaient partout des ennemis, et Pondichéry qu'ils prirent en 1693, ne fut restituée aux Français qu'à la paix de Riswick.

La Compagnie des Indes, source de tant d'espérances, commença dès lors à décheoir rapidement. Il fallut abandonner les établissements de Bantam, de Rajapour, de Tilseri, de Mazulipatam, de Bender-Abassi et de Siam, parce qu'on ne pouvait plus les soutenir. Tout ce luxe de comptoirs, quoiqu'ils fussent protégés par la vanité nationale, entraînait la Compagnie vers sa ruine. Elle demanda bientôt de nouveaux secours, et consentit, dans ses moments de détresse, à partager pendant cinq ans avec tous les Français les avantages du commerce de l'Inde, à condition que ce commerce se ferait sur ses vaisseaux. Mais la rage du monopole l'emporta sur la nécessité même, et, quoique mourante en

1714, la Compagnie voulut faire renouveler le privilége dont elle avait usé, dirai-je avec succès, pendant un demi-siècle.

La mort de Colbert, suivie de l'altération des monnaies, des réductions forcées d'intérêts et des engagements les plus téméraires, amena un discrédit universel. Les consommations diminuèrent avec la production, la culture des terres fut négligée : les ouvriers passèrent à l'étranger. Le système de Law acheva de bouleverser la fortune publique, et la Compagnie, réduite à vivre d'exactions, présenta le spectacle d'odieux monopoleurs, plutôt que de négociants. En vain l'administration de Dumas à Pondichéry, celle de La Bourdonnais à l'île de France, et les talents de Dupleix à Chandernagor relevèrent la puissance française dans l'Inde; il fallut céder après de brillants et inutiles exploits : Pondichéry fut prise par les Anglais qui la réduisirent en cendres. On sait comment, à force de cris et de plaintes, les habitants de cette ville détruite firent condamner à mort le gouverneur Lally, dont la mémoire fut réhabilitée dans la suite, grâce à l'éloquente philippique de son fils[1]. Ainsi finit, comme toutes les autres, la Compagnie française des Indes orientales, après avoir prouvé que le commerce ne peut se soutenir longtemps à l'aide du monopole et des conquêtes.

Le même sort attendait la Compagnie des Indes occidentales, appuyée sur les mêmes principes. Dirai-je par quelle suite d'événements analogues, il ne nous reste rien de ces établissements magnifiques, entretenus à si grands frais à Sainte-Lucie, à Saint-Domingue, à la Louisiane et dans les autres contrées du nouveau monde? Mais j'expose ici des résultats; j'examine si les mêmes causes ne produisirent pas toujours les mêmes phénomènes, et je suis dispensé d'entrer dans les détails. Que de livres aujourd'hui superflus, ont été faits sur ces matières jadis si importantes! Combien les petits intérêts de Pondichéry en ruines, des îles Bourbon, de la Martinique et de la Guadeloupe sont mesquins de nos jours

[1] Le comte de Lally-Tolendal, pair de France.

en comparaison des hautes questions qui se rattachent à l'industrie nationale! Ainsi le temps s'avance, destructeur et régénérateur des peuples : sa marche est éclairée par l'expérience qui désabuse les hommes de l'erreur, et la vérité brille immortelle devant lui.

CHAPITRE XII.

De la puissance commerciale du Danemark, de la Prusse, de la Suède et de la Russie.

Quoique le Danemark, la Suède, la Prusse et la Russie n'aient pas influé d'une manière aussi remarquable sur la direction du commerce et de l'industrie, que Venise, le Portugal, la Hollande, l'Espagne, l'Angleterre ou la France, ces différentes puissances n'en ont pas moins concouru au développement des facultés humaines dans leurs rapports avec la fortune publique. Les villes hanséatiques avaient partagé dans un temps le sceptre du commerce avec la riche et brillante Italie, et les Danois s'étaient montrés avec succès dans le Tanjaour, où ils avaient bâti la ville de Trinquebar. Sous Gustave-Adolphe, les Suédois, soutenus du produit de leurs inépuisables mines, jetèrent les fondements d'une colonie dans l'Amérique septentrionale. Les Russes, voisins des Chinois, n'étaient que des sauvages avant Pierre le Grand, mais ils sont devenus formidables depuis leur entrée en Europe. Quelles que soient les limites imposées à cet écrit, nous devons un souvenir aux premiers efforts de ces peuples que le temps a si fort agrandis, et qui pèsent aujourd'hui d'un poids énorme dans la balance des nations.

La nature semblait avoir destiné les Danois à dominer dans la Baltique. Maîtres du passage du Sund, et placés à l'avant de la Suède et de la Russie, ils pouvaient ouvrir et fermer cette mer à leurs amis ou à leurs ennemis. Ils étaient

riches en bois de construction, familiarisés, comme les Portugais, avec le spectacle des tempêtes, et exercés à la navigation par le métier de pirates. Ils ont longtemps conservé des traces de leur culte effroyable d'Odin; et, réduits à subsister de la pêche, ils étaient faits pour s'enrichir par elle. Mais leurs longues disputes avec les Suédois, et une suite de tyrans, comme le ciel en envoie rarement dans sa colère, ont suffi pour les priver des avantages de leur position géographique. L'établissement du Tanjaour n'eut réellement qu'une existence éphémère : les Danois avaient voulu payer leur tribut de curiosité aux Indes orientales, et ils créèrent une Compagnie qui fut ruinée. Je ne parlerai pas de leurs possessions en Islande, ni au Groënland, ni dans ces régions voisines du pôle, où l'espérance de découvrir un passage en Amérique, attire de temps en temps quelques vaisseaux. La connaissance de ces pays est aussi stérile qu'eux et n'entre point dans le plan de l'histoire commerciale du monde. Au reste, la situation du Danemark, le génie de ses habitants, et son degré de puissance relative, lui interdisent un commerce éloigné. Ses provinces ne sont pas assez riches pour fournir les sommes nécessaires aux grandes spéculations; et l'état où elles ont été réduites par les malheurs de la guerre, la perte du Sund et le bombardement de Copenhague, par les Anglais, ne laissent aux Danois, peuple sage, laborieux et simple, que les ressources du cabotage et de l'agriculture, pour relever leur commerce.

Les Suédois, plus fiers et plus actifs, ont toujours été en mouvement depuis la fameuse union de Calmar, c'est-à-dire, depuis la fin du quatorzième siècle. Leur monarchie, élective comme celle de Pologne, était singulièrement favorable aux dissentions civiles qui ruinent le commerce. Depuis que ses marins s'étaient dégoûtés de la piraterie, ceux de Lubeck leur avaient succédé dans toutes les entreprises commerciales, et les villes hanséatiques avaient fini par rendre à la Suède toute concurrence impossible avec elles. Cette dépendance blessa l'âme fière de Gustave Vasa. Il voulut rompre

les liens qui enchaînaient au dehors l'industrie de ses sujets; mais il mit trop de précipitation dans ses mesures. Avant d'avoir construit des vaisseaux, avant d'avoir formé des négociants, il ferma ses ports aux navires de Lubeck. Il n'y eut plus dès lors aucune communication entre les Suédois et les autres peuples : à peine on vit quelques vaisseaux anglais ou hollandais paraître à de longs intervalles sur les côtes de la Suède. Gustave-Adolphe, en montant sur le trône, essaya de remédier à ces maux par des changements utiles; il ranima l'agriculture, encouragea l'exploitatioa des mines et forma des Compagnies pour la Perse et les Indes occidentales. Le pavillon suédois se montra avec honneur dans tous les parages de l'Europe; maîtres d'un métal plus indispensable que l'or, et semé avec profusion dans leurs nombreuses mines, les Suédois auraient parcouru avec de grands succès les provinces de l'Amérique, et soutenu l'impulsion donnée à leur commerce, si la manie des combats n'avait saisi la nation tout entière. Depuis Gustave-Adolphe jusqu'à nos jours, la Suède a présenté l'image d'un camp; ses temples, ses châteaux ont été décorés de trophées : on eût dit que ses mines de fer étaient devenues des arsenaux de destruction, sous Charles XII. Cet homme extraordinaire entraîna son royaume sur le bord d'un abîme, et on ose à peine assurer s'il n'y est point encore, puisqu'il se trouve en présence de la Russie, telle qu'elle s'est accrue depuis Pierre le Grand.

Que dirai-je de la Prusse? ce n'est pas par sa marine et par son commerce qu'elle a brillé parmi les peuples. Elle n'est entrée dans la balance de l'Europe qu'au commencement du siècle dernier, lorsque l'ambitieux Frédéric, électeur de Brandebourg, sollicita de l'Empereur le titre de roi. Personne n'ignore comment cette petite monarchie s'est élevée rapidement au rang des puissances influentes, et combien de fois, réduite à la dernière extrémité, elle a reparu sur la scène, plus puissante et plus hardie : la France sait ce qu'il lui en a coûté pour ne l'avoir point achevée sur le

champ de bataille d'Iéna. Le commerce du monde n'a rien de commun avec elle, et ses produits s'écoulent par l'Elbe, Dantzig et Memel, sans contribuer d'une manière notable à la fortune des nations. Souhaitons-lui des rois pacifiques.

La Russie, qui comptait à peine au rang des nations policées avant Pierre le Grand, forme aujourd'hui un vaste empire, une partie du monde. Elle étend ses vastes bras de la mer Glaciale à la mer Noire, et de l'Allemagne jusqu'à la Chine : elle a des ports sur la mer Caspienne et sur la Baltique; au sud, elle menace la Turquie; par la Pologne, elle pèse sur l'Europe; par Odessa, elle entre dans la mer Noire; elle est maîtresse de la Crimée qui ferme la mer d'Azoff; elle a un pied à terre en Amérique. On y trouve les productions de tous les climats et les marchandises de toutes les nations. La plupart de ses rivières, le Volga, le Don, le Dniéper, sont navigables et sillonnent, comme autant d'artères, son immense surface. Il n'est point d'État, en un mot, plus avantageusement situé pour le commerce. Quelle heureuse variété de territoires entre Pétersbourg, Astrakan et Odessa! quelle étude que celle de tous leurs produits et de leurs rapports avec les puissances commerçantes limitrophes! et combien l'Europe semble peu attentive à cette grande fermentation industrielle qui bouillonne sous les glaces de l'ancienne Moscovie!

Un seul homme, Pierre le Grand, a rassemblé dans un foyer commun ces rayons de lumière et de prospérité future; il a créé la marine russe, frappé d'une main vigoureuse les antiques abus, et il s'est fait charpentier pour avoir une flotte. Sur le golfe de Finlande, il a bâti une des plus belles villes du monde; il a peuplé Astracan d'Indiens, et dans Orenbourg, qui chaque jour devient plus importante, il a ouvert un asile à tous les proscrits de la Perse et de l'Inde. Le commerce extérieur naquit sous ses auspices. On se rapprocha intimement de la Chine avec laquelle on avait conservé, depuis 1689, des relations de bienveillance, et l'on en tira des fourrures, de l'or, de l'argent, des pierreries et des

productions de toute espèce. Au moment où j'écris, on pourrait composer un gros volume des seules exportations qui se font d'un pays à l'autre, et qui embrassent presque tous les genres de fabrication.

Un système plus doux succède peu à peu au régime de l'esclavage, et l'affranchissement des paysans s'opère graduellement. La Pologne, enclavée dans l'empire, renonce à ses habitudes turbulentes et guerrières, pour devenir laborieuse; Saint-Pétersbourg et Odessa s'enrichissent par le commerce; et sur les cendres de Moscou, à peine refroidies, s'élève une ville nouvelle. Le système des colonies militaires, récemment adopté et mis en exécution par l'empereur, a transformé les paysans de la couronne en soldats cultivateurs : les voilà propriétaires, producteurs et guerriers. Mais si la paix reste au monde, le commerce n'ira-t-il point offrir ses débouchés à ce peuple de laboureurs; et les habitudes militaires ne disparaîtront-elles pas devant les douceurs de la possession et les affections de la famille? Quelques hommes paraissent redouter en Europe ce développement de la nation russe, et déjà on sonne l'alarme à propos des colonies militaires : on ne fait pas attention que plus les peuples travaillent, plus ils sont portés à la paix, et que par conséquent ils s'attachent davantage à leurs droits, rarement attaqués, lorsqu'ils sont bien compris.

La Russie est destinée à devenir une des contrées du monde les plus commerçantes : elle sera l'entrepôt des marchandises de la Chine, lorsque la Chine sera ouverte; elle unira l'Occident à l'Orient par terre, comme les Anglais l'ont uni par mer; elle nous apportera les fourrures de la Sibérie et les laines du Thibet, l'ivoire des terres polaires et les soies de Péking. La civilisation y pénètre de toutes parts : elle y marchera d'un pas rapide sous les auspices du commerce, et nous verrons bientôt des bazars magnifiques dans les lieux où nos ancêtres n'avaient rencontré que des tentes de Scythes.

CHAPITRE XIII.

Émancipation des colonies anglaises de l'Amérique septentrionale.

Les Anglais que nous avons laissés si puissants aux Indes orientales n'avaient pas borné leurs conquêtes dans cet hémisphère, et de bonne heure ils avaient formé des colonies dans l'Amérique du Nord. Leur origine était plus respectable que celle de toutes les autres colonies du monde. Dans plusieurs endroits les Européens avaient acheté des indigènes la permission de s'établir sur leurs terres, et le droit d'augmenter ces établissements. La Pensylvanie était un bien aussi légitimement acquis aux Anglais, qu'une propriété achetée aux environs de Londres. Penn y transporta les principes de tolérance et de modération qui faisaient la base de son caractère, et les persécutions religieuses des Stuarts lui valurent beaucoup de prosélytes. Bientôt il se vit à la tête d'une nombreuse population de Hollandais, de Français, de Suédois, d'Allemands, que les troubles religieux avaient forcés de s'expatrier. Philadelphie mérita le nom de *l'amitié fraternelle* qui unissait ses habitants. Le Maryland, la Virginie, les deux Carolines devinrent des provinces considérables, et l'Europe apprit qu'il existait une civilisation dans l'Amérique du Nord.

Les Anglais se hâtèrent de l'exploiter avec les sentiments de paternité ordinaires des métropoles. On défendit aux colons de s'occuper des manufactures, on imposa des restrictions odieuses à leur commerce, on essaya de les taxer sans leur consentement; en un mot, on oublia qu'ils étaient Anglais, et qu'ils ne sacrifieraient pas sans résistance des droits dont la défense leur avait coûté tant de sang sous les Tudors. Le parlement, où ils n'étaient pas représentés, voulait disposer de leur fortune, de leur commerce, de leur avenir,

comme d'une propriété nationale. Ils furent forcés de verser dans la métropole toutes leurs productions, même celles qui ne devaient pas y être consommées, et d'y acheter toutes les marchandises, même celles qui venaient des nations étrangères. Cette impérieuse et stérile contrainte, chargeant les ventes et les achats des Américains de frais inutiles, arrêta nécessairement leur activité, et diminua leur aisance. Une pareille tyrannie enfanta la contrebande, messagère des révolutions.

Pendant qu'elle protestait de fait contre les prohibitions, les colons faisaient des remontrances au parlement d'Angleterre. Ils exposaient que le travail des champs n'occupant pas les habitants toute l'année, ce serait un abus révoltant de les obliger à perdre dans l'inaction le temps que la terre ne leur demandait pas, et que les produits de l'agriculture ne fournissant point à toute l'étendue de leurs besoins, c'était les réduire à la misère que de les empêcher d'y pourvoir par un nouveau genre d'industrie. Après les plus grands débats, on se rendit à des arguments qui étaient sans réplique. On fit quelques modifications à l'ancien système, mais avec des restrictions qui les rendaient presque inutiles. Un ouvrier ne put travailler qu'après sept ans d'apprentissage; un maître ne put avoir plus de deux apprentis à la fois, ni employer aucun esclave dans son atelier. Les mines de fer furent soumises à des règlements plus sévères encore : on ne permit pas aux Américains de fondre ce métal, de le tourner, de le façonner, d'en faire de l'acier; il fallait le porter brut en Angleterre, et le recevoir manufacturé des forges de la métropole. Les importations et les exportations reçurent des entraves dont la seule idée nous révolte aujourd'hui; mais on s'était habitué à regarder les Américains comme des étrangers; on traitait en peuple conquis ces mêmes hommes qui avaient connu la liberté anglaise, et qui en transmettaient chaque jour, au delà des mers, les principes à leurs enfants.

Ce système, à peu près calqué sur celui des Espagnols dans

le même hémisphère, ne tarda point à détacher les colonies de la mère-patrie. Les générations nouvelles en perdirent le souvenir, à mesure qu'elle se montrait plus marâtre à leur égard, et elles cherchèrent à lui échapper. Quelques circonstances particulières hâtèrent ce mouvement, en 1763. L'Angleterre sortait d'une longue et sanglante guerre, où ses flottes avaient paru avec honneur sur toutes les mers, et avaient accru sa domination, déjà trop vaste, d'un territoire immense dans les deux Indes. Cet éclat pouvait en imposer au dehors; mais, comme il arrive presque toujours en pareil cas, la nation était réduite à gémir au dedans de ces coûteuses et sanglantes acquisitions. Partageant le fardeau commun de la dette nationale, les ports n'expédiaient rien pour l'étranger et n'en faisaient rien venir qui ne fût sujet à des droits d'entrée et de sortie exorbitants. Les matières premières et la main d'œuvre s'étaient élevées si haut dans la Grande-Bretagne, que ses négociants se voyaient supplantés dans des contrées où ils n'avaient pas même éprouvé jusqu'alors de concurrence. C'était le moment de laisser reposer les peuples au lieu de les aigrir.

Dans cet état de choses, l'Angleterre eut recours à ces mêmes colonies dont elle exploitait si énergiquement la résignation. C'était un usage passé en principe, que toutes les fois que la métropole demandait des subsides, ils fussent accordés à titre de dons et non de taxes, et après des délibérations libres et publiques, dans les assemblées de chaque établissement. Les provinces du nouveau monde étaient accoutumées à regarder comme un droit cette manière de fournir leur contingent; mais la mère-patrie, gouvernée par un ministère entreprenant et téméraire, ne tint point compte de ce droit, qu'il aurait fallu ménager avec prudence, quand même il n'eût été qu'une prétention. Les Américains étaient fermement résolus à le soutenir.

Quoi qu'il en soit, l'an 1764 vit éclore ce fameux acte du timbre qui défendait d'admettre dans les tribunaux tous les titres qui n'auraient pas été écrits sur du papier timbré, et

vendu au profit du fisc. Les provinces anglaises du nord de l'Amérique s'indignent toutes contre cette usurpation de leurs droits les plus précieux et les plus sacrés. D'un accord unanime elles renoncent à la consommation de toutes les exportations de la métropole, jusqu'à ce qu'elle ait retiré ce bill oppresseur. Les femmes sont les plus ardentes à s'imposer des sacrifices; les hommes se trouvent heureux de les imiter. Une foule de cultivateurs se vouent à l'industrie, à la fabrication des objets d'une consommation indispensable, et l'on voit s'exécuter soudain ce conseil prophétique de l'illustre Franklin : « Le soleil de la liberté vient de se coucher : allumons les flambeaux de l'industrie. » La chambre des bourgeois de Virginie protesta contre le bill; à Boston, il y eut des soulèvements; on brûla les maisons des percepteurs. A New-York, on criait la loi du timbre en ces termes : « Folie de l'Angleterre, et ruine de l'Amérique. » Les notaires, les avocats jurèrent de ne point employer ce papier. Lorsqu'il arriva dans les ports, les vaisseaux mirent leurs pavillons en berne, les cloches retentirent de tintements funèbres, le peuple se précipita sur les ballots pour les brûler; si bien que lorsque le terme fixé pour l'émission fut arrivé, il n'y avait presque plus de papier timbré.

L'Angleterre était alors gouvernée par ce ministère corrupteur et violent qui a été flétri par les célèbres lettres de *Junius*. Des partisans exaltés de la cause américaine s'écriaient dans le Parlement que l'impôt du timbre était odieux et qu'il fallait se hater de le supprimer; la nation y joignit ses clameurs; le bill fut révoqué. L'Europe entière semblait avoir adopté cette cause : les conséquences offensantes de l'acte de navigation avaient aigri toutes les puissances, et l'Amérique eut pour partisans, bientôt après pour auxiliaires, les principaux souverains, jaloux de la fortune anglaise. Mais le ministère qui avait cédé à l'orage pour l'impôt du timbre voulut se dédommager par des mesures équivalentes : il fit décréter l'impôt du thé.

Cette nouvelle fut accueillie par un soulèvement général

d'indignation. Dans quelques provinces, on arrête des remercîments pour les navigateurs qui avaient refusé de prendre cette denrée à leur bord; dans d'autres, elle est refusée par les négociants. Ici, on déclare ennemi de la patrie quiconque osera vendre du thé; là, on flétrit d'avance ceux qui en conserveront dans leurs magasins. Chacun s'en impose volontairement la privation. A New-York, à Philadelphie, à Charlestown, le thé ne fut pas reçu; à Boston, lorsque les vaisseaux qui en étaient chargés arrivèrent, le peuple entier marcha au port et jeta les caisses à la mer. On peut dire que la révolution était commencée. Lorsqu'un profond ressentiment existe au fond des cœurs, la plus petite étincelle suffit pour en déterminer l'explosion.

Les Anglais irrités frappent d'interdit le port de Boston, et ordonnent qu'il sera fermé; c'était mettre le feu aux poudres. Des proclamations énergiques se répandirent de toutes parts, excitant les Américains à l'insurrection, qui fut organisée le 14 septembre 1774, au congrès de Philadelphie. Franklin rédigea la fameuse déclaration des droits de l'homme, depuis lors quelquefois parodiée, mais qui n'en restera pas moins un monument impérissable du bon sens et de la sagesse des Américains. De leur côté, les Anglais se disposaient à prendre l'offensive, et à faire rentrer les insurgés dans l'obéissance. Pendant qu'ils levaient des armées et qu'ils équipaient des flottes, des écrits ingénieux et piquants préparaient les esprits à la résistance et servaient d'aliment à l'insurrection. Celui qui portait le titre de *sens commun* est resté célèbre. Enfin, le 4 juillet 1776, le congrès déclare solennellement l'indépendance des colonies anglaises qui prennent le nom d'États-Unis. Cette déclaration immortelle, attribuée aussi à Franklin, est un des plus beaux chefs-d'œuvre de la raison humaine.

On sait la longue guerre qui s'en suivit, et qui mit tant de fois en péril l'indépendance américaine. La capitulation du général Burgoyne à Saratoga en fut le plus intéressant épisode; il décida la France à déclarer la guerre à l'Angleterre et à soutenir les insurgés. Une flotte et une armée française abordèrent en Amérique. Un jeune homme, M. de Lafayette, à peine âgé de vingt ans, vint s'offrir, comme simple volontaire, au service de cette noble cause; il apportait aussi le tribut d'une partie de sa fortune, précieuse avance qui devait être acquittée, après un demi-siècle, par les bénédictions de dix millions d'Américains.

Les Anglais tombèrent en hommes. A peine la France était-elle alliée aux insurgés, que l'Espagne et la Hollande vinrent se joindre à la coalition, et donnèrent au monde le spectacle vraiment nouveau d'une alliance de rois combattant contre une monarchie, pour l'émancipation d'une république. On n'ose dire si leur prévoyance fut juste; mais les Anglais ont été bien vengés. Ils firent des efforts inouïs pour lutter avec honneur contre une tempête aussi terrible : lord Chatham, qui désapprouvait la guerre, voulut qu'elle devînt nationale, dès que l'étranger dicta des conditions. La postérité a recueilli l'admirable discours qu'il prononça dans cette circonstance mémorable; l'humanité n'oubliera pas non plus l'éloquente apostrophe adressée au ministre qui avait proposé d'armer des sauvages contre les insurgés.

Mais le terme de la lutte approchait. En vain les Anglais envoyaient des armées nouvelles pour soutenir leurs armées battues : leur constance échoua devant le caractère de Washington. On peut dire que ce grand homme fut le génie tutélaire de sa patrie. C'était une de ces âmes supérieures qui se retrempent dans l'adversité, et que les nations n'enfantent que dans les jours de leur plus noble enthousiasme. A peine élevé au rang suprême, il s'empressa d'organiser l'armée, de veiller aux soins de l'administration intérieure, et de pourvoir à la sûreté des États. Il fut tour à tour vainqueur et vaincu, obligé de faire tête à l'ennemi et de calmer les mécontents, qui étaient en grand nombre dans un pays où la guerre coûtait 100,000,000 par an, quand le trésor n'en rapportait pas plus de 40 : mais enfin sa persévérance l'emporta, et le général anglais Cornwallis mit bas les

armes devant lui. La reconnaissance des États-Unis par l'Angleterre fut signée à Paris le 23 septembre 1783.

Le 24 décembre de la même année, Washington remit entre les mains du congrès la dictature dont ses concitoyens l'avaient investi. Je voudrais pouvoir décrire ici cette scène majestueuse et touchante; mais le souvenir en est dans tous les cœurs et fera couler des larmes d'admiration chez nos derniers neveux. Tant qu'il y aura des hommes dignes d'apprécier les charmes de la vertu et de la liberté, les noms de Washington et de Franklin brilleront d'une gloire sans tache; les guerriers se souviendront toujours de la lettre que le premier écrivait des bords du Potomak, après sa retraite des affaires, et les commerçants méditeront *la science du bonhomme Richard*, ce modèle de sagesse, de naturel et de simplicité.

Quel grand spectacle la révolution d'Amérique a donné au monde! quelles routes brillantes elle a ouvertes au commerce et à l'industrie! quelles douces consolations elle offre à l'homme de bien! On ne sait ce qu'on doit le plus admirer ou de la grandeur de ses résultats, ou de la noblesse de ses exemples; car elle a triomphé par la raison autant que par les armes, et l'humanité a béni ses victoires. Quand elle a commencé, cinquante ans déjà passés, l'État n'avait pas trois millions d'habitants : il en compte aujourd'hui près de dix. Les arts et l'agriculture languissaient : ils produisent chaque année pour plus de 100,000,000 de francs, en coton seulement; la marine était anéantie : aujourd'hui elle règne dans le nouveau monde; que l'ancien voie et juge...

CHAPITRE XIV.

Influence de la révolution française sur le commerce et l'industrie.

L'insurrection des colonies américaines, soutenue par Louis XVI, avait répandu une foule d'idées nouvelles, et

donné un démenti formel aux partisans du système colonial. On avait vu de près les abus du monopole, le scandale des fortunes mal acquises et tous les petits détails de la tyrannie métropolitaine. Les Français avaient fait connaissance avec Washington, Franklin, Adams et la plupart des grands citoyens que l'émancipation venait de produire; le monde avait salué de ses applaudissements la reconnaissance de l'indépendance des États-Unis. Une ère nouvelle commençait pour le commerce, lorsque la révolution française éclata sur l'Europe comme un coup de tonnerre.

Au bruit de ses foudres, l'univers ému prêta l'oreille; les monarchies, les républiques, ébranlées jusque dans leurs fondements, furent forcées de s'attacher à elle pour se tenir debout, et devinrent ses satellites pour n'être point brisées dans sa course. Un instant, dans toute l'Europe, on ne fit plus que de la poudre, des canons, des fusils et des balles; c'était là ce qu'échangeaient les peuples, et ce qu'on était sûr de rencontrer sur leur passage, comme des laves brûlantes sur la pente d'un volcan. Le fer destiné à féconder le sein de la terre, ne servit plus qu'à percer le sein des hommes, et, du nord au midi, la fortune vit ses autels abandonnés pour les lauriers sanglants de la victoire.

Je sens que ces grands souvenirs me transportent; à la lueur de tant d'incendies, j'ai peine à suivre les traces du commerce et de l'industrie. En Égypte, en Syrie, sur la cime des Alpes ou de l'Apennin, dans Rome ou dans Moscou, je vois partout du sang, des trophées, de la gloire : il me semble que les hommes n'ont plus de patrie que l'espace, et de besoins que les batailles. Ils n'achètent plus, ils enlèvent; ils ne vendent point, on les dépouille; et les intérêts du poivre et du café paraissent bien mesquins devant ces terribles appareils de la conquête et de la destruction!

Cependant, un monde nouveau s'élance rayonnant de jeunesse, du milieu de ces tourbillons de feu et de fumée : les prodiges de la création se renouvellent, comme au jour de

la sortie du chaos. La propriété territoriale, jadis compacte et négligée, se subdivise et s'améliore; les ateliers s'ouvrent, les arts profitent de l'activité de la guerre pour augmenter les productions qui font naître l'amour de la paix; la marine reprend son essor, et reparaît sur les mers, sinon toujours avec succès, jamais du moins sans honneur et sans gloire. Les peuples, longtemps parqués dans leurs limites comme d'immobiles troupeaux, voyagent, se pressent, se heurtent, et du choc font jaillir la lumière; les communications se multiplient, et avec elles les relations commerciales, l'instruction, les idées. La patrie, jusque-là mère souvent aveugle, donne les mêmes droits à tous ses enfants; et si quelques-uns d'entre eux, amis du privilége, ont osé, dans un jour de colère, lever la main sur elle, plus tard elle leur tendra les bras, pour les réchauffer sur son sein.

Ils sont passés ces jours de fièvre et de délire, pendant lesquels une grande famille de l'espèce humaine, brusquement affranchie, donna au monde le spectacle d'un combat de gladiateurs, dans un cirque de huit cents lieues de diamètre. Nous ne reverrons plus, s'il plaît à Dieu, les saturnales de Saint-Domingue, où tant de sang français a coulé sous le couteau des noirs, violemment émancipés comme nous. Quelles épouvantables leçons l'ancien continent a, depuis, reçues du nouveau! et qui peut dire où s'arrêtera le cours de ces enseignements pathétiques! C'est la révolution française qui les a donnés à l'univers, et qui a fini par les subir à son tour. C'est elle qui a émancipé les deux mondes, et imprimé à leurs relations mutuelles une activité qui s'accroît tous les jours. C'est elle encore dont les armées ont parcouru la vieille Égypte, et rallumé dans ce pays le flambeau de la civilisation, depuis plus de mille ans étouffé sous des ruines. Devant elle, les cimes du Simplon se sont abaissées, et elle a pu dire : *Il n'y a plus d'Alpes*, avec plus de raison que Louis XIV n'avait dit : Il n'y a plus de Pyrénées. En Italie, on passe l'Éridan sur les ponts bâtis par ses ingénieurs, et les chariots de la Ligurie circulent sur la crête

des rochers qu'eux seuls ont su aplanir depuis Annibal[1].

J'entends dire que cette grande époque a été fatale au genre humain, et plusieurs écrivains très-honorables nous poursuivent sans cesse du récit de ses ravages. Ils seront à jamais déplorables, sans doute; et qui de nous ne s'est surpris versant des larmes sur la mort de tant de nobles ou d'intéressantes victimes! quel navire, pendant cette horrible tourmente, n'a fait des pertes dans sa cargaison ou dans son équipage! mais puisque dans sa marche rapide, malgré ses profondes blessures, le vaisseau de l'État est arrivé au port, et que les profits de ce mémorable voyage en ont compensé avec usure les dangers et les pertes; puisque les résultats de la révolution, consacrés par plus d'une sanction royale, ont répandu l'aisance et la prospérité dans les deux mondes, pourquoi récriminer sans cesse, et rouvrir des plaies que l'industrie seule et le commerce pourront guérir? Sur cette terre où tout n'est pas toujours bien, ne doit-on pas se regarder comme très-heureux de pouvoir offrir à l'humanité mille et mille compensations réelles, durables, immortelles peut-être, à des malheurs déjà bien loin de nous.

CHAPITRE XV.

Émancipation des colonies espagnoles et portugaises de l'Amérique du Sud.

Le système d'administration qui avait occasionné l'insurrection des États-Unis de l'Amérique septentrionale devait produire tôt ou tard les mêmes résultats dans l'Amérique du Sud. L'Espagne, qui destinait cette belle partie du monde à une éternelle enfance, l'avait attachée avec beaucoup de

[1] La route de la *Corniche*, de Nice à Gênes, le long de la mer.

soin à sa décrépitude. Elle lui refusait jusqu'à la connaissance innocente de ses arts et de sa littérature; elle y entretenait l'ignorance avec autant de zèle et de sollicitude qu'on en met ailleurs à répandre les lumières : on eût dit que toute cette population était née pour végéter dans les mines, et qu'après avoir fourni à la métropole du cacao, du jalap, de l'indigo et de la vanille, il ne lui restait plus rien à désirer. Nous avons exposé, dans le chapitre VIII, les dangers de ce système qui devait retomber un jour sur ses auteurs, et contribuer, autant que les progrès de la raison humaine, à ruiner la puissance des métropoles. Indépendamment du vice inhérent à son administration coloniale, l'Espagne était entraînée dans l'abîme par des causes que je pourrais nommer personnelles, par son impéritie, par la fatalité qui n'est que le châtiment des grandes fautes.

La guerre de la Succession, qui souleva la question délicate des légitimités, avait déjà porté un coup terrible à sa domination coloniale. Pourquoi n'aurait-on pas raisonné en Amérique sur la légitimité des métropoles, puisqu'on se faisait la guerre en Espagne pour la légitimité des rois? et si les armes décidaient un tel problème dans l'ancien monde, pourquoi n'y aurait-on pas eu recours dans le nouveau? On n'a pas assez médité sur la marche des événements dans l'Amérique méridionale, puisqu'on a omis cette importante considération dans l'histoire de son indépendance. Qui pourrait nier également la fâcheuse influence exercée sur le crédit espagnol par l'expédition romanesque de l'amiral Anson? Avec un seul vaisseau, cet illustre marin avait humilié la fierté castillane, plus que n'auraient pu faire des flottes formidables. La paresse, l'anéantissement des manufactures, la mauvaise administration avaient achevé son ouvrage; et lorsque la grande union américaine se leva à l'Occident pour réclamer ses droits, l'Espagne n'avait plus que le souffle : nous allons assister à ses derniers soupirs. C'est ici qu'on pourrait s'écrier avec le Psalmiste : *Et nunc, reges, intelligite; erudimini, qui judicatis terram.*

L'Europe entière a su par quel chemin le prince de la Paix, d'abord simple garde-du-corps du roi d'Espagne, était parvenu au rang de premier ministre; on connaît ses intrigues avec la reine, sa vénalité, sa perfidie, ses trahisons. Personne n'a oublié, non plus, l'invasion de la Péninsule par les armées françaises, et les terribles effets de leur présence sur ce sol dévorant. Napoléon avait arraché à Charles IV une renonciation au trône d'Espagne et des Indes en sa faveur : il ne s'agissait plus que d'en prendre possession. On sait comment l'Espagne accueillit le nouveau souverain! voyons comment son avénement fut célébré dans les Indes.

Lorsque les agents de Joseph se présentèrent à Caracas, en 1808, pour exiger le serment de fidélité, on répondit à leurs propositions par le cri de : *Vive Ferdinand VII!* Bientôt après, en 1810, ce mouvement d'opposition fut suivi d'un manifeste. On y reconnaissait encore l'autorité de Ferdinand : mais il était facile de s'apercevoir que déjà les Américains annonçaient une arrière-pensée. Elle ne tarda point à se dévoiler en effet, et la province de Caracas déclara qu'elle ne reconnaîtrait plus de rois. L'incendie se répandit avec une extrême rapidité dans toute la Nouvelle-Grenade et Venezuela; et lorsqu'en 1814, les Espagnols reparurent au nom de Ferdinand, ils se trouvèrent en pays ennemis. Le général Morillo, qui les commandait, crut qu'il fallait frapper fort, et il traita les Américains comme Pizarre et Cortez avaient traité les Indiens. Mais les temps étaient bien changés; plus Morillo faisait fusiller de citoyens, plus il augmentait le nombre des mécontents; Bolivar se mit à leur tête, il parla à ses compatriotes le langage de l'enthousiasme, et il les conduisit à la victoire : la république de Colombie exista. Faisons connaître en peu de mots cette fille aînée de l'indépendance américaine du Sud.

Appuyée sur les trois mers, et maîtresse de l'isthme, la république de Colombie occupe le nord de la presqu'île. Elle est abordable par chacune des trois mers; au nord, le Rio-Magdalena, et l'Orénoque au levant, permettent aux navires

de pénétrer assez avant dans ses terres, et on a expédié récemment de Liverpool un vaisseau à vapeur destiné à remonter ce dernier fleuve. Mais la limite de la navigation une fois atteinte, il est presque impossible de la franchir sans s'exposer aux plus grands dangers. Les voyageurs parlent tous avec effroi de ces redoutables *Paramos*, véritables déserts de glace, où l'impression du froid est si vive, que les corps sont pétrifiés instantanément. On passe souvent dans le même jour, du climat brûlant de l'Afrique aux froids mortels de la Laponie, selon qu'on fait route dans les vallées ou sur les montagnes; et ces changements n'étant pas gradués, la santé de l'homme se dérange et s'altère aisément. Le mauvais état des routes, d'autant plus impraticables qu'elles sont plus fréquentées, interdira longtemps au commerce une direction intérieure. Longtemps encore, les spéculations seront réduites à l'enceinte des ports, où le négociant peu familiarisé avec les usages du pays, et pressé de regagner l'Europe, ne pourra pas donner à ses opérations toute l'étendue dont elles seraient susceptibles.

La population de la Colombie est évaluée à deux millions six cent cinquante mille âmes, dont les blancs ne constituent pas la sixième partie; tout le reste se compose de noirs, de métis et d'Indiens. Mais il y a dans cette petite agglomération d'hommes une vigueur et une activité capables des plus grandes choses. Déjà l'on parle de la section de l'isthme de Panama et de la communication des deux mers; les ports de Carthagène, de la Guayra, de Chagrès, de Panama, sont fréquentés par les vaisseaux de toutes les nations. Le peuple colombien sentira bientôt la nécessité de suffire à ses consommations par des échanges, et il n'y parviendra qu'à force de produits. C'est ce que n'a point compris l'Espagne. Trop confiante dans les mines du Mexique et du Pérou, elle a cru pouvoir exister avec de l'or : elle s'en croyait maîtresse exclusive au moyen des lois ridicules qui en défendaient l'exportation; mais l'or lui est sorti par tous les pores, l'équilibre du numéraire s'est rétabli, et cette malheureuse nation, ne

pouvant pas mettre dans la balance les produits de ses manufactures, a dû mourir de faim, comme Midas, quoique ses inutiles moines aient prié Dieu pour elle. Combien il est à regretter qu'elle ait épuisé sur ses propres enfants, une énergie capable de vivifier tout un monde !

Lorsque la Colombie eut donné le signal, on fut surpris de la rapidité du mouvement insurrectionnel de toute l'Amérique. Il nous est impossible d'en suivre les progrès et les variations; mais il suffit de dire que le système d'oppression étant organisé à peu près de la même manière dans toutes les colonies espagnoles, elles cherchèrent toutes à y échapper et à se reconstituer avec une égale ardeur, quoique avec des différences inséparables de leurs mœurs et de leurs habitudes particulières. Pendant ce temps, l'Espagne, livrée aux intrigues de la *camarilla*, voyait périr sur l'échafaud ou dans les bagnes les citoyens qui avaient le plus contribué à secouer le joug de Napoléon ; elle assemblait sans talent et sans activité la nouvelle armée qu'elle devait envoyer périr sur un champ de bataille de plusieurs milliers de lieues. Mais cette armée revint sur Madrid au lieu d'aller en Amérique, et la révolution de 1820 fut consommée. On sait comment elle a fini.

La restauration du pouvoir absolu dans la Péninsule a porté le dernier coup à la domination espagnole dans le nouveau monde, et l'indépendance des colonies insurgées a été reconnue par l'Angleterre avec un empressement qui prouve le triste état où la métropole est réduite. Le Mexique, le Pérou, le Chili, Buénos-Ayres envoient déjà leurs corsaires sur ces côtes, et les successeurs de Pizarre viennent lui demander compte, au nom de l'Amérique émancipée, des trésors de Montézume et de Guatimozin. Combien aujourd'hui elle paraît petite devant ces colosses qu'elle traînait jadis enchaînés à son char ! elle ne pèse plus dans la balance de l'Europe, et déjà ils pèsent dans la balance du monde; elle ne produit plus rien, et l'Amérique est devenue le plus grand marché de l'univers. Un coup d'œil sur l'état actuel

de ce vaste hémisphère complétera l'exposé de sa régénération.

Le Pérou, pauvre malgré son or, vient d'être émancipé par Bolivar. Là végétaient, dans la paresse et l'abrutissement, des maîtres dévoués au sommeil et des milliers d'esclaves occupés à leur chasser les mouches. L'indolence y était en honneur plus qu'en aucun lieu du monde; le travail, au contraire, y déshonorait : c'était une peine réservée aux coupables ou aux débiteurs insolvables. L'industrie et l'agriculture dépérissaient chaque jour sous le régime du monopole, et si quelque ardeur restait aux paysans, c'était pour exploiter ces mines fatales qui les ont détournés des routes véritables de la production. Tout est à refaire dans l'administration de ce beau pays. Émancipé le dernier, il se ressentira plus longtemps que les autres de la longue enfance dans laquelle il a vécu; car lorsque les peuples se réveillent, les années, pour eux, valent des siècles.

Buénos-Ayres en est une preuve frappante. Le nombre de ses habitants ne dépasse pas un million huit cent mille, mais elle a déjà acquis une importance considérable, et les provinces unies du Rio de la Plata, dont elle est la capitale, sont appelées à de hautes destinées. Le territoire de la république étant également propre à la culture des denrées du tropique et à celle des régions tempérées, il n'est pas douteux que le gouvernement ne favorise de toutes ses forces l'industrie agricole. On trouve à Buénos-Ayres le luxe et la richesse de nos grandes cités d'Europe : les chevaux y sont si nombreux et à si bon marché, que les fermiers en possèdent habituellement cinq ou six cents, et les plus pauvres habitants, au moins un. Les mendiants mêmes, qui ne vivent que d'aumônes, la demandent presque toujours à cheval.

Dans leurs débats récents avec l'empire du Brésil, au sujet de l'occupation de Montevideo et de la bande orientale, les provinces unies de la Plata ont déployé une énergie qui annonce déjà une grande puissance. Si ce vaste territoire leur est restitué, si, comme tout l'annonce, leurs discussions

avec les Patagons au sujet des limites, se terminent avec succès, Buénos-Ayres sera la capitale d'un des plus magnifiques empires qui aient jamais existé. Fasse le ciel que la France n'arrive pas la dernière sur ses marchés, où les Anglais ont chargé dans la seule année 1822 près de neuf cent cinquante mille peaux de bœufs, au prix modique d'*un dollar* la pièce!

Le Chili, dont l'avenir est intimement lié à celui des provinces de la Plata, lutte encore, dans ses îles, contre la domination espagnole. Toutefois, cette république naissante renferme en elle-même les éléments d'une grande prospérité. Quoique les Espagnols y eussent proscrit avec soin tout ce qui pouvait inspirer une idée utile, les idées utiles n'y sont pas absolument inconnues. Malgré l'inégalité de son sol, compris sur une longueur immense entre les Cordillères et la mer, ses produits agricoles sont d'une qualité supérieure. Le froment, l'orge, le maïs, le raisin, les figues, les fruits de toute espèce s'y récoltent en abondance. Les mines d'or et d'argent y sont fort riches, et peut-être trop nombreuses, puisqu'elles occupent les deux cinquièmes d'une population de huit cent mille âmes. Plusieurs d'entre elles contiennent du sulfure d'argent qui fournit quatre-vingts pour cent de métal pur. On a découvert d'excellentes carrières de charbon de terre, et tout fait espérer que les machines à vapeur joueront dans ce pays, comme dans tous les autres, un rôle avantageux à la civilisation. Ce résultat est d'autant plus probable, que le congrès ayant statué que tous les enfants naîtraient libres, avant peu de temps il n'y aura pas un seul esclave dans toute la république.

Le Mexique et Guatimala, qu'on est généralement convenu de ranger dans l'Amérique méridionale, quoiqu'ils soient situés au bord de l'isthme, forment à eux seuls un immense territoire, et ils marcheront un jour sur la même ligne que les États-Unis, s'ils en imitent la sagesse et la persévérance. Longtemps ces riches provinces furent le paradis terrestre des bienheureux de la métropole : on faisait croire à leurs

stupides habitants que l'Espagne était la maîtresse du monde, et ils se trouvaient honorés d'appartenir à une monarchie dont la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie leur étaient représentées comme tributaires. C'est avec ce système d'imposture qu'on a gouverné le Mexique pendant trois siècles. Tous les arts y étaient négligés, et lorsqu'au premier cri d'indépendance, la république jeta les yeux sur elle-même, elle dut être bien surprise de n'apercevoir sur toute la surface de son sol, que des fabriques de poterie en terre cuite, dont les Espagnols se servaient pour emporter ses produits au prix établi par eux-mêmes. Quelques centaines d'hommes achevèrent une révolution accomplie dans les cœurs, et les Espagnols, qui ne venaient au Mexique que pour faire la récolte, furent forcés d'aller semer chez eux.

Combien la fortune de cette jeune république a marché rapidement! la folle tentative de l'aventurier Iturbide lui a servi même à établir plus solidement son indépendance [1], et ses ports, jusque-là fréquentés par les élus du monopole, sont ouverts maintenant au commerce de toutes les nations. Une réunion d'hommes sages prépare en ce moment sa destinée future, et les plaies honteuses si longtemps entretenues par les Espagnols, commencent à se cicatriser. Le Mexique est un des marchés les plus brillants que le nouveau monde ait ouverts à l'ancien. On ne peut lui comparer que le Brésil.

Le Brésil, naguère colonie du Portugal, en est devenu en quelque sorte la métropole, par suite des événements qui forcèrent la dynastie portugaise de se réfugier en Amérique, pendant les guerres de Napoléon. Dès lors, cette intéressante contrée passa du régime des prohibitions à celui d'une grande indépendance commerciale. Ses plaines spacieuses, ses vallées riantes, ses mines presque abandonnées, étaient restées comme stériles pendant plusieurs siècles : un simple changement de système, occasionné par l'arrivée du roi, ren-

[1] Discours de M. Canning au Parlement d'Angleterre, séance du 3 février 1828.

dit la vie à tout. L'activité la plus générale succéda à l'indolence, et la population, longtemps stationnaire, ne tarda point à s'élever. Le revenu public s'accrut en proportion du travail; l'instruction se répandit, le commerce s'ouvrit des débouchés nouveaux.

Telle était la situation du Brésil depuis la présence du roi, lorsque la révolution du Portugal détermina ce prince à regagner l'Europe. Son départ de Rio-Janeiro devint le signal d'une véritable insurrection, et la séparation des deux couronnes en fut le résultat. Le fils aîné du souverain voyageur, l'infant don Pèdre, se fit proclamer empereur du Brésil, malgré son père, et sa déclaration d'indépendance vient d'être reconnue. Les conséquences de cet événement se font déjà sentir : le revenu public, qui ne dépassait pas trente-deux millions sous le roi Jean, est estimé à soixante-trois millions sous le règne de son fils. La population de la capitale s'élève à cent quarante mille habitants.

Quelques autres villes présentent aussi des agglomérations d'hommes favorables à la production : Fernambouc, Baïa, San-Luis de Maragnan. L'exploitation des mines y attire une foule de capitalistes et d'ingénieurs de l'Angleterre et de l'Allemagne, et avec d'autant plus d'espoir de succès qu'il ne s'agit pas seulement d'extraire de l'or, mais du mercure, du fer, du cuivre, de l'antimoine et du platine. Rio-Janeiro est destiné à devenir le premier entrepôt de l'Amérique méridionale. Sa situation est plus avantageuse que celle de Buénos-Ayres dont le port n'est pas accessible en tout temps, à cause de la navigation difficile de la Plata. On y rencontre des vaisseaux de toutes les nations, et lorsque l'agriculture y sera mieux entendue, l'Europe entière y trouvera de quoi suffire aux plus riches cargaisons. Le coton, l'indigo, la cochenille, le sucre, les bois de teinture et de construction, les métaux utiles y abondent. Pour peu que le propriétaire brésilien perfectionne ses facultés personnelles, et que le gouvernement cesse d'autoriser l'introduction des nègres, l'industrie fera des progrès très-rapides, et la colonie portugaise

méritera bientôt le nom d'empire, qui semble trop pompeux pour une population de quatre millions d'habitants.

Ainsi, dans moins de vingt ans, l'Espagne et le Portugal ont vu disparaître leur pavillon de tout le nouveau monde ; réduits à leurs premières limites, ces deux royaumes expient aujourd'hui dans les langueurs de l'indolence ou dans les convulsions du fanatisme, les erreurs de trois siècles, et le scandale de leur tyrannie insatiable. Les mains qui versaient l'or du Pérou, demandent l'aumône, et les corsaires de la Colombie infestent les côtes d'où partirent jadis Colomb et Fernand Cortez. Jamais un spectacle plus solennel n'a été donné au monde; jamais les défenseurs des abus, les partisans des vieilles maximes n'ont reçu un démenti plus éclatant; jamais enfin le commerce n'a vu s'ouvrir devant lui une route plus brillante. L'ère du travail a commencé : malheur aux peuples qui s'endorment! Pour eux, le sommeil, c'est la mort. Malheur aussi aux métropoles qui espèrent vivre du travail de leurs colonies; car bientôt on entendra dire en Europe : Il n'y a plus de colonies!

CHAPITRE XVI.

De l'état du commerce en Grèce, depuis la conquête des Musulmans, et de l'influence probable de la révolution actuelle.

La prise de Constantinople par Mahomet II, en 1453, un des plus mémorables événements de l'histoire moderne, acheva la ruine de ce malheureux empire grec, où l'on ne retrouvait plus rien de l'antique énergie et de la philosophie spirituelle du siècle de Périclès. Ébranlé jusque dans ses fondements par le choc terrible des Latins, il avait dû céder aux croisés beaucoup d'îles grecques, l'Attique et une partie de la Morée. L'Épire, l'Acarnanie, la Thessalie, l'Étolie, la Ma-

cédoine, la Thrace, membres épars de ce grand corps, ne s'étaient plus rassemblés depuis que son territoire avait été sillonné dans tous les sens par les émigrations des nations occidentales. Les Vénitiens et les Génois, fournisseurs de ces vastes expéditions, avaient obtenu, dans le partage des dépouilles, une récompense proportionnée à leurs services, et j'ai dit[1] comment le temple de Sainte-Sophie, à Constantinople, avait été profané par des chrétiens, avant d'être converti en mosquée par Mahomet II.

Depuis cette fameuse époque, il semble qu'un monde entier nous ait séparé de la Grèce. A peine est-il possible de retrouver quelques vestiges de l'histoire de tant de provinces dont chaque ville avait jadis ses historiens, et l'on ne sait guère aujourd'hui comment les matelots d'Ipsara et les guérillas du mont Taygète ont remplacé les savants de Constantinople et les rhéteurs subtils du Bas-Empire. Dans le grand désordre qui suivit la conquête des Turcs, lorsque la race grecque fuyait sans savoir où aller[2], les Vénitiens et les Génois établis dans le Péloponnèse et dans les îles, prêtèrent à ce peuple exilé leurs montagnes, leurs monastères, leurs riantes vallées. Mahomet leur vendit, dans sa nouvelle capitale, le droit de vivre, et le quartier du Phanar. Il intronisa leur patriarche, et après avoir fait le siége d'Athènes, il bâtit une mosquée au Parthénon, comme il en avait construit une au temple de Sainte-Sophie : confondant ainsi dans un mépris qui dure encore, les merveilles de l'antiquité et la majesté du christianisme. Dans la haute Albanie, pleine des souvenirs de l'ancienne Épire, Scanderberg lutta longtemps contre les oppresseurs de son pays, et son dernier soupir, comme celui de l'illustre Polonais Kosciusko, fut le dernier soupir de sa patrie. Frappée au cœur, la Grèce allait mourir : les Vénitiens prolongèrent son agonie, en essayant contre les Turcs cette résistance de cent ans, qui recom-

[1] Chapitre IV de cet ouvrage.
[2] *Chalcondyle*, livre VIII.

mence, et que les Hellènes ont juré de prolonger, puisqu'ils portent sur leurs étendards l'image du phénix renaissant de ses cendres.

Misitra, Corinthe, Modon, Napoli de Romanie furent alors, ainsi qu'aujourd'hui, leurs champs de bataille ; et comme si la civilisation, fille du temps et protectrice des peuples, n'avait point marché depuis cette époque, comme si nous étions encore au règne lugubre de Louis XI, contemporain de ces désastres, l'Europe voit la hache des mêmes barbares renverser les oliviers du Péloponnèse, avec cette différence qu'alors Venise n'était point dans leur camp... Lorsqu'on songe qu'un pacha partage les filles de Pylos et d'Andruzzène aux janissaires chrétiens qui dirigent son armée, le cœur se serre, et tous ceux qui ont une âme sentent leur tête fléchir, affaissée sous le poids de tant d'opprobre. Pour moi, je me surprends souvent versant des larmes amères sur le malheur de cette généreuse population comme sur une calamité de famille; et si quelque désordre pénètre dans ma narration, je plaindrai le lecteur qui m'en ferait un reproche. A travers tant de sang et de deuil, peut-on suivre la trace du commerce? et lorsqu'il s'agit pour un peuple tout entier *d'être ou de n'être pas*, irai-je parler froidement de sa fortune? Quand un vaisseau fait signe de détresse, est-ce de la cargaison ou de l'équipage que l'humanité veut qu'on s'occupe?

Venise, que le malheur des temps a réduite à convoyer les flottes musulmanes, faisait alors payer aux Grecs l'appui de sa colère. Elle pillait les côtes de l'Asie mineure, et ramenait d'Éphèse et de Smyrne des milliers de captifs et d'immenses dépouilles; elle s'emparait de Chypre par la ruse; elle faisait sentir à cette race infortunée combien de douleurs et de hontes sont attachées à la protection de l'étranger. Les Maniotes seuls, dans la Morée, abhorraient également le joug des Vénitiens et celui des Turcs, et ne cédèrent à aucun d'eux la possession de leurs montagnes et l'honneur de leur indépendance. Ils étaient encore libres, que Venise régnait à Napoli de Romanie, à Patras, à Malvoisie, à Corfou, à Céphalonie, à Chypre et dans Candie. Soliman, dont la puissance avait triomphé des chevaliers de Rhodes, les oublia ou ne voulut point essayer de leur bravoure.

Cependant il n'y avait plus d'Hellènes, et ce peuple s'éteignait dans la grande monarchie du sultan de Constantinople, lorsque vers la fin du seizième siècle, au moment de la renaissance des lettres, quelques savants italiens demandèrent des nouvelles d'Athènes. Elle existait encore, triste et flétrie, tandis que ses enfants errants dans l'Italie, cherchaient à rallumer le flambeau des arts dont elle avait été si longtemps la maîtresse. Plusieurs d'entre eux étaient devenus fort habiles dans la médecine, science aussi chère à l'humanité qu'à ses oppresseurs, et ils obtenaient la faveur des grands de la Porte. Ce fut l'origine de ces fortunes du Phanar dont on ne sait comment définir l'influence tour à tour si fatale et si utile à la Grèce. Le patriarche de Constantinople en retirait une considération qui pouvait devenir avantageuse à la condition des Hellènes; mais, trop voisine des foudres du divan, son autorité pâlit toujours devant leurs formidables éclairs, et de nos jours, le dernier de ces pontifes n'a été utile à ses concitoyens que par l'horreur qu'a inspirée le supplice d'un vieillard.

Toutefois, si le patriarchat de Constantinople n'a jamais sensiblement contribué à améliorer le sort des Hellènes, on ne saurait nier qu'il ait maintenu parmi eux une espèce d'unité religieuse, une véritable séparation de la nation musulmane; et qu'à la faveur de cette influence invisible, mais réelle, les Grecs se soient retrouvés tout à coup, au jour marqué pour l'indépendance, un peuple en état de se la procurer. Cette circonstance permet de jeter un voile sur les faiblesses ou la servile infamie de plusieurs patriarches qui ont déshonoré le trône pontifical de la religion grecque. Leur pouvoir ne s'étendait pas seulement sur les Hellènes, mais aussi sur leurs coreligionnaires moscovites; de là cette tradition ancienne et obstinée qui faisait espérer aux Grecs les secours de la Russie, et qui leur a été si funeste à la fin du

dernier siècle et au commencement du siècle présent [1]. Malheureusement, les archevêques, les évêques, les archimandrites, les papas, les caloyers pullulaient sur la terre de Démosthènes, et l'oisiveté la plus stupide avait succédé à cette agitation naturelle aux nations méridionales : toute la Grèce était couverte de monastères. Dans les îles, à Athènes, en Béotie, dans l'Arcadie, sur la chaîne du Pinde et des monts Agrapha, le voyageur étonné rencontrait partout des habitations de solitaires, fortifiées de hautes murailles derrière lesquelles vivaient, retranchés contre le monde et les pirates de l'Archipel, une foule de pieux contemplateurs.

Le siége de Candie, devenu le rendez-vous de tous les braves et de tous les aventuriers de l'Europe chrétienne, ranima l'énergie des Grecs et fit parler d'eux, comme jadis on avait parlé des Troyens. Mais ni le génie de Morosini, ni le secours envoyé par Louis XIV, ne sauvèrent cette île célèbre de la terrible et puissante opiniâtreté du visir Kuprogli. La liberté ne devait donner signe de vie que plus d'un siècle après cette mémorable résistance. M. Villemain l'a très-bien dit : « Rien n'est immobile comme la servitude : les années, les siècles même s'écoulent avec une lente uniformité ; des générations naissent et meurent sans laisser de trace. Il n'y a pas d'événements pour elles. Il n'y a rien de nouveau, même dans leurs souffrances ; et leur malheur est monotone comme la pitié qu'il inspire. »

Cependant, les familles établies au Phanar, espèce d'aristocratie marchande, éclairée et servile, s'enrichissaient par le commerce des perles, des soieries et des parfums. Mêlées du sang italien et de la légèreté grecque, elles obtenaient, par les charges de drogman, qui leur donnaient part aux secrets de la Porte, une considération chèrement achetée, mais véritablement utile. Elles établissaient des écoles où venait s'instruire l'élite de la jeunesse grecque, et elles pré-

[1] M. Villemain, *Essai historique sur l'état des Grecs*, p. 200.

paraient de loin le triomphe de la liberté, sans y songer. Dans le Péloponnèse, Napoli de Romanie, dont l'heureuse situation ne manque pas de ressemblance avec celle de Cadix, était devenu l'entrepôt des productions de la Grèce ; il s'y faisait un grand trafic de blé, de vin, d'huile, de soie, de coton et de tabac ; on voyait aborder dans son port des vaisseaux de Constantinople, de Venise, de Livourne et du Caire. Les Turcs y devenaient plus humains, et déjà le commerce faisait sentir ses heureux effets sur l'agriculture, car les villages et les campagnes de la Morée présentaient un aspect enchanteur. L'olivier, le mûrier, le majestueux cyprès, les chênes-verts, les lauriers-roses bordaient les rives de ces torrents, jadis célèbres, qui descendaient du plateau de l'Arcadie, sous les noms poétiques d'Alphée, de Pénée, d'Iris et d'Eurotas.

Déjà s'effaçaient, dans la Grèce moderne, les souvenirs de ces longues douleurs nationales qui laissent des traces si profondes, lorsque les Vénitiens reparurent sur la mer d'Ionie, plus irrités que jamais de leurs vieilles défaites, et pleins d'une haine longtemps concentrée contre les Musulmans. En peu d'années, ils reconquirent leurs conquêtes, et la Morée leur resta par le traité de Carlowitz. Mais les Grecs ne firent que changer de joug, et l'aversion qu'ils avaient pour l'Église romaine ne permit pas d'espérer cette fusion d'intérêts qui, seule, assure la prospérité des peuples d'origine diverse, réunis par la politique. Les Turcs reprirent le Péloponnèse après quinze ans. Alors s'établirent en permanence ces bandes héroïques de Maniotes et de Klephtes belliqueux, célébrés dans les chants populaires dont M. Fauriel a découvert récemment la précieuse existence. Ces derniers faisaient aux Turcs une guerre acharnée, et ils chantaient, comme un hymne de victoire, « la prise de quelques agneaux, de quel-« ques moutons qu'ils faisaient rôtir, et de cinq beys pour « tourner la broche. » Ne sont-ce pas les mêmes hommes qui envoyaient trois bouteilles de rhum au séraskier commandant le siége de Missolonghi, pour l'engager à *régaler*

ses porte-drapeaux et à leur donner du cœur la veille d'un assaut?

Vers le milieu du dix-huitième siècle, la fondation de Cydonie [1], ouverte à tous les chrétiens, et protégée contre les Turcs par les Turcs eux-mêmes, révéla l'intégrité de la race grecque, que l'on supposait ensevelie dans l'éternel sommeil de la servitude, ou dispersée comme la poussière de ses monuments. Les Russes agirent sur elle par les hospodars de la Moldavie et de la Valachie, et l'impératrice Catherine, qui rêvait l'empire du Bosphore, aux sons flatteurs de la muse de Voltaire, envoya un de ses amants, le comte Orloff, tenter la fortune sur les rivages du Péloponnèse. Tout ce que l'Europe avait alors d'esprits éclairés suivaient, avec une poétique impatience, la marche de ses flottes et de ses armées. Les Monténégrins frémissaient au sommet de leurs montagnes, pressés de se débarrasser du voisinage dangereux des Musulmans; et partout, saisis d'une illusion généreuse, les amis des lumières, de la gloire et de l'humanité, attendaient la dernière heure des Osmanlis. Coron, Misitra, Patras, Navarino tombent au pouvoir des Russes. La flotte turque, cernée dans la rade de Tchesmé, périt dévorée par ces brûlots qui devaient, après un demi-siècle, incendier de nouveaux oppresseurs, et signaler de nouveaux Thémistocles.

Mais cette effroyable explosion, qui fit trembler les côtes de l'Asie et celles de l'Europe, s'évanouit comme un vain bruit, par l'ineptie et l'indolence des vainqueurs. Ils quittèrent bientôt les parages de l'Archipel, laissant exposées à la férocité des Musulmans toutes les faibles populations des îles qu'ils étaient venus faire insurger. La domination turque, vivement ébranlée, se raffermit par le carnage et la destruction. Tous les cantons qui avaient accueilli les Russes furent impitoyablement dévastés, les Grecs pris les armes à la main succombèrent égorgés, et leurs familles furent menées en esclavage.

[1] Dans l'Asie mineure.

Tel fut le résultat de cette expédition brillante qui semblait l'aurore de la régénération grecque, et qui finit par d'épouvantables massacres. La plupart des habitants de la Morée se retirèrent dans les montagnes de la Romélie ou furent transportés dans les îles par la marine des Hydriotes. La Russie conquit la Crimée, et le fameux traité de Kainardgi parut une stipulation pour des cadavres. L'Europe chrétienne, j'entends ceux qui la représentaient alors, virent toutes ces horreurs d'un œil sec; mais du moins ils s'étaient abstenus de prendre part à la lutte, et l'histoire n'a pas dit qu'il y ait eu des vaisseaux de l'empereur d'Autriche dans la flotte musulmane.

Le silence de la mort régnait depuis quarante ans sur ces lieux jadis si fertiles, lorsqu'un homme, ou plutôt un tigre d'une férocité jusqu'alors inconnue, recommença le cours des exterminations dans toute la portion du continent grec soumise à sa puissance. Cet homme, de terrible et sanglante mémoire, se nommait Ali-Tebelen. Le bruit de ses exploits ou de ses barbaries a retenti trop longtemps parmi nous pour qu'il soit nécessaire d'en retracer ici le lugubre tableau. On sait comment, du milieu de sa forteresse de Janina, il s'étendit jusqu'au cœur de la Grèce, et par quelle suite de ruses, de concussions, de pillages et d'assassinats, il devint le maître absolu d'une population de deux millions d'hommes. Les Albanais, milice féroce et redoutable, formaient le principal noyau de son armée; c'était par eux qu'il semait la terreur dans tous les villages et qu'il poursuivait, sans pitié comme sans remords, le cours de ses exécutions. Une seule tribu de montagnards, celle des intrépides Souliotes, put résister à ses armes et apprit à la Grèce le secret de l'indépendance.

D'un autre côté, les marins d'Hydra, de Spezzia et d'Ipsara, formés à la navigation par le commerce, s'enrichissaient tous les jours, et par leurs nombreux rapports avec les étrangers, ils commençaient à sentir le prix de la liberté, de l'existence civile. Ils habitaient des rochers stériles; mais ces rochers

se couvraient tous les jours d'une population industrieuse, et les enfants que leurs pères exerçaient au noble et pénible métier de marins préparaient la vengeance due au sang de tant de martyrs. L'instruction, plus répandue, venait encore au secours du courage. Le voisinage des Français, maîtres des îles de Zante, de Corfou et de Céphalonie exalta ces imaginations déjà très-ardentes, et le commerce parut leur offrir la chance d'un nouvel avenir. Pendant les longues disettes qui assiégèrent la France avec bien d'autres maux, sous le régime de la terreur, les Hydriotes avaient plus d'une fois approvisionné de blé l'entrepôt de Marseille; plus tard, ils s'étaient établis à Londres, à Malte, à New-York; ils étaient devenus les facteurs de la Méditerranée. Leur marine marchande, composée de petits bâtiments légers et rapides, fut en peu de temps une pépinière d'excellents matelots, et leur île d'Hydra, le centre d'un commerce fort étendu.

La grande révolution de 1814 trouva les Grecs dans cette position. Pour une alliance *qui se disait sainte* [1], et qui venait d'émanciper l'Europe, c'était le cas de songer à la religion et à l'indépendance des Hellènes : les Anglais y songèrent, en effet, et ils vendirent Parga au pacha de Janina, moyennant cinq cent mille livres sterling. Ce fut le premier acte d'influence de la politique chrétienne sur les affaires de la Grèce. Par pudeur, je tairai les autres. Il est de ces plaies hideuses qui n'ont de nom dans aucune langue, et que l'esprit se refuse à dépeindre, de peur d'inspirer trop de dégoût pour ceux qu'elles dévorent.

Parga vendue et payée, ses malheureux habitants exhumèrent les ossements de leurs pères et se réfugièrent à Corfou. Cette lugubre et solennelle émigration excita dans toute l'Europe un mouvement d'horreur universel. Dans plus d'un pays, on refusa d'y croire : mais c'en était fait; l'opprobre était inscrit en lettres immortelles dans les annales de la

[1] Expression de M. Royer-Collard, dans un de ses discours à la chambre des députés.

Grande-Bretagne. La Grèce entendit cet arrêt prophétique, et son cri de *vaincre ou mourir* succéda bientôt aux derniers cris des Parganiotes. Les échos de la Morée, de l'Épire, de la Valachie, de la Moldavie, d'Hydra, d'Ipsara, de Scio y répondirent, et l'embrasement devint général. Aussitôt l'on voit surgir de toutes parts des légions de héros ; hommes, femmes, enfants, vieillards, prêtres, négociants, pâtres et laboureurs, tous courent aux armes, cherchent l'ennemi, le rencontrent, le pressent, le renversent, le foulent aux pieds ; les grandes ombres de Marathon, des Thermopyles, de Salamine sortent de leurs tombeaux, fières et menaçantes, et si elles ne retrouvent plus la civilisation de Périclès, de Démosthènes et d'Aristide, elles se reconnaissent, du moins, dans les défenseurs d'Ipsara et de Missolonghi.

Mais à quoi sert de rappeler ces brillants souvenirs? Au moment où je parle, un voile sanglant ne dérobe-t-il point à nos yeux la terre des arts et de l'éloquence? Les cotons de Salonique, les belles laines d'Ambelakia, les soies et les peaux de la Thessalie, le miel du mont Hymète, les huiles d'Athènes, la garance de la Béotie et les teintures écarlates de la Phocide, pourraient-elles rendre encore un peu de vie à ces contrées jadis si riantes? L'égoïsme des Francs de Smyrne comprendra-t-il enfin tout ce que le commerce aurait trouvé de ressources dans l'indépendance de la Grèce qu'ils ont si cruellement paralysée? Et ces entrailles diplomatiques, insensibles comme le marbre des palais, les verrons-nous s'émouvoir, quelque jour? Quand nos enfants demanderont ce que nous avons fait pour l'humanité, nous qui passons pour être humains, leur dirons-nous que nous avons assisté pendant cinq ans, l'arme au bras, à cette grande boucherie de quatre millions d'hommes qui nous apportaient du blé, quand nous mourions de faim?

CHAPITRE XVII.

De l'état actuel du commerce en Égypte.

J'ai honte de citer dans cet Essai, destiné à signaler la marche du commerce et de l'industrie, l'histoire récente d'un peuple qui s'en sert pour la destruction de celui dont je viens de retracer la sublime agonie. Mais sans doute, un pareil état de choses ne peut être que transitoire; et du sein des calamités que l'Égypte verse sur la Grèce, il sortira, je l'espère, quelque grand événement qui rendra l'une et l'autre contrée à leur destination naturelle, celle de produire et d'échanger leurs produits.

On ne saurait nier que depuis l'expédition des Français en Égypte, cette province fertile n'ait subi une véritable révolution. L'industrie, les sciences et les arts y ont laissé des traces vivantes de leur passage. Nous avions semé pour la civilisation : mais la barbarie a fait la récolte. Un nouvel empire a succédé à notre domination éphémère, et les arts bienfaisants qui devaient régénérer la terre de Sésostris sont devenus la fortune d'un pacha. Riche des biens de ses sujets, dont il s'est violemment adjugé le monopole, c'est lui qui vend maintenant à l'Europe toutes les productions de l'Égypte; son avarice et son égoïsme travaillent presque autant qu'un peuple libre, et c'est ce phénomène que je me propose d'examiner dans l'exposé qui va suivre.

Tout le monde connait la situation, l'histoire et l'importance de l'Égypte. On sait que cette province peut être considérée comme une vallée de deux cents lieues de longueur sur cinq lieues de large, et qu'elle doit sa fertilité au phénomène annuel du débordement du Nil, qui coule du sud au

nord, à peu près parallèle à la mer Rouge, jusqu'au Caire, où il se partage en deux branches. Ces deux branches forment avec la Méditerranée un triangle de soixante lieues de base et de cinquante de hauteur, composé des terres d'alluvion apportées par le fleuve, et par conséquent très-fertiles. Les trois angles du Delta sont protégés par trois villes, le Caire, Rosette et Damiette. Le port d'Alexandrie lui sert ainsi qu'à toute l'Égypte, d'entrepôt d'entrée et de sortie pour l'Europe. La surface de la vallée du Nil équivaut à un sixième de la France, et ne contient aujourd'hui que 2,500,000 habitants, quoi qu'elle en ait nourri jadis plus de quinze millions.

L'Égypte est divisée en haute, basse et moyenne région. On y ajoute les oasis qui sont des parties du désert où l'on trouve un peu de végétation. L'Égypte n'a ni bois, ni charbon, ni combustibles d'aucune espèce. Toute sa richesse est dans son sol; mais ce sol exige peu d'efforts pour donner les plus brillants produits, et c'est pour cela, peut-être, que les procédés de l'agriculture y sont demeurés stationnaires. Les cultivateurs n'ont d'autres fatigues à essuyer que celles de l'arrosement des terres, quand elles n'ont pas été inondées naturellement, ou quand ils entreprennent de leur faire produire plusieurs moissons dans le cours d'une année. Mais la facilité d'arroser ne leur est pas toujours accordée, et les eaux du Nil peuvent être organisées en monopole, comme tout le reste, selon les caprices de l'administration. Aussi arrive-t-il que, suivant qu'elle est bonne ou mauvaise, le Nil gagne sur le désert, ou le désert gagne sur le Nil.

Deux villes importantes, Alexandrie et le Caire, méritent toute l'attention des négociants, non pas qu'elles offrent quelque chose de plus intéressant que les autres grandes cités de l'Orient, mais parce qu'elles sont devenues l'entrepôt des richesses du pays, dont le vice-roi actuel s'est réservé le monopole. Le port d'Alexandrie, jadis si célèbre, est le seul mouillage des cinq cents lieues de côtes qui s'étendent depuis Tunis jusqu'à Alexandrette en Syrie : il est

situé à l'une des anciennes embouchures du Nil. D'immenses escadres peuvent y mouiller, et dans le vieux port, elles sont à l'abri des vents et de toute attaque. Des vaisseaux tirant vingt-un pieds d'eau y sont entrés sans difficulté. C'est un avantage d'autant plus remarquable, que les ports de Rosette et de Damiette ne peuvent recevoir que de petits bâtiments, parce que les barres sont souvent encombrées de bancs de sable mouvants, que le vent du Nord chasse devant lui. Mohammed-Ali, en joignant au Nil le port d'Alexandrie par un canal navigable, a rendu un service immense au commerce. On doit faire observer que ce canal, qui parcourt une étendue de près de seize lieues, commencé en 1818, a été achevé en 1819, quoique sa largeur soit de quatre-vingts pieds et sa profondeur de douze à quinze.

La ville du Caire est aussi connue que Paris, et il suffit de quelques indications sommaires pour donner une idée de son importance. Elle renferme une population de deux cent soixante-trois mille sept cents habitants répandus dans vingt-cinq mille maisons qui forment deux cent quarante rues, quarante-six carrefours et trente-huit impasses. On y compte onze cents cafés, trois cents citernes publiques, quatre cents mosquées, cent quarante écoles élémentaires et soixante-trois bains publics, successivement fréquentés par les hommes et par les femmes. Les établissements consacrés au commerce se nomment bazars : ils sont généralement couverts de toiles ou de paillassons. Chaque corporation a son bazar particulier : les marchands de papier, les orfévres, les droguistes, les armuriers ont chacun le leur. Les okels, ou magasins, sont de grands bâtiments carrés où l'on vend du riz, des toiles, des draps, des cachemires; ils ne sont pas ouverts au public, mais ils ont tous à l'extérieur, et donnant sur les rues, de petites boutiques de douze à quinze pieds carrés, où se tient le marchand avec les échantillons de ses marchandises. Il y a dans un quartier du Caire quelques familles européennes; c'est le quartier des Francs : on y rencontre un certain nombre de maisons, comme celles que peut avoir

en Europe un négociant qui possède trente ou quarante mille livres de rente.

Le pacha actuel vient de fonder un collége à Bourlac, dans le palais qu'habitait autrefois son fils Ismaïl. Cent élèves, depuis l'âge de neuf ans jusqu'à celui de trente-cinq, y sont entretenus à ses frais, et apprennent, sous des maîtres habiles, la chimie, les mathématiques, le dessin, le grec, le latin, l'arabe, le turc, le persan et la plupart des langues modernes de l'Europe. Il paraît même que les hauts emplois de l'administration seront exclusivement réservés aux élèves qui sortent de ce collége. Le pacha a également créé une école militaire organisée sur le modèle de celle de Metz, où des officiers français et italiens enseignent l'application des sciences physiques et mathématiques à l'artillerie et au génie. Une imprimerie est établie au Caire. Une gazette officielle, la première qui doive paraître sous les auspices d'un prince musulman, sera très-incessamment publiée dans la même ville : elle aura un texte arabe et un texte italien.

Mohammed-Ali a également ordonné l'établissement d'une ligne télégraphique entre Alexandrie et le Caire, d'après le système de Chappe ; et il a le projet de la faire communiquer avec la haute Égypte. En même temps, des relais de poste, organisés pour le service des dépêches, porteront dans toute l'étendue de l'empire les nouvelles intéressantes pour le commerce, la politique et l'administration. Ces relais sont établis dans l'intérieur des constructions dont le sommet est destiné aux télégraphes.

Le vice-roi est préoccupé, assure-t-on, en ce moment, d'un projet dont l'exécution serait un événement immense dans le monde commercial, je veux dire la réunion de la mer Rouge à la Méditerranée, par la section de l'isthme de Suez. On avait d'abord proposé d'opérer cette réunion au moyen d'un canal qui aurait abouti d'un côté au port de Suez et de l'autre au Nil, un peu au-dessous du Caire. Mais ce plan présentait des désavantages très-sensibles. S'il était exécuté, il faudrait décharger les marchandises qu'on apporterait de

l'Inde pour les recharger ensuite sur les bateaux du pays; car il paraît que le Nil serait d'autant moins praticable pour les bâtiments expédiés des ports de l'Indostan ou de la mer Rouge, que l'époque favorable à la navigation de cette mer ne coïncide pas avec celle de l'exhaussement des eaux du fleuve. Le projet qu'on propose aujourd'hui, serait tout à fait indépendant de la navigation du Nil. Dans ce nouveau plan, le canal qui partirait également de Suez, rencontrerait les lacs amers et le lac Mensaleh, et il irait s'ouvrir à Tineh, sur les côtes de la Méditerranée. Si jamais on l'entreprend assez sérieusement pour le terminer, le commerce de la haute Asie aura changé encore une fois de route.

On ne saurait nier que le grand mouvement opéré en Égypte par l'expédition française, n'ait contribué à faire naître dans l'esprit des habitants l'espoir d'un meilleur avenir. Les mœurs simples de nos savants, leurs constantes occupations, leur utilité pour la fabrication des objets d'art et de manufacture, pour lesquels ils se sont trouvés en relation avec les artisans du pays, ont laissé des souvenirs ineffaçables, et déjà de toutes parts on observe au Caire une heureuse tendance aux améliorations matérielles qui ne tarderont pas à conduire aux améliorations morales.

C'est dans cette grande ville que réside aujourd'hui l'étrange personnage chargé du gouvernement de l'Égypte. Son esprit vif et adroit a deviné sur-le-champ tout le parti que pourrait retirer le despotisme d'un commencement de civilisation, et il encourage de tout son pouvoir un système de production conçu dans son seul intérêt. C'est lui qui achète et vend le coton, l'indigo, le sucre, le carthame et le sel ammoniac; il a établi plusieurs filatures de coton très-bien organisées, dont une seule occupe jusqu'à huit cents ouvriers. Du reste, les pierres, la chaux, le plâtre, la poudre à canon, les toiles, les teintures, les denrées de toute espèce, ce qui sert à bâtir ou à détruire, à nourrir ou à vêtir les hommes, tout est entre ses mains : il n'est pas jusqu'aux fours à poulets dont il ne se soit fait le fermier-général. Il a réduit les

provinces de l'Égypte en colonies, et en les exploitant à la manière du système ci-devant espagnol au nouveau monde, il prépare, sans y songer, leur émancipation.

Ce n'est guère que depuis peu d'années que l'industrie égyptienne s'est développée avec cette rapidité qui a excité notre attention. Les réactions exercées en France, en Piémont, dans le royaume de Naples, à l'occasion des derniers événements politiques, ayant forcé plusieurs hommes distingués à s'expatrier, le pacha s'est trouvé tout à coup entouré d'une foule de concurrents disposés à le servir, et il en a retiré, avec beaucoup d'adresse, toutes sortes d'avantages. Il choisit habilement ce qu'ont de plus intéressant les découvertes récentes de l'industrie française et de la mécanique anglaise. Il connaît la politique européenne comme le plus fin diplomate, et on l'entend plaisanter souvent sur les considérations qui mettent les souverains en état d'observation perpétuelle les uns vis-à-vis des autres. Un Français, nommé *Jumel*, a naturalisé en Égypte le coton du Brésil, qui s'y multiplie tous les jours d'une manière vraiment extraordinaire. La première récolte en a produit vingt-cinq mille balles. La seconde fut si abondante, qu'après avoir satisfait aux demandes des différentes nations du littoral de la Méditerranée, ou en exporta cinquante mille balles pour l'Angleterre. Le produit de cette récolte a été doublé en 1824, et celle de 1825 a dû être plus considérable encore; car le pacha, enivré d'un succès si prodigieux, fait rétablir tous les canaux d'irrigation qui avaient été engorgés, afin de rendre à la culture des terrains longtemps stériles. On est fondé à supposer que l'Égypte et ses dépendances ne tarderont pas à produire du coton en aussi grande quantité que l'Amérique tout entière. Quelle source de richesses, dans un temps où les tissus de coton jouissent d'une telle faveur, que la Grande-Bretagne, indépendamment de sa consommation, en a exporté, en 1824, pour une valeur de plus de 750,000,000 de francs!

Si l'on considère, en outre, que les vaisseaux expédiés de l'Amérique ont une route plus longue à parcourir que ceux

qui viennent des ports d'Égypte; que les récoltes de cette dernière contrée sont plus certaines, à cause de la pureté du ciel égyptien et de l'absence des ouragans qui désolent l'espace compris entre les deux tropiques; si l'on rapproche le perfectionnement des machines et la rapidité de la navigation par les bateaux à vapeur, on sera porté à conclure que le prix des étoffes de coton ne doit pas tarder à baisser dans toute l'Europe, et qu'il en résultera une grande augmentation d'aisance pour les classes inférieures de la société. Déjà la ville de Liverpool fait construire un lazaret, spécialement destiné à recevoir en quarantaine les produits égyptiens : et les innovations industrielles d'un pacha se font sentir avec avantage dans le pays le plus civilisé de l'ancien continent.

Les huiles, les soieries, les teintures, le sucre participeront également avant peu à la baisse des cotons. Mohammed-Ali cherche dans ce moment à étendre la culture de l'indigo. Il a fait venir une colonie de paysans de la Syrie pour planter des mûriers et élever des vers à soie dans une province de son empire. La belle contrée du Fayoum, sans renoncer à ses moissons de roses, dont on tire une essence si recherchée en Asie, se couvre de plus en plus d'oliviers, et la vigne commence à y donner des récoltes abondantes. Depuis longtemps l'Égypte produit la canne à sucre, le lin, la plupart de nos fruits, de nos légumes et de nos céréales : bientôt cette terre privilégiée, secondée par les travaux de l'industrie, réunira, sans exception, dans une étroite vallée de deux cents lieues de longueur, toutes les cultures des deux mondes.

Le cœur se serre quand on pense que ces grandes ressources, capables de vivifier une des plus belles régions du globe, sont concentrées dans les mains d'un homme qui les emploie à soudoyer une armée de Vandales, assis, au moment où j'écris, sur les ruines fumantes du Péloponnèse. Cette prospérité sacrilége, acquise aux dépens de tout un peuple pour la destruction d'un autre peuple, étonne et déconcerte. On ose à peine signaler à l'Europe un marché où l'on tra-

fique du sang humain bien plus que de la nourriture des hommes. Mais j'espère que le remède à ces maux se retrouvera dans leur excès même; le monopole est un abus qui finit par se détruire, quelques efforts qu'on fasse pour le soutenir; et le temps n'est pas loin, sans doute, où l'Égypte, affranchie du joug fiscal qui la tient enchaînée, cessera de verser son sang et ses trésors pour exterminer ces mêmes Grecs, dont les ports sont ses débouchés naturels.

Alors, qui sait, si, entre les mains d'un barbare, cette vieille Égypte ne reprendra pas son antique splendeur! qui sait même si j'ai le droit d'appeler barbare, un homme qui improvise tout à coup au milieu des ruines, les merveilles de la civilisation moderne! Quel que soit le dégoût qu'inspire un système de monopole aussi effronté que le sien, on ne saurait disconvenir que le pays n'en doive recueillir, tôt ou tard, d'immenses bénéfices, et que ce pacha n'ait fait faire, comme Pierre le Grand, un très-grand pas à sa nation [1]. Les améliorations conçues dans son intérêt privé lui survivront; et si, comme on l'assure, son fils est doué d'une intelligence élevée, on ne doit pas douter qu'il ne fasse partager aux Arabes une portion de cette prospérité qui leur aura coûté si cher. Les amis de l'humanité voient avec plaisir le flambeau de la civilisation se rallumer dans un pays qui en fut le berceau; et s'il leur est pénible d'apprendre que les premiers rayons de ce feu sacré sont employés à répandre l'incendie sur la terre de Périclès, un sentiment de confusion se mêle à leur douleur lorsqu'ils songent que des vaisseaux chrétiens ont convoyé les flottes turques. Mais la civilisation a ses transfuges comme la barbarie : la postérité fera la part des uns et des autres.

[1] On calcule que l'Égypte pourrait nourrir cinq cent mille chameaux et dromadaires, deux cent mille chevaux, quatre cent mille ânes, quatre millions de bœufs ou de buffles, dix millions de moutons et de chèvres. Huit cents fours pour l'incubation donneraient vingt-cinq millions de poulets qu'on nourrirait aisément avec les grains du pays.

CHAPITRE VIII ET DERNIER.

CONCLUSION.

Nous venons de voir passer rapidement sous nos yeux les principaux événements qui ont hâté ou ralenti la marche du commerce et de l'industrie pendant les siècles qui nous ont précédés : de grandes leçons ressortent naturellement d'une pareille suite de faits et d'expériences. Le travail est reconnu désormais la véritable source des richesses; et les hommes viennent de s'apercevoir enfin que tous leurs efforts doivent avoir pour but l'amélioration de leur existence, l'accroissement de leurs lumières et de leur dignité. Le mouvement trop longtemps imprimé à l'espèce humaine pour détruire, a fait place au zèle d'une industrie vivifiante, et déjà les haines des nations ont disparu dans un sentiment de bienveillance universelle. De toute part le génie des sciences agrandit le domaine du commerce, lui ouvre des routes inconnues, ou découvre pour lui des procédés nouveaux; le gaz éclaire nos cités, les bateaux à vapeur rapprochent les distances, les canaux fertilisent les provinces. L'Angleterre et les États-Unis, placés à la tête de ce grand système de perfectionnement, ont donné aux arts utiles une impulsion vraiment étonnante; les routes en fer ouvriront bientôt des débouchés à leurs moindres villages; et, dans la seule Angleterre, vingt-cinq mille vaisseaux, montés par plus de cent soixante mille matelots, portent aux extrémités du monde les produits de son infatigable industrie. La force de ses machines équivaut au travail de trois millions d'hommes, et la population s'en trouve ainsi miraculeusement augmentée.

La France ne suit pas avec moins d'ardeur cette heureuse tendance; mais son étendue plus considérable ne lui a pas encore permis de multiplier aussi rapidement ses communications. Toutefois, elle se glorifie d'avoir donné à l'Europe les premiers modèles des routes hydrauliques, monuments du génie de deux grands princes, Henri IV, qui fit creuser le canal de Briare, et Louis XIV, celui du Languedoc. On remarque dans l'examen des principaux produits de l'industrie française, une foule d'améliorations capables de balancer les efforts sans cesse renaissants de son éternelle rivale. Nos fabriques de soie ont acquis des développements immenses; le dessin a embelli leurs étoffes des combinaisons les plus gracieuses; on a découvert pour elles de nouvelles couleurs. La Turquie a perdu le secret du rouge d'Andrinople; l'Italie n'a plus le monopole des tulles et des crêpes. Tarare, qui n'était qu'un village, en 1815, occupe aujourd'hui plusieurs milliers d'ouvriers. Grâce au zèle et au patriotisme d'un de nos plus illustres fabricants, les chèvres du Thibet ont déserté leurs montagnes, et les châles de Cachemire sont devenus des marchandises françaises. La filature des laines a fait des progrès remarquables; les fabriques de draps se sont multipliées, et bientôt, sans doute, les habitants de nos campagnes jouiront, à très-bas prix, de ces étoffes salutaires également commodes dans toutes les saisons.

Le blanchiment et la teinture des toiles ne sont pas restés en arrière du mouvement qui s'est manifesté dans la fabrication des soieries et des laines : il suffit de citer, pour nous en convaincre, les grands travaux des Berthollet, des Chaptal et de tant d'heureux savants dont chaque découverte fut un bienfait pour les arts et un titre à la reconnaissance nationale. Par eux ont été renouvelés tous les procédés de l'économie agricole et de l'industrie manufacturière; la fabrication de la soude, celle de la poterie, qu'un auteur ingénieux appelle la porcelaine des pauvres, la fonte du fer, la préparation de l'acier ont reçu des améliorations importantes; le platine est devenu malléable; les glaces, si rares

et si mesquines en Angleterre, ont pénétré même dans nos villages. Il n'est pas jusqu'aux ossements abandonnés des animaux qui ne fournissent un nouvel aliment à l'indigence [1], et à l'industrie, de précieux réactifs. Nous ne sommes plus tributaires de l'Allemagne pour la quincaillerie; les fabriques de scies, de faux et de limes se sont entièrement acclimatées en France. La chimie a réuni tous les corps dans son domaine; armée du flambeau de l'analyse, elle a fait justice des vieilles routines, et condamné à un éternel oubli ces formules grossières ou surannées, qui avaient rendu longtemps les arts si difficiles et la médecine si ténébreuse. La mécanique, en multipliant et en perfectionnant les machines à filer le coton, assure du travail à près de six cent mille individus de tout âge et de tout sexe, dont un tiers au moins se compose d'enfants habitués de bonne heure à l'activité, et par conséquent moins exposés à tous les vices qui accompagnent le désœuvrement.

C'est ainsi que les diverses branches du commerce et de l'industrie, en procurant de l'aisance et des occupations aux classes peu fortunées, sont devenues les plus sûrs auxiliaires de la morale. Lorsque, par un système de canalisation et de voirie publique bien entendu, tous les produits des manufactures françaises auront trouvé des débouchés plus nombreux et plus faciles, les forges du Jura, les mines de charbon des départements du nord et du centre acquerront une influence considérable sur la fortune publique : Saint-Étienne deviendra le Birmingham de la France; Saint-Quentin et Valenciennes atteindront au degré de splendeur où se sont élevées les cités anglaises de Manchester et de Glasgow.

Dans quelles circonstances plus favorables pourrions-nous former ces vœux pour la prospérité de la patrie? Un monde nouveau se présente à nos regards, privé de toutes les jouissances intellectuelles et physiques de la civilisation moderne, demandant à grands cris les produits et les lumières

[1] La gélatine.

de l'Europe. L'Angleterre, sans doute, ne la représentera pas toute seule; et personne, que je sache, en France, ne voudra signer une telle procuration. Nous ne pouvons donc manquer de paraître bientôt sur les marchés de l'Amérique : depuis la Californie jusqu'au cap Horn, depuis les terres Magellaniques jusqu'à la mer des Antilles, plus de trois mille lieues de côtes attendent nos vaisseaux. La reconnaissance récente de l'indépendance d'Haïti est un événement immense dans l'histoire de notre commerce. Au Chili, au Pérou, à Buénos-Ayres, au Mexique, on sait le prix de notre langue ; elle a plus de rapports que l'anglais avec l'harmonieuse élégance du dialecte espagnol; notre littérature y est plus généralement goûtée : Fénelon fera fortune sur le sol où Las Case a vécu. Et déjà, la librairie française a fait dans ces contrées des expéditions considérables; nos historiens, nos poëtes, nos savants sont appelés à instruire ce monde encore tout jeune, que l'Espagne voulait attacher, comme un coupable, à sa décrépitude [1].

La paix devient de jour en jour une nécessité des nations industrielles, et l'on commence à s'apercevoir que les vautours seuls ont quelque chose à gagner à la guerre. Cette idée fait naître l'espoir d'un avenir plus prospère et celui d'un rapprochement de tous les hommes et de toutes les parties de la terre qu'ils habitent. Quand ils seront une fois bien pénétrés de ces principes, l'indolence et la servilité n'obtiendront que le mépris universel; on ne prêtera plus rien aux peuples paresseux, parce qu'eux seuls ont toujours fait banqueroute, et que la banqueroute est un symptôme de la mort des nations comme de la ruine des particuliers. Aussi voit-on que les populations les plus laborieuses sont les plus honorables, les mieux nourries, les mieux vêtues, les mieux gouvernées et par conséquent les plus paisibles : car le commerce et l'industrie sont amis des lumières, et c'est par elles que se

[1] Ces considérations, et quelques-unes de celles qui suivent, sont extraites d'un discours prononcé par l'auteur, en juillet 1825.

soutiennent la dignité des hommes et le respect qu'on a pour leurs droits.

Combien ces vérités sont généralement senties dans l'amérique du Nord et dans la Grande-Bretagne ! Cette dernière puissance vient de s'attacher, par des traités de commerce, le Danemark, le Hanovre et les villes Anséatiques ; l'indépendance de l'Empire du Brésil a été reconnue sous sa puissante médiation. Ses traités séparés avec le Mexique, Buénos-Ayres et la Colombie, ont sanctionné le démembrement des anciennes colonies espagnoles dans l'Amérique du Sud. Elle a affranchi le port de Corfou, et peut-être elle songe à se laver de l'opprobre de la vente de Parga, en paralysant l'odieuse influence de l'escadre autrichienne sur l'extermination des Grecs. Elle suspend des ponts de fer au-dessus de l'embouchure de ses plus larges rivières, et dans Londres, c'est la Tamise qu'elle essaie de suspendre au-dessus d'une double galerie en brique, longue de quinze cents mètres, y compris les approches.

Aux États-Unis d'Amérique, l'impulsion donnée au commerce et à l'industrie n'est pas moins rapide. Un canal de cent trente lieues de long exécuté en moins de huit ans, réunit le lac Érié à la rivière d'Hudson par quatre-vingt-une écluses sur cinq cent soixante-quatre pieds de pente, et l'on songe à faire descendre par le Mississipi les eaux des lacs du Nord qui avoisinent la frontière du Canada. Des villages encore misérables en 1815, se sont transformés en cités opulentes. New-York reçoit dans son immense baie les navires de toutes les parties du monde; et le gouvernement américain envoie une escadre dans la Méditerranée, aux portes de l'Hellespont, pour demander fièrement l'entrée de la mer Noire à ces mêmes Turcs que les puissances de l'Europe appellent des amis, et l'humanité, des bourreaux.

La France a conçu le juste espoir de voir son commerce s'étendre et s'améliorer encore par les heureux effets de ses institutions nouvelles. La génération actuelle est étrangère aux passions et aux préjugés de celle qui la quitte : nous n'avons pas suspendu nos armes et nos lyres aux saules qui bordent les fleuves de Babylone, et nous ne soupirons plus après ces jours de gloire sanglante qui faisaient tomber nos aînés, et perdre à chaque année son printemps. Nous sommes fiers de leur bravoure et de leur sang prodigué pour la patrie sous des noms désormais historiques : mais c'est la paix qu'il nous faut, une paix favorable au travail, à la production, aux douces relations de la famille. Si quelque jour le salut de l'État l'ordonnait... Minerve est douce, mais sa lance est terrible.

FIN.

TABLE

ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

A.

Adriatique, pages 152, 163, 166.
Agnadel (bataille d'), 164.
Agriculture, 156.
Albanais, 241.
Albe (duc d'), 188, 191, 197.
Albuquerque, 164, 173, 175.
Alcuin, 156.
Alep, 152, 198.
Alexandre VI, 180.
Alexandrie, 138, 139, 148, 163, 172, 173, 245.
Alger, 165.
Ali Tebelen, pacha de Janina, 241.
Allemagne, 147, 157, 168, 169, 173.
Amboine, 199.
Amérique, 171, 176, 182, 225, 255.
Amsterdam, 191, 195.
Anciens, 135, 155.
Angleterre, 154, 173, 195, 196, 218, 252.
Anséatiques (villes), 167, 187, 256.
Anson (l'amiral), 186, 226.
Antilles, 180, 255.
Antipodes, 178.
Arabes, 148, 149, 151, 153, 157, 172, 251.
Archangel, 197.
Archipel, 143.
Astracan, 214.
Athènes, 235.
Auguste, 142.
Autriche, 164, 167, 187, 241.

B.

Bagdad, 150, 198.
Baie de la Table, 192.
Baltique (mer), 168.
Banque d'Amsterdam, 195.
Banque de Saint-Georges, 161.
Barbares, 147, 153.
Bas-Empire, 150, 151, 235.
Batavia, 191, 193, 194.
Bengâle, 174.
Bérénice, 138.
Blanc (le cap), 171.
Bolivar, 227.
Bonne-Espérance (cap de), 138, 141, 163, 172, 176, 192, 198.
Bornéo, 191.
Bosphore, 150, 164, 240.
Bourgogne (ducs de), 187.
Boussole (découverte de la), 167.
Boyador (le cap), 171.
Brésil, 191, 232, 256.
Buénos-Ayres, 230, 233.
Bureau du contrôle, 203.

C.

Caire (le), 164, 172, 239, 245.
Calcutta, 202.
Calicut, 172, 173.
Cambrai (ligue de), 164.
Camoëns, 173, 174.
Canaries, 179.
Candie, 165, 173, 208, 238.
Canée (la), 165.
Cannes à sucre, 171, 250.
Canton, 174.
Capitulaires, 155.

Carlowitz (traité de), 239.
Carthage, 141, 142, 144.
Célèbes, 191.
Ceylan, 146, 174, 175, 191, 209.
Charlemagne, 151, 153, 154, 155.
Charles II, 199.
Charles-Quint, 164, 182, 183, 186, 189.
Charles XII, 213.
Chatham (lord), 221.
Chevalerie, 158, 176.
Chili (le), 182, 231.
Chine, 151, 175, 191, 198, 214.
Christianisme, 151.
Christophe Colomb, 177, 234.
Clive (lord), 201.
Clovis, 153.
Cicéron, 145.
Colbert, 206, 209.
Collége de Bourlac en Égypte, 247.
Colombie, 228.
Colonies, 209, 234.
Colonies militaires de la Russie, 215.
Commerce, 137, 153, 154, 169, 174, 186.
Compagnie des Grandes-Indes, 190, 199, 203.
Compagnie des Indes occidentales, 207, 210.
Compagnie des pays lointains, 190.
Contrebande, 185.
Constance (vin de), 192.
Constantin, 145, 150, 154.
Constantinople, 148, 152, 154, 163, 235.
Corfou affranchi, 256.
Corinthe, 142, 144.
Corse, 157.
Coton d'Égypte, 250.
Cromwell, 196, 199.
Cuba, 180.

D.

Damiette (port de), 245.
Danois, 157, 211, 212.
Dantzick, 169.
Delta (le), 246.
Dentelle, 207.
Don Juan d'Autriche, 165.
Doria (André), 161.
Droit d'Aubaine, 147.
Dupleix, 200, 210.
Duumvirs, 144.

E.

Eginhard, 155.
Egmond (le comte d'), 188.
Égypte, Égyptiens, 138, 139, 145, 244.
Élisabeth, reine d'Angleterre, 189, 196, 197, 198.
Espagne, Espagnols, 151, 184, 185, 186, 188, 189.
Érasme, 189.
Érié (canal), 256.
Esclaves, 156.
Etats-Unis d'Amérique, 216, 220,

F.

Farnèse (Alexandre), 189.
Féodalité, 156.
Fer, 154.
Ferdinand VII, 227.
Ferdinand Cortez, 181, 234.
Feu Grégeois, 150.
Fiesque, 161.
Fin du monde, 156.
Florence, 152, 157, 163.
Flotte invincible (la), 189.
Foires, 154.
France, 173, 206.
Francfort, 168.
Franklin, 219, 220.
François Ier, 206.
Francs, 152, 153.

G.

Gênes, 152, 157, 160, 162.
Gibbon, 150.

Goa, 173.
Gobelins (tapisseries des), 207.
Golfe persique, 175.
Grèce, 142, 143, 235.
Grégoire de Tours, 151.
Gueux, 188.
Guillaume III, 194.
Guillaume le Conquérant, 157.
Guillaume de Nassau, 189.
Guinées, 171.

H.

Haïti, 179, 255.
Hambourg, 168, 169, 197.
Hannon, 141.
Hareng (pêche du), 139, 169, 187.
Harlem (siége de), 188.
Haroun al Raschid, 155.
Hellespont, 150, 256.
Henri IV, 253.
Henri VII (loi de), 196.
Herrera, 180.
Himilcon, 141.
Hollandais, 187, 188, 194, 199, 207.
Houris, 149.
Hottentots, 192.
Houtman, 189.
Hydra, 144, 241.

I.

Impôt du thé, 219.
Imprimerie au Caire, 247.
Inde, 148, 150, 199.
Industrie, 156, 185, 186.
Inquisition, 166, 176, 185, 188.
Italie, 167.
Iturbide, 232.

J.

Jacques II, 198.
Jamaïque, 180.
Japon, 151, 174, 191.
Java, 191, 194.
Jornandès, 151.
Jugements de Dieu, 155.
Juifs, 151, 154, 196.
Jules II, 164.

K.

Kainardgi (traité de), 241.
Kosciusko, 235.
Koran (le), 149.
Kuprogli, 166.

L.

Labourdonnais, 210.
Lafayette (le général), 221.
Laine, 154.
Lally (condamné à mort), 210.
Lascaris, 167.
Las Casas, 181, 183.
Latins, 165.
Law (système de), 210.
Lazaret établi à Liverpool, 250.
Léon X, 173.
Lépante (bataille de), 165.
Lèpre, 158.
Leyde (siége de), 188.
Liban, 140.
Linge, 154.
Lisbonne, 175, 178, 189.
Lombards, 152, 154, 168.
Louis XIV, 188, 191, 194, 207, 238.
Louis XV, 195.
Lubeck, 168, 169, 196, 212.
Lyon, 207.

M.

Macao, 174.
Madagascar, 190, 208, 209
Madère, 171.
Magellan (détroit de), 184
Mahomet, 148, 150, 152, 163
Malabar, 146, 170, 198.
Malacca, 174.
Mameluks, 160.
Manille, 184.

Marcation (ligne de), 180.
Marc-Paul (voyages de), 167, 178.
Maroquins, 141.
Marseille, 142, 144, 154, 207.
Masséna, 162.
Maures, 149, 173, 176, 186.
Maximum, 186.
Médecins, 149, 237, 254.
Médicis, 167.
Mer Noire, 150.
Mer Rouge, 138, 163, 172.
Mexique, 181, 186, 231.
Mines, 155, 213, 228, 231.
Missolonghi, 239, 243.
Mithridate, 147.
Mohammed-Ali, 246.
Moines, 156, 186, 229.
Molusques, 151, 174, 175, 184, 190, 198.
Monastères, 156, 185.
Monnaies, 155.
Monopole, 175, 209, 251.
Morée, 163.
Morosini, 166, 238.
Moscou, 215.
Moscovie, 157.
Moussons, 146.
Musulmans, 157, 239.

N

Napoléon, 195, 227, 232.
Naples de Romanie, 239.
Navigation, 139, 170, 172.
Nègres, 171.
Nil (le), 244.
Normands, 153.

O.

Odessa, 215.
Orangistes, 195.
Orenbourg, 214.
Orient, 143, 145, 148, 151, 156, 183, 193.

P.

Palmyre, 143, 152.
Palos, 179.
Papes, 152, 172.
Parga vendue par les Anglais, 242.
Paysans, 156, 187.
Pays-Bas, 177, 195, 197.
Péloponèse, 163.
Penn, 216.
Péra (faubourg de), 160.
Périple d'Hannon, 141.
Perles (pêche des), 191.
Pérou, 191, 230.
Pétersbourg, 214.
Pétrarque, 161.
Pierre-le-Grand, 214, 251.
Pirates, 153, 168, 212.
Pisans, 158.
Pizarre, 182.
Phanar (quartier du), 235, 237, 238.
Pharamond, 253.
Phéniciens, 138, 139.
Philadelphie, 216, 220.
Philippe II, 165, 176, 186, 188, 189.
Philippines (îles), 184.
Pologne, 214
Pondichéry, 201, 207, 210.
Portugais, 166, 170, 171, 177, 187.
Protestants, 208.
Prusse, 169, 213.

R.

Ramusio, 148.
Réformation, 188.
Religions, 150, 196.
République des Pays-Bas, 189.
Républiques italiennes, 167.
Révolution française, 162, 166, 195, 223.
Rio-Janeiro, 233.
Riswick (paix de), 209.

Rhodes, 143, 144.
Robertson, 152.
Rome, 145.
Rosette (port de), 246.
Routes, 146.
Routes en fer, 252.
Russes, 211, 214, 240.
Ruyter, 192.

S.

Saint-Louis, 119, 206.
Saint-Marc (trésor de), 166.
Sarmates, 157.
Saxons, 153, 154.
Say (M. Jean-Baptiste ; cité), 204.
Sénégal, 171.
Serfs, 156.
Siam, 209.
Sicile, 171.
Sismondi (M. de), 152.
Smyrne, 243.
Soie, 154, 207, 253.
Sonde (îles de la), 190, 195.
Sou d'or, 151.
Succession (guerre de la), 186, 226.
Suède, 157, 169. 211, 212.
Suez (isthme de), 172, 247.
Stuarts (les), 196, 200, 216.
Suisses, 157.
Sumatra, 191.
Surate, 209.
Système des Espagnols dans les colonies, 184, 225.
Syrie, 152.

T.

Tamise (la), 192, 256.
Tapis de la Savonerie, 207.
Tapis d'Aubusson, 207.
Teutonique (société), 168.
Timbre (acte du), 218.
Tippoo-Saïb, 201.
Traite des noirs (origine de la), 183.
Travail (du), 185, 234.
Trieste, 164.
Tripoli, 140, 152, 165.
Tunis, 165.
Turcs, 159, 164, 165, 235, 239
Tyr, 140, 141, 143.

U.

Usure, 151.

V.

Vandales, 149.
Vaisseaux à vapeur, 205, 252.
Vasco de Gama, 172.
Veniero (Sébastien), 165.
Venise, 152, 157, 162, 164, 165, 166, 172, 235, 236.
Verre, 154.
Verrès, 145.
Versailles, 208.
Vespucci (Américo), 180.
Voltaire, 240.
Voyages, 138.

W.

Warwick, 190.
Wasinghton, 221, 222.

X.

Xerxès, 143.
Ximenès (le cardinal), 183.

Y.

Yucatan (province du), 181.

Z.

Zaguebar (côte du), 176.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

TABLE DES CHAPITRES.

CHAPITRE PREMIER. — Considérations sur le commerce et la navigation des anciens. — Des Égyptiens. — Des Phéniciens. — Des Carthaginois. — De Marseille. 137
CHAP. II. — Du commerce chez les Grecs et chez les Romains. 142
CHAP. III. — Du commerce, après la chute de l'empire romain. — Des Arabes. 147
CHAP. IV. — Du commerce, depuis Charlemagne jusqu'aux Croisades. 152
CHAP. V. — Du commerce à Gênes et à Venise. 159
CHAP. VI. — Des Villes Anséatiques. 167
CHAP. VII. — Découvertes des Portugais dans les Indes. . 170
CHAP. VIII. — Découvertes et établissements des Espagnols dans le Nouveau-Monde. 177
CHAP. IX. — Des Hollandais, et de leurs établissements dans les Indes orientales. 187
CHAP. X. — Commerce et établissements des Anglais aux Indes orientales. 196
CHAP. XI. — Établissements des Français dans les deux Indes. — Influence du règne de Louis XIV. — Ruine des compagnies privilégiées. 205
CHAP. XII. — De la puissance commerciale du Danemark, de la Prusse, de la Suède et de la Russie. 211
CHAP. XIII. Émancipation des Colonies anglaises de l'Amérique septentrionale. 216
CHAP. XIV. — Influence de la révolution française sur le commerce et l'industrie. 222

CHAP. XV. — Émancipation des colonies espagnoles et portugaises de l'Amérique du Sud. 225
CHAP. XVI. — De l'état du commerce en Grèce depuis la conquête des Musulmans, et de l'influence probable de la révolution actuelle. 234
CHAP. XVII. — De l'état actuel du commerce en Égypte. . 244
CHAP. XVIII. — Conclusion. 252
Table alphabétique des matières. 258

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

Paris. — Imprimerie de P.-A. BOURDIER et Cie, 30, rue Mazarine.

DUE DATE

SEP 2 1 1994

GLX OCT 3 1 1994

GL/Rec OCT 3 1 1994

GLX FEB 1 5 1995

GLX FEB 1 5 1995

GL/Rec DEC 2 8 1994

201-6503

Printed in USA

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES

0040499960

330
B614

33013

APR 1 6 1962

END OF
TITLE